

KARINE HÉBERT



IMPATIENT

D'ÊTRE SOI-MÊME

**Les étudiants montréalais,
1895-1960**

**IMPATIENT
D'ÊTRE SOI-MÊME**

PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450
Québec (Québec) G1V 2M2
Téléphone : (418) 657-4399 • Télécopieur : (418) 657-2096
Courriel : puq@puq.ca • Internet : www.puq.ca

Diffusion / Distribution :

CANADA et autres pays

PROLOGUE INC.
1650, boulevard Lionel-Bertrand (Québec) J7H 1N7
Téléphone : (450) 434-0306 / 1 800-363-2864

FRANCE
AFPU-DIFFUSION
SODIS

BELGIQUE
PATRIMOINE SPRL
168, rue du Noyer
1030 Bruxelles
Belgique

SUISSE
SERVIDIS SA
5, rue des Chaudronniers,
CH-1211 Genève 3
Suisse



La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

KARINE HÉBERT

IMPATIENT D'ÊTRE SOI-MÊME

Les étudiants montréalais, 1895-1960

2008



Presses de l'Université du Québec

Le Delta I, 2875, boul. Laurier, bur. 450
Québec (Québec) Canada G1V 2M2

*Catalogage avant publication de Bibliothèque
et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada*

Hébert, Karine, 1974-

Impatient d'être soi-même : les étudiants montréalais, 1895-1960

(Collection ES; 14)

Présenté à l'origine comme thèse (de doctorat de l'auteur – Université du Québec à Montréal), 2002, sous le titre : La construction d'une identité étudiante montréalaise, 1895-1960.

Comprend des réf. bibliogr. et un index.

ISBN 978-2-7605-1551-2

1. Étudiants - Québec (Province) - Montréal - Histoire - 20^e siècle. 2. Identité chez les jeunes - Québec (Province) - Montréal. 3. Jeunesse - Québec (Province) - Montréal - Histoire - 20^e siècle. 4. Groupes sociaux - Québec (Province) - Montréal - Histoire - 20^e siècle. 5. Élite (Sciences sociales) - Québec (Province) - Montréal - Histoire - 20^e siècle. I. Titre. II. Collection.

LA419.M6H42 2008

378.1'980971428

C2007-941698-5

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

La publication de cet ouvrage a été rendue possible grâce à l'aide financière de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention de la Fédération canadienne des sciences humaines, de concert avec le Programme d'aide à l'édition savante, dont les fonds proviennent du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Mise en pages: INFO 1000 MOTS

Couverture – Conception: RICHARD HODGSON

Photographie: *Nouveau béret des étudiants de l'Université Laval de Montréal*, 1901, M.-P. Grenier, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 PUQ 2008 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

© 2008 Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2008

Bibliothèque et Archives nationales du Québec / Bibliothèque et Archives Canada
Imprimé au Canada

Avant-propos

Étudiants, jeunes, sont-ce bien là des synonymes? Dans l'absolu, non. Mais, dans l'image que la société s'en fait, dans la définition qu'ils se font d'eux-mêmes, la réponse est beaucoup moins tranchée. Nous touchons ici à une question fondamentale des sociétés contemporaines, celle de l'identité. Comment un groupe en vient-il à prendre conscience de son existence? Est-ce que la jeunesse et le statut d'étudiant sont des facteurs suffisants pour entraîner l'épanouissement d'un sentiment identitaire et la construction d'un groupe social cohérent et agissant?

Depuis quelques années, il ne se passe pas un événement politique d'envergure sans que l'insouciance des jeunes ne soit commentée par les médias. Cette jeunesse inatteignable est pourtant celle que l'on associe au vaste mouvement altermondialiste émergent. Que croire? Que la jeunesse d'aujourd'hui est apolitique? Ou qu'elle est plutôt politisée différemment des générations précédentes? Dans la foulée, le monde étudiant est bien souvent pointé du doigt pour son côté corporatiste ou individualiste, plus intéressé à limiter la hausse des droits de scolarité et à protéger les privilèges associés à quelque diplôme, qu'à se porter à l'avant-scène des revendications sociales. Mais comment expliquer l'ampleur de la grève étudiante de l'hiver 2005 qui a rejoint un nombre inégalé d'étudiants et d'étudiantes dans toute la province? Comment expliquer leur participation constante aux débats publics sur des sujets aussi variés que l'environnement ou la souveraineté? Comment, surtout, expliquer que ces interventions se font dans bien des cas au nom même de la jeunesse et du groupe étudiant?

Ces questions dans l'air du temps ont touché intimement l'étudiante que j'étais il y a quelques années et la professeure que je suis devenue depuis. Inconfortable avec cette image à laquelle j'aurais dû correspondre selon les médias de l'époque, j'ai voulu transposer ce questionnement

identitaire à la fois sur les plans historique et collectif. Lentement, deux questions ont germé : comment un groupe, dans le présent cas le groupe étudiant, en arrive-t-il à se forger une identité et à trouver sa place dans la société ? Quelle est la place de la jeunesse dans l'identité étudiante ?

Ces questions prennent place dans un contexte beaucoup plus large et répondent à certaines interrogations historiographiques actuelles au sujet du développement de la démocratie au Québec et au Canada, de l'élargissement de la notion de citoyenneté par la prise de parole de multiples groupes auparavant maintenus aux franges de la sphère publique, généralement par manque de représentation officielle ; pensons aux femmes, aux communautés culturelles, aux travailleurs. Les étudiants et la jeunesse en général font partie de ces groupes qui ont émergé à la faveur du XIX^e et surtout du XX^e siècle. En s'interrogeant sur les fondements identitaires du groupe étudiant, en mettant en évidence le processus de construction identitaire menant à une prise de parole publique, ce livre participe à ce courant historiographique qui trouve toute sa pertinence dans le contexte actuel de renouvellement de la démocratie.

Cet ouvrage est le fruit d'une recherche doctorale s'étant étalée sur près de cinq années. Ces belles et difficiles années ont été ponctuées de rencontres professionnelles et d'amitiés qui m'ont permis de passer à travers des moments creux et des incertitudes. Sans elles, le poids d'une thèse aurait parfois été bien lourd à porter.

J'aimerais remercier chaleureusement Fernande Roy qui a agi à titre de directrice de thèse et Pierre Trépanier qui a joué son rôle de codirecteur avec un professionnalisme remarquable. Leur rigueur intellectuelle, leur présence et surtout leur confiance ont su m'encourager. Pour leurs précieux commentaires et pour avoir pris de leur temps pour lire le manuscrit ou la thèse, je tiens également à remercier Brian Young, Ruby Heap, Paul-André Linteau, Yolande Cohen et les deux évaluateurs anonymes. L'amitié témoignée par les membres du Groupe d'histoire de Montréal fut d'un réconfort majeur. Ma famille, ma belle-famille et mes amis, pour leur soutien inébranlable, méritent également toute ma reconnaissance. En outre, je me dois d'adresser un remerciement bien particulier à Julien Goyette pour son appui intellectuel, moral et affectif ; sans lui, ni cet ouvrage ni moi ne serions tout à fait ce que nous sommes devenus.

En terminant, je tiens à souligner que sans le soutien financier du Groupe d'histoire de Montréal, du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et du Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR), la réalisation de cette recherche aurait été beaucoup plus ardue. À Céline Fournier et Marie-Noëlle Germain des Presses de l'Université du Québec et à Yves Gingras, responsable de la collection « Enseignement supérieur », merci pour leur confiance et leur professionnalisme. Je remercie enfin la *Revue d'histoire de l'Amérique*

française (RHAF), les Presses de l'Université du Québec, McGill-Queen's University Press et University of British Columbia Press pour m'avoir autorisée à reproduire ici quelques extraits d'articles déjà publiés¹.

1. Voir la bibliographie pour les titres complets des articles concernés.

Table des matières

Avant-propos	VII
Introduction	1
Identité et jeunesse	3
L'approche comparative et la – relative – longue durée	6
Les sources	9
L'université au Québec, quelques débats	11
Une brève histoire de l'Université de Montréal.	15
Une brève histoire de l'Université McGill.	19
1 Étudiants et étudiantes	25
1.1. Les étudiants dans l'historiographie	26
1.2. Les étudiants et les étudiantes montréalais, un portrait ..	29
1.3. Associations et maisons étudiantes :	
création et fonctionnement	37
1.3.1. Affirmation et représentativité.	49
1.3.2. Les journaux étudiants	54
1.3.3. Un discours représentatif?	65

2	L'élite de demain	69
	2.1. La jeunesse au cœur de l'identité étudiante	70
	2.2. « Car la jeunesse c'est l'avenir d'un pays »	83
	2.2.1. L'élite de demain	83
	2.2.2. La guerre, ou l'avenir compromis	88
	2.2.3. Une nouvelle élite pour la reconstruction	91
	2.3. Une « bouillante ardeur » à contenir	98
	2.3.1. L'encadrement moral	98
	2.3.2. Lorsque l'encadrement moral ne suffit pas : la discipline	104
	2.4. Une identité masculine : les étudiantes en contrepoint	111
	2.5. Une identité nationale : une collaboration parfois difficile	118
3	Une génération, entre opposition et affirmation	129
	3.1. Les années 1920. Une génération défensive	132
	3.2. En réaction à la crise, une jeunesse en mutation	135
	3.2.1. Une rhétorique d'opposition	136
	3.2.2. Quand la génération mène à l'affirmation sociale	145
	3.3. Les étudiants face au monde en ébullition	153
	3.3.1. Ouverture ou radicalisme ?	153
	3.3.2. Les points de vue s'affrontent	161
	3.4. La guerre, un moment de bouleversement sur les campus	165
	3.4.1. La vie sur les campus remise en question	165
	3.4.2. Alors que le statut des étudiants et des étudiantes est menacé... ..	169
4	Vers une nouvelle identité étudiante (1946-1960)	183
	4.1. Les communautés étudiantes se modifient, un peu... ..	184
	4.2. L'identité étudiante en question	192
	4.2.1. L'escolier	192
	4.2.2. Persistance de la conscience générationnelle	195
	4.2.3. « Jeune travailleur intellectuel »	200
	4.2.4. Une classe sociale ?	205
	4.3. L'action étudiante s'organise	208
	4.3.1. Étudiants et ouvriers, même combat	208
	4.3.2. Communisme et relations internationales	211

4.3.3. La religion	218
4.3.4. L'université comme milieu de vie	222
4.4. Vers un groupe de pression	230
Conclusion	243
Annexe 1	
Les autorités universitaires	249
Annexe 2	
Les dirigeants étudiants	251
2.1. À l'Université McGill	251
2.1.1. Officiers des principales associations étudiantes . . .	251
2.1.2. Officiers des principaux journaux étudiants	256
2.2. À l'Université de Montréal (Université Laval à Montréal)	259
2.2.1. Officiers des principales associations étudiantes . . .	259
2.2.2. Officiers des principaux journaux étudiants	262
Bibliographie	265
1.1. Sources	265
1.1.1. Archives	265
1.1.2. Journaux et revues	266
1.1.3. Documents imprimés	266
2.1. Outils bibliographiques et anthologies	268
3.1. Ouvrages, articles et thèses	269
Index	283

Introduction

Depuis le moment où Pierre Savard lançait un appel en faveur de la multiplication des études sur l'histoire de la jeunesse québécoise¹, et celui où Jean-Marie Fecteau formulait son intuition voulant que l'étude de la jeunesse québécoise soit indissociable de celle de la nation, chacune représentant des formes « indissolublement liées de l'interrogation québécoise et canadienne sur l'avenir de la collectivité² », quelques historiennes et historiens ont interrogé la jeunesse québécoise selon différents angles d'approches. Des études antérieures, dirigées notamment par Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, avaient ouvert la voie au cours des années 1980, particulièrement au sujet de la jeunesse féminine et de ses liens avec l'histoire des femmes et de l'éducation³, mais ce n'est que depuis peu que des thèses, des monographies et des articles s'attardent particulièrement aux liens entretenus entre la jeunesse et la politique ainsi qu'aux organisations et mouvements de jeunesse.

-
1. Pierre Savard, « Pour l'histoire des jeunes », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n° 2, été 1994, p. 128.
 2. Jean-Marie Fecteau, « Jeunes et sociétés québécoise et canadienne. 1. Les jeunes et leurs mouvements au Québec des XIX^e et XX^e siècles. Quelques jalons pour une analyse historique », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *La jeunesse et ses mouvements. Influence sur l'évolution des sociétés aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Éditions du CNRS, 1992, p. 322-327.
 3. Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid (dir.), *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal, 1983, 413 p.; Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid (dir.), *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes. 1840-1960*, Montréal, Boréal, 1986, 315 p.

Ces dernières tendances développées tant par des historiens que par des sociologues et des politologues examinent les liens puissants qui se sont tissés entre l'émergence de la jeunesse comme catégorie sociale et celle de l'État moderne et du nationalisme. Pour Jean-Marie Fecteau, «le processus d'affirmation de la jeunesse comme catégorie sociale pertinente est *aussi et en même temps* une prise de position dans le débat sur la question nationale⁴». Ce processus est mis en lumière par quelques événements marquants de l'histoire du Québec telles les rébellions, la crise des années 1930 et la montée du néonationalisme, chacun étant caractérisé par une activité accrue des groupements de jeunes. Trois ouvrages récents illustrent bien cette approche⁵. Lucie Piché, en s'intéressant à la Jeunesse ouvrière catholique féminine (JOCF), associe la participation de cette organisation ouvrière de jeunes femmes au changement social qui s'opère au Québec au cours de la période allant de la crise à la Révolution tranquille⁶. Louise Bienvenue élargit encore le propos en embrassant l'ensemble des mouvements d'action catholique spécialisés (Jeunesse ouvrière catholique, Jeunesse étudiante catholique, Jeunesse agricole catholique et Jeunesse indépendante catholique, cela incluant la branche féminine de chacun des mouvements) pour comprendre comment la jeunesse s'est imposée comme une catégorie sociale autonome et susceptible de prendre part au débat public⁷. Finalement, Nicole Neatby, reprenant à son compte la révision historiographique amorcée au sujet de la Révolution tranquille, repousse d'une bonne décennie les débuts de l'activisme des étudiants de l'Université de Montréal (UdM)⁸. On le voit, ces trois auteures cherchent à comprendre les liens qui rapprochent la jeunesse, qu'elle soit ouvrière et féminine, catholique ou étudiante, des boulever-

-
4. Jean-Marie Fecteau, «Jeunes et sociétés québécoise et canadienne. 1», *op. cit.*, p. 323. Yolande Cohen a soutenu une thèse similaire dans les cas des étudiants français, associant l'avènement de la jeunesse comme groupe social distinct à celui de la démocratie. *Les jeunes, le socialisme et la guerre. Histoire des mouvements de jeunesse en France*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 19.
 5. Bien entendu, ces ouvrages ne représentent pas les seules interrogations des chercheurs au sujet de la jeunesse et des organisations de jeunesse. D'autres ont examiné les Jeune-Canada, les Jeunesses Patriotes, le mouvement scouts et guides, la Jeunesse étudiante catholique. Voir la bibliographie pour des informations complètes.
 6. Lucie Piché, *Femmes et changement social au Québec. L'apport de la Jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 349 p.
 7. Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 291 p.
 8. Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, 264 p.

sements sociaux qui ont agité le Québec entre deux moments forts de son histoire, la crise et la Révolution tranquille. Paul Axelrod, dans le cas du Canada anglais, reprend sensiblement la même perspective lorsqu'il avance que les années 1930 sont marquées par un mouvement étudiant radical, non généralisé mais néanmoins bien présent, en prise directe avec les remises en question entraînées par la crise⁹. Force est de constater que ces quatre études entretiennent la tendance historiographique toute canadienne et québécoise à la division linguistique et culturelle.

Identité et jeunesse

Dans ces dernières études, la participation à la société du groupe étudié, que ce soient les groupes étudiants ou les mouvements d'action catholique, est à l'avant-plan. La question identitaire des jeunes et des étudiants n'est généralement pas au cœur de l'argumentation, bien qu'elle soit abordée à l'occasion, notamment par Bienvenue. C'est à ce questionnement que se consacre le présent ouvrage. Plus précisément, il examine la construction identitaire des étudiants montréalais en accordant une place centrale mais non unique à la jeunesse comme élément fondamental et constant de leur identité, en ne négligeant pas de confronter ce groupe aux contours mouvants aux autres composantes de la société. Par ailleurs, puisque l'identité est une notion complexe traversée de multiples référents, plusieurs paramètres relatifs au monde étudiant doivent être pris en compte, que ce soit le genre, l'appartenance ethnique et religieuse, la langue, mais aussi l'appartenance à une communauté locale et institutionnelle inscrite dans l'espace et le temps montréalais. Ces dernières considérations expliquent l'approche comparative privilégiée, comparaison qui met en scène les étudiants de l'Université de Montréal et ceux de l'Université McGill.

Fondamentalement, l'identité est la réponse que l'on offre à la question « qui suis-je ? ». Cette réponse est généralement complexe, tant individuelle que sociale. Comme l'explique Nicole Gagnon, « un même Soi peut se référer à plusieurs Nous : il n'y a pas qu'une seule réponse valable à la question "qui suis-je ?"¹⁰ ». Dans la même veine, on peut dire que le Soi ne se réfère pas uniquement au Nous. Le Tu et le Lui participent aussi à la

9. Paul Axelrod, *Making a Middle Class. Student Life in English Canada during the Thirties*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990, 269 p. Particulièrement le chapitre 6, « Politics and Social Change: The Student Movement ».

10. Nicole Gagnon, « Fernand Dumont et la conscience historique », *Possibles*, vol. 18, n° 2, printemps 1994, p. 135.

définition identitaire : c'est le rapport d'altérité¹¹. En effet, si l'identité est un concept délicat appelant autant de définitions qu'il a d'auteurs, deux constantes semblent néanmoins se dégager : l'identité est un processus *social* et, conséquemment, l'identité n'existe pas sans « l'autre »¹².

Lorsque l'on s'attarde à une composante identitaire en particulier, la logique relationnelle qui la sous-tend doit être prise en compte, sans qu'il faille s'y enfermer pour autant. Par exemple, le genre est une caractéristique constitutive de l'identité qui repose sur l'opposition ou la relation entre les femmes et les hommes. Mais quiconque étudie les questions de genre ne peut se limiter à cette opposition binaire : nul ne peut être que femme, nul ne peut être qu'homme. La jeunesse procède d'une logique semblable ; elle prend sens, entre autres, par la présence des adultes, mais ne fait pas abstraction d'un certain nombre d'autres paramètres comme la religion, l'appartenance ethnique, etc. Léon Dion considère que l'âge est un important principe de différenciation dans la relation du « moi » et de l'« autre »¹³. Lorsqu'il aborde la question des générations, Pierre Bourdieu relève lui aussi un mode d'articulation conflictuel¹⁴.

Bref, une étude sur l'identité ne peut être unilatérale. En adoptant une définition de l'identité selon laquelle elle constitue un processus social marqué par un rapport d'altérité, la prise en compte de « l'autre » s'impose. Dans le cas des étudiants, cet « autre » prend bien souvent le visage des autorités universitaires. La relation qui s'établira entre les étudiants et les autorités de 1895 à 1960 doit donc être considérée comme fondamentale dans la construction de l'identité des premiers.

Les étudiants forment le cœur de cette recherche. La parole leur est redonnée dans l'espoir de voir s'ils sont arrivés à se considérer comme un groupe. Cette identité étudiante ne se limite pas à une simple inscription à l'université. En effet, le statut d'étudiant colore la manière dont les premiers concernés abordent les autres composantes de leur identité. Le genre, l'origine nationale, religieuse, sociale et culturelle interviennent alors dans la définition identitaire des étudiants en même temps que ces derniers s'interrogent sur la manière d'être à la fois étudiants et Canadiens-français ou Canadiens-anglais, par exemple. La parole leur est également

11. *Ibid.*

12. Pierre Tap, « Introduction », dans Pierre Tap (dir.), *Identités collectives et changements sociaux. Colloque international, Toulouse-septembre 1979*, Toulouse, Privat, 1980, p. 11-15 ; Richard Jenkins, *Social Identity*, Londres et New York, Routledge, 1996, 206 p.

13. Léon Dion, *Québec 1945-2000. Tome 1. À la recherche du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1987, p. 18.

14. Pierre Bourdieu, « La jeunesse n'est qu'un mot », dans Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 143-154.

redonnée pour comprendre la place qu'occupe la jeunesse dans leur définition d'eux-mêmes. Dans ce processus identitaire, la jeunesse occupe une place particulière puisque, d'une part, les étudiants participent à l'élaboration d'un discours à son sujet et, d'autre part, se définissent constamment comme des jeunes. Il peut même être avancé que c'est au regard de cette composante de leur identité que les étudiants ont fait preuve de la plus grande autonomie.

Dans le langage courant, les étudiants sont ordinairement associés à la jeunesse. Il n'est peut-être pas indu d'avancer que, pendant un temps, les étudiants ont même été considérés comme « les » jeunes. Mais comment ont-ils réagi à cette catégorisation ? L'ont-ils intégrée sans la questionner ? Ont-ils fondé une partie de leur identité sur l'image de la jeunesse qui leur était présentée ? L'ont-ils remise en cause ? Avant d'aller plus loin, il faut distinguer entre deux acceptions du mot jeunesse. Celui-ci peut désigner le groupe constitué des individus classés comme jeunes, en raison de leur âge la plupart du temps, par une société ; la jeunesse forme alors une catégorie sociale. Le même mot peut aussi correspondre à une idée, à un ensemble de valeurs et de caractéristiques que la société attribue à la jeunesse, pensons à l'insouciance, la beauté, la fraîcheur, l'inexpérience, pour ne nommer que ces caractéristiques qui ont transcendé les époques. Il n'est pas besoin de fouiller longtemps les sources universitaires – qu'elles soient produites par les autorités ou par les étudiants – pour constater la récurrence de l'utilisation du terme jeunesse. Mais ce n'est pas assez de prouver l'existence d'un discours structuré. Encore faut-il questionner les sources de diverses manières pour qu'il puisse s'éclairer. À la suite d'Olivier Galland, de Gérard Mauger et de Michael Mitterauer¹⁵, la jeunesse est plutôt considérée comme un phénomène social et culturel susceptible d'évoluer et de se modifier selon l'époque, la société et le groupe étudiés. Si, pour comprendre la jeunesse, le choix des étudiants universitaires s'explique par la nécessité de cibler des groupes relativement autonomes, ce choix ne permet en rien d'extrapoler les conclusions obtenues aux autres groupes de jeunes. Ainsi d'aucune manière, on ne peut affirmer que ces étudiants sont représentatifs de la jeunesse¹⁶. Ils en forment la frange la plus âgée ; le simple fait qu'ils soient à l'université

15. Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 1997, 247 p. ; Gérard Mauger, « La catégorie de jeunesse. Essai d'inventaire, de classement et de critique de quelques usages courants ou savants », dans Annick Percheron et François Proust (dir.), *Les jeunes et les autres. Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes*. Tome 1, Centre de recherche interdisciplinaire du Vauresson (CRIV), 1986, p. 43-63 ; Michael Mitterauer, *A History of Youth*, Oxford, Blackwell, 1992, 256 p.

16. Lorsqu'il est mention des étudiants dans l'ouvrage, seuls les étudiants universitaires, ceux qui au sens strict du terme poursuivent des études universitaires,

les place dans une situation minoritaire. Cela ne les a pas empêchés de se positionner parmi la jeunesse de leur temps et de s'en approprier le rôle d'élite. Pour reprendre la théorie de la typologie des groupes de Fernand Dumont, les étudiants n'en ont pas moins produit un discours *référentiel* sur la jeunesse¹⁷. Donc, même si les étudiants ne peuvent être tenus pour représentatifs, ils présentent un discours qui se veut unificateur et, surtout, ils participent activement à la construction de la jeunesse comme catégorie sociale.

L'approche comparative et la – relative – longue durée

Afin de vérifier les hypothèses de départ, à savoir que l'identité est un processus social et que la jeunesse change à la fois selon le milieu et la conjoncture, une approche historique et comparative s'est avérée pertinente. Deux communautés étudiantes distinctes sont ainsi placées sous les projecteurs : celle de l'Université de Montréal (Université Laval à Montréal jusqu'en 1919-1920) et celle de l'Université McGill. Par ces analyses de cas considérées sur une période de quelque soixante-cinq ans, il sera possible d'examiner comment, dans un contexte historique donné et pour un groupe particulier, se construit une identité.

Le choix de ces deux universités montréalaises offre plusieurs avantages. Il permet notamment de comparer deux milieux différents sur les plans culturel, pédagogique et religieux, de traditions intellectuelles distinctes, tout en étant situés à quelques rues l'une de l'autre, donc soumises à des facteurs urbains et économiques similaires. Une approche comparative permet de vérifier si l'identité étudiante et la jeunesse ont bel et bien été influencées par le milieu qui les sous-tend. Peut-on parler, dès lors, d'une identité étudiante commune pour les deux communautés étudiantes montréalaises ? Les divergences culturelles, sociales et religieuses qui séparent les deux communautés universitaires montréalaises portent à répondre par la négative. Mais au moment où pointent les années 1960, on peut croire qu'un rapprochement est en voie de se réaliser. Cela pour dire que la construction d'une identité étudiante ne se réalise pas en vase clos. Pour bien saisir toutes les subtilités du processus, il sera donc nécessaire de s'attarder aux liens qu'établiront les étudiants entre leur

sont visés. Les étudiants des collèges classiques et des *high schools*, bien qu'ils soient souvent considérés comme des étudiants – en témoigne la présence des premiers au sein de la JEC par exemple –, n'ont pas été retenus ici.

17. Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise. Essai*, Montréal, Boréal, 1996, p. 342.

statut d'étudiant et les autres composantes de leur identité. Autrement dit, à la manière dont les étudiants concilieront le fait d'être étudiants et canadiens-français, ou protestants, ou mâles, ou...

Il ne faut cependant pas attribuer à l'approche comparative des vertus qui la dépassent. Si elle n'autorise pas un portrait global d'un phénomène, elle permet cependant d'identifier une diversité qui pourrait échapper à l'analyse d'un objet unique. Dans le cas de l'identité étudiante et de la jeunesse, la comparaison raffinerait l'analyse du discours et permettrait de voir s'il traverse les mêmes phases d'un milieu à l'autre. Il n'en demeure pas moins que cette approche comparative, aussi controversée soit-elle, n'a pas encore révélé toutes ses possibilités dans le cadre de l'histoire montréalaise, malgré le potentiel comparatif extraordinaire de cette métropole québécoise et canadienne.

À l'approche comparative classique, consistant pour le chercheur à bâtir ses objets de comparaison, peut s'ajouter une autre dimension que certains qualifient d'histoire croisée¹⁸. Cette approche insiste plutôt sur les relations historiques, le dialogue ou l'absence de dialogue entre les objets comparés. Dans le présent cas, il faut se demander si les étudiants de l'Université de Montréal et de l'Université McGill se sont rencontrés, ont tenté d'établir des liens, ont parlé de leurs voisins dans leurs journaux respectifs. Ces rencontres ne semblent pas avoir été assez fréquentes pour donner lieu à la construction d'une identité étudiante montréalaise unique avant les années 1960. Il s'agira d'expliquer cette distance et d'en mesurer les conséquences.

Il reste maintenant à déterminer la période de l'analyse. Des chercheurs ont déjà démontré qu'une étude couvrant une durée relativement longue et articulée selon une trame chronologique permet d'examiner les grandes tendances dans la construction identitaire en tenant compte à la fois des événements majeurs, des guerres par exemple, et du contexte culturel¹⁹. La longue durée permet aussi, et surtout, de faire ressortir les grandes phases d'un processus. Il faut toutefois admettre que la longue durée comporte son lot d'imprécisions: il est difficile, en effet, d'aborder dans le détail tous les événements jalonnant les nombreuses années prises en compte. Toutefois, la présente étude prend le pari de cette relative longue durée dans l'objectif de remettre en perspective les multiples études réalisées jusqu'à maintenant au sujet de la jeunesse et du monde

18. Jürgen Kocka, «Comparison and Beyond», *History and Theory*, n° 42, février 2003, p. 39-44.

19. Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, op. cit.; John Gillis, *Youth and History. Tradition and Change in European Age Relations. 1790 to Present*, New York, Academy Press, 1974, 232 p.; Maurice Crubellier, *L'enfance et la jeunesse dans la société française. 1800-1950*, Paris, Armand Colin, 1979, 389 p.

étudiant québécois et canadiens²⁰. Ainsi, les pages qui suivent expliquent, d'une part, que l'identité étudiante se modifie avec les années et, d'autre part, que la jeunesse change, qu'elle ne veut pas toujours dire la même chose, que différentes valeurs peuvent l'investir et qu'elle peut être associée à divers rôles sociaux.

Plus concrètement, il importe de déterminer les bornes temporelles de l'analyse. Les années allant de 1895 à 1960 englobent une période charnière dans l'établissement de l'identité étudiante montréalaise. Des raisons institutionnelles et historiographiques renforcent ce découpage temporel au départ fondé sur l'histoire des communautés étudiantes. En 1895, les deux universités montréalaises entrent dans une nouvelle étape de leur existence. McGill, déjà bien implantée dans le milieu montréalais, amorce une phase d'expansion avec l'arrivée d'un nouveau principal, William Peterson. Ce dernier contrôlera la destinée de l'institution jusqu'après la Première Guerre mondiale. Au cours de la même décennie, l'Université Laval à Montréal accède à une certaine indépendance administrative par rapport à Québec et, en 1895, elle emménage finalement dans de nouveaux locaux à l'angle des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine. Encore fragile, l'institution se dote à ce moment des structures qui favoriseront son développement ultérieur. Le choix de 1960 s'est imposé pour des raisons d'un autre ordre : les études à propos de la jeunesse et des mouvements étudiants de ces années chaudes sont innombrables. Cette prolifération d'études n'est pas gratuite, les années 1960 étant souvent considérées comme un point tournant dans l'histoire et la sociologie de la jeunesse en Occident. Dans le cas du Québec, certains parlent d'un saut qualitatif dans l'histoire vécue des mouvements étudiants et de la jeunesse en général, la Révolution tranquille entraînant une modification de la relation des citoyens au politique²¹. Le rapport des étudiants et des jeunes en général au débat public a pu en être modifié d'autant. Cette question mériterait à elle seule qu'on y consacre une étude.

20. De manière générale, ces études portent sur des périodes assez courtes, quelques années ou une décennie. Par exemple : Sara Z. Burke, « New Women and Old Romans: Co-education at the University of Toronto, 1884-95 », *Canadian Historical Review*, vol. 80, n° 2, juin 1999, p. 219-241 ; « "Being unlike Man" Challenges to Co-education at the University of Toronto, 1884-1909 », *Ontario History*, vol. 93, n° 1, printemps 2001, p. 11-31 ; Jo LaPierre, « The Academic Life of Canadian Coeds », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 2, n° 2, 1990, p. 225-245 ; Paul Axelrod, *Making a Middle Class*, *op. cit.*.

21. C'est la conclusion à laquelle Léon Dion arrive dans *La révolution déroutée. 1960-1976*, chapitre 5, « Valorisation du politique », Montréal, Boréal, 1998, p. 221-256.

Les sources

Le cœur de cet ouvrage étant consacré à l'identité étudiante et au discours sur la jeunesse présenté en milieu universitaire, les documents qui permettent d'avoir accès à ces discours ont été privilégiés. De plus, la construction à la fois comparative et chronologique de ce livre impose quelques orientations méthodologiques ainsi que le choix de certains types de sources. Il fallait déterminer des séries de sources couvrant la plus longue période possible; trouver des documents émanant à la fois des étudiants et des autorités; repérer des sources comparables pour les deux universités à l'étude. C'est en fonction de ces critères que le corpus a été établi.

Les documents produits par les étudiants à l'université entre 1895 et 1960 sont, bien entendu, des sources incontournables. Les journaux étudiants qui se sont succédé sur les deux campus durant la période analysée ont fait l'objet d'un dépouillement approfondi²². En tant que lieux de diffusion de discours, les journaux étudiants sont incontournables. Même s'il est impossible de les considérer comme représentatifs de l'ensemble de la communauté étudiante, ils présentent néanmoins une certaine diversité d'opinions, dans les colonnes de lettres ouvertes notamment. Par ailleurs, les changements annuels à la direction et à la rédaction provoquent de fréquentes réorientations des priorités et des positions éditoriales. Ces journaux sont aussi le reflet de la société, les thèmes et

22. À McGill, quatre journaux principaux ont été étudiés: le bimensuel *McGill Fortnightly* (1892-1898), les hebdomadaires *McGill Outlook* (1898-1907) et *McGill Martlet* (1908-1911) et le quotidien *McGill Daily* (1911-[1960]). À l'Université Laval à Montréal et à l'Université de Montréal: le bimensuel *Le Journal des étudiants* (1895-1896), les hebdomadaires *L'Étudiant* (1911-1915) et *L'Escholier* (1915-1917) et l'hebdomadaire et parfois bihebdomadaire le *Quartier latin* (1919-[1960]). En raison de sa parution quotidienne, seul le *McGill Daily* a fait l'objet d'un échantillonnage. Deux numéros par semaine en alternance sur trois semaines ont été compulsés (lundi-jeudi; mardi-vendredi; lundi-samedi). J'en arrive à un corpus semblable à celui obtenu pour le *Quartier latin*. Mentionnons que les journaux facultaires et départementaux n'ont pas été retenus parce que leur contenu ne concerne pas nécessairement toute la population étudiante et qu'ils auraient commandé un temps de recherche beaucoup trop important. Dans les journaux retenus, les différentes chroniques (sport, arts, culture, science, etc.) ont été vérifiées et analysées seulement dans les cas où la jeunesse ou l'identité étudiante en constituait le sujet principal. Cela veut dire que les activités étudiantes, les loisirs et les préférences sportives ou culturelles des étudiants n'ont pas vraiment été analysées. Il s'agirait d'une recherche à faire en soi. Par contre, les lettres ouvertes, les éditoriaux et les articles à développement ont systématiquement été dépouillés afin d'identifier tous les documents qui traitaient, de près ou de loin, de la jeunesse, ou qui présentaient une prise de position au nom des étudiants ou des jeunes.

les approches privilégiés dans les autres médias y sont repris parfois de manière très conventionnelle. Ainsi, le discours catholique anticommuniste des années 1930 est relayé jusqu'à plus soif dans la presse de l'UdM. Il n'en demeure pas moins que les journaux étudiants n'apparaissent pas toujours comme l'écho servile de la presse dite « adulte ». Des opinions nouvelles y sont exposées, des conflits purement étudiants s'y déroulent, laissant croire que les journaux étudiants sont un endroit privilégié pour comprendre la dynamique des communautés étudiantes montréalaises.

En plus des journaux, les étudiants ont produit beaucoup de documents, la masse de ceux-ci augmentant avec les années pour atteindre des proportions assez impressionnantes à l'aube des années 1960. Ces documents sont habituellement regroupés dans les fonds des associations étudiantes²³. De ces corpus, il est possible de dégager plusieurs informations pertinentes à propos du fonctionnement des associations étudiantes, du type de relations qu'elles et leurs membres entretenaient avec les autorités. Ces mêmes sources donnent accès aux argumentaires utilisés par ces associations lors de leur participation aux dossiers d'intérêt public (commissions d'enquête, campagnes de financement...). Il s'agit d'informations précieuses puisqu'elles permettent d'établir la perception que les étudiants avaient d'eux-mêmes et, partant, d'étayer la compréhension de leur construction identitaire.

L'identité signifiant l'altérité, les documents produits par les autorités universitaires et les professeurs s'imposaient. Les institutions universitaires sont productrices d'une somme gigantesque de documents. Aux fins de la présente recherche, seuls ceux qui fournissaient des informations directes ou indirectes sur les contacts entre les autorités universitaires et les étudiants et étudiantes ont été retenus, et ils sont nombreux²⁴.

23. Dans le cas de l'Université de Montréal (UdM), le fonds de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal s'impose. Ce fonds passablement imposant souffre toutefois d'un problème de classement et de datation des documents. De plus, certaines séries sont incomplètes. Tous les documents et les séries de documents relatifs au fonctionnement, à la représentation et aux prises de positions de l'association ont été analysés, sauf les bilans financiers. Dans le cas de l'Université McGill, les fonds du Student Services et des Student Organizations ont fait l'objet d'une attention particulière. Les documents relatifs aux associations générales et à leur fonctionnement ont été privilégiés. Mentionnons que les séries sont beaucoup plus complètes dans les cas de McGill que dans celui de l'UdM.

24. Dans le cas de l'UdM, les fonds du rectorat et du secrétariat général ont été analysés. Les fonds équivalents pour McGill, ceux des principaux et des chanceliers ont été utilisés. À cela s'ajoutent des fonds complémentaires comme celui du Royal Victoria College, des fonds personnels comme celui d'Édouard Montpetit, ou encore des documents produits par les différents comités de discipline des deux universités.

À travers tous ces documents émanant des autorités universitaires et des professeurs se profile à l'occasion un discours sur la jeunesse des étudiants. Ce discours est accessible notamment dans les dossiers disciplinaires qui illustrent la relation existant entre les autorités et les étudiants, une relation de pouvoir fondée en partie sur une dynamique entre adultes et jeunes.

Ce simple dialogue entre étudiants et autorités par sources interposées ne permet pas une remise en contexte fouillée. C'est pourquoi des documents supplémentaires et extérieurs à l'université ont aussi été pris en compte. Les revues et journaux montréalais, tant anglophones que francophones, sont riches d'informations. Des vérifications ponctuelles ont été faites dans certaines publications comme *Le Devoir*, *Notre temps*, *L'Action française* ou *The Gazette*. Mais un dépouillement plus systématique a été fait dans le *Montreal Star*, *La Presse*, *Le Canada*, *La Revue moderne* et *La Revue populaire*²⁵. Il ressort des articles relevés dans ces publications que les nouvelles émanant du monde étudiant jouissaient d'une assez bonne couverture. Il est également possible d'y retrouver parfois un discours concernant l'image des étudiants et de la jeunesse en général, notamment de la jeunesse féminine, souvent la grande négligée des archives étudiantes.

L'université au Québec, quelques débats

Les universités québécoises ne se sont pas développées en marge des débats qui ont agité l'ensemble du monde universitaire occidental. À la fin du XIX^e siècle, la volonté de former des hommes cultivés et humanistes est quelque peu remise en question par une nouvelle tendance à la spécialisation et à l'insertion de la science dans les programmes. Les facultés des arts de l'Université Laval à Québec et à Montréal et de l'Université McGill avaient été fondées pour assurer la formation générale des étudiants. Dans les universités catholiques, la faculté des arts était responsable de décerner les diplômes du baccalauréat ès arts venant couronner les études classiques dans les différents collèges des provinces diocésaines couvertes par l'Université; du côté de McGill, la faculté des arts était aussi responsable d'attribuer ce diplôme mais, cette fois, aux étudiants qui avaient suivi les cours prodigués par le McGill College aux *undergraduates* fraîchement sortis des *high schools*. Dès les années 1860, McGill va cependant introduire le système des cours spécialisés (*honours*) dans son programme général. Derrière cette nouveauté, on retrouve une vision

25. Dans ces cas, le dépouillement a été fait dans le cadre des recherches du Groupe d'histoire de Montréal. Une semaine sur cinq a été dépouillée pour des publications parues entre 1900 et 1970.

plus pragmatique de l'éducation²⁶. D'un idéal où la formation en arts était uniquement vouée à donner une culture générale, désintéressée et sans valeur monnayable aux étudiants, on est passé à une formation pouvant mener à une spécialisation et, à terme, à une carrière industrielle. Ce débat entre la culture générale et la spécialisation demeure toutefois un peu illusoire, même pour l'époque, puisque seule la faculté des arts était véritablement soumise à l'idéal humaniste, les autres facultés universitaires étant déjà en grande partie professionnelles. Que ce soit la médecine, le droit, la pharmacie ou encore à la chirurgie dentaire, on a ici affaire à des professions dûment constituées qui confiaient à une faculté universitaire le soin de former les prochains pratiquants. L'université, dans ses ramifications facultaires, a donc depuis longtemps été professionnalisante et vouée à une certaine utilité sociale, du moins en ce qui concerne la reproduction des élites.

L'opposition entre reproduction de connaissances et production de nouvelles connaissances apparaît beaucoup plus révélatrice de tensions qui agitent l'université aux XIX^e et XX^e siècles et en explique certaines transformations. C'est avec l'arrivée de nouvelles générations d'universitaires chercheurs, comme le soutient Yves Gingras, que les universités vont véritablement se renouveler. Cette transformation survient plus tôt du côté de McGill, alors qu'à la fin du XIX^e siècle, les universités «devront modifier leurs structures de telle sorte que les chercheurs aient dorénavant leur place dans les organigrammes²⁷». Du côté des universités catholiques francophones, la reproduction des élites traditionnelles et la transmission intégrale de leur culture perdurent jusqu'après la Première Guerre mondiale. Cela s'explique notamment par le fait que le clergé, à qui l'État délègue une bonne part du contrôle de l'enseignement supérieur, considère l'université beaucoup plus comme une gardienne des traditions et des connaissances que comme un lieu d'innovation et de progrès. Les changements surviendront lorsque les universités catholiques feront venir d'Europe des professeurs formés dans les nouvelles matières scientifiques et à même de briser le cercle de la reproduction²⁸.

Dans les conditions institutionnelles qui ont marqué le milieu universitaire québécois jusqu'aux années 1960 et où la formation humaniste et professionnelle dominait encore malgré des percées en recherche et une ouverture vers la spécialisation scientifique, une conception bien particulière des étudiants prévalait. Pour les autorités responsables de leur formation, les étudiants représentaient l'élite de demain, ceux sur qui

26. Yves Gingras, *Les origines de la recherche scientifique au Canada. Le cas des physiciens*, Montréal, Boréal, 1991, p. 26.

27. *Ibid.*, p. 32.

28. *Ibid.*, p. 38.

reposait l'avenir de la société et qui devaient être éduqués en fonction de ce demain anticipé. Ce discours des autorités est une constante majeure de l'identité étudiante qui s'édifie durant cette période. Il véhicule cette altérité nécessaire par rapport à laquelle les étudiants ont dû prendre position et s'affirmer.

De la même manière que les universités québécoises ne se sont pas développées en marge des débats entourant l'institution universitaire en Occident, elles n'ont pas fait l'économie du contexte politique et culturel du Canada et du Québec. L'université vient coiffer le système d'éducation puisqu'elle en représente généralement le dernier échelon. Au Québec, ce système d'éducation s'est mis en place conformément aux principes enchâssés dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, c'est-à-dire en garantissant aux catholiques et aux protestants le droit d'être éduqués selon leur foi et de manière séparée. Deux systèmes d'éducation, l'un catholique et l'autre protestant, ont donc évolué de façon parallèle. Du côté catholique, le clergé a été chargé d'élaborer une grande proportion des programmes et d'assurer le fonctionnement de bon nombre d'écoles, dont les universités et les collèges classiques qui leur donnaient accès. Il faut néanmoins souligner que cette influence n'était pas absolue; les HEC (École des Hautes Études commerciales) et la Polytechnique, par exemple, y échappaient. Du côté protestant, la place de la religion était loin d'être négligeable, mais l'emprise du clergé n'y était pas la même, le rôle des laïcs y étant plus important.

Malgré la porte d'entrée privilégiée que l'éducation représente pour comprendre une société, les études sociologiques et historiques à propos du monde universitaire sont encore fragmentaires au Québec. On retrouve un certain nombre de monographies retraçant l'histoire des différentes universités; McGill, Laval, Montréal, Sherbrooke et l'Université du Québec ont ainsi chacune leur biographe²⁹. L'École polytechnique et les HEC aussi, quoique leur histoire ait été étroitement associée au

29. Hugh MacLennan (dir.), *McGill: The Story of a University*, Londres, George Allen and Unwin, 1960, 135 p.; Stanley Brice Frost, *McGill University. For the Advancement of Learning*, 2 volumes, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1980-1984; Jean Hamelin, *Histoire de l'Université Laval. Les péripéties d'une idée*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1995, 341 p.; Hélène-Andrée Bizier, *L'Université de Montréal. La quête du savoir*, [s.l.], Libre Expression, 1993, 311 p.; Denis Goulet, *Histoire de l'Université de Sherbrooke, 1954-2004: l'audace porte fruit*, Sherbrooke, Éditions Université de Sherbrooke, 2004, 444 p.; Lucia Ferretti, *L'université en réseau: les 25 ans de l'Université du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1994, 328 p.

développement des professions qu'elles dominent³⁰. Quelques facultés et départements universitaires ont également tenu à souligner leur anniversaire en commandant des monographies historiques³¹.

S'il est un angle mort dans la majorité des recherches portant sur le monde universitaire québécois, ce sont bien les étudiants. L'étude de Nicole Neatby sur les leaders étudiants de l'Université de Montréal entre 1950 et 1958 fait ici figure d'exception³².

De toutes les études qui viennent d'être mentionnées et à la lumière de tous les débats qui ont agité le monde universitaire depuis 150 ans, on comprend que l'université ne constitue pas une institution figée, « que le mot même d'Université n'est pas si clair car il renvoie, selon les époques, non seulement à des fonctions sociales différentes, mais même à des découpages très variables de l'ensemble du champ scolaire³³ ». À cet effet, les cas de l'Université de Montréal et de l'Université McGill sont éloquentes. Il s'agit de deux établissements d'enseignement supérieur dont la place dans leur système scolaire respectif diffère sensiblement. À McGill, on rencontre des jeunes sortis du *high school*. Ces *undergraduates* vont à l'université pour achever leur formation générale et obtenir leur baccalauréat. Le modèle britannique des collèges associés à l'université n'est qu'incomplètement appliqué à McGill. Si les filles sont tenues de s'inscrire au Royal Victoria College, les garçons ont plus de latitude.

30. Robert Gagnon, *L'histoire de l'École polytechnique, 1873-1990. La montée des ingénieurs francophones*, Montréal, Boréal, 1991, 526 p.; Pierre Harvey, *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales*, Montréal, Québec/Amérique, 1994, [s.p.]; Pierre Harvey, *Une longue conquête: histoire de la profession comptable au Québec*, Montréal, Québec /Amérique, 1999, 381 p.

31. Par exemple, Marla Lowenthal, *Humanism in a Technological Age: 20 Years of Communication Studies at Concordia University, 1965-1985*, Montréal, Loyola College, Concordia University, [1986], 209 p.; Guy Stringer, *Une histoire de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Sherbrooke. Des origines à 1975*, Sherbrooke, Éditions du CRP, 1994, 238 p.

32. À cela il importe d'ajouter quelques mémoires de maîtrise. Claude Bélanger, *Analyse de quelques thèmes dans le Quartier latin (1919-1945)*, M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1970, 106 p.; Christine Lemaire, *Les femmes à l'Université de Montréal vues à travers un journal étudiant: Le Quartier latin (1927-1945)*, M.A. (histoire), Université de Montréal, 1990, 183 p.; Karl-Xavier Thomas, *Un pour tous. Les aspirations démocratiques des leaders étudiants de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, 1958-1969*, M.A. (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 2002, 160 p.; Ludwig Dubé, *Images et perceptions de la jeunesse étudiante universitaire québécoise à travers les journaux étudiants (1930-1939)*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1999, 124 p.

33. Jacques Verger (dir.), *Histoire des universités en France*, Toulouse, Bibliothèque historique Privat, 1986, p. 6.

Certains sont inscrits aux collèges théologiques pour devenir pasteurs et ils suivent les cours offerts par l'université, mais sinon, l'Université McGill – qui, rappelons-le, portait le nom de McGill College au départ – accueille les autres. Ce système collégial n'existait pas au Canada français. Les universités détiennent bien une certaine autorité d'enseignement sur les collèges classiques, puisque ce sont elles qui décernent les diplômes de baccalauréat, mais les universités elles-mêmes ne sont pas formées de collèges autonomes. Elles regroupent des facultés professionnelles plus ou moins indépendantes. Ainsi, à l'Université Laval à Montréal et à l'Université de Montréal pendant longtemps, on trouve surtout des jeunes en voie de spécialisation, majoritairement inscrits en droit et en médecine.

Une brève histoire de l'Université de Montréal

Les études concernant les universités canadiennes-françaises ont beaucoup insisté sur leur caractère confessionnel. Nicole Neatby présente l'Université de Montréal en insistant sur le fait que « les postes de direction sont occupés par des hommes d'Église³⁴ ». Cette situation, partagée avec l'Université Laval, remonte au début de l'institution. L'Université Laval à Montréal a vu le jour dans la controverse en 1878. En effet, c'est à la suite d'un conflit entre les deux sièges épiscopaux de Québec et de Montréal que l'Université Laval a obtenu le droit d'ouvrir une succursale montréalaise³⁵. Le caractère confessionnel des universités francophones colorait en outre l'enseignement qui y était professé. Cet enseignement devait « se donner conformément aux principes prônés par l'Église catholique » et, par le fait même, il constituait une « arme efficace pour lutter contre des dangers extérieurs qui menacent la foi catholique dans la société québécoise³⁶ ». Une telle conception du rôle de l'institution faisait en sorte que la relation d'autorité entre les responsables administratifs et les étudiants s'exerçait de manière unilatérale, des premiers vers les seconds. À la tête de l'université, on retrouvait l'archevêque de Montréal qui, d'office, en était le chancelier. Au quotidien, les rênes étaient toutefois bien tenus par le recteur, toujours un ecclésiastique, et par le secrétaire général, un laïc à partir de 1920. Sur le plan purement administratif, les destinées de l'institution reposaient entre les mains du Bureau des gouverneurs. Là encore, les membres du clergé étaient majoritaires. Une commission des études s'occupait du volet enseignement pour l'institution, et les relations avec les étudiants relevaient du recteur ou du vice-recteur.

34. Nicole Neatby, *Carabins ou activistes ?*, op. cit., p. 9.

35. André Lavallée, *Québec contre Montréal: la querelle universitaire, 1876-1891*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974, 259 p.

36. Nicole Neatby, *Carabin ou activistes ?*, op. cit., p. 11-12.

À son ouverture, la nouvelle institution est loin d'être impressionnante: 86 étudiants sont inscrits dans les trois facultés fondatrices, théologie, droit et médecine, et ces trois facultés sont dispersées dans trois lieux différents (Grand Séminaire de Montréal, Cabinet de lecture des Sulpiciens et Château Ramezay). Ce n'est qu'en 1895 que l'université emménage dans de nouveaux locaux à l'angle sud-est des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine. Construit pour accueillir environ 1000 étudiants, ce nouvel édifice se veut rassembleur et comprend, outre les salles de cours, des laboratoires, une bibliothèque, une salle de réception et une salle de récréation. Cette localisation en plein centre-ville comporte son lot d'avantages et d'inconvénients. Une des conséquences avantageuses de ce déménagement sera de dynamiser ce quartier de la ville. Autour de l'université s'établira ce qui est encore connu aujourd'hui sous le nom de quartier latin, un quartier de librairies, de cafés, de théâtres et, incidemment, de bordels. Mais ce que certains perçoivent comme des avantages, d'autres, dont les autorités religieuses, y voient surtout des inconvénients. Les tentations de la ville sont grandes mais un autre problème surgit: les risques d'incendies. L'université sera ainsi la proie des flammes à deux reprises, en 1919 et en 1921.

Entretemps, l'université grandit. La Faculté des arts est fondée pour s'assurer que tous les étudiants accueillis reçoivent un enseignement général adéquat. Cette faculté s'occupe de sanctionner les études classiques et d'offrir des cours préparatoires pour ceux dont le cheminement préuniversitaire est incomplet. Deux grandes écoles s'affilient, la Polytechnique en 1887 et l'École des Hautes Études commerciales en 1915. Rapidement, les nouveaux bâtiments inaugurés en grande pompe en 1895 se révèlent exigus.

Loin de seulement vouloir s'agrandir, l'Université souhaite s'affranchir. En 1889, elle avait obtenu une autonomie administrative lui permettant d'embaucher elle-même ses professeurs et de décerner des diplômes. Le 8 mai 1919, elle obtient une nouvelle charte pontificale, complétée d'une charte civile l'année suivante, faisant d'elle une université complètement autonome de Laval, et elle prend le nom d'Université de Montréal qui est demeuré jusqu'à ce jour. Dans un discours prononcé au moment où l'Université obtenait son autonomie, le recteur Gauthier annonçait ses couleurs et présentait l'idée qu'il se faisait de l'avenir de l'institution qu'il dirigeait³⁷. La mission de l'université s'élargit quelque peu, dépassant ainsi la formation professionnelle offerte par les trois facultés traditionnelles pour prendre acte de l'évolution de la société moderne. Il souhaite ainsi préparer « nos jeunes gens, dans une faculté des sciences bien orga-

37. Georges Gauthier, *La mission de l'Université*, [s.l.], Bibliothèque de l'Action française, 1920, 26 p.

nisée, aux diverses carrières industrielles qui s'ouvrent devant eux». Il compte par ailleurs sur «la création d'une école de sciences politiques et sociales, d'une faculté de lettres avec le complément nécessaire d'un cours de philosophie supérieure qui donne à nos professeurs, à nos élèves, au public instruit, la solution de certains problèmes». Ces belles paroles ne resteront pas lettre morte puisque, entre 1920 et 1925, seront créées les facultés de philosophie, de lettres, de sciences, de médecine vétérinaire, de chirurgie dentaire et de pharmacie. De plus, une École de sciences sociales, économiques et politiques est fondée en 1920 sous la gouverne d'Édouard Montpetit. Cette école, largement inspirée de l'École libre des sciences politiques de Paris, fondée par Émile Boumy, avait comme objectif de «doter le Canada français d'un enseignement propre à intéresser la jeunesse aux problèmes de l'heure³⁸». L'Université aurait bien aimé pouvoir également intégrer la Polytechnique et les HEC. Ces deux écoles ont toutefois préféré conserver le statut d'écoles affiliées qu'elles détenaient jusque-là. Une autre institution obtiendra ce même statut, l'Institut agricole d'Oka. Mais ce n'est pas tout. Pour M^{gr} Gauthier, il faut dorénavant «assurer la préparation du personnel enseignant et [de] l'attribution des principales chaires de nos facultés et de nos écoles à des professeurs de carrière». Il insiste également sur «le développement de nos laboratoires d'analyse et de recherches; la création de pensions de retraites pour nos vieux professeurs». Malgré certains problèmes financiers, quelques pas vers la recherche sont franchis dès 1922 avec la création de l'Institut du radium, centre de recherche consacré au cancer et subventionné en partie par le gouvernement du Québec. Un autre institut suivra en 1938, l'Institut de microbiologie et d'hygiène (aujourd'hui Institut Armand-Frappier), consacré cette fois à la recherche sur la tuberculose. Autrement dit, avec cette allocution importante, M^{gr} Gauthier marque son désir de voir l'Université de Montréal entrer dans le monde des grandes universités telles qu'elles s'imposent alors au monde occidental, c'est-à-dire avec un mandat de formation industrielle, de recherche et d'enseignement de qualité. Par ailleurs, avec la création des instituts de recherche, notamment celui consacré à la santé publique, on remarque une volonté de l'Université d'envisager son développement en fonction des paramètres suggérés par l'environnement montréalais. L'hygiène publique était une préoccupation majeure au début du siècle à Montréal et aussi un enjeu fondamental du discours nationaliste canadien-français.

Pour appuyer ces projets, une grande campagne de financement est lancée afin d'appuyer le développement de la nouvelle institution: on veut engager de nouveaux professeurs, acheter du matériel, etc. Ces beaux projets sont compromis par le gros incendie qui ravage l'immeuble

38. Édouard Montpetit, *Souvenirs I. Vers la vie*, Montréal, Éditions de l'Arbre, 1944, p. 99.

principal le 22 novembre 1919. L'argent qui aurait normalement dû être consacré au développement est alors utilisé pour la reconstruction. Deux autres incendies viennent encore ralentir le processus en 1922. C'est donc dire que tous les nouveaux projets, facultés, écoles et instituts de recherche, n'ont pas pu se développer au rythme souhaité. Les incendies de 1919 et de 1922 ont également incité les autorités universitaires à revoir la localisation de l'université et à choisir un emplacement qui serait loin des risques d'incendie et, du même souffle, éloigné du centre de la ville et des tentations qui l'animent. Le projet de bâtir une grande université catholique et francophone sur la montagne fait alors son chemin, malgré une forte résistance dans l'opinion publique. Sans tenir compte des moyens financiers réels de l'institution, le recteur Piette inaugure, à la fin des années 1920, des travaux de construction qui viendront menacer la survie même de l'université au cours des années noires de la crise. Le chantier sur la montagne doit être interrompu en 1931 et, l'année suivante, c'est la désolation : les salaires des professeurs sont amputés de 10 % en février pour être complètement suspendus quelques semaines plus tard. Ce n'est que la mobilisation des étudiants, des professeurs et des anciens qui alertera l'opinion publique et permettra de parer au plus urgent. Mais la situation est telle que l'université est mise sous tutelle en 1939 par le gouvernement du Québec. Ce sera la nouvelle Société d'administration de l'université, en fonction durant une dizaine d'années, qui rétablira la santé financière de l'institution et qui complètera les travaux de construction sur la montagne. Finalement en 1943, à la faveur de la reprise économique associée à la Deuxième Guerre mondiale, l'université déménage dans ses nouvelles installations dont certaines sont encore en chantier. À la fin de la guerre, l'Université décide de lancer une nouvelle campagne de financement pour compléter ses plans d'aménagement : construire un hôpital universitaire et un centre étudiant, en plus de mettre sur pied une caisse de retraite pour les employés. La souscription est un succès, mais les travaux stagnent. Les étudiants devront attendre la fin des années 1950 pour enfin s'installer dans leurs nouvelles résidences et s'approprier les locaux du centre social.

Une vague de changement et de développement sans précédent déferle sur l'Université de Montréal au cours des années 1960. Les pavillons se multiplient, les collaborations avec l'industrie et les gouvernements, timidement amorcées au cours des années 1920 et consolidées avec la guerre, prennent de nouvelles proportions. Et un changement majeur vient bouleverser l'institution en 1967 : la promulgation de la nouvelle charte de l'Université qui marque l'abandon du statut confessionnel et l'adhésion à l'idéal de liberté universitaire. Dorénavant, « l'Université reconnaît à ses membres les libertés de conscience, d'enseignement et de recherche inhérentes à une institution universitaire de caractère public ». Fini le serment professoral du début d'année où chaque professeur devait renouveler sa

profession de foi et assurer que son enseignement serait conforme à la morale catholique. Que le serment soit dans les faits tombé en désuétude avant cette date n'enlève en rien l'obligation de le professer.

Figure 1
Incendie de l'Université de Montréal,
immeuble de la rue Saint-Denis, 1922



Source : Université de Montréal, Division des archives, 1FP.05004. Dimensions : 24 × 12. Disponible en ligne, site de la Division des archives, Université de Montréal.

Bref, l'Université de Montréal au cours des années couvertes par la présente étude est une institution privée, catholique et francophone, marquée de façon récurrente par des problèmes financiers majeurs, mais néanmoins soucieuse de s'adapter au monde qui l'entoure et de se faire reconnaître comme une institution canadienne-française et catholique d'envergure.

Une brève histoire de l'Université McGill

L'Université McGill, anglophone et protestante mais non confessionnelle, a été présentée comme une institution très libérale par ses biographes, notamment par Stanley Brice Frost. Volonté testamentaire de James McGill qui lègue sa propriété Burnside Place sise au pied du mont Royal, l'université obtient sa charte royale en 1821 mais n'accueille ses premiers étudiants à la Faculté des arts qu'une vingtaine d'années plus tard, après des années de procédures légales. C'est véritablement avec l'arrivée de

William Dawson au poste de principal en 1855 que l'université prend son erre d'aller et s'installe solidement au sein de la communauté anglophone et protestante montréalaise.

Burnside Place, la ferme et les terrains légués par James McGill sont, au début du XIX^e siècle, légèrement en retrait de la ville. L'espace ne manque pas pour construire un campus, et c'est à partir des années 1830 que les premiers bâtiments sont érigés pour éventuellement accueillir des étudiants. Les premiers étudiants mcgilliens se retrouvent donc dans un campus isolé où cohabitent principal, professeurs et étudiants. Rapidement, la ville prend de l'expansion et se rapproche de l'université pour l'entourer presque complètement au cours du XX^e siècle. La description faite par Hugh MacLennan des premières années du campus est de moins en moins vraie, l'Université n'est plus une île tranquille dans la fureur de la ville et, la nuit, île sombre dans les lueurs citadines³⁹. Étudiants et professeurs se rapprochent de l'activité urbaine, sillonnent les rues pour se rendre au cabinet d'avocat, à l'hôpital, au théâtre, au cinéma...

Ces relations avec la ville sont amplifiées par les démarches de certains principaux et chanceliers qui entretiennent des liens étroits avec la communauté d'affaires montréalaise. Dès ses débuts, les dirigeants de l'université reconnaissent l'importance de Montréal sur le plan commercial et industriel au pays, et des hommes comme William Dawson (principal de 1855 à 1893) ou encore Edward Beatty (chancelier de 1921 à 1942) se font un devoir d'inscrire l'université qu'ils dirigent dans les priorités de la communauté anglophone et protestante dont ils sont issus. Une telle façon de concevoir la place de l'institution dans la ville et son développement industriel explique l'importance accordée, dès le XIX^e siècle, aux sciences naturelles et appliquées, parfois au détriment des humanités et de la faculté des arts. Avec les années, l'université s'est aussi rapprochée de l'État provincial et fédéral. À la faveur des guerres, et surtout de la Deuxième Guerre mondiale, le mandat de recherche s'est imposé à McGill comme une façon de participer à l'affirmation canadienne sur la scène internationale. Dès la Première Guerre mondiale, des professeurs associés aux nouveaux départements de chimie et de physique ont collaboré à l'effort de guerre⁴⁰. Les facultés de génie et de médecine déjà bien en

39. Hugh MacLennan (dir.), *McGill. The Story of a University*, op. cit., p. 23.

40. Par exemple, des professeurs comme Robert F. Ruttan effectuent des recherches sur les munitions, F.W. Skirrow s'intéresse aux carburants, et des étudiants travaillent dans des laboratoires industriels durant leurs vacances. Les physiciens vont surtout être préoccupés par les sous-marins et se lancer dans des travaux portant sur la détection sonore. Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, Montréal, Boréal, 1987, p. 401-405.

place vont s'adjoindre des instituts de recherche⁴¹, de nouvelles disciplines scientifiques vont apparaître sur le campus, les *graduates studies* vont se développer et attirer un nombre croissant d'étudiants, les chercheurs associés à l'université vont canaliser une bonne partie des fonds gouvernementaux destinés à la recherche⁴².

Il ne fait aucun doute que l'histoire de l'Université McGill est intimement liée à celle de la communauté anglophone et protestante du Canada, avec ses hésitations et ses affirmations envers la Grande-Bretagne, l'Empire, les États-Unis. L'embauche de William Dawson comme principal en 1855 représentait déjà un pari important : Néo-Écossais sans formation britannique, il arrivait avec une vision différente de celle d'un insulaire de ce que devrait être une université dans un pays en développement. Ne cherchant pas à reproduire les institutions britanniques qu'il connaissait peu, il pouvait envisager autre chose, tenter d'adapter une institution naissante à un pays en plein essor industriel. Par ailleurs, scientifique de formation, on peut croire qu'il était plus sensible à cette orientation universitaire que ne l'auraient été d'autres principaux issus des humanités par exemple. D'où le choix d'insister sur les sciences naturelles et les sciences appliquées : il fallait connaître le pays, le développer à un moment où l'industrialisation pointait dans cette métropole commerciale. Ce choix assurait aussi un financement à l'université puisqu'il répondait aux besoins des investisseurs privés potentiels, l'intervention financière de l'État n'étant pas encore assurée.

41. Le Pulp and Paper Research Institute, fondé en 1926-1927, est un exemple de collaboration entre l'université, l'industrie et le gouvernement. La Faculty of Applied Science devient officiellement la Faculty of Engineering en 1931, permettant ainsi le développement indépendant des spécialisations de la Faculté, que ce soit le génie chimique, civil, électrique, mécanique, métallurgique ou minier. Le Foster Radiation Laboratory associé au Département de physique ouvre ses portes officiellement en 1946. Pour des détails sur ces événements institutionnels, voir Frost, *McGill University*, *op. cit.*, vol. 2.

42. La Faculty of Graduate Studies and Research est ainsi fondée en 1922 suivant l'exemple des grandes universités américaines. De 1917 à 1938, les bourses accordées par le National Research Council aux étudiants inscrits à des programmes avancés montrent bien l'importance des fonds accordés à McGill. Un total de 325 bourses sont accordées à des étudiants de McGill, 233 à Toronto, alors que l'Université Laval en obtient 7 et l'Université de Montréal, 10. Yves Gingras, «Financial Support for Post-graduate Students and the Development of Scientific Research in Canada», dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society. Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1989, p. 312.

Soucieux d'assurer tout de même une formation humaniste aux étudiants, les dirigeants de l'Université, le Board of Governors, nomment William Peterson comme successeur de Dawson en 1895. Peterson, un spécialiste de littérature ancienne, a assuré la charge de principal au University College de Dundee en Écosse avant son arrivée à Montréal. Britannique, impérialiste, il voyait sa charge montréalaise comme un devoir colonial et jamais, selon les biographes de McGill, il ne s'est senti chez lui au Canada. Sa popularité à Montréal a souffert de son attitude coloniale, à un moment où l'impérialisme prenait une nouvelle tournure au Canada, à un moment où les Canadiens imaginaient un empire dans lequel leur pays pouvait obtenir sa place, son mot à dire. Les différentes conceptions de l'impérialisme se sont incarnées dans des personnages importants de l'Université McGill, qu'on pense à Stephen Leacock ou Sir Arthur Currie. Avec les années 1920 et 1930, la montée d'un sentiment identitaire canadien se manifeste dans l'entourage de McGill avec des gens comme Frank Scott et l'influence d'artistes comme les membres du Groupe des Sept. Bref, McGill a participé, par les gens qui l'ont animé au cours de toutes ces années, aux réflexions culturelles des élites anglophones sur l'identité canadienne.

Contrairement à l'Université de Montréal où les postes décisionnels sont en grande majorité tenus par des ecclésiastiques, à McGill, les laïcs ont leur place. Les gouverneurs de l'université, chancelier en tête, sont généralement issus du monde des affaires; pensons à Lord Strathcona ou Edward Beatty. Les principaux, qui mènent les affaires de l'Université au quotidien et s'occupent des relations quotidiennes avec les étudiants, sont généralement des hommes de conviction. Conviction impériale dans le cas de Peterson, par exemple, mais aussi conviction religieuse. Dawson était un presbytérien engagé pour qui science et foi devaient aller de pair. Près d'un siècle plus tard, Frank Cyril James n'hésitait pas à utiliser de nombreuses références bibliques dans ses discours et sermons de fin d'année en plus d'appuyer personnellement des mouvements universitaires comme le Student Christian Movement⁴³.

Une telle importance de la religion dans la vie universitaire, au-delà des questions doctrinales ou encore du caractère dénominationnel officiel de l'université, concorde tout à fait avec la thèse développée récem-

43. Frank Cyril James, «The sons of Martha. A Baccalaureat Sermon delivered to members of the Graduating Class at McGill University by Cyril James», AUMcG, RG 1, c. 1. f. 7, 25 mai 1952; «Weighed in the Balances. And this is the writing that was written, MENE, MENE, TEKEL UPHARSIN...», AUMcG, RG 2, c. 187, f. 6502, 28 juin 1950; Lettre de F.C. James au chancelier Powell, AUMcG, RG 1, c. 6, f. 117, 1^{er} avril 1959.

ment par Catherine Gidney⁴⁴. En effet, malgré un libéralisme affirmé des universités anglophones protestantes du Canada, libéralisme prôné dans la charte mcgillienne puisque les étudiants et les professeurs ne sont pas tenus de faire sermon d'allégeance anglicane par exemple, les idéaux protestants demeurent vivants. C'est ainsi que des jeunes catholiques francophones y ont poursuivi leurs études, que les jeunes juifs s'y sont inscrits en nombre. Il faut néanmoins souligner quelques accrocs à ce libéralisme affiché. L'ouverture de l'Université McGill, aussi vantée soit-elle, a régulièrement été mise à mal par des décisions institutionnelles longtemps laissées dans l'ombre. Pierre Anctil ouvre un chapitre beaucoup moins reluisant de l'histoire mcgillienne dans son étude portant sur la place des étudiants juifs à l'université durant les années 1930. On y apprend les pratiques de quotas qui ont été mises en œuvre pour limiter l'accès des étudiants juifs à certaines facultés⁴⁵. Il n'en demeure pas moins qu'à certains égards, McGill a fait preuve d'une véritable ouverture, entre autres au monde des affaires.

Le caractère privé des universités québécoises d'avant les années 1960 et 1970 ne doit cependant pas nous mener à minimiser le rôle de l'État, tant québécois que canadien, dans l'évolution de l'éducation supérieure. Que ce soit par des subventions discrétionnaires ou, durant la Deuxième Guerre mondiale, par des ententes de collaboration scientifique, l'État fédéral et l'État provincial ont influencé les politiques universitaires⁴⁶.

44. Catherine Gidney, *A Long Eclipse. The Liberal Protestant Establishment and the Canadian University, 1920-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, 240 p.

45. Pierre Anctil, «Interlude of Hostility: Judeo-Christian Relations in Quebec in the Interwar Period, 1919-1939», dans Michael D. Behiels (dir.), *Quebec since 1800. Selected Readings*, Toronto, Irwin Publishing, 2002, p. 396-423. Article préalablement paru dans Alan Davis (dir.), *Antisemitism in Canada: History and Interpretation*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1992.

46. Au cours des mandats de Duplessis, les subventions discrétionnaires représentaient sans aucun doute un outil de contrôle de la part du premier ministre. Les relations entre Duplessis et l'Université Laval à propos de la Faculté des sciences sociales à l'époque du père Georges-Henri Lévesque sont éloquentes. À ce sujet, on peut consulter Léon Dion, *Québec 1945-2000. Tome 2. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 234-235.

1

Étudiants et étudiantes

Octobre 1916. La messe du Saint-Esprit vient de prendre fin et les étudiants de l'Université Laval à Montréal s'apprêtent à prendre part au défilé de l'enterrement du béret, pensant à l'année scolaire qui s'amorce. Pour les nouveaux, la fébrilité est palpable. Pour les finissants, c'est le dernier coup de collier avant « d'entrer dans le monde ». Les étudiants se regroupent en colonne, emboîtent le pas aux meneurs de la parade, chantent, fanfaronnent. La police n'est pas loin, comme d'habitude quand une activité regroupe des étudiants dans les rues de la ville. Sans qu'on sache trop ce qui met le feu au poudre, le panier à salade arrive, les policiers chargent. Quelques coups sont échangés, des insultes sont lancées. Les arrestations se multiplient. Dans les jours qui suivent, les étudiants prennent d'assaut les pages des journaux étudiants pour clamer leur innocence et pour dénoncer, en des termes parfois irrévérencieux, la brutalité policière: « Il est malheureusement vrai que la police de Montréal a besoin de faire parler d'elle, à certains intervalles, pour pas qu'on ne l'oublie. Qu'elle se signale en purgeant la cité des escrocs et des apaches; surtout qu'elle se purge elle-même des imbéciles et des barbares qui lui font un mal démesuré¹. » De semblables épisodes sont fréquents dans les deux campus; ils ponctuent le quotidien de la ville, entretiennent la réputation étudiante et favorisent auprès des premiers intéressés la pérennité d'une image à laquelle il fait bon appartenir. Comme le disait Victor Barbeau, cette réputation n'était-elle pas gage de succès auprès des filles²?

-
1. Méromack, « Un coup manqué... », *L'Escholier*, vol. 2, n° 4, 13 octobre 1916, p. 1.
 2. Victor Barbeau, *La tentation du passé*, Montréal, Les Éditions La Presse, 1977, p. 58.

1.1. Les étudiants dans l'historiographie

Les étudiants et les étudiantes qui habitent et fréquentent l'université ont, depuis une vingtaine d'années, suscité un certain nombre d'études historiques. Cet ouvrage n'est pas le premier à dire qu'avant les mouvements d'affirmation des années 1960, des jeunes animaient les campus en créant des associations étudiantes et des journaux, en assistant à des matchs de football ou de hockey, en se reconnaissant appartenir à un groupe lié par la jeunesse, l'appartenance institutionnelle et le statut social. Quelques historiens se sont demandé qui étaient ces étudiants et ces étudiantes et quelles étaient leurs relations avec l'université et l'ensemble de la société. Un collectif publié en 1989 et dirigé par Paul Axelrod et John G. Reid sur le monde étudiant canadien est presque entièrement consacré à ce questionnement³. Depuis ce temps, quelques études ont abordé l'expérience étudiante canadienne et québécoise. Cette expérience est toutefois indissociable de mouvements d'envergure internationale et d'une ampleur dépassant de loin le simple monde étudiant.

Le mouvement vers la professionnalisation et la diversification des institutions universitaires, amorcé au cours du XIX^e siècle et s'imposant au XX^e, a eu des répercussions directes sur la vie des étudiants. Selon Charle et Verger, les attentes de ces derniers envers l'université se sont transformées: ils pouvaient désormais exiger une formation de plus en plus utilitaire. Le type d'enseignement offert s'est modifié en conséquence. « À partir du moment où les universités se sont peuplées majoritairement de jeunes gens (et même, au début du XX^e siècle, de jeunes filles) cherchant à rentabiliser leur formation dont une fraction provient de l'enseignement non classique, donc moins attachée aux valeurs humanistes, l'orientation des études ne peut qu'être infléchie vers la pratique, l'utilitarisme et la spécialisation⁴. » À ce volontarisme étudiant, il faut ajouter les forces économiques et politiques extérieures à l'université pour comprendre le mouvement de professionnalisation des derniers siècles.

À peu près à la même époque se diffusait le modèle américain d'éducation de masse, entraînant un taux de fréquentation universitaire inégalé jusque-là. Le profil des étudiants s'est alors diversifié: les classes moyennes ont eu plus facilement accès à l'éducation supérieure et, fait nouveau, les filles ont commencé à fréquenter les universités. L'accession des femmes à l'éducation supérieure est cependant liée aux luttes fémi-

3. Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society: Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1989, 381 p.

4. Christophe Charle et Jacques Verger, *Histoire des universités*, Paris, Presses universitaires de France, coll. «Que sais-je?», 1994, p. 103.

nistes contemporaines, autant sinon plus qu'à l'émergence du modèle américain. Cette facette genrée du monde de l'éducation en général et du monde universitaire en particulier a été assez bien rendue dans les études sur le milieu universitaire canadien et québécois contemporain. En fait, on en connaît probablement plus aujourd'hui sur les étudiantes que sur les étudiants, alors que des chercheuses ont interrogé le modèle de la coéducation prisé dans plusieurs universités anglophones ou encore le cheminement universitaire des étudiantes du début du siècle et leurs aspirations professionnelles⁵. Les études réalisées au sujet de la présence féminine à l'université se répartissent selon un spectre d'analyse allant de la complète isolation des femmes à l'intégration des genres. L'ouvrage de Margaret Gillet sur les femmes à McGill illustre bien la première tendance qui focalise exclusivement sur les femmes, leur expérience et, aussi, bien souvent, la discrimination qui est faite à leur endroit⁶. L'article de Keith Walden sur les initiations à l'Université de Toronto représente l'autre extrémité du spectre⁷. C'est ainsi qu'en s'intéressant aux diverses formes d'initiation qui ont existé à l'Université de Toronto, il se voit confronté à un modèle divergent pour les filles et pour les garçons. Cette pratique servant principalement à inculquer aux nouveaux inscrits les valeurs et les normes particulières à l'université, Walden en conclut que les attentes sociales envers les étudiants et les étudiantes différaient.

Plusieurs auteurs se sont montrés attentifs aux influences qu'ont pu avoir certains grands événements mondiaux, que ce soit la Première ou la Deuxième Guerre mondiale, la crise des années 1930 ou encore la guerre froide, sur la vie des étudiants, sur leur quotidien de même que sur leur perception du monde. En France, Jean-François Sirinelli s'est attardé à la génération des Sartre et Canguilhem ainsi qu'à l'influence de la Première

-
5. Sara Z. Burke, «New Women and Old Romans: Co-education at the University of Toronto, 1884-95», *Canadian Historical Review*, vol. 80, n° 2, juin 1999, p. 219-241; «“Being unlike Man” Challenges to Co-education at the University of Toronto, 1884-1909», *Ontario History*, vol. 93, n° 1, printemps 2001, p. 11-31; Jo LaPierre, «The Academic Life of Canadian Coeds», *Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 2, n° 2, 1990, p. 225-245; Nicole Neatby, «Preparing for the Working World: Women at Queen's during the 1920's», *Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 1, n° 1, 1989, p. 53-72; Christine Lemaire, *Les femmes à l'Université de Montréal vues à travers un journal étudiant: Le Quartier Latin, 1927-1945*, M.A. (histoire), Université de Montréal, 1990, 183 p.
 6. Margaret Gillett, *We Walked Very Warily. A History of Women at McGill*, Montréal, Eden Press Women's Publications, 1981, 476 p.
 7. Keith Walden, «Hazes, Hustles, Scraps, and Stunts: Initiations at the University of Toronto, 1880-1925», dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society*, p. 94-121.

Guerre mondiale sur leur pacifisme⁸. Plus que les grands événements, les grands courants sociaux et culturels canadiens et québécois ont été étudiés en relation avec le monde universitaire et étudiant. Alors que, depuis quelques décennies, les historiens se sont surtout intéressés aux mouvements de sécularisation, de jeunes chercheurs et chercheuses tentent de retrouver les dimensions religieuses et spirituelles de la vie étudiante. En s'attardant aux associations protestantes comme le Student Christian Movement, les YMCA et YWCA ou, encore, du côté catholique, aux mouvements de jeunesse comme les Jeunesses étudiantes catholiques, on retrouve une dimension incontournable de la vie étudiante de la première moitié du XX^e siècle à tout le moins⁹. Ces associations, par la place qu'elles accordaient à leurs jeunes membres dans leur organisation et par les activités de rassemblement qu'elles parrainaient, ont participé au développement d'une identité étudiante et jeune à travers la province et le pays.

Au Québec, l'historiographie des dernières années est marquée par un débat sur la Révolution tranquille : doit-on y voir le véritable début de la modernité du Québec ? Loin d'éviter la question dans son ouvrage sur les leaders étudiants de l'Université de Montréal, Nicole Neatby souhaite au contraire démontrer que la même modernité québécoise que l'on retrouve dans toutes les sphères d'activité avant la date magique de 1960 se retrouve chez les étudiants de l'UdM entre 1950 et 1958¹⁰. Elle soutient que les étudiants des années 1950 avaient des préoccupations qui dépassaient largement le cadre universitaire, ce qui les portait à prendre position en faveur de la paix mondiale, à vouloir participer au développement de la société québécoise et, surtout, à réclamer des améliorations au système universitaire de la province, des dossiers souvent associés aux revendications étudiantes des années subséquentes. Ce qui fait l'intérêt

-
8. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, 721 p.
 9. Catherine Gidney, *A Long Eclipse. The Liberal Protestant Establishment and the Canadian University, 1920-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, 240 p.; Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 291 p.; Michael Gauvreau, *The Evangelical Century. College and Creed in English Canada from the Great Revival to the Great Depression*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, 398 p. Cette tendance à retrouver des dimensions religieuses sur les campus ou parmi la jeunesse en général est aussi présente aux États-Unis, même pour la période actuelle. Conrad Cherry, Betty A. DeBerg et Amanda Porterfield, *Religion on Campus*, Chapel Hill et Londres, The University of North Carolina Press, 2001, 316 p.
 10. Nicole Neatby, *Carabins ou activistes ? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, 264 p.

de l'ouvrage de Neatby, c'est l'autonomie idéologique qu'elle accorde aux étudiants. Ainsi, Neatby fait preuve d'un esprit novateur, c'est-à-dire que pour une des premières fois, une chercheuse met les étudiants directement au centre de son étude, comme l'ont fait quelques autres, dont Yolande Cohen pour la France¹¹, à propos de la jeunesse.

1.2. Les étudiants et les étudiantes montréalais, un portrait

À l'automne, au moment de l'ouverture des cours, des groupes sans cesse grandissants de jeunes âgés de 20, 21 ou 22 ans se pressent aux portes de l'Université de Montréal, d'abord au coin des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine et, à partir de la Deuxième Guerre mondiale, au pavillon central du campus de la montagne. Protocolaire, le recteur est là pour l'allocution de bienvenue. Parmi la foule, la grande majorité des étudiants présentent un parcours similaire. Ils ont connu des expériences les amenant à partager assez de référents pour former ce qu'Olivier Galland appelle des générations sociologiques¹². Ces « petits nouveaux » ont achevé leur cours classique dans une institution confessionnelle catholique au printemps précédent; huit longues années durant lesquelles ils ont souvent été pensionnaires. Après avoir reçu une formation à forte composante littéraire, thèmes et versions latines et grecques ayant hanté plusieurs de leurs nuits, ils entrent à l'université pour y entreprendre une formation professionnelle dans le but de joindre les rangs d'une classe libérale reconnue où le droit et la médecine ont la cote.

Plusieurs étudiants proviennent de familles bourgeoises. Pas la grande bourgeoisie, qui ne comprend d'ailleurs pas beaucoup de Canadiens français, car ses fils n'ont pas besoin d'un diplôme pour assurer leur position sociale. La petite bourgeoisie libérale et marchande y est par contre très présente puisque ses membres voient en l'université un instrument susceptible d'assurer leur place dans la société. À ces fils de bonne famille s'ajoutent ceux des cols blancs et de la classe moyenne, groupes en pleine ascension au XX^e siècle. Pour eux, l'éducation supérieure représente un outil de promotion sociale, une manière d'améliorer leur sort. Des fils d'agriculteurs s'y retrouvent aussi, ceux qui ont pu bénéficier d'un cours classique dans un collège de région¹³. Les enfants

11. Yolande Cohen, *Les jeunes, le socialisme et la guerre. Histoire des mouvements de jeunesse en France*, Paris, L'Harmattan, 1989, 253 p.

12. Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 114-115.

13. Une analyse quantitative approfondie de l'origine socioéconomique des étudiants, tant de l'Université de Montréal que de l'Université McGill, n'a pas été entreprise compte tenu de la relative longue période retenue, de la

d'ouvriers sont les grands absents de ce monde du savoir, à tout le moins dans les facultés traditionnelles, alors qu'ils sont plus susceptibles d'investir les nouvelles écoles universitaires comme les HEC et, surtout, la Polytechnique. Il n'en demeure pas moins que contrairement aux idées reçues, plusieurs étudiants doivent travailler pour assurer une partie de leur formation. Travail d'été, emplois durant les vacances des Fêtes, mais aussi petits emplois durant les mois de classe ne sont pas si rares, et les familles nombreuses ou moins nanties doivent compter sur la contribution de leurs fils aux études pour payer les droits de scolarité et la pension dans certains cas. Ces étudiants sont en écrasante majorité de jeunes célibataires qui attendent d'être « installés » dans la vie pour se marier et fonder une famille.

Tranquillement, timidement, de nouveaux visages viennent modifier ce petit groupe relativement homogène d'étudiants canadiens-français catholiques : les filles joignent les rangs de certaines facultés. Au départ, elles sont admises aux conférences publiques comme auditrices libres, mais après la création du premier collège classique pour jeunes filles¹⁴, leurs demandes d'admission se font plus pressantes. Surtout présentes dans les facultés non professionnelles – ce qui ne surprend guère lorsqu'on sait que le barreau, par exemple, n'ouvrira ses portes aux femmes qu'en 1941 –, les étudiantes investissent certaines nouvelles écoles fondées en grande partie pour elles, l'Institut de diététique (1942) ou encore l'École d'hygiène (1945). En arrivant à l'université, ces filles ont un bagage de connaissances comparable à celui de leurs confrères ; elles partagent les

difficulté de la comparaison de ces paramètres, et des changements apportés aux dossiers étudiants à travers les décennies, ce qui rend la quantification ardue. Par contre, des éléments d'informations se retrouvent dans plusieurs études. Dans le cas de l'Université de Montréal, certaines ont été faites par des historiens : Claude Galarneau, *Les collèges classiques au Canada français*, Montréal, Fides, 1978, chapitre 6. Robert Gagnon a quant à lui fait l'exercice pour les étudiants de Polytechnique dans *L'histoire de l'École polytechnique, 1873-1990. La montée des ingénieurs francophones*, Montréal, Boréal, 1991, 526 p. D'autres ont été réalisées par les étudiants eux-mêmes : Jacques-Yvan Morin, « Le problème social et l'Université. Esquisse d'un dilemme », *QI*, vol. 35, n° 24, 19 mars 1953, p. 4 ; Claude Bélanger et Luc Cossette, « La condition financière des étudiants de l'Université de Montréal », *QI*, vol. 35, n° 25, 26 mars 1953, p. 4. Dans son mémoire de maîtrise, Karl-Xavier Thomas présente, en annexe, des données quantitatives dressant un portrait des étudiants et étudiantes de 1960-1961. Karl-Xavier Thomas, *Un pour tous. Les aspirations démocratiques des leaders étudiants de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, 1958-1969*, M.A. (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 2002, 160 p.

14. Le Collège supérieur pour jeunes filles de Montréal est ouvert en 1908. La première bachelière, Marie (Justine) Gérin-Lajoie, obtiendra son diplôme en 1911.

mêmes traditions linguistiques et religieuses mais, socialement, elles occupent une place différente et un fossé parfois immense semble les séparer. Il sera intéressant d'examiner comment, à travers les décennies, l'intégration croissante des filles au sein du groupe étudiant viendra en modifier le discours identitaire et défier le caractère très masculin de l'image de l'étudiant montréalais.

À son arrivée à l'université, l'étudiant fraîchement sorti du pensionnat entre dans un monde de nouveautés, mais un monde qui n'en demeure pas moins fortement encadré. Les journées de classe sont longues; rapidement, les heures de stage s'ajoutent à la routine quotidienne. En classe, les professeurs doivent prendre les présences, et malheur à qui ne pourra justifier son absence. Mais en dehors de ces heures consacrées au travail scolaire, il découvre le quartier latin, écume les librairies et, parfois, obtient du libraire la permission de jeter un œil aux livres à l'index. Le théâtre, le cinéma, les cabarets, les salles de jeux de hasard et les bordels sont d'autant plus attirants qu'ils sont, sinon toujours interdits et illégaux, à tout le moins fortement déconseillés. Certains, attirés par la littérature, se joignent à l'École littéraire de Montréal qui anime le quartier latin au tournant du siècle¹⁵. En fait, durant longtemps, une large partie de la vie de loisirs des étudiants se déroule à l'extérieur des enceintes universitaires, faute de locaux appropriés et d'appuis de l'administration. Par ailleurs, contrairement à plusieurs de leurs confrères à travers le Canada ou ailleurs, les étudiants de l'UdM n'habitent pas en résidence. Une bonne partie d'entre eux demeurent chez leurs parents, et les autres doivent prendre pension chez certaines maisons reconnues pour leurs bonnes mœurs. Cette dispersion sur le territoire montréalais n'empêche pas les étudiants de multiplier les moments pour se rencontrer, se parler et se faire entendre. Parades, création de journaux, altercations avec la police, élections aux associations étudiantes, match de hockey sont autant de moments propices à la création d'un esprit de groupe et à la formation d'une identité étudiante.

15. En 1895, un cercle littéraire est fondé sous le nom École littéraire de Montréal. Entre cercle intime et lieu de soirées publiques, l'École est un réseau associatif littéraire qui rassemble un nombre limité de gens de tous âges intéressés par la littérature. Il faudrait effectuer une vérification dans les dossiers étudiants pour trouver les membres de l'École qui étaient ou avaient été étudiants. François Couture, « Le réseau associatif de l'École littéraire de Montréal », dans Micheline Cambron (dir.), *La vie culturelle à Montréal vers 1900*, [Montréal], Fides et Bibliothèque nationale du Québec, 2005, p. 289-303.

Tableau 1
 Nombre d'étudiants et d'étudiantes
 à l'Université de Montréal (Université Laval à Montréal), 1910-1961

Programme	1910-1911		1920-1921		1930-1931		1940-1941		1950-1951		1960-1961	
	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F
Philosophie, lettres et science ^a	n.d.	n.d.	120	n.d.	640	n.d.	529	n.d.	1220	n.d.	1853	423
Médecine	n.d.	n.d.	349	n.d.	219	n.d.	257	n.d.	485	n.d.	573	56
Droit	n.d.	n.d.	118	n.d.	214	n.d.	106	n.d.	235	n.d.	500	46
HEC	n.d.	n.d.	209 (96)	n.d.	666 (163)	n.d.	545 (178)	n.d.	926	n.d.	454	14
Polytechnique ^b	n.d.	n.d.	139	n.d.	216	n.d.	295	n.d.	457	n.d.	1402	8
Autres ^c	n.d.	n.d.	395	n.d.	509	n.d.	693	n.d.	1091	n.d.	922	142
Total			1330		2464		2425		4414		5704	689 (5)
Étudiantes % ^d												12

Notes

- a Les facultés de philosophie, lettres et science regroupent la majorité des étudiants inscrits dans des programmes non professionnels. Ce sont ces facultés qui ressemblent le plus à la Faculté des arts de McGill.
- b Inclut les étudiants en génie et en architecture.
- c Inclut la chirurgie dentaire, la pharmacie, l'Institut agricole d'Oka et l'École des sciences sociale, économique et politique.
- d Le total et le pourcentage donné du nombre d'étudiante ne reflètent pas le nombre total de femmes inscrites à l'Université. Pour obtenir ces chiffres, il faudrait ajouter les programmes majoritairement féminins comme l'Institut de diététique (92 femmes), l'École de réhabilitation (67 femmes) et l'École d'hygiène (114 hommes et 89 femmes).

Les totaux ne correspondent pas aux chiffres officiels publiés annuellement par l'Université. Ils sont plutôt le résultat de choix analytiques visant à comparer les principales facultés des deux universités montréalaises.

Source: *Annuaire généraux de l'Université de Montréal*.

Figure 2
Convocation, Université McGill, 1920



Source : Université McGill, PRO 26581. Dimensions : 20 × 25. Disponible en ligne, site des archives, Université McGill.

Quelques rues plus loin, le *freshman* qui franchit les grilles du campus mcgillien pour la première fois à l'automne doit être impressionné par la grandeur des lieux, par la solennité des bâtiments. Le décorum qui entoure le début de l'année scolaire, professeurs en toge officielle, discours et musique ont tout pour étonner ce jeune tout droit sorti du *high school*.

Durant les années de leur cours secondaire, les jeunes protestants ont droit à une formation de plus en plus orientée vers des matières modernes, avec moins d'heures consacrées au grec et au latin que leurs collègues catholiques des collèges classiques, et un peu plus aux mathématiques. Mais l'idéal humaniste de l'homme complet n'est pas absent du système scolaire protestant et de l'université qui le coiffe ; le jeune *freshman* entre justement à l'université pour parfaire ses connaissances générales dans une faculté des arts qui le conduira à son baccalauréat et, ensuite, à une profession reconnue.

Une fois entré à l'université, l'étudiant mcgillien côtoie surtout d'autres jeunes ayant reçu une formation secondaire semblable à la sienne, mais issus de milieux religieux parfois différents. Ouverte aux multiples

dénominations protestantes, l'institution admet aussi les catholiques et les juifs, malgré certaines entorses faites à ces idéaux d'ouverture durant la crise. Montréalaise, l'université recrute ses étudiants dans un rayon de plus en plus large avec les années, répertoriant des inscriptions de partout au Canada, aux États-Unis, dans le Commonwealth et ailleurs dans le monde. Ces étudiants apportent avec eux des idées nouvelles. L'université s'investit toutefois du devoir d'en faire des citoyens respectueux et convaincus des idéaux britanniques et sensibles aux valeurs protestantes.

Ces étudiants et étudiantes présentent des profils socioéconomiques assez variés. On peut se douter que les étudiants étrangers qui viennent faire leurs études à McGill proviennent de familles nanties. Mais pour les étudiants de Montréal et des alentours, cette appartenance à la grande bourgeoisie ne va pas de soi. Tout comme à l'Université de Montréal et à l'image de ce qui se passe dans certaines autres universités canadiennes, on peut présumer que les fils de professionnels occupent une grande place dans le groupe étudiant¹⁶. Il faut toutefois garder en tête, comme nous le rappellent Gaffield, Marks et Laskin pour la fin du XIX^e siècle, que seule une petite proportion du groupe social qui aurait les moyens d'envoyer leurs enfants à l'université le fait réellement. Par ailleurs, il ressort que certaines familles perçoivent l'université comme un moyen d'améliorer la position sociale de leurs enfants – de leurs fils plus spécialement –, ou encore de la conforter dans les cas où elle serait menacée. Pour la période de la crise économique des années 1930, Paul Axelrod avance que les étudiants ne sont pas représentatifs de la société en général, qu'ils proviennent de groupes socioéconomiques relativement privilégiés, mais qu'ils ne sont pas tous issus de très riches familles. Parmi eux, les fils de la petite bourgeoisie (*modest middle-class*) ressortent en nombre, d'où l'importance de dépasser le cliché de l'étudiant «né avec une cuillère d'argent dans la bouche». Tout comme à l'Université de Montréal, le profil type de l'étudiant est un jeune homme célibataire, attendant la fin de ses études pour s'engager matrimonialement. Ce profil sera quelque peu modifié avec l'arrivée des anciens combattants après les deux guerres, particulièrement après la seconde, alors que des hommes mariés viendront diversifier quelque peu la composition de la communauté étudiante.

16. Le corps étudiant d'une université avec laquelle McGill a depuis longtemps entretenu des relations privilégiées, Queen's, a fait l'objet d'une étude quantitative par Chad Gaffield, Lynne Marks et Susan Laskin. Sans plaquer les résultats obtenus pour Queen's à la réalité mcgillienne, il est possible de penser que certaines similarités ont existé. Chad Gaffield, Lynne Marks et Susan Laskin, «Student Populations and Graduate Careers: Queen's University, 1895-1900», dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society*, op. cit., p. 3-25. Voir aussi Paul Axelrod, *Making a Middle Class. Student Life in English Canada during the Thirties*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990, chapitre 2.

Par ailleurs, plus tôt qu'à l'Université de Montréal, le portrait de la communauté étudiante mcgillienne se modifie pour intégrer des étudiantes. Ces dernières, regroupées au Royal Victoria College, font leur entrée sur le campus en 1884. On peut supposer, comme l'a démontré Nicole Neatby pour les étudiantes de Queen's, que les étudiantes qui vont à l'université proviennent de familles un peu plus fortunées que leurs confrères. D'une part, elle constate que les familles privilégiaient l'éducation supérieure pour les garçons, et si les moyens le permettaient, les filles pouvaient aussi y prétendre. D'autre part, elle souligne que les étudiantes étaient plus nombreuses à voir leurs frais d'études entièrement couverts par leurs parents, ce qui indique une certaine aisance financière¹⁷.

Ces étudiantes et étudiants, protestants ou non, doivent se soumettre à des règles morales rigoureuses, règles qui s'adoucissent toutefois avec les années. Ceux et celles qui n'habitent pas chez leurs parents doivent se plier à la règle du *in loco parentis*, c'est-à-dire que l'université se voit conférer par les parents la charge morale de leurs enfants, même majeurs, durant l'année scolaire. Le contrôle est particulièrement serré pour les étudiantes qui sont dans l'obligation de loger au Royal Victoria College. Les pensionnaires voient leurs heures de sortie surveillées, elles doivent porter la jupe lorsqu'elles se présentent à la salle à manger, l'utilisation des téléphones est réglementée, etc.¹⁸. Il n'est pas rare de voir un doyen, un professeur et même le principal inviter des étudiants à prendre le thé. Prenant son rôle de parent de remplacement à cœur, le principal Cyril James accueillait chez lui pour le réveillon de Noël les étudiants qui ne pouvaient rejoindre leur famille pour le congé des Fêtes¹⁹. Une relation presque filiale s'établit donc à l'occasion entre les étudiants et des représentants du corps professoral ou de l'administration, avec tout ce que ce genre de relation peut impliquer comme contrainte et discipline.

Même rigoureusement encadrée et religieusement balisée, la vie sociale des étudiants de McGill n'en demeure pas moins variée et animée. Des fraternités accueillent certains étudiants, des associations religieuses, musicales ou autres se chargent de meubler leurs heures libres tout en leur fournissant l'occasion de se rencontrer. C'est donc dire que la vie sociale des étudiants mcgilliens se construit à l'intérieur et à l'extérieur du campus. Une telle activité étudiante donne lieu à l'épanouissement d'un fort sentiment d'appartenance à l'alma mater et rend possible la création d'une identité de groupe.

17. Nicole Neatby, «Preparing for the Working World», *op. cit.*

18. «House Rules and Regulations», AUMcG, RG 42, c. 1, f. 75, 1942-1943.

19. Lettre de Cyril James au président du Students' Council, AUMcG, RG 2, c. 82, f. 1658, 16 décembre 1943.

Tableau 2
 Nombre d'étudiants et d'étudiantes à l'Université McGill, 1910-1961

Programme	1910-1911		1920-1921		1932-1933		1940-1941		1950-1951		1960-1961	
	t	f	t	f	t	f	t	f	t	f	t	f
Arts	625	n.d.	533	n.d.	1172	443	1286	495	2940	1027	3343	1338
Médecine	308	n.d.	711	n.d.	481	11	387	28	453	31	412	41
Droit	60	n.d.	125	n.d.	89	3	54	0	181	12	199	18
Commerce ^a (1)	-	-	155	n.d.	(218)	(27)	(180)	(15)	(636)	(28)	(331)	(22)
Science et génie	606	n.d.	670	n.d.	390	0	484	6	1552	7	1490	14
Études supérieures ^b	86	n.d.	47	n.d.	288	64	241	54	746	156	1050	175
Autres ^c	530	n.d.	460	125	179	64	250	101	703	223	536	165
Total	2215		2701	125	2599	585	2702	684	6575	1456	7030	1751
Étudiantes (%)				4,6		23		25		22		25

Notes

^a Les chiffres donnés entre parenthèses représentent les étudiants de commerce qui sont également inclus dans la Faculté des arts. C'est pourquoi ils ne sont pas comptés dans le total.

^b À l'Université McGill, les étudiants inscrits aux études supérieures ne sont pas comptés dans les facultés disciplinaires.

^c Inclut la chirurgie dentaire, la musique, le Collège Macdonald, les sciences domestiques.

Ces totaux ne correspondent pas aux chiffres officiels publiés annuellement par l'Université. Ils sont plutôt le résultat de choix analytiques visant à comparer les principales facultés des deux universités montréalaises.

Source: *Annual Reports*, McGill University.

1.3. Associations et maisons étudiantes : création et fonctionnement

Au tournant du siècle, les étudiants de chacune des universités montréalaises se regroupent au sein d'associations générales et se donnent une voix avec la création de journaux étudiants. Ce processus exprime à la fois un désir de se voir reconnaître une existence dans leur milieu de vie immédiat, l'université, et une recherche identitaire de la part des étudiants. Cette double affirmation se fait en deux temps. Premièrement, les étudiants participent à l'élaboration d'un discours sur l'esprit universitaire. Au départ, la création des associations et des maisons étudiantes, de même que celle des journaux étudiants témoignent non seulement du développement d'une identité étudiante propre, mais aussi de l'existence d'une communauté universitaire englobant professeurs, administrateurs, diplômés et, bien entendu, étudiants. Deuxièmement, les étudiants font preuve d'une volonté de se retrouver entre eux et de se doter de structures pour véhiculer ce qu'ils estiment être une véritable opinion étudiante. L'identité étudiante est donc directement liée au milieu universitaire dans lequel les étudiants évoluent, en même temps qu'elle repose sur une prise de conscience croissante du statut des étudiants : ces derniers sont considérés et se considèrent comme des jeunes en période d'apprentissage et toujours soumis à une autorité morale et disciplinaire.

Lorsque l'Université Laval à Montréal s'installe sur la rue Saint-Denis en 1895, les étudiants fondent leur premier journal, *Le Journal des étudiants*, mais il faut attendre 1902 pour qu'un premier pas soit franchi dans le regroupement des étudiants. Une « maison » est mise sur pied afin de les réunir « dans l'intérêt de leurs études, d'établir entre les membres de cette association des liens de solidarité et de fraternité afin de procurer à chacun aide et assistance, et de travailler au développement physique, intellectuel et moral de la jeunesse studieuse [...]»²⁰. Dans l'entreprise, les étudiants bénéficient de la sollicitude des anciens, des professeurs et des autorités. La Maison ne comble cependant pas les désirs de ceux qui espéraient mieux qu'un petit local mal aéré, enfumé et donnant sur une ruelle sale²¹.

20. «Maison des étudiants. Loi constituant en corporation la Maison des étudiants. 2 ED. VII. Chap. 104», AUdM, D 35/4, 1902.

21. Les doléances des étudiants dans une enquête menée par le journal *L'Étudiant* en 1914 font régulièrement état de la décrépitude de l'université en général et de la Maison des étudiants en particulier. Cette enquête sera présentée plus en détail dans le prochain chapitre.

Figure 3

Immeuble central de l'Université Laval à Montréal, non datée



Source : Université de Montréal, Division des archives, 1FP.02203. Dimensions : 14,3 × 21,5 (ou carton, 16 × 22). Disponible en ligne, site de la Division des archives, Université de Montréal.

Une dizaine d'années plus tard, ce simple lieu de rassemblement ne suffit plus, et la suggestion de former une fédération universitaire est lancée. On pense alors que ce regroupement d'étudiants participerait assurément à l'établissement d'un esprit universitaire qui remplacerait l'esprit de faculté, source de dissension²². En février 1913, un référendum est organisé afin que tous les étudiants de l'université puissent se prononcer sur la pertinence d'une telle association. Les résultats sont positifs. L'Association générale des étudiants de Laval (AGEL), plus couramment appelée la Fédération universitaire, est officiellement créée en avril de la même année. Seuls les aspirants au barreau et au notariat font bande à part; ils ne joindront les rangs qu'à la fin de 1913. Même si l'AGEL est une initiative étudiante, les étudiants n'y sont pas livrés à eux-mêmes, des anciens les épaulent et s'assurent de les entourer d'une «généreuse bienveillance

22. Albiny Paquette, «La Fédération des Facultés. Ses avantages. Son organisation», *L'Étudiant*, vol. 2, n° 6, 13 décembre 1912, p. 1.

et de sympathie²³». L'AGEL se présente donc comme une association à la fois universitaire et étudiante, le sort de l'institution s'ajoutant à celui des étudiants dans les objectifs de fondation. L'association souhaite améliorer les conditions de vie des étudiants en leur fournissant des activités intéressantes et un lieu de fraternisation²⁴. En effet, au moment de sa fondation, il est convenu que l'AGEL prenne en main la Maison des étudiants. L'association s'est également fixé comme but de restaurer la réputation des étudiants – et par le fait même, celle de l'Université – et de s'imposer dans la ligue des « grandes » universités : « Quelques-uns en sont venus à la conclusion que les divers groupes de notre université étaient incapables de s'unir et de travailler dans leur propre intérêt. Nous allons être obligés de nous attaquer à ces préjugés et de faire comprendre à ceux qui nous dénigrent que ce qui se fait à McGill et aux autres grandes universités peut aussi et doit se faire à Laval²⁵. »

L'AGEL fera long feu et, au moment où la guerre s'achève, les étudiants de l'Université de Montréal n'ont plus d'association générale pour défendre leurs intérêts. Un sursaut de vie vient ranimer l'espoir en février 1919 alors que cet appel est lancé : « Allons, frères, unissons-nous. [...] Il faut qu'un seul pouvoir dirige la classe étudiante, l'organise de façon unitaire, éteigne les entreprises privées et forme un admirable tout homogène²⁶. » Pour parvenir à ses fins, la fédération propose l'adoption de symboles rassembleurs et suggère le port du béret et de la canne. Ces symboles ne sont pas nouveaux. Déjà en 1916, le journal *L'Escholier* avait tenté d'établir une tradition étudiante en organisant un défilé de l'enterrement du béret – celui-là même qui avait mené à l'arrestation de certains étudiants... La nouvelle fédération remet le défilé à l'ordre du jour²⁷. Mais la Fédération universitaire nouvelle mouture est de courte durée et de peu d'impact. Sa mort définitive est provoquée par l'incendie de novembre 1919. Le besoin d'une association n'est cependant pas parti en fumée avec

23. J. H. F. « Vers un nouveau régime », *L'Étudiant*, vol. 3, n° 5, 5 décembre 1913, p. 1. À ce sujet, il est mentionné que des anciens étudiants collaboraient à titre de conseillers à l'AGEL. Il est toutefois difficile d'établir clairement la ligne entre une attitude d'aide et une de coercition.

24. Les étudiants n'étaient pas complètement dépourvus d'activités. Il existait déjà des associations plus restreintes qui regroupaient les étudiants soit par faculté, soit par intérêt. On note par exemple l'existence d'une Ligue anti-alcoolique, d'une section de la Saint-Vincent-de-Paul, du Cercle Colin affilié à l'ACJC, du Cercle d'Action française ainsi que du Parlement-École.

25. Irénée Vautrin, président de l'AGEL, « Aux étudiants de l'AGEL », *L'Étudiant*, vol. 2, n° 21, 18 avril 1913, p. 1.

26. « Frères, unissons-nous », *QI*, vol. 1, n° 3, 23 janvier 1919, p. 1.

27. Léonce Jolivet, « Mœurs universitaires. Vieilles coutumes », *QI*, vol. 1, n° 12, 27 mars 1919, p. 1.

les locaux. En 1921, le nouveau journal étudiant, *Le Quartier latin*, lance une consultation auprès des étudiants pour savoir s'ils approuveraient la fondation d'un nouveau regroupement. Le journal interprète ainsi la réponse: «L'intérêt des étudiants exige pourtant qu'il y ait un corps qui les représente tous et qui soit appelé à discuter et à négocier avec les autorités toutes les fois que celles-ci ont décidé un règlement ou une mesure qui affecte les étudiants dans leurs privilèges les plus chers²⁸.» Quelques mois plus tard, en 1922, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) voit le jour²⁹. Elle tentera de s'imposer comme porte-parole et représentante d'un groupe cohérent et responsable en expliquant que «[l]es étudiants ne doivent pas être traités comme des enfants d'école, ni comme le grand public. Ils sont nombreux, ils ont un journal dont les autres journaux ne parlent pas; organisés, unis, ils sont une force³⁰.» Encore en 1929, l'AGEUM est décrite par le *Quartier latin* comme «un cadre qui enrôle tous les étudiants et qui tend à régulariser au profit de la majorité tout ce qu'il peut y avoir chez eux d'effort et d'initiative organisée. L'Association générale est ce corps constitué dont l'objet général est de veiller aux intérêts matériels, intellectuels, moraux et religieux de l'étudiant³¹.» Avec la création de l'AGEUM, l'esprit étudiant qui commençait à animer la Fédération universitaire nouvelle mouture s'impose véritablement: dorénavant l'accent est mis sur le caractère étudiant de l'entreprise plutôt que sur son côté universitaire. Une étape s'en trouve franchie dans l'autonomisation du groupe étudiant.

Cette nouvelle association étudiante n'est cependant pas complètement laissée à elle-même. Il faut dire que les élections dans les associations facultaires avaient déjà donné lieu à des débordements. Les cabales et les achats de votes avec de l'alcool ont été vigoureusement dénoncés par les autorités qui, en 1921, ont décidé de réglementer ces pratiques. De plus, il était entendu que les élections, qui devaient se tenir dans une salle de cours, se dérouleraient sous la supervision du doyen ou son représentant³². La nouvelle association fondée en 1922 doit donc composer avec

28. Fédéraliste, «Fédération», *Ql*, vol. 3, n° 8, 7 avril 1921, p. 1.

29. La direction, «Association générale des étudiants. Maison des étudiants», *Ql*, vol. 4, n° 10 et 11; 15 et 22 décembre 1921, p. 1. Avec la création de l'AGEUM, on annonce l'ouverture d'une nouvelle maison des étudiants. Elle sera éphémère puisqu'elle sera détruite par le feu en 1922. Une nouvelle la remplacera en 1928.

30. Chanteclerc, «Hier et aujourd'hui», *Ql*, vol. 5, n° 5, 9 novembre 1922, p. 2.

31. Léon Lalande, «L'étudiant et l'université», *Ql*, vol. 11, n° 15, 31 janvier 1929, p. 1.

32. Commission des études et Commission d'administration, «Avis de motion. Élection dans les Associations d'étudiants. Règlement», *AuDM*, P 2/11.3d, 18 novembre 1921.

la réputation des associations facultaires qui l'ont précédée. En donnant leur aval à la création de l'AGEUM, les autorités posent leurs conditions et imposent un encadrement serré. L'association est régie par un conseil, qui possède les pouvoirs décisionnels, et par un comité exécutif auxquels s'ajoute un sous-comité de discipline. Le conseil est composé du recteur (ou du vice-recteur si le premier est absent), du secrétaire général, de l'aumônier, du président, des représentants étudiants de chacune des facultés et écoles affiliées, des présidents des associations membres (le *Quartier latin*, l'Association athlétique, la fanfare, etc.) et du président sortant, ce dernier agissant à titre de conseiller. Le comité exécutif, lui, regroupe le président, un secrétaire et un trésorier choisis parmi les représentants des étudiants, le recteur, le secrétaire général et le président sortant. Ce comité est responsable des budgets et de la discipline. Dans les faits, il semble que le comité exécutif se soit surtout concentré sur sa tâche administrative. Un sous-comité de discipline, formé de l'aumônier et d'autres membres nommés par le conseil, est en théorie responsable du maintien du bon ordre parmi la communauté étudiante. En pratique toutefois, il ne semble pas avoir été très actif. Contrairement à la situation qui prévaut à la Students' Society où les autorités interviennent indirectement dans les affaires étudiantes, à l'AGEUM, les autorités ont une voix directe grâce à leur présence au conseil de régie et au comité exécutif.

Au départ, les représentants étudiants sont nommés par le conseil en place³³. Plus tard, ils seront élus par les étudiants de leur faculté. Durant toute la période étudiée, l'élection du président de l'association ne se fait pas au suffrage universel. Au moment où l'association est formée, ce sont les représentants étudiants qui désignent un président. Par la suite, une tradition semble s'imposer : chaque faculté choisit tour à tour un président parmi ses étudiants. À partir de 1946 toutefois, l'élection à la présidence se fait par les représentants facultaires parmi les candidats présentés par chacune des facultés³⁴. De telles façons de faire soulèvent des protestations et, surtout à partir des années 1950, on voit poindre l'idée du suffrage universel. Une demande est faite en ce sens en 1952, alors que des étudiants proposent à l'administration d'essayer le système pour une année. La demande sera refusée³⁵. La question demeure en suspens encore en 1959, alors même que le Conseil de direction de l'AGEUM présente une recommandation visant à réformer la constitution de l'Association

33. *Annuaire général de l'Université de Montréal*, Montréal, Université de Montréal, 1922-23, p. 304.

34. Rapporté dans Jean-François Léonard et Janine Dalairé, « Analyse sociopolitique de l'Ageum de 1922 à 1968 », AUM, P 33/A2, 1969, p. 12.

35. Procès-verbal du Conseil exécutif, « Élection du président de l'Association générale des étudiants au suffrage universel », AUM, D 35/F4, 19 (2^e série), 28 février et 1^{er} mars 1952.

pour inclure l'élection à la présidence par suffrage universel³⁶. Un tel refus de la part des autorités universitaires d'entériner des changements démocratiques dans le fonctionnement de l'association laisse entrevoir une certaine réticence à considérer les étudiants comme dignes de confiance, assez matures pour faire des choix éclairés.

À McGill, les regroupements d'étudiants sont assez répandus à la fin du XIX^e siècle. Déjà en 1890, la liste est longue : l'Undergraduates' Literary Society, la Delta Sigma Society pour les étudiantes du Royal Victoria College, l'Undergraduates' Medical Society, la Musical Association, la Zeta Psi Fraternity, l'Athletic Society, une publication littéraire étudiante, l'*University Gazette*, etc. Chaque année de nouvelles associations s'ajoutent comme le McGill Classical Club en 1893, ou encore le Chess and Checker Club en 1897. Mais toutes présentent un objectif limité : elles rassemblent des étudiants qui partagent des intérêts communs, ou encore elles se contentent de regrouper les étudiants d'une faculté³⁷. Or, comme à l'Université Laval à Montréal au même moment, émerge sur le campus l'idée selon laquelle un esprit universitaire doit remplacer l'esprit facultaire dominant qui empêche l'université de développer son plein potentiel. Pour y arriver, il importe de donner aux étudiants la chance de se connaître et de se rencontrer, car contrairement aux grandes universités britanniques et américaines, les étudiants de McGill ne logent pas encore dans des résidences universitaires. En plus, les étudiants ne bénéficient pas de services matériels comme un restaurant universitaire, ni même d'un simple lieu de rencontre, de réunion et de loisir. Aussi tôt qu'en 1893, la demande d'un club pour les étudiants est formulée en raison de l'apport qu'il fournirait à la vie universitaire, du complément éducationnel qu'il procurerait aux étudiants³⁸. Deux ans plus tard, des arguments nationalistes s'ajoutent alors qu'un étudiant soutient l'idée que les étudiants pourraient apprendre le leadership et le dévouement à la cause nationale au sein des organisations étudiantes. Pour cela, les étudiants doivent pouvoir se réunir. Un parallèle est ainsi établi entre l'esprit universitaire et l'esprit national.

Why has not McGill ere this established an organization broad enough to embrace all undergraduates, and graduates too, for the matter of that; – an organization in which all petty Faculty rivalries will be sunk in the general desire to quicken and deepen our pride of University, that

36. Conseil de direction de l'AGEUM, «Rapport de la Commission des réformes électorales et constitutionnelles», AUdM, P 33/A9, 1958-1959.

37. «A New Constitution. Revised», *Outlook*, vol. 1, n° 22, 16 mars 1899, p. 230-231.

38. «Editorial Comments. The Union Club», *Fortnightly*, vol. 2, n° 3, 10 novembre 1893, p. 50.

will bring Faculty into touch with Faculty, that will teach us who know each other as students to know each other as men, and that will beget in us the beginnings of that indefinable something that is so sadly lacking in us as Canadians, – pride of country and nation, for where shall we better learn it than here, and when better than now³⁹?

Les étudiants ne sont pas les seuls à saisir l'importance d'un lieu de rencontre pour favoriser l'émergence d'un véritable esprit universitaire. Margaret Polson Murray propose, dès 1894, de se charger de la mise sur pied d'un club universitaire qui aurait comme objectifs de faire la promotion de l'université, de solidifier les liens qui unissent les anciens à leur alma mater, de favoriser les rencontres sociales entre les étudiants, les professeurs, les différents membres de l'Université et les « amis » de l'université. Des visées plus prosaïques s'ajoutent à cela, notamment celle d'offrir des repas abordables dans un environnement agréable⁴⁰. Ce projet se concrétise en 1896 avec l'appui de l'université, consciente de l'importance d'un tel lieu pour son développement⁴¹. Bien que le Club ne leur soit pas exclusivement réservé, les étudiants entretiennent de grandes attentes à son endroit. En plus des avantages matériels qu'il pourrait leur apporter, ils espèrent s'y rencontrer dans une atmosphère fraternelle et voir s'y développer une véritable solidarité, un authentique « esprit de corps » qui, selon eux, a toujours manqué de manière désolante à McGill⁴².

Aussi loué soit-il, le club ferme ses portes en 1898, faute de fonds. L'idée n'est cependant pas définitivement abandonnée, et, quelques années plus tard, la discussion reprend au sujet de la construction éventuelle d'une maison toute étudiante cette fois. L'ouverture officielle de l'Union House est célébrée en 1907. Avec tous les services offerts aux étudiants – salles de lecture, salles de cartes et de billard, salle à manger, *grill room*, barbier –, l'endroit devient rapidement le centre de la vie sociale mcgillienne⁴³. C'est beaucoup plus que ce à quoi les étudiants de Laval ont

39. W. G., « Correspondence. A McGill Club », *Fortnightly*, vol. 4, n° 5, 11 décembre 1895, p. 80.

40. Margaret Polson Murray, « A University Club for McGill », *Fortnightly*, vol. 2, n° 8, 19 janvier 1894, p. 188-191.

41. « McGill Students' Club, Report for 1896-1897 », AUMcG, RG 74, c. 18, f. 306, 1896-1897. Un comité incluant des professeurs est rapidement mis sur pied par les autorités. Son rôle est de visiter régulièrement le club afin de s'assurer que tout fonctionne bien.

42. R.H. Rogers, « Correspondence. The University Club », *Fortnightly*, vol. 4, n° 10, 5 février 1896, p. 154-155. En français dans le texte.

43. « The New McGill Union Formally Opened its Doors Last Evening when Governors Received Guests », coupure du *Montreal Star*, 7 février 1907, retrouvée dans les procès-verbaux du Union House Committee, AUMcG, RG 75, c. 2, f. 14, 8 février 1907.

accès depuis 1902. Mais comme ces derniers, les étudiants de McGill ne se contentent pas d'un lieu de rencontre. Plus rapidement encore que leurs pairs lavalaisiens, ils souhaitent se réunir et former une instance chargée de défendre leurs intérêts auprès des autorités et du public en général. Dès 1892, en prenant exemple des universités allemandes et britanniques, un étudiant réclamait la mise sur pied d'une association regroupant l'ensemble des étudiants qui aurait comme responsabilité de les représenter dans tous les dossiers les affectant, de servir d'interlocuteur entre les étudiants et l'administration et de faire la promotion de la vie sociale et académique parmi la communauté étudiante⁴⁴. Cet étudiant souhaitait établir les bases d'un groupe étudiant distinct, bien organisé, apte à dialoguer avec d'autres groupes, en d'autres mots un ensemble cohérent dont les membres partageraient une identité commune. Mais la communauté étudiante mcgillienne n'était pas encore prête à accepter l'idée.

Figure 4
Students' Union Building, Université McGill, 1925



Source : Université McGill, PRO 02678. Dimensions : négatif 35 mm ou positif 18,5 × 24,5. Disponible en ligne, site des archives, Université McGill.

44. John T. Nicolson, « Notes on Universities », *Fortnightly*, vol. 1, n° 3, 24 novembre 1892, p. 36-37.

Un autre projet s'impose plutôt à la communauté universitaire quelques années plus tard. En 1900, l'Alma Mater Society, une association générale qui regroupe des étudiants et des professeurs sans distinction d'appartenance facultaire, est créée⁴⁵. Les filles du Royal Victoria College font partie intégrante de cette association puisqu'elles font partie de l'université. La nouvelle association se verra confier, à certains moments, des responsabilités disciplinaires. Il faut dire que les cas d'indiscipline sont assez fréquents. En 1906, par exemple, les étudiants de la classe de deuxième année sont accusés d'avoir blessé des musiciens avec des pétards et de s'être livrés à des actes de vandalisme sur des immeubles avec de la peinture volée à l'université. Le principal Peterson décide de laisser aux représentants étudiants le soin d'enquêter et de régler la situation avec les coupables. L'administration se garde cependant le dernier mot, et les recommandations des étudiants doivent satisfaire ses exigences. La collaboration des représentants étudiants avec les autorités se formalise l'année suivante avec la création d'une Court of Honour qui repose justement sur la responsabilisation des étudiants et qui exige un serment de la part de chaque étudiant inscrit: «*I hereby accept and submit myself to the Statutes, Rules, Regulations and Ordinances of the University, and of the Faculty or Faculties in which I am registered, and to any amendments thereto which may be made while I am a student of the University, and I promise to observe the same*⁴⁶.»

Encouragés par cette preuve de confiance, des étudiants proposent un nouveau type de collaboration. Ils suggèrent de mettre sur pied une association, régie par un conseil exécutif étudiant, qui réunirait les étudiants de toutes les facultés et qui prendrait la relève du Court of Honour tout en servant d'intermédiaire entre les étudiants et les autorités universitaires⁴⁷. Le projet, tout comme ce sera le cas quelques années plus tard avec l'AGEUM à l'Université de Montréal, est soumis au vote des étudiants. Le référendum organisé en 1908 sur ce projet associatif donne des résultats encourageants: 351 voix pour, 42 voix contre. Forts d'un tel appui, les étudiants à la tête du projet se présentent devant la Corporation pour lui demander d'autoriser la création de la Students' Society. Les

45. «Editorial. The Alma Mater Society», *Outlook*, vol. 3, n° 6, 29 novembre 1900, p. 61.

46. J.S. Archibald, chairman, Committee of Regulations, «Report of Committee on Revision of Regulations re Morals and Discipline», AUMcG, RG 2, c. 24, f. 8, 1905-1909. Dossier discuté aussi dans: «McGill University. Report of Committee on Revision of Regulations re Morals and Discipline», AUMcG, RG 8, c. 7, f. 18, 24 mars 1907, p. 413-414; «Report from Committee on Morals and Discipline», AUMcG, RG 8, c. 7, f. 18, 3 avril 1907, p. 397-398.

47. Extrait d'un procès-verbal de la Corporation, «Students' Society», AUMcG, RG 8, c. 7, f. 18, 12 février 1908, p. 454.

autorités acceptent d'expérimenter le système pour une période de trois ans. Durant ces années, le principal ne fait pas qu'attendre, il enquête aussi auprès d'autres universités canadiennes et américaines pour connaître leur approche dans les dossiers disciplinaires et les relations avec les étudiants. Queen's accordait déjà, avec grande satisfaction paraît-il, des responsabilités aux comités étudiants⁴⁸. Une telle façon de faire s'inscrit en ligne directe avec les idéaux d'une éducation protestante visant à faire des hommes responsables. En fait, comme l'explique Catherine Gidney, au cours du XX^e siècle, plusieurs universités protestantes canadiennes en sont venues à accorder aux gouvernements étudiants des responsabilités accrues, y voyant une manière de favoriser le développement du « *self-control* » chez les étudiants, d'assurer leur loyauté envers l'institution et de les « entraîner à la liberté⁴⁹ ». La probation de trois ans s'étant bien déroulée, la Students' Society reçoit l'aval de la Corporation de McGill en 1912⁵⁰. C'est dorénavant devant le conseil de direction de l'association étudiante que se régleront les dossiers mineurs en matière de discipline. Lors des cas plus graves, le conseil sera chargé de faire enquête et de soumettre son rapport au Committee on Morals and Discipline. Mais la nouvelle association générale des étudiants n'a pas que des visées disciplinaires. Bien au contraire, il s'agit surtout d'une instance étudiante qui a comme mandat de voir aux intérêts des étudiants⁵¹.

Sur le plan du fonctionnement interne, la Students' Society se veut beaucoup plus démocratique que l'AGEUM. En effet, le Student Executive Council (SEC), responsable de l'administration de l'association et des dossiers disciplinaires, est composé d'élus. En effet, tous les étudiants qui paient leur cotisation peuvent voter à la fois pour le président du Student Executive Council et pour le représentant de leur faculté⁵². Un tel fonctionnement du gouvernement étudiant est source de fierté, et la Students' Society se félicite d'être l'association étudiante la plus démocratique de tout le Dominion⁵³. On pourrait croire que ce fonctionnement démocratique assure une autonomie certaine à l'association en garantissant la légitimité de ses représentants. Toutefois, cette autonomie a ses

48. The Committee, [s.t.], AUMcG, RG 2, c. 24, f. 78, 1905 à 1909.

49. Catherine Gidney, *A Long Eclipse*, p. 41. Elle reprend ici les paroles de la *dean of women* de l'Université Queen's qui parlait de « *training for freedom* ».

50. Extrait d'un procès-verbal de la Corporation, « Students' Council. Continued Recognition by Corporation », AUMcG, RG 8, c. 8, f. 19, 10 avril 1912, p. 195.

51. Extrait d'un procès-verbal de l'Undergraduate Society of Arts, « A Meeting of the Undergraduates Society of Arts », AUMcG, RG 75, c. 2, f. 8, 23 janvier 1907, p. 73.

52. « Students' Council », *Old McGill*, vol. 29, 1929, p. 21.

53. « Student Government », *Daily*, vol. 19, n° 15, 16 octobre 1929, p. 2.

limites comme en fait foi un incident impliquant le journal étudiant, le *McGill Daily*, le SEC et le principal Currie en 1932. Commentant une visite à une brasserie montréalaise bien connue, l'auteur d'un article du *Daily* décrit les étudiants comme des buveurs invétérés, plus intéressés à s'enivrer qu'à étudier. À la suite de vives protestations de la part du public montréalais, le principal Currie décide d'intervenir personnellement auprès du SEC afin que l'auteur de l'article et celui qui en a autorisé la publication soient punis. Le SEC obéit et affirme ainsi son contrôle sur le journal. Les responsables du journal n'acceptent pas la décision et démissionnent en bloc. Ils proposent alors un amendement à la constitution de la Students' Society afin de pouvoir en appeler des résolutions du SEC⁵⁴. Le projet d'amendement est tué dans l'œuf par le principal Currie qui soutient que toute relation des autorités avec l'association serait menacée par la modification.

The Students' Council is placed in an extremely responsible position. It is the one body recognized by the University as in control of student activities. It constitutes the liaison body between the University and the students in all matters relating to their activities. When a Council is duly elected and complete the University looks forwards to a stable condition existing until another Council is elected. The University would have no surety of such a stable condition if twenty-five students could call a meeting and successfully take an appeal against a decision of the Students' Council. That would be setting up a kind of government of which I do not think the Corporation of the University would approve⁵⁵.

En plus de mettre en évidence la dépendance du journal envers l'association étudiante, l'incident illustre les limites de l'autonomie accordée au comité de direction de l'association étudiante. Malgré cela, les responsables de l'association considèrent diriger une structure étudiante représentative. Cette assurance est confortée par le fonctionnement démocratique de l'association qui repose sur deux pratiques : les élections, dont il a déjà été fait état, et les réunions générales annuelles, organisées par la Students' Society afin d'informer ses membres des dossiers traités par leurs élus, de présenter le budget et de voter sur des projets d'intérêt

54. «Our Positions», *Daily*, vol. 22, n° 48, 7 décembre 1932, p. 2; «Daily Editors Resign in Protest», *Daily*, vol. 22, n° 48, 7 décembre 1932, p. 1; «Daily Managing Board Suspended By Students' Council After Conflict», *Daily*, vol. 22, n° 49, 8 décembre 1932, p. 1.

55. Lettre du principal Currie à M. Fletcher, AUMcG, RG 2, c. 50, f. 640, 14 décembre 1932. Le secrétaire-trésorier, M. Fletcher, n'était pas un étudiant. Il jouait le rôle d'un conseiller financier et juridique auprès des étudiants élus de l'association et il s'occupait régulièrement des relations avec les autorités.

général⁵⁶. Des réunions extraordinaires peuvent aussi être convoquées pour traiter de questions précises. Le quorum n'est pas toujours atteint et les affaires étudiantes s'en trouvent parfois compromises. Les responsables craignent cette apathie périodique des étudiants qui pourrait menacer le caractère démocratique de l'association et amener les autorités à douter de la pertinence d'un tel système⁵⁷.

Néanmoins, à partir de 1912, les étudiants de McGill bénéficient d'une association solide, dotée de pouvoirs assez larges en ce qui concerne la gestion interne de ses affaires. L'autorité disciplinaire consentie aux étudiants demeure cependant peu utilisée par le Students' Executive Council⁵⁸ et, malgré l'autonomie accordée, les autorités détiennent toujours le dernier mot⁵⁹. La formation de la Students' Society marque ainsi un pas important dans l'établissement d'une communauté étudiante à McGill. Toujours attachée à la réputation de McGill comme l'Alma Mater Society l'était, elle est, par sa composition exclusivement étudiante, beaucoup plus susceptible de travailler au développement d'un esprit étudiant. Mentionnons d'ailleurs que si les étudiantes faisaient partie de l'Alma Mater Society à titre de membre de la communauté universitaire, elles sont exclues de la Students' Society, comme si elles n'appartenaient pas à la communauté étudiante...

56. Ces réunions seront abolies en 1933. La raison évoquée est le manque de pertinence d'une telle pratique puisque seul le budget y aurait été vraiment discuté. Le *Daily* se chargeait déjà de le publier. Seules les réunions extraordinaires demeureront. «The Students' Society», *Daily*, vol. 23, n° 14, 20 octobre 1933, p. 2.

57. «The Battle Approaches», *Daily*, vol. 21, n° 35, 12 novembre, 1931, p. 2.

58. «The Students' Council», *Old McGill*, vol. 20, 1917, p. 9.

59. Ainsi, en 1914, le Students' Executive Council demande à la Corporation de permettre à la Students' Society de hausser les frais annuels d'adhésion des étudiants à 10\$. La permission est refusée parce que les autorités considèrent que l'association est mal administrée. Elles suggèrent plutôt d'engager un administrateur externe pour s'occuper des questions administratives. Les étudiants se plieront à la décision l'année suivante. Extrait d'un procès-verbal de la Corporation, «Students' Council Universal Fee», AUMcG, RG 8, c. 8, f. 19, 9 avril 1914, p. 247-248 et 10 décembre 1914 (ou 1915), p. 279. L'idée d'engager un administrateur externe était dans l'air depuis au moins 1913, alors qu'un débat sur le sujet a eu lieu dans les pages du *Daily*. «The Council's Policy», *Daily*, vol. 3, n° 14, 14 octobre 1913, p. 4.

1.3.1. Affirmation et représentativité

Les associations générales étudiantes des deux universités montréalaises, bien différentes sur le plan des structures, souhaitent établir leur légitimité au cours des années suivant leur création respective, en dépit d'un appui souvent timide de la part de leurs commettants. Elles tentent de plus en plus de s'imposer non plus comme des vecteurs de l'esprit universitaire, mais plus ouvertement comme les défenseurs des intérêts étudiants, marquant du coup l'existence d'un discours étudiant distinctif.

D'une université à l'autre, les associations ressentent le besoin d'affirmer leur légitimité. Pour ce faire, elles doivent prouver aux étudiants qu'elles les représentent, qu'elles leur sont utiles et nécessaires. En tant que représentante officielle des étudiants, l'AGEUM doit défendre ses prérogatives et la réputation de ses membres alors que paraît dans *La Presse* une chronique intitulée «Silhouettes de carabins». De l'avis du *Quartier latin*, cette série d'articles écrite par Pierre de la Garde, lui-même étudiant semble-t-il, ne montre pas une image tellement avantageuse de la gent estudiantine puisqu'elle les présente en train de boire et de chanter, quelque part dans une chambre louée du quartier latin plutôt que sagement occupés à étudier⁶⁰. Mais ce qui semble surtout choquer les représentants de l'AGEUM, c'est que Pierre de la Garde se soit approprié le droit de publier une chronique étudiante sans tenir compte des représentants officiels des étudiants. On reproche au journal *La Presse*, qui a publié la chronique, d'avoir entériné une telle usurpation. Le comité exécutif – qui comprend, rappelons-le, le recteur et le secrétaire général de l'université – transmet alors une lettre de protestation aux journaux de la ville :

Ces chroniques ont soulevé chez la plupart des étudiants des protestations tellement vives que l'Association générale a été priée d'intervenir officiellement.

Répondant à ce désir, le Comité exécutif de l'Association générale, dans son assemblée de samedi, 17 février, a résolu à l'unanimité de communiquer avec les différents journaux de la ville. Elle les prie de n'accepter aucune chronique prétendument universitaire, de la part des étudiants à moins que celle-ci ne soit contresignée au nom de l'Association par un des membres du Comité exécutif. [...]

60. «À propos de "Silhouettes de carabins"», *QL*, vol. 5, n° 18, 22 février 1923, p. 2. L'article tant décrié est paru dans *La Presse*, samedi le 10 février 1923.

Il est temps de faire savoir à celui-ci [le public] que le premier venu n'a pas le droit de prétendre parler au nom des étudiants alors surtout que l'Association générale a établi un Comité exécutif présentement pour cet objet⁶¹.

À McGill, la représentativité de l'association est confortée par son fonctionnement démocratique. Mais tout comme l'AGEUM, le SEC doit défendre l'image de ses commettants et affirmer son utilité. Il ne fait pas preuve du même interventionnisme. Il faut dire que ses principales sources d'inquiétudes ne sont pas simplement les journaux locaux, mais aussi les films hollywoodiens et les romans grand public qui déforment l'image étudiante :

According to college picture, all students reside at fraternities or sororities. Here is no such thing as a lecture room. All profs look like fossils of primitive primates. The Dean usually has a pretty daughter who loves the hero. The stadium must without exception be at least twice as large as the campus. The hero is kept out of the Great Game by some accident or other but always manages to get in at the last quarter and beat the rivals a minute before the whistle blows by a miraculous touchdown. The scene usually ends with a close-up of the hero kissing the Dean's daughter while the Dean himself looks on benevolently⁶².

Représenter les étudiants, telle est la grande prétention des associations étudiantes. Mais pour y arriver, il faut d'abord que les étudiants se perçoivent comme tels et qu'ils partagent un certain nombre d'intérêts. Les deux associations montréalaises travaillent donc activement, chacune de leur côté, à l'élaboration d'un esprit étudiant : elles organisent des manifestations et des activités de ralliement. À McGill, les initiations des *freshmen* jouent ce rôle alors qu'à l'Université de Montréal, c'est le défilé de l'enterrement du bétet.

La tradition des initiations s'impose assez tôt à McGill, mais s'estompé au gré des interdictions des autorités et de contextes défavorables. Quelles que soient les formes retenues, les initiations visent à accueillir les nouveaux étudiants et à leur transmettre les codes de la communauté. Keith Walden a étudié les différentes formes d'initiation qui ont eu cours à l'Université de Toronto⁶³. Les mêmes constatations s'appliquent assez bien dans le cas de McGill. On y trouve des *hazings*, sortes d'initiations ciblées visant à donner l'exemple : les *sophomores* choisissent quelques *freshmen* un peu « têtes fortes » pour leur faire subir des humiliations plus ou moins

61. Comité exécutif de l'AGEUM, AUdM, P 2/143.7, 19 février 1923.

62. « The College Life », *Daily*, vol. 17, n° 40, 15 novembre 1927, p. 2.

63. À l'Université de Toronto, cette pratique connaît le même succès et entraîne les mêmes excès, comme nous l'explique Keith Walden dans « Hazes, Hustles, Scraps, and Stunts ».

graves selon les années⁶⁴. Ces bizutages, bien connus également sur les campus de France, entraînent souvent des excès et débordent les limites du campus. En 1920, par exemple, on peut penser que c'est une épreuve associée aux initiations qui a mené un groupe d'étudiants à prendre d'assaut la scène du théâtre Loews pour y clamer des chansons d'étudiants, crier au feu, etc.⁶⁵. De tels agissements étant de nature à entacher la réputation de McGill, les autorités les interdisent de manière répétée, souvent avec l'appui des représentants étudiants. Ainsi peut-on lire dans le *Daily* en 1921 que le temps est révolu où les citoyens voyaient leur tranquillité nocturne dérangée par des hordes d'étudiants indisciplinés prenant les rues d'assaut et causant des dommages aux propriétés privées⁶⁶.

Une autre pratique s'impose, celle des compétitions sportives, ou *rushes*, opposant les classes de première et de deuxième année. En apparence inoffensive, ces compétitions dégénèrent parfois. Des « enlèvements » de *freshmen* sont rapportés à l'occasion, les *sophomores* voulant décimer les troupes adverses afin de s'assurer la victoire. On rapporte ainsi l'enlèvement de 80 étudiants lors de l'initiation de 1916. En temps de guerre, un tel incident n'a pas l'heur de plaire aux autorités qui sont préoccupées par l'image de l'université⁶⁷. D'autres pratiques plus ou moins élégantes animent les initiations à l'occasion, les courses de cochons graissés à travers le campus ou même à travers les rues de la ville par exemple. L'association étudiante se retrouve alors, comme toujours, au centre d'un conflit latent entre les autorités et quelques étudiants, mais elle se range le plus souvent du côté des premières. Toutefois, elle n'abandonne pas pour autant le principe d'accueil qui préside aux rituels initiatiques⁶⁸, réitérant à plusieurs reprises l'importance de maintenir un esprit étudiant vivant.

Les débordements provoqués par ces rituels annuels incitent les autorités à interdire formellement les initiations entre 1929 et 1949. Les étudiants semblent se plier à ces décisions. En 1934, on voit bien apparaître la suggestion de réhabiliter les *hazings* afin de redonner un peu de vie à un campus touché par la crise, mais on ne pense pas à des initiations

64. « Hazing », *Daily*, vol. 19, n° 2, 1^{er} octobre 1929, p. 2.

65. Lettre du principal au gérant du Loew's, AUMcG, RG 2, c. 50, f. 638, 12 octobre 1920.

66. « A Good Move », *Daily*, vol. 11, n° 3, 5 octobre 1921, p. 2.

67. « Warn Students about Disorder on Sports' Day », *Daily*, vol. 6, n° 13, 17 octobre 1916, p. 2.

68. « No Room for Doubt », *Daily*, vol. 9, n° 4, 4 octobre 1919, p. 2; « A Yearly Problem », *Daily*, vol. 14, n° 2, 2 octobre 1924, p. 2; Lettre de Wilfrid Bovey à M. Frith, président de la classe de Science '27, AUMcG, RG 2, c. 50, f. 638, 20 octobre 1924; Lettre de Sir. A. Currie à M. MacLean, président du SEC, AUMcG, RG 2, c. 50, f. 638, 7 octobre 1924.

radicales où les crânes rasés et les épreuves dégradantes reverraient le jour ; simplement veut-on instaurer des petites persécutions comme l'obligation pour les *freshmen* de saluer par une révérence les *sophomores*⁶⁹. Il faut dire qu'en temps de crise et de guerre, les étudiants ne sont pas toujours à la fête, et les activités d'initiation sont souvent dépeintes en insistant sur leur puérité. Ce n'est qu'en 1949 que les initiations reprennent véritablement avec l'organisation de la semaine des *freshmen* durant laquelle se succèdent les compétitions sportives, les *hazings*, etc. Mais les activités se tiennent toujours de manière séparée pour les garçons et les filles..., sauf les *dances* bien entendu⁷⁰.

À l'Université de Montréal, la même volonté de voir apparaître un esprit étudiant se rencontre dans la tradition du défilé annuel de l'enterrement du bérêt qui se tient toujours après la messe du Saint-Esprit au début de l'année scolaire. Cet événement a pour but premier de renforcer l'esprit étudiant. Un ancien étudiant, ayant vécu le premier défilé en 1916, en donne cette description imagée :

C'est avec un bagage de chansons basochiennes et munis de mirlitons, de flûtes, de tambours et de chaudrons qu'on se mit en marche pour ce grand soir. On fit sensation, car c'était la première fois que les braves citoyens de la ville assistaient à une telle parade. Plusieurs même se scandalisèrent !

Le bérêt [*sic*] que nous allions enterrer au pied du monument Cartier était porté sur une petite charrette recouverte d'un drap funèbre en batiste et tirée par douze moines en cagoule portant chacun un flambeau. Le bérêt [*sic*] coiffait pour la circonstance un crâne de mort et un étudiant marchait en tête portant au bout d'un haut bâton un fémur et un tibia croisés. C'était lugubre ! [...] Le soir venu, les cinq cents étudiants que nous étions chantaient tellement fort et avec tant d'ensemble que nos clameurs pouvaient être entendues à un mille à la ronde⁷¹ !

L'AGEUM remet cette tradition au goût du jour en 1922 dans le but d'affirmer aux yeux du monde l'existence d'une communauté étudiante à l'Université de Montréal. Les années passant, d'autres activités s'ajoutent au défilé : soirée au théâtre, concours de chars allégoriques, etc. Ces journées dégénèrent régulièrement et des altercations avec les policiers surviennent. La réputation déjà fragile des étudiants s'en trouve menacée, notamment en 1930 où l'on accuse les étudiants d'avoir profané

69. «College Spirit Again», *Daily*, vol. 24, n° 3, 3 octobre 1934, p. 2.

70. «Hazing», *Daily*, vol. 39, no 1, 27 septembre 1949, p. 2.

71. «L'enterrement du bérêt [*sic*] il y a dix ans», *QI*, vol. 9, n° 4, 28 octobre 1926, p. 4. Le défilé s'était terminé par une confrontation avec les policiers. Des étudiants ont été arrêtés et soumis à un procès.

le monument Cartier, au pied duquel on enterrait le béret, en pissant dessus⁷². L'AGEUM doit alors intervenir pour défendre les étudiants auprès de la population, mais elle doit aussi demander aux étudiants de bien se tenir et de faire en sorte que le prochain défilé soit un « succès brillant, enthousiasmant, une niche, une revanche servie à ceux qui s'obstinent, à bon droit parfois, à ne pas nous accorder les libertés que nous revendiquons à grands cris. Il faut montrer au public que nous ne perdons point le terrain gagné dans l'estime de tous.⁷³ » Malgré ces exhortations fréquentes à la discipline de la part de l'AGEUM, les autorités doutent du bien-fondé de pratiques telles la parade du béret et, tout comme celles de McGill, elles craignent que les frasques étudiantes ternissent la réputation de l'institution. Elles émettent donc, année après année, des règles de bonne conduite⁷⁴. En 1931, la conjoncture économique difficile – et les débordements démentis de l'année précédente – leur offre l'occasion attendue de suspendre la tradition des défilés⁷⁵. Devant les arguments évoqués, l'AGEUM ne proteste pas, mais elle interprète la situation de façon à ce que les étudiants puissent en tirer un sentiment de fierté :

Et bien plus, n'est-il pas déplacé dans une époque de consternation générale d'aller crier notre joie, notre plaisir de vivre dans les quartiers les plus éprouvés de la ville, d'aller faire croire à la population atteinte que nous sommes vraiment les jeunes gens que l'on dit, insouciant des tranches des pauvres et de la gêne des riches. Nous devons au maintien de notre bon renom, de nous montrer en cette occasion si favorable, tels que nous sommes réellement, des chrétiens sans bigoterie mais persuadés, des citoyens soucieux et altruistes, des cœurs voués à autre chose qu'au plaisir inconsidéré. Nous nous devons à nous mêmes et nous devons à toutes les classes de la société, dont nous sortons indifféremment de faire aujourd'hui ce beau et noble geste de sympathie⁷⁶.

72. « M. Villeneuve se fâche... encore ! Protestation auprès du Maire – Et la foire Cartier ? », *QI*, vol. 7, n° 4, 24 octobre 1930, p. 1.

73. Alexandre Marcotte, « Hier et demain. Douchons les gaffeurs de l'Orphéum ! La leçon-revanche d'une magnifique parade nocturne par les vrais carabins », *QI*, vol. 6, n° 4, 16 octobre 1923, p. 3.

74. M^{gr} Piette, « Importante proclamation de M^{gr} le recteur à l'occasion de l'enterrement du béret », *QI*, vol. 11, n° 3, 18 octobre 1928, p. 2.

75. En 1949, le recteur envoie une lettre au chancelier qui laisse entrevoir que la décision a été prise pour maintenir la réputation de l'institution. « Nous avons su, il y a une quinzaine d'années, supprimer "l'Enterrement du Béret" pour des excès du même genre. » Lettre du recteur Maurault au chancelier M^{gr} Charbonneau, AUM, D 35/1393, 26 octobre 1949.

76. Roger Larose, président de l'AGEUM, « Pas de parade », *QI*, vol. 14, n° 1, 8 octobre 1931, p. 1.

1.3.2. Les journaux étudiants

Entre 1895 et 1919, quatre journaux étudiants voient le jour à l'Université Laval à Montréal: *Le Journal des étudiants*, *L'Étudiant*, *L'Escholier* et *Le Quartier latin*. Quatre autres paraissent à McGill: le *Fortnightly*, le *McGill Outlook*, le *McGill Martlet* et, finalement, le *McGill Daily*. Fondés par des étudiants, ces journaux souhaitent présenter des feuilles intéressantes pour les premiers concernés et représenter fidèlement l'opinion des étudiants. Leurs fondateurs croient donc qu'il existe bel et bien une opinion étudiante, et que celle-ci vaut la peine d'être diffusée. Les journaux jouent un double rôle: ils marquent l'existence des étudiants comme groupe distinct, en même temps qu'ils contribuent à l'élaboration de son identité. Mais les ponts n'en sont pas coupés d'autant avec les professeurs qui sont invités à y publier, ou avec les autorités qui profitent de cette tribune pour diffuser des messages et des avis disciplinaires aux étudiants. En règle générale, toutefois, les journaux sont une réalité étudiante où les étudiants ont une marge de manœuvre et une liberté qui, sans être totale, est souvent plus importante que dans les associations générales.

À l'Université Laval à Montréal, le ton est donné dès que le premier journal étudiant voit le jour en 1895. *Le Journal des étudiants* se présente comme une initiative tout estudiantine: «Pour aujourd'hui, les Étudiants causent tout naturellement du nouveau journal que l'on doit à l'initiative de quelques-uns d'entre eux⁷⁷.» L'éditorial du premier numéro explique clairement que les objectifs poursuivis par ses fondateurs sont en grande partie déterminés par le désir de créer un véritable esprit universitaire, rejoignant ainsi l'esprit qui présidait aux premières associations étudiantes:

En créant ce petit journal, dont nous voulons faire l'organe fidèle de toutes les facultés, nous avons deux buts en vue: d'abord, fournir aux étudiants l'occasion d'écrire, et les habituer ainsi à l'art d'exprimer leurs idées, art trop négligé de nos jours; ensuite, les grouper autour de leurs drapeaux, les réunir dans un même sentiment de fraternité, de bienveillance et de charité, et, par là, rendre notre jeune université encore plus attrayante chez elle, comme plus imposante au dehors et à l'étranger⁷⁸.

En même temps, on dénote aussi la volonté de faire reconnaître le groupe étudiant dans l'univers montréalais, en le présentant comme un groupe dynamique et plein d'initiative: «Chaque institution donc, chaque opinion, chaque société avait son organe à Montréal. Il n'y avait

77. Jman Moq, «Causerie», *Le Journal des étudiants*, vol. 1, n° 1, 12 octobre 1895, p. 3.

78. «Notre journal», *Le Journal des étudiants*, vol. 1, n° 1, 12 octobre 1895, p. 2.

qu'un petit monde pourtant bien remuant, bien progressif qui ne se payait pas ce luxe de la publicité si fort à la mode. C'était un petit monde qui attire bien des regards, qui n'est pas fâché de les attirer, et qui dans tous les cas, est d'ordinaire à la tête de toutes les innovations : c'était le monde étudiant⁷⁹. » Mais ce monde étudiant est peut-être encore trop fragile pour animer un journal et *Le Journal des étudiants* s'éteint à la fin de l'année scolaire 1895-1896 sans raison apparente.

Il faut attendre une quinzaine d'années pour voir apparaître un autre imprimé étudiant à l'université. C'est à la fin de 1911 qu'un groupe d'étudiants, fondateur de la Société de Publication de Laval, met sur pied l'hebdomadaire *L'Étudiant*. Ce journal vise large : « *L'Étudiant* sonnera aussi partout les charges des bons combats pour toutes les causes nobles et justes. » Il n'est pas question pour autant de remettre en cause l'institution universitaire et les autorités puisque les rédacteurs affirment – sans moquerie apparente –, dans l'éditorial de présentation, qu'« [à] tous les généreux bienfaiteurs de Laval, à nos dévoués directeurs et professeurs, [le journal] portera l'expression de notre reconnaissance émue⁸⁰ ». *L'Étudiant* connaît trois années de publication relativement calmes, au cours desquelles les étudiants s'expriment sur divers sujets. Une grande enquête sur la jeunesse, dont il sera fait mention plus loin, marquera l'année 1914. Dans cette enquête, ainsi que dans plusieurs autres articles publiés par *L'Étudiant*, on remarque un questionnement omniprésent sur la place des étudiants dans la communauté et sur l'identité étudiante. Le groupe étudiant y est associé à la jeunesse dont il incarne les principales caractéristiques. Mais le journal continue aussi de présenter les étudiants comme membres à part entière de la grande communauté universitaire lavalienne toujours à la recherche d'une reconnaissance institutionnelle.

Au cours de l'année scolaire 1914-1915, les relations avec les autorités se gâtent. Malgré le respect pour les autorités déclaré lors de l'éditorial inaugural, le journal s'est si bien battu pour les « causes justes » qu'il est interdit de publication le 29 janvier 1915. Cette décision unilatérale des autorités fait suite à la publication d'un texte d'Olivar Asselin sur l'épineux dossier des écoles ontariennes et à l'annonce de la parution d'un article signé par Jules Fournier pour le numéro suivant. Avec des accusations contre l'université catholique notamment, Asselin a fait tomber l'opprobre sur le journal⁸¹. Mais déjà quelques semaines plus tôt, les autorités

79. Jman Moq, « Causerie », *Le Journal des étudiants*, vol. 1, n° 1, 12 octobre 1895, p. 3.

80. Charles-N. Chamberlan, « Le cri de Laval », *L'Étudiant*, vol. 1, n° 1, 21 décembre 1911, p. 1.

81. Olivar Asselin, « Notre devoir. "Quelle conduite les Canadiens-français de Québec doivent-ils tenir pour aider les Canadiens-français de l'Ontario",

avaient empêché l'envoi postal d'un numéro aux abonnés. Deux articles annonçant la série d'articles à venir sur la question des écoles ontariennes étaient particulièrement visés. Dans l'un d'eux, on pouvait lire :

Nous acceptons de nous battre parce que nous avons l'orgueil de nous croire capables de faire taire l'insolence et d'arrêter l'ambition oppressive des canadiens-anglais [sic]. [...]

L'animal arrache sa vie aux plantes, l'homme aux animaux, les nations aux hommes. Aussi longtemps qu'il y aura des chiens, des hommes et des peuples, il y aura des destructions.

On meurt de donner sa vie aux autres comme on vit de la mort des autres!

Vivre, c'est ne pas être détruit.

Vivre, c'est détruire⁸².

Après la suppression unilatérale de leur journal, quelques étudiants décident de prendre les choses en main et de créer une feuille indépendante, une véritable gazette du quartier latin. Victor Barbeau, Jean Chauvin et Ubald Paquin fondent *L'Escholier* (1915-1917), qui paraît pour la première fois le 14 octobre 1915. *L'Escholier* se veut un journal libre : « Mais maintenant, puisque le journal appartient exclusivement aux étudiants, qu'il est publié sans aucune autorisation ou censure universitaire, il ne craint pas de dire sa pensée franche et forte⁸³. » Le caractère indépendant et libre de *L'Escholier* devient rapidement sa marque de commerce. Un ancien collaborateur de *L'Étudiant* vante l'esprit de la nouvelle publication et loue les rédacteurs du nouveau journal pour leur audace : « [L]e "nous

Réponse de M. Olivar Asselin», *L'Étudiant*, vol. 4, n° 7, 29 janvier 1915, p. 2. On peut lire par exemple : « Or, ne craignons pas de le demander à quiconque ne s'est pas crétinisé en passant par là, l'Université Laval comme *université*, c'est-à-dire comme préparation à l'intelligence de toute chose, cela existe-t-il ? Quel est l'enseignement qui se donne là et qu'un bon homme d'affaires comme M. Leblond de Brumath ou M. de Kerméno ne pût faire donner tout aussi bien par des « nègres » à quarante sous de l'heure ? » Ou encore : « Au fond, il n'y a probablement pas plus de raison d'établir une corrélation entre le patriotisme canadien français et la foi catholique. »

82. Marc, « Avant la bataille », *L'Étudiant*, vol. 4, n° 2, 11 décembre 1914, p. 1. L'autre texte est : Jean Bert, « Entrons en lice », *L'Étudiant*, vol. 4, n° 2, 11 décembre 1914, p. 1 et 2. Une note manuscrite, fort probablement de la main du secrétaire général Émile Chartier, retrouvée à la une d'un exemplaire de ce numéro, se lit comme suit : « Cette livraison a été brûlée par les autorités de l'Université, avant même que les numéros des abonnés aient été expédiés [illisible]. Irrecevable. »

83. Paul Michaud, « En relisant notre journal », *QI*, vol. 10, n° 6, 17 novembre 1927, p. 2. Tout au long de l'année, Michaud publie une douzaine d'articles qui relatent l'histoire des publications étudiantes à l'université.

paraîtions” de votre programme nous indique clairement que le numéro qui contiendra l’opinion libre de Monsieur Olivar Asselin ne sera pas le dernier de la série [...] Et pour avoir vengé *L’Étudiant*, merci⁸⁴. » Au cours des années 1930, lors d’une causerie prononcée sur les ondes de CKAC, un directeur du *Quartier latin*, Ignace Deslauriers, écartait *L’Escholier* des ancêtres du journal qu’il dirigeait, limitant sa filiation au *Journal des étudiants* et à *L’Étudiant*, justement à cause du caractère libre et non institutionnel de cet hebdomadaire⁸⁵. Cette liberté comporte néanmoins des inconvénients, principalement d’ordre financier: le journal ne peut compter que sur les abonnements et les ventes pour survivre et il ne jouit d’aucun appui institutionnel. Les difficultés financières auxquelles le journal est confronté expliquent peut-être le changement de ton qui survient dès la deuxième année de parution. Les rédacteurs se défendent de produire un journal contestataire et souhaitent donner une légitimité à leur publication:

L’Escholier a l’intention de se montrer digne d’être lu par tous les étudiants de Laval. C’est notre plus ardent désir, d’en faire une feuille sérieuse, à la portée de tous les étudiants qui voudraient bien se donner la peine de nous communiquer leurs articles.

Ce n’est pas notre intention de faire de ce journal une tribune révolutionnaire, ni de poser aux réformateurs. Nous avons et nous aurons le respect de tous ceux que leur science et leur compétence ont placés à notre tête pour nous diriger et nous inculquer les premières notions de cette science si difficile à acquérir: l’art de faire sa trouée dans le monde et d’être des hommes utiles à la société et à la race canadienne⁸⁶.

Malgré cette réorientation, les problèmes financiers semblent avoir eu raison de l’enthousiasme des rédacteurs du journal. À la fin de l’année 1916-1917, ils décident de suspendre la publication, espérant toutefois pouvoir la reprendre après la guerre. Mais les problèmes financiers n’expliquent pas tout. Les rédacteurs se sont régulièrement plaints du manque de soutien et d’enthousiasme de la part des étudiants. L’absence apparente de collaboration est une constante de l’histoire des journaux étudiants montréalais. Du côté de l’Université Laval à Montréal, et de l’Université de Montréal après 1919, les fondateurs des différentes publications, que ce soit *L’Étudiant*, *L’Escholier* ou même, plus tard, le *Quartier*

84. Amédée Monet, « *L’Étudiant-L’Escholier* », *L’Escholier*, vol. 1, n° 3, 28 octobre 1915, p. 1.

85. « *Le Quartier Latin*. Causerie prononcée à la radio du poste CKAC, le 5 novembre 1932, par Ignace Deslauriers, directeur du journal des étudiants », *QL*, vol. 15, n° 6, 10 novembre 1932, p. 1.

86. JeanDruys, « *Leretour de L’Escholier* », *L’Escholier*, vol. 2, n° 1, 22 septembre 1916, p. 1.

latin, se butent toujours à l'inertie des étudiants. Il s'agit d'une preuve supplémentaire de la représentativité partielle des journaux étudiants et du fait que la grande communauté étudiante et universitaire tient souvent autant du discours que de la réalité.

Avec la fin de la guerre, plusieurs activités mises en veilleuse lors du conflit refont surface, et un nouveau journal étudiant, *Le Quartier latin*, voit le jour dans cette ambiance optimiste. Contrairement au climat qui a animé la première année de publication de son prédécesseur, le *Quartier latin* ne voit pas le jour dans la confrontation. «[T]out le monde se sent pris d'un grand désir de paix : le temps de lutter est fini et on ne pense plus qu'à reconstruire. Et cette atmosphère se fait bien sentir au journal des étudiants si peu batailleur⁸⁷.» Pour ses fondateurs,

[l]e but de ce journal sera notamment de généraliser les actes des étudiants, de faire rayonner au dehors la lumière qui les entoure, de détruire certains préjugés qui leur attirent une réputation fort erronée, enfin et ce n'est pas là un de ses moindres buts – de faire revivre l'esprit universitaire d'autrefois, adapté aux coutumes de l'heure, en préconisant les réformes les plus justes et les plus pressantes⁸⁸.

Le journal joue donc sur deux plans, tout comme le faisait le *Journal des étudiants* : il souhaite s'imposer comme porte-parole des étudiants et il veut également participer à la consolidation d'un esprit universitaire regroupant les étudiants et les autres intervenants de l'université. Notons au passage la nostalgie d'un passé glorieux où l'esprit étudiant aurait été bien vivant ; un tel discours se retrouve à toutes les époques, sans qu'il soit possible d'identifier un véritable âge d'or de l'esprit étudiant... La création du journal se comprend aussi en fonction du contexte institutionnel : le journal naît alors que l'Université réclame avec vigueur son autonomie de l'Université Laval, et au moment où le feu vient mettre en péril l'institution. Ce dernier événement est d'ailleurs l'occasion pour les étudiants de participer à la reconstruction : «Que ceux qui le peuvent y collaborent. Une ère nouvelle s'ouvre pour nous et nous sentons un vent d'enthousiasme qui nous soulève. [...] Bref, le journal sera le centre d'une vie universitaire plus intense⁸⁹.»

De manière concrète, le journal fonctionne comme suit : «Le "Quartier Latin" est régi par un Conseil de direction, composé d'un Comité d'administration et d'un Comité de rédaction siégeant conjoint-

87. Paul Michaud, «En relisant notre journal», *Ql*, vol. 10, n° 8, 1^{er} décembre 1927, p. 2.

88. La rédaction, «Le *Quartier Latin*», *Ql*, vol. 1, n° 1, 9 janvier 1919, p. 1.

89. Julius Cato, «Notre programme», *Ql*, vol. 2, n° 4, 22 janvier 1920, p. 1.

tement, tout en restant indépendant l'un de l'autre dans leur domaine respectif. [...] Ces deux officiers [administrateur et rédacteur] doivent rendre compte de leurs actes au directeur qui est responsable du journal envers l'autorité compétente⁹⁰. » Siègent également au conseil de direction des représentants étudiants de chaque faculté et école affiliée.

Presque immédiatement après sa création, le journal devient l'organe officiel de la Fédération universitaire. Cette dernière l'utilise pour mener à bien la mission qu'elle s'est fixée : œuvrer au développement de l'esprit universitaire. Cette orientation est maintenue lorsque le journal passe aux mains de l'AGEUM en 1922. « Tous ceux qui forment ces deux groupes de dirigeants et d'étudiants doivent ne constituer qu'une seule élite compacte qui s'appelle – et à cette seule condition d'unité – l'Université, et nous leur offrons comme trait d'union sérieux, notre journal⁹¹. » Toutefois, le journal se pose de plus en plus en défenseur des étudiants, quitte à s'éloigner à l'occasion des lignes tracées par l'association générale. En 1924, le directeur du journal affirme que « [l]e *Quartier Latin* est avant tout destiné à faire régner l'union entre les Étudiants, de quelque Faculté ou École qu'ils soient, à défendre leurs intérêts et à faire valoir au dehors l'esprit et la science qu'ils possèdent⁹² ». Au cours des années, le journal accordera plus d'importance au maintien d'un esprit étudiant qu'à celui d'un esprit universitaire. Malgré la difficulté de la tâche, l'équipe du *Quartier latin* réaffirme année après année son objectif de représenter l'ensemble des étudiants. Comme l'explique Roger Brossard, rédacteur en chef en 1922-1923, le « *Quartier latin* est l'organe de TOUS les étudiants ; et organe implique moyen, par conséquent, soutien⁹³ ». Autrement dit, la représentativité, même partielle, du journal est impossible sans la participation des étudiants.

À l'Université McGill, la tradition du journalisme étudiant est également bien ancrée. En 1890 paraît une première publication étudiante de facture essentiellement littéraire, l'*University Gazette*⁹⁴. Il faut attendre la parution du *Fortnightly* en 1892 pour voir un journal dont le mandat est de participer à la vie étudiante du campus en publiant des informations factuelles, que ce soient les rapports des différentes associations et classes,

90. La direction, « La régie du "Quartier Latin" », *QL*, vol. 4, n° 7, 24 novembre 1921, p. 3.

91. Alexandre Marcotte, « À l'œuvre!... », *QL*, vol. 6, n° 1, 5 octobre 1923, p. 1.

92. Léon Lortie, « On recommence », *QL*, vol. 7, n° 1, 9 octobre 1924, p. 1.

93. Roger Brossard, « Qui Vult, Potest », *QL*, vol. 5, n° 2, 12 octobre 1922, p. 1.

94. Cette publication n'a pas fait l'objet d'un dépouillement systématique car elle contient surtout des compositions littéraires et très peu de nouvelles ou d'informations à propos du campus et des étudiants.

des nouvelles du campus, etc.⁹⁵. L'intention première de cette publication est d'en faire un organe étudiant fondé par les étudiants, financé par les gens de McGill et auquel contribueraient les étudiants de chacune des facultés et écoles affiliées à l'Université⁹⁶. Tout comme les journaux lavalaisiens, le *Fortnightly* entretient deux visées : travailler à l'établissement d'un esprit universitaire et devenir le porte-parole des étudiants. Même si le journal est lu par un public qui dépasse les limites de l'université, les étudiants demeurent au centre des préoccupations des rédacteurs qui, en premier lieu, veulent un journal étudiant, un *studentibus studentibusque*⁹⁷.

L'Université McGill est en pleine croissance à la fin du siècle. Les effectifs étudiants sont à la hausse et les responsables du journal étudiant espèrent une plus grande collaboration. Conséquemment, l'idée de publier un hebdomadaire plutôt qu'un bimensuel germe. Après six années de publication, le *Fortnightly* cède donc sa place à l'*Outlook*. Ce dernier reprend, avec l'avantage d'une parution plus fréquente, les mêmes objectifs que son prédécesseur. Au lieu de favoriser les nouvelles des facultés et les comptes rendus d'activités, l'*Outlook* souhaite toutefois consacrer plus d'espace aux nouvelles d'intérêt général : « *Shall it be a paper comprehensible to McGill students only in which each reads the news of his own Faculty, or shall it be a paper dealing with all the general phases of College life, keeping in touch with what is going on in sister Colleges and printing the most amusing or instructive of the contributions of students or friends of the College*⁹⁸ ? » Il est à noter qu'en 1898, pour la seule fois dans l'histoire des journaux étudiants de McGill avant les années 1960, une étudiante, Lucy E. Potter, occupe le poste d'éditrice en chef.

Rapidement, l'Alma Mater Society décide d'acquérir le journal. Dans la transaction qui a lieu en 1903, l'association obtient le privilège d'élire une partie du comité du journal en plus d'un droit de regard sur les finances et d'un certain contrôle sur les politiques éditoriales⁹⁹. Cette perte relative de liberté est compensée, aux yeux des responsables du journal, par l'appui officiel de la plus grosse association étudiante du campus, ainsi que par une plus grande stabilité financière. Tous les écueils ne sont pas évités pour autant, et la participation des étudiants fait parfois défaut. Pour cette raison, l'équipe éditoriale avoue qu'il lui est difficile d'être représentative de l'opinion étudiante et universitaire :

95. « Introductory », *Fortnightly*, vol. 1, n° 1, 27 octobre 1892, p. 1.

96. « Editorial Comments », *Fortnightly*, vol. 1, n° 10, 27 mars 1893, p. 185.

97. « Editorial Comments. Valedictory », *Fortnightly*, vol. 4, n° 12, 18 mars 1896, p. 227.

98. « Editorial », *Outlook*, vol. 1, n° 7, 6 novembre 1898, p. 69.

99. « Editorial », *Outlook*, vol. 6, n° 1, 13 octobre 1903, p. 1.

We look forward to the time when the OUTLOOK will be looked upon by the student body as a necessity, and as essential to the College as any athletic organizations; when the editors shall succeed in making it a truly representative McGill paper for professors, graduates and students; when they shall hold themselves as guides of College policy in all College institutions; and when work on the paper in itself may be considered as part of an education¹⁰⁰.

Les années passant, le journal semble vouloir s'imposer de plus en plus comme le porte-parole des étudiants et un peu moins comme le grand rassembleur de la communauté universitaire. Cependant, jamais les responsables du journal ne perdent de vue les intérêts de l'institution auxquels ceux des étudiants demeurent soumis :

It [Outlook] has been the official organ of the student body, to support all commendable enterprises, but to score fearlessly all abuses of whatever nature, to voice the consensus of student opinion, and to advance at all times the highest interests of the University. This will continue to be its purpose.

Our opinion has always been that the paper should, both in its editorials and news columns, reflect as accurately as possible the general student sentiment. It should impart to the students at large what the majority think on a certain subject, question or controversy. Our purpose this year will be to make the OUTLOOK such a mirror-like reflector of opinion. Still, we reserve the right to express our personal views through the articles of the staff on questions of moment, unbiased by personal considerations, but expressed entirely in the interests of the University¹⁰¹.

Dès le départ, l'*Outlook* souhaite être un journal d'information avant d'être un journal d'opinion. Cette position éditoriale est maintenue bien qu'un sondage mené auprès des étudiants ait montré que ces derniers souhaiteraient une réorientation du journal. La décision n'est pas heureuse puisque le journal cesse de paraître à la fin de l'année scolaire 1905-1906, faute d'intérêt et d'argent selon toute vraisemblance¹⁰².

Une nouvelle publication prend la relève en 1908 : le *Martlet* – le *McGill Martlet* à partir de 1909. Dès le début, ce journal est sous la responsabilité de la nouvelle Students' Society, et plus particulièrement du SEC dont il reflète l'opinion officielle. Après trois années de publications marquées elles aussi par des insatisfactions fréquentes et par un manque de collaboration, le *Martlet* est supprimé. L'association étudiante ne baisse pas les bras et, pour répondre à un désir exprimé par une partie

100. « Editorial », *Outlook*, vol. 2, n° 20, 19 mars 1900, p. 225-226.

101. « Editorial », *Outlook*, vol. 8, n° 1, 2 novembre 1905, p. 1-2.

102. « Editorial », *Outlook*, vol. 8, n° 11, 8 février 1906, p. 269-271.

des étudiants, elle remplace le *Martlet* par un quotidien. Le *McGill Daily* paraît ainsi pour la première fois le 2 octobre 1911¹⁰³. Une fois encore, la nouvelle publication souhaite refléter les intérêts des étudiants, tout en ne négligeant pas ceux de l'ensemble des membres de la communauté mcgillienne :

We are here

1. *To act as an effective medium of correspondence between undergraduates, faculty, governors, and alumni. We intend to keep every McGill man old and young well-informed on news of his university.*
2. *To BOOST all feasible schemes of university improvement, such as A NEW GYMNASIUM, DORMITORIES, A CLOSED RINK, AND A NEW ARTS BUILDING.*
3. *To oppose fearlessly and unceasingly anything that savours of sectionalism in McGill University.*
4. *To act as the official organ of all University announcements.*
5. *To keep McGill in constant touch with the great university world of Canada, the British Isles, and the United States*¹⁰⁴.

L'idée de publier un quotidien provient des grandes universités américaines. À McGill, l'ambition de participer aux « ligues majeures » du monde universitaire nord-américain en habite plus d'un : « *Our sister universities in the States publish similar sheets with eminent success. Our organization is modeled on the best of these so we can work on the experience of others. What Yale, Harvard, Brown, Dartmouth, Princeton, Leland Stanford and a score of other universities have done, surely McGill can do*¹⁰⁵. »

De journal d'information qu'il était à ses débuts, le *McGill Daily* s'oriente de plus en plus vers le rôle avoué de porte-parole des étudiants. Après la guerre, son ton devient plus revendicateur. Au même moment, le journal hésite entre son mandat d'organe du SEC et celui de représentant direct des étudiants :

*In a college publication, however, such as the McGill Daily, the viewpoints brought forth in the Editorial Column, while certainly expressive of the official judgments of the Students' Council, or that body responsible for its publication – if they fail in that it is the duty of the Editor to resign – at the same time purport to be, insofar as possible, a consensus of the beliefs of the undergraduates of whom it is the accepted voice*¹⁰⁶.

103. « Students' Council Announces its Third Years President Ramsey Issues Statement of Daily », *Daily*, vol. 1, n° 1, 2 octobre 1911, p. 2.

104. « McGill Daily », *Daily*, vol. 1, n° 1, 2 octobre 1911, p. 2.

105. *Ibid.*

106. « Editorial Comment », *Daily*, vol. 12, n° 58, 8 décembre 1922, p. 2.

Le *Daily* se distingue du *Quartier latin* par son insistance sur la liberté de presse. À intervalles réguliers, le *Daily* dénonce la censure imposée aux journaux étudiants de Toronto, d'Alberta ou ailleurs aux États-Unis. De plus, les prises de position du journal entraînent des conflits avec le SEC. Le journal souhaite en effet avoir une entière liberté de presse, ce qui veut dire une certaine indépendance par rapport au conseil étudiant. Or le SEC considère le journal comme sa propriété¹⁰⁷. Cette volonté a sans aucun doute présidé à la création du *McGilliad*, en 1930 :

*The editorial policy is simply that there be no policy. It is the desire of the editorial board to make this magazine a representative university publication. There are in our midst conservatives, liberals, and labourites, idolators and iconoclasts, traditionalists and ultra-modernists, religious adherents and religious skeptics, idealists and materialists, patriots and cosmopolites. Every opinion and class is represented in our university population, and every opinion and class will obtain equal and unprejudiced consideration from the editors. [...] There is nothing we should welcome more than to have side by side articles of divergent views and of diametrically opposite opinions*¹⁰⁸.

La politique éditoriale du *McGilliad* ne satisfait pas les autorités, et tout particulièrement le principal Currie qui doit composer avec les protestations du public. Répondant à l'une d'elles, il dit se trouver en mauvaise position pour intervenir directement, ne voulant pas affronter les professeurs et les étudiants prompts à dénoncer le manque de liberté d'opinion et d'expression, ainsi que cette chose nébuleuse appelée « liberté académique¹⁰⁹ ». Le principal poursuit en disant que, de toute façon, le *McGilliad* fera long feu : « *Perhaps the best thing to do is to discourage it in every way you can without taking too violent repressive action. The "McGilliad" will soon die. Of that I am certain. In the meantime we shall have a talk with its editors and see if we can bring to bear upon them a decent influence*¹¹⁰. » Currie

107. Le *Daily* doit appuyer l'opinion officielle du SEC en éditorial. Cette mesure est supprimée en 1929 mais l'équipe du journal demeure sous la responsabilité du SEC qui conserve le pouvoir de démettre ses membres. En 1932, le SEC se prévaudra de cette prérogative et, en guise de protestation, toute l'équipe éditoriale démissionnera. « Constitutional Changes », *Daily*, vol. 18, n° 126, 14 mars 1929, p. 2; « Our Position », *Daily*, vol. 22, n° 48, 7 décembre 1932, p. 2.

108. « The *McGilliad*. Editorial », *McGilliad*, vol. 1, n° 1, mars 1930, p. 2.

109. Lettre du principal Currie au docteur Bazin, AUMcG, RG 2, c. 49, f. 617, 17 novembre 1930.

110. *Ibid.*

a fait preuve d'une bonne intuition: en 1931, le périodique succombe à des difficultés financières, et la Students' Society ne se porte pas à son secours¹¹¹.

Les journaux étudiants des deux universités montréalaises présentent à la fois des similitudes et des différences. Si les associations étudiantes ont pour mandat de représenter officiellement les étudiants auprès des autorités et de leur offrir certains services tout en s'assurant de leur réputation, les journaux étudiants se définissent de plus en plus comme les transmetteurs de l'opinion étudiante. À ce titre, ils entrent parfois en conflit avec les associations générales dont ils dépendent et sont ainsi constamment tiraillés entre leur mandat d'organe de l'association et celui de porte-parole direct des étudiants.

À l'Université Laval à Montréal, *L'Étudiant* de 1915 et *L'Escholier* présentent, avant l'apparition de problèmes financiers, une facture revendicatrice inconnue à McGill avant la guerre. À McGill, il faut attendre les premières prises de position du *Daily*, la publication du *McGilliad*, ou encore mieux, la publication de deux journaux contestataires nés de la crise, le *Black Sheep* et l'*Alarm Clock*, pour voir émerger une presse étudiante libérée des contraintes institutionnelles. Dans l'ensemble, les objectifs des journaux des deux institutions se rejoignent: tous désirent participer à l'élaboration d'un esprit universitaire et tous, à divers degrés, tentent de défendre les intérêts des étudiants. Cependant, l'échec de plusieurs de ces publications illustre bien la distance qui sépare les vœux de la réalité. Les doléances répétées au sujet du manque de participation et de collaboration des étudiants témoignent du fait que les étudiants ne se retrouvent pas toujours dans les publications qui leur sont destinées. Les feuilles étudiantes n'en demeurent pas moins des baromètres, sinon fiables, du moins révélateurs de l'activité et des intérêts de la communauté étudiante en plus d'être des endroits privilégiés pour saisir les grands débats qui secouent les groupes étudiants. C'est pourquoi il est possible d'avancer que la création successive de ces publications, tout comme celle des maisons d'étudiants et des associations étudiantes, traduit l'émergence d'un désir d'affirmation de la part des étudiants. Graduellement, certains prennent conscience qu'ils forment un groupe partageant des intérêts particuliers et qui ressent le besoin de trouver sa place dans son institution respective. Ces étudiants souhaitent donc se doter d'une voix habilitée à promouvoir leurs intérêts. Ce faisant, ils reconnaissent faire partie d'un même groupe

111. En fait, le dernier numéro du *McGilliad* rapporte que la publication est maintenant une constituante officielle de la Students' Society. La publication ne revient pas à l'automne de l'année scolaire suivante. Le journal étant d'abord publié par l'Arts Undergraduate Society, on peut penser que la Students' Society a ainsi voulu imposer son contrôle sur le journal.

formalisé par des structures et des instances aptes à entrer en relation avec les autres intervenants du milieu. Par la même occasion, ils mettent de l'avant la dimension «étudiante» de leur identité.

1.3.3. *Un discours représentatif?*

À la tête des associations étudiantes et des équipes éditoriales des journaux étudiants, on retrouve des petites équipes particulièrement motivées¹¹². Cette minorité d'étudiants et d'étudiantes se renouvelle au rythme des générations universitaires et même, dans le cas des présidences d'association, plus rapidement en raison de certaines règles d'éligibilité. À McGill par exemple, le président de l'association générale des étudiants devait être élu parmi les *juniors*, ce qui interdit les mandats de plus d'un an. Il va de soi que ce petit groupe militant est celui qui a le plus pris la parole, qui a laissé derrière lui le plus grand nombre de témoignages. C'est également lui qui était responsable d'une grande partie des relations avec les administrations universitaires et qui entretenait la majeure partie des liens avec les représentants étudiants des autres universités.

Généralement dans les deux universités montréalaises, chaque faculté et école élisait un représentant au conseil étudiant et en désignait un autre au journal étudiant. Les étudiants de tous les horizons universitaires avaient donc une voix démocratique au conseil. À la présidence des associations étudiantes, le type de représentation varie. Suffrage universel, élection par les représentants facultaires, nomination devant être entérinée par l'administration, différents moyens plus ou moins démocratiques ont été utilisés pour porter un candidat à la présidence. La composition du comité de direction des journaux étudiants est encore plus diversifiée. Ces remarques jettent une ombre sur la représentativité des associations étudiantes et des journaux. Au-delà de simples considérations liées à la démocratie, la représentativité des *leaders* étudiants, comme Nicole Neatby a choisi de les nommer, n'est jamais complète. À aucun moment les paroles prononcées par les intervenants étudiants dont il sera fait état dans les prochaines pages ne doivent être étendues à tous les étudiants. Il est impossible d'avoir accès au discours identitaire de tous les étudiants et de toutes les étudiantes, la grande majorité d'entre eux n'ayant jamais pris la parole dans les journaux ou les associations. En fait, pour les années chaudes de la crise, Paul Axelrod estime qu'environ 5% des étudiants étaient activement engagés dans les activités étudiantes, que ce soit le Student Christian Movement, les associations étudiantes traditionnelles

112. L'annexe 2 présente les principaux officiers des journaux et associations étudiantes des deux universités pour les années couvertes par l'étude.

locales, nationales ou internationales, les journaux, etc.¹¹³. Cependant, ce petit groupe très actif organisait des activités, danses, concerts ou débats qui pouvaient rejoindre une part beaucoup plus importante du corps étudiant et, du coup, susciter un certain sentiment d'appartenance. De plus, cette minorité se chargeait d'amener sur la scène publique des interrogations susceptibles d'interpeller un nombre beaucoup plus grand d'étudiants et de jeunes, qu'on pense à la conscription, au chômage chez les jeunes, à la place de la religion dans la société ou à l'éducation en général.

Bref, le discours identitaire étudiant dont il est fait état dans ce livre ne peut être complètement représentatif, sur le plan individuel, de tous les étudiants qui ont foulé le sol des deux campus montréalais de 1895 à 1960. Il n'en demeure pas moins que, sur le plan collectif, ce discours se voulait rassembleur et constitutif d'un esprit de groupe. De plus, il n'est jamais univoque, des voix discordantes se font souvent entendre pour le nuancer sinon le contredire.

* * *

Le statut d'étudiant n'est pas éternel (sauf dans certains cas exceptionnels...), l'identité étudiante n'est donc que temporaire. Ce qui n'empêche pas ceux qui poursuivent une formation universitaire de s'interroger sur leur situation et d'y soumettre une bonne part de leurs questionnements identitaires. Une identité étudiante a donc pu se développer au sein des deux communautés étudiantes montréalaises entre 1895 et 1960. Cette identité de groupe a été portée par des associations, des journaux. À ses débuts, elle semblait marquée par la nécessité de se rallier aux autres intervenants universitaires. C'est l'esprit universitaire. Les deux universités montréalaises s'imposant de plus en plus dans leur milieu respectif, les cohortes d'étudiants et d'étudiantes allant croissant avec les années, les étudiants ont pris conscience qu'ils formaient un groupe distinct à l'intérieur de l'institution. C'est l'esprit étudiant. Mais cet esprit étudiant demeure, jusqu'aux années 1960, attaché à l'alma mater; l'identité étudiante à laquelle les étudiants de McGill et de l'Université de Montréal font référence, c'est surtout celle qui rassemble les étudiants de leur institution.

L'identité étudiante ne se comprend que dans la mesure où des individus inscrits dans une institution universitaire prennent conscience de leur statut particulier. Lorsqu'ils prennent la parole, ils le font alors à titre d'étudiants. Cela n'est pas sans conséquence sur la façon dont ils abor-

113. Paul Axelrod, *Making a Middle Class*, *op. cit.*, p. 135. Catherine Gidney offre une analyse intéressante de l'importance de mouvements comme le Student Christian Mouvement pour l'animation des campus dans *A Long Eclipse*.

dent les autres composantes de leur identité. En examinant les étudiants de deux universités montréalaises durant quelque soixante-cinq ans, les prochains chapitres illustrent le fait que, en plus de comporter des racines philosophiques, morales et culturelles, l'identité ne peut être détachée du « social ».

Se questionnant sur la construction sociale de la jeunesse française, Olivier Galland soutient que la jeunesse de la fin du XIX^e siècle était considérée comme «un personnage social à part entière¹». La société investissait ses craintes et ses espoirs dans ce personnage qui représentait à la fois une menace pour l'ordre social, menace associée à une société en crise et en période de changement, et l'espoir d'une société nouvelle. Avec l'avènement de la société industrielle, la jeunesse devient une importante préoccupation sociale et l'objet d'un encadrement croissant. Dans le monde anglo-protestant, les avancées du *social gospel* se font sentir parmi les jeunes du milieu ouvrier avec la création de la première Young Men's Christian Association à Londres en 1844². Le mouvement se transporte à Montréal dès 1851. Du côté francophone, de semblables motifs religieux expliquent la création de l'Action catholique³, et celle de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC) en 1904. Dans ce dernier cas, des objectifs nationalistes s'ajoutent, le but initial de l'association étant d'«opérer le groupement des jeunes Canadiens français et de les préparer à une vie efficacement militante pour le bien de la religion et de la patrie⁴».

-
1. Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 28.
 2. Harold C. Cross, *One Hundred Years of Service with Youth. The Story of the Montreal YMCA*, Montréal, [s.é.], 1951, p. 8-9.
 3. Lionel Groulx, *Une Croisade d'adolescents*, 2^e édition, Montréal, Librairie Granger Frères, 1938, 257 p. (édition revue et corrigée. Première édition, Québec, L'Action sociale, 1912, 264 p.). Dans cet ouvrage, Groulx s'arrête surtout au cercle du collège de Valleyfield où il était professeur.
 4. Statuts de l'ACJC, repris dans *Le Congrès de la jeunesse à Québec en 1908. Rapport officiel du Congrès tenu à Québec par l'Association catholique de la jeunesse*

Les milieux universitaires et collégiaux n'échappent pas à la tendance⁵. À McGill, un YMCA voit le jour en 1884 alors que plusieurs cercles d'études affiliés à l'ACJC s'implantent à l'Université Laval à Montréal et dans les collèges classiques de la province⁶. Ces associations étant destinées à la jeunesse, on en conclut que les étudiants sont associés à ce groupe et qu'ils doivent être encadrés de la même manière que les jeunes des autres secteurs de la société. Et peut-être même plus, car à titre « d'élite de demain », les étudiants suscitent des attentes encore plus élevées.

2.1. La jeunesse au cœur de l'identité étudiante

Autorités et étudiants s'entendent pour dire que les étudiants sont des jeunes : les autorités s'adressent à eux en insistant sur leur jeunesse ; les étudiants se perçoivent comme des jeunes, souvent comme « les » jeunes.

canadienne-française les 23, 24, 25 et 26 juin 1908, à l'occasion des fêtes du deuxième centenaire de M^{sr} de Laval, premier évêque de la Nouvelle-France, Montréal, [s.é.], 1909, p. 11.

5. Aux États-Unis, l'Intercollegiate Socialist Society (ISS) est formée par des étudiants de gauche en 1905. Robert Cohen, « Student Activism in the United States, 1905-1960 », dans Philip G. Altbach (dir.), *Student Political Activism. An International Reference Book*, New York, Greenwood Press, 1989, p. 427. En Grande-Bretagne, les Student Representative Councils sont d'abord créés en Écosse à partir de 1883, pour s'étendre à l'Angleterre au cours des années 1890 et mener à la création de la Guild of Students en 1900. Martin Shaw, « Great Britain », dans Philip G. Altbach (dir.), *Student Political Activism*, p. 238. En France, l'Union nationale des étudiants de France voit le jour en 1907. A. Belden Field, « France », dans Philip G. Altbach (dir.), *Student Political Activism, op. cit.*, p. 225.
6. Les cercles sont créés par facultés et écoles. Ainsi, en 1909, la nouvelle École d'enseignement supérieur pour jeunes filles, collège classique sans le titre affilié à l'Université Laval à Montréal, fonde le Cercle Notre-Dame. *Annuaire de l'Université de Montréal*, 2^e année, 1922-23, p. 317. Quelques étudiants participent aux congrès annuels de l'association, publient dans *Le Semeur* et sont membres des cercles affiliés. Les effectifs de ces cercles étaient plus restreints que ceux des collèges classiques si l'on en croit un rapport du secrétaire de l'ACJC. Rapport du secrétaire de l'ACJC, Gustave Monette, au conseil fédéral de l'ACJC à Trois-Rivières, 1913. Rapporté par Pierre Trépanier, « L'étudiant idéal vers 1913 », *Les Cahiers des Dix*, n° 55, 2001, p. 145. Quelques étudiants ont toutefois persévéré et occupé des postes importants comme Antonio Perreault, alors étudiant en droit, qui a été président de l'ACJC en 1904-1905 ; et le jeune docteur Georges Baril, récemment engagé comme professeur de médecine à Laval, qui accédait à la présidence en 1911-1912. Comptes rendus des congrès annuels dans *Le Semeur*, vol. 1, n° 1, septembre-octobre 1904, et vol. 8, 1911-1912.

En décrivant la jeunesse, certains insistent sur son caractère transitoire : « Mes amis, vous êtes jeunes ! Je vous en félicite. C'est là un aimable défaut dont vous êtes certains de vous guérir avec l'âge⁷... » Et tout comme la jeunesse, la condition d'étudiant est transitoire. C'est le « beau moment de la vie où l'on n'est plus un écolier, où l'on n'est pas encore un homme⁸ ». Une telle situation comporte plusieurs avantages, dont une nouvelle liberté n'est pas la moindre :

Vive la vie d'étudiant qui clôt pour nous la période de formation disciplinaire du collège, qui nous dispense de la réserve professionnelle et qui nous permet de ne voir encore que de loin la question encombrante du pain du lendemain. [...] Voilà le plus beau temps de la vie ! Il n'y a qu'un mal : Cet état de vie n'est qu'une période de transition qui disparaît avec une célérité désolante⁹.

Au sein de la communauté canadienne-française de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, la jeunesse peut prendre les traits, comme l'avance Galland pour la jeunesse française, d'un personnage social auquel sont attribués des qualités et des défauts bien humains¹⁰. Espoir de la nation, ou menace pour l'avenir, le portrait de la jeunesse est rarement neutre et bien plus souvent normatif. Ce qui importe alors, ce n'est pas tant ce que la jeunesse est que ce qu'elle doit être. S'adressant à l'assemblée réunie pour le congrès de l'ACJC en 1904, M^{gr} Bruchési décrit la jeunesse en insistant sur ce qu'il considère être ses traits constitutifs, soit son enthousiasme, son idéalisme, sa confiance en l'avenir : « C'est un beau temps, mes amis, que celui de la jeunesse. Alors tout vibre et chante dans l'âme ; l'enthousiasme est facile ; les inspirations généreuses ont des ailes qui nous emportent vite au-dessus des tristes réalités ; c'est le matin pur et embaumé qui fait prédire le plus radieux des jours. Vous ne le nierez point, c'est l'âge des rêves¹¹. » Les mêmes caractéristiques reviennent régulièrement dans les discours et dans la presse. Encore en 1913, lors d'un voyage d'étudiants de l'Université Laval à Montréal à

7. Jean Rigaud, « Réveillons-nous donc, morbleu ! », *L'Étudiant*, vol. 3, n° 11, 30 janvier 1914, p. 1.

8. Hugues Leblond, « Nous sommes l'avenir ! », *L'Étudiant*, vol. 1, n° 3, 18 janvier 1912, p. 32.

9. Jman Moq, « Causerie », *Le Journal des étudiants*, vol. 1, n° 2, 19 octobre 1895, p. 2.

10. Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, op. cit., p. 28.

11. « Discours de M^{gr} Bruchési au Congrès de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, 1904 », *Le Semeur*, vol. 1 et 2, septembre-octobre 1904, p. 2.

New York, un journaliste de *La Patrie* parle d'une « belle jeunesse dont l'exubérance et la belle humeur ne sauraient manquer de leur acquérir des foules d'admirateurs et d'amis¹² ».

Tout au long de la période, et même jusqu'à beaucoup plus tard au XX^e siècle, ces traits distinctifs interviennent dans l'élaboration d'un discours constitutif et normatif sur la jeunesse en général, et sur la jeunesse étudiante en particulier. Certaines enquêtes plus ou moins célèbres participent à ce discours. En France, l'enquête d'Agathon, publiée sous la forme d'une série d'articles en 1912 et éditée en livre l'année suivante, connaît une importante diffusion et parvient jusqu'aux lecteurs du Québec¹³. Élaborée à partir de questionnaires soumis à des jeunes intellectuels de leur entourage, cette enquête offre un portrait de la génération née autour de 1890 conforme à ce que les auteurs aimeraient bien qu'elle soit, c'est-à-dire confiante, affirmative, créative, saine, optimiste, patriotique, catholique et, par-dessus tout, française¹⁴. Les thèmes retenus par Agathon – catholicisme, militarisme, nationalisme –, avant d'être représentatifs, se veulent surtout mobilisateurs : « L'influence d'une telle enquête importe autant que son exactitude historique. Elle est elle-même un acte... Puisse-t-elle encourager cette jeunesse, par-delà les disputes individuelles, à réaliser, dans l'union joyeuse de ses forces, notre idéal commun, qui n'est rien de moins que le vœu d'un Français nouveau, d'une France nouvelle¹⁵. »

Au moment où il souhaite donner une suite à *Une croisade d'adolescents*, Lionel Groulx, alors professeur au collège de Valleyfield, prend connaissance de l'enquête d'Agathon et caresse le projet d'une enquête similaire qui porterait sur la jeunesse universitaire canadienne-française. Il se demande « comment poursuivre à l'université la formation de l'homme, du chrétien et du citoyen ?¹⁶ » en insistant sur la vie intellectuelle, morale et religieuse de la jeunesse étudiante, sur sa conception

12. *La Patrie*, 31 octobre 1913, p. 8 a.

13. Agathon est le pseudonyme utilisé par Henri Massis et Alfred de Tarde, deux jeunes intellectuels nationalistes et catholiques. Pour des interprétations de cette enquête, on peut consulter : Henri Massis et Alfred de Tarde (Agathon), *Les jeunes gens d'aujourd'hui*, présenté par Jean-Jacques Becker, Paris, Imprimerie Nationale, 1995, 293 p. ; Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, 721 p. ; Yolande Cohen, *Les jeunes, le socialisme et la guerre. Histoire des mouvements de jeunesse en France*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 202-213.

14. Henri Massis et Alfred de Tarde, *Les jeunes gens d'aujourd'hui*, op. cit., p. 64, 139 et 144.

15. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle*, op. cit., p. 226.

16. Pierre Trépanier, « Un projet d'enquête sur la jeunesse universitaire (1913) », *Les Cahiers des Dix*, n° 54, 2000, p. 137-138. Groulx abandonnera finalement ce projet.

de l'action patriotique, politique et sociale, sur la préparation – et les carences de cette préparation – des étudiants. Les objectifs mobilisateurs de Groulx rejoignent ceux d'Agathon; pour chacun, il importe que la nation puisse compter sur une jeunesse dévouée et formée.

Si des adultes, soucieux de mieux connaître la jeunesse et de lui transmettre leurs valeurs et leurs idées, désirent interroger les jeunes, certains étudiants de l'Université Laval à Montréal souhaitent aussi faire le point. C'est ainsi qu'en 1914, le journal *L'Étudiant* lance une enquête intitulée «La jeunesse». Bien qu'il soit impossible de conclure avec certitude que l'enquête d'Agathon a circulé parmi eux, les fréquents échos aux publications françaises – et surtout à celles émanant du milieu nationaliste auquel participe Agathon – laissent supposer que l'idée d'une telle enquête n'a pas été spontanée. Un rapprochement peut être fait entre les deux enquêtes puisque chacune interroge l'élite et s'adresse directement à elle. D'entrée de jeu, Agathon explique: «Nous n'avons pas voulu tracer le portrait du jeune homme moyen de 1912, mais esquisser les traits des meilleurs et décrire *le nouveau type de la jeune élite intellectuelle*¹⁷.» Sans faire directement référence à la notion d'élite intellectuelle, l'enquête de *L'Étudiant* se limite toutefois à la «jeunesse canadienne-française sortie depuis peu des collèges classiques ou de l'Université¹⁸», établissant ainsi une adéquation parfaite entre la jeunesse et les étudiants, ces derniers étant présentés comme les révélateurs de la première. Les dimensions nationalistes et catholiques sont, tout comme chez Agathon, bien présentes dans l'enquête de *L'Étudiant*, mais le discours s'adapte au contexte politique du Canada français, par exemple en négligeant l'aspect militariste – malgré certaines références somme toute assez belliqueuses:

À l'heure où l'on s'inquiète un peu partout, dans nos milieux canadiens-français, de savoir si notre race est destinée à survivre, – tout en conservant sa langue et ses traditions, – aux âpres attaques dont elle est victime de la part de nos concitoyens anglo-saxons et irlandais; au moment même où l'on crie partout que notre influence est en baisse, où l'on se demande avec anxiété si la jeunesse actuelle saura lutter plus tard avantageusement, et à armes égales contre nos adversaires nous avons cru qu'il était opportun d'interroger les jeunes pour savoir d'eux-mêmes, s'ils se sentaient préparés pour «les luttes de demain», s'ils entraient avec confiance dans la vie¹⁹.

17. Henri Massis et Alfred de Tarde, *Les jeunes gens d'aujourd'hui*, p. 50.

18. Jacques Hermil, «La jeunesse», *L'Étudiant*, vol. 3, n° 22, 24 avril 1914, p. 1.

19. Jacques Hermil, «La jeunesse», *L'Étudiant*, vol. 3, n° 22, 24 avril 1914, p. 1. Le véritable nom de Jacques Hermil est Honoré Parent. Raphaël Ouimet (dir.), *Biographies canadiennes-françaises*, vol. 8, 1929, p. 375. Tiré de Pierre Trépanier, «Un projet d'enquête sur la jeunesse universitaire (1913)».

Cette enquête se présente comme une affirmation des étudiants, mais une affirmation qui demeure circonscrite à un espace bien précis, celui obligamment accordé par les adultes : « Nous avons demandé une certaine initiative, on nous l'accorde largement, parce qu'on nous sait gré de notre sincérité. Nous nous rendons compte, cependant, que cette concession nous est une marque de confiance et nous nous efforçons de la mériter ; mais nous voulons être considérés comme des jeunes hommes libres, fiers et intelligents²⁰. » De tels propos permettent de mieux comprendre la relation qui existe entre les autorités et les étudiants : une relation de dépendance à l'intérieur de laquelle les étudiants sont appelés à négocier leur part d'autonomie. Par ailleurs, par les questions qu'elle pose, cette même enquête participe à l'élaboration d'un portrait global de la jeunesse canadienne-française et d'une identité étudiante.

- I. La jeunesse actuelle vous semble-t-elle suffisamment préparée pour les luttes de demain ? Y a-t-il lieu d'espérer qu'elle contribuera, plus tard, à accroître, en ce pays, le prestige de la race canadienne-française ?
- II. Quels sont, selon vous, la qualité et le défaut prédominants chez les jeunes ?
- III. Que pensez-vous de l'enseignement classique tel que donné dans nos collèges ?
- IV. Quelles sont les réformes qui s'imposent à l'Université Laval, tant au point de vue matériel, qu'intellectuel ou moral ?
- V. Que pensez-vous de nos compagnes futures²¹ ?

Au cours du mois qui suit l'envoi des questionnaires, le journal publie intégralement trente des réponses qu'il reçoit. Parmi celles-ci, au moins dix-neuf sont signées par des étudiants, six par de jeunes professionnels ou par des professeurs comme Édouard Montpetit, et les autres ne font pas mention de l'origine étudiante ou professionnelle de leur auteur. Le ton général est assez pessimiste, seul Édouard Montpetit se montre d'un optimisme inébranlable.

En ce qui concerne la première question, la majeure partie des répondants admet que la jeunesse n'est pas suffisamment ni adéquatement formée pour assurer l'avenir du Canada français. De nombreux répondants étudiants estiment que l'avenir se présente à eux sous un ciel plutôt gris : la jeunesse manque de sérieux et elle a peur de la lutte, ne voulant même pas s'y préparer ; les aînés ne s'occupent pas assez de la jeunesse pour lui permettre de se développer et de s'affirmer, etc. Un étudiant en

20. Jacques Hermil, *ibid.*

21. « La jeunesse », *L'Étudiant*, vol. 3, n° 20, 2 avril 1914, p. 2.

droit donne à cet égard une réponse originale en expliquant qu'« [i]l est bien évident que la jeunesse actuelle n'est pas suffisamment préparée pour les luttes de demain, puisque la jeunesse, tant qu'elle sera la jeunesse, ne sera jamais prête pour des luttes qu'elle n'a pas à livrer et pour lesquelles elle ne fait que se préparer²² ». La quatrième question concernant les améliorations à apporter à l'université vient en quelque sorte compléter la première : si la jeunesse n'est pas suffisamment préparée, c'est en partie à cause de l'éducation. Malgré cela, plusieurs refusent de jeter la pierre à l'enseignement classique et universitaire. Les répondants étudiants avancent prudemment sur ce terrain, ne se reconnaissant pas la compétence ni la légitimité pour imposer leurs vues. Mais ceux qui osent suggérer des améliorations insistent sur la nécessité d'offrir aux étudiants de meilleures conditions matérielles. Une comparaison implicite à McGill peut ici être dégagée : ce que les étudiants de Laval demandent, ceux de McGill en profitent déjà en 1914. Ainsi, ils souhaitent une maison digne de ce nom pour se rassembler et organiser leurs loisirs ; la création d'une véritable communauté d'universitaires formée par des professeurs de carrière ; plus de liberté et d'initiative aux étudiants ; une plus grande attention aux questions d'intérêt public ainsi qu'un meilleur enseignement des sciences et de l'anglais, etc.²³.

La cinquième question, celle qui porte sur les compagnes futures des étudiants, suscite peu de commentaires. Par gêne ou par manque d'intérêt, les répondants se limitent à des propos du genre, « Vive la Canadienne. Vole, mon cœur v-o-o-o-o-le ! », ou encore « Que penser de nos compagnes futures ? mon Dieu, pourvu qu'elles ne soient pas suffragettes ! »²⁴. Ils sont beaucoup plus loquaces dans leurs réponses à la deuxième question. La jeunesse y est décrite comme étant généreuse, optimiste, ardente, gaie et, surtout, enthousiaste. Les défauts relevés sont presque les exacts opposés de ces qualités. Les répondants insistent sur le caractère apathique, paresseux et matérialiste de la jeunesse. Ainsi, le docteur Lapierre répond que « [l]a qualité dominante chez les jeunes est l'enthousiasme, et c'est à peine si nous pouvons leur en donner crédit, car cet enthousiasme est rarement fécond : l'apathie, le dégoût de lutter

22. « La jeunesse », *L'Étudiant*, vol. 3, n° 21, 17 avril 1914, p. 6.

23. Les étudiants ne sont pas les seuls à faire cette comparaison. Omer Héroux, rédacteur au *Devoir*, compare le climat intellectuel qui prévaut dans les deux universités montréalaises et constate avec désolation que l'Université Laval à Montréal ne propose pas, comme c'est le cas à McGill avec le Canadian Club, un lieu de discussion qui permettrait aux étudiants d'ouvrir leurs horizons. Propos rapportés par Pierre Trépanier, « Un projet d'enquête sur la jeunesse universitaire », *op. cit.*, p. 166.

24. Léon Lorrain, « La jeunesse », *L'Étudiant*, vol. 3, n° 20, 2 avril 1914, p. 2 ; F.G. Coffin, « La jeunesse », *L'Étudiant*, vol. 3, n° 21, 17 avril 1914, p. 6.

pour des idées est leur défaut dominant, et qui endort leur enthousiasme, lorsque l'on s'avise de l'orienter²⁵». Les oppositions sont frappantes: la jeunesse serait-elle à la fois enthousiaste et apathique, généreuse et matérialiste? Se retrouve ici un procédé discursif visant à démontrer l'opposition systématique de l'idéal et de son contraire, de la prescription et de la dénonciation. Autrement dit, souligner avec insistance l'enthousiasme de la jeunesse, c'est affirmer que la jeunesse *doit* être enthousiaste; dénoncer son apathie, c'est prétendre que si elle est apathique, elle va à l'encontre de sa nature. Ce procédé n'est pas gratuit. Avec des objectifs nationalistes, l'enquête de *L'Étudiant* présente des visées d'action et se veut mobilisatrice, tout comme celle d'Agathon à propos de la jeunesse française. La jeune génération ne peut donc pas être intrinsèquement apathique ou encore individualiste. Il ne s'agit pas d'un discours identitaire neutre; il vise à inscrire les étudiants dans un projet national qui dépasse de loin les frontières de l'université.

À l'Université McGill, la jeunesse est également un objet de considération, même si les tentatives d'en dresser un portrait réaliste ou prescriptif y semblent moins nombreuses. Le docteur John R. Mott, bien connu des étudiants de McGill à titre d'administrateur des associations internationales de jeunesse chrétienne, affirme par exemple en 1908 que l'une des associations qu'il représente, la World's Student Christian Association, est composée en majeure partie de jeunes hommes et de jeunes femmes remplis de saine agressivité et d'enthousiasme. Ces derniers en sont à une période de leur vie où ils envisagent leur avenir, où ils sont sensibles aux grands idéaux qui s'offrent à eux²⁶. Il ajoute que ce regroupement propose

25. Dr Gaston Lapierre, «La jeunesse», *L'Étudiant*, vol. 3, n° 21, 17 avril 1914, p. 4.

26. John R. Mott, «The Relation of the Federation to the Arbitration Movement. Notes of an Address at the Conference on International Arbitration. Lake Mohonk, New York, 1908», tiré de *Addresses and Papers. Volume II. The World's Student Christian Federation*, New York, Association Press, 1946, p. 556-557. De 1888 à 1915, John R. Mott a été «foreign secretary» des YMCA en plus d'en être le secrétaire général de 1915 à 1931. Il a aussi été président du comité exécutif du Student Volunteer Movement entre 1888 et 1920, tout en occupant le poste de secrétaire général de la World's Student Christian Federation de 1896 à 1920. Informations tirées du *Who Was Who in America. Volume III – 1951-1960*, Chicago, Marquis Who's Who, [s.d.]. En 1915, notamment, il donnait une série de conférences aux étudiants de McGill, traitant entre autres sujets des inquiétudes personnelles des étudiants. «Dr Mott's Speeches», *Daily*, vol. 4, n° 86, 30 janvier 1915, p. 2. John Mott n'était donc pas inconnu du milieu anglo-protestant montréalais, comme en témoignent ses nombreuses participations à des colloques et ses conférences prononcées sous les auspices du YMCA de Montréal. Harold C. Cross, *One Hundred Years of Service with Youth*, *op. cit.*, p. 162, 197, 199 et 202.

des visées religieuses et un champ d'action international puisque, à son avis, la paix internationale ne peut être atteinte sans la contribution de l'élite de la jeunesse, tant masculine que féminine²⁷. À McGill même, une figure populaire, le docteur Osler, présente lui aussi son portrait du « véritable » étudiant :

*The true student is a citizen of the world, the allegiance of whose soul, at any rate, is too precious to be restricted to a single country. The great minds, the great works transcend all limitations of time, of language, and of race, and the scholar can never feel initiated into the company of the elect until he can approach all of life's problems from the cosmopolitan standpoint*²⁸.

En comparant les réflexions sur la jeunesse française, canadienne-française et anglo-protestante, il est possible de relever certaines tendances : l'élite – et en parlant de l'élite, on désigne implicitement les étudiants – est régulièrement qualifiée de jeunesse significative ; la mobilisation de celle-ci est nécessaire aux visées d'action privilégiées par les observateurs, que ces dernières soient nationalistes, « cosmopolitistes » ou religieuses.

À ce discours mobilisateur, les étudiants de McGill, tout comme leurs confrères de l'UdM, réagissent. Sans proposer de réflexions aussi systématiques que l'enquête de *L'Étudiant*, certains étudiants mcgilliens renchérissent sur le discours associant étudiants et jeunesse et en font ressortir l'enthousiasme et l'idéalisme comme caractéristiques essentielles. Cette affirmation identitaire ressort de quelques articles portant sur des sujets disparates tels que les sports, le journalisme étudiant ou encore les activités parascolaires. La relation des étudiants aux sports permet de voir que tous les étudiants ne sont pas également jeunes. Ceux que l'on appelle les *freshmen*, autrement dit les étudiants de première année, sont décrits comme étant encore « *young, green, and very innocent*²⁹ » ; lors d'activités sportives, mais aussi dans la vie quotidienne, ils agiraient sous l'emprise d'un enthousiasme non encore tempéré par l'expérience. Les étudiants plus âgés, qu'ils soient *sophomores* (étudiants de deuxième année), *juniors* (étudiants de troisième année) ou *seniors* (ceux de dernière année) seraient un peu moins spontanés, alternant entre des actes réfléchis et des réactions impulsives. En processus de maturation, il ne fait pas de doute que les plus âgés parmi les étudiants n'ont pas le même esprit ni le même enthousiasme que leurs collègues plus jeunes. Mais peu importe leur degré de maturité, lors de compétitions sportives importantes, la vraie nature de tous les étudiants, leur jeunesse, ressort : « *When aroused by some unusual event, they may be far more forceful and dangerous, but it takes some-*

27. John R. Mott, *Addresses and Papers*, op. cit., p. 557.

28. Dr Osler, « The Student Life », *Old McGill*, vol. 10, 1906, p. 35.

29. « Freshmen », *Martlet*, vol. 2, n° 1, 8 octobre 1909, p. 2.

thing serious to stir them. Is it because their youthful ideals of College spirit have been gradually destroyed or that the mental labour of the past years and the near approach of the "battle for life" has sobered and changed them³⁰ ? » Autrement dit, la jeunesse fait partie intégrante de l'identité étudiante. Mais comme le statut d'étudiant en est un transitoire – tout comme la jeunesse –, il va de soi qu'un *freshman* et un *senior* présentent des profils différents. Après tout, comme le soulignent Mitterauer et Galland, les étudiants en fin de parcours sont tout près d'entrer dans le monde des adultes, de sortir de la jeunesse pour franchir le seuil de l'âge adulte³¹.

Ce discours associant étudiant et jeunesse demeure présent dans l'échafaudage identitaire étudiant tout au long de la période analysée, avec ses moments forts et ses temps de repli. De manière générale, les étudiants intègrent assez bien cette dimension de leur identité, assez pour en arriver à l'occasion à revendiquer le droit de parler au nom de « la » jeunesse.

Avec la fin de la guerre, la jeunesse reprend ses droits sur l'avenir, elle qui a dû prendre trop tôt le chemin de la vie en empruntant celui des champs de bataille. Comme l'explique un professeur de droit de l'Université de Montréal, « [l]a nuée ensanglantée disparaît de l'horizon et la jeunesse de tous les pays reprend le cours normal de son existence. Elle peut tourner ses regards vers l'avenir. Jamais elle n'eut raison d'y voir tant d'espoir en la vie. Le monde est délivré de la tyrannie. L'odieuse maxime "la force prime le droit" a subi son démenti³². » Cette primauté du droit étant garantie en grande partie par l'éducation, la jeunesse étudiante peut en toute légitimité se consacrer à sa formation. Le discours est semblable à McGill, et on peut lire dans le *Daily*, tout de suite après l'Armistice, que « *now the future – future of peace ensured – lies before us³³* ».

Mais si la jeunesse est un temps d'espoir et d'horizons ouverts, elle peut aussi parfois être vécue comme une limite, comme un temps d'attente qui se prolonge indûment au gré de certains. Ainsi, l'étudiant « est un homme, une entité, sa nature lui crie qu'il existe, qu'il possède un libre arbitre [...] mais qu'il a abordé une période de sa vie où l'homme devient un *ens a se*, peut jouir de la joie d'assumer ses petites responsabilités et de pourvoir à ses propres besoins, à ses propres plaisirs. De cette joie,

30. « Editorial », *Outlook*, vol. 6, n° 15, 23 février 1904, p. 368.

31. Olivier Galland, « Qu'est-ce que la jeunesse ? », dans Alessandro Cavalli et Olivier Galland (dir.), *L'allongement de la jeunesse*, Poitiers, Actes Sud, 1993, p. 11-39 ; Michael Mitterauer, *A History of Youth*, Oxford, Blackwell, 1992, 256 p.

32. Philémon Cousineau, « À la jeunesse », *QI*, vol. 1, n° 5, 6 février 1919, p. 1.

33. « The Dawn of Peace », *Daily*, vol. 8, n° 9, 12 novembre 1918, p. 2.

carabin est privé, et impatient de devenir lui-même³⁴.» Se profile donc un certain inconfort entre l'idée d'exister pour plus tard et la conscience du présent. Alors que pour certains, une telle situation d'attente pose problème, pour d'autres, elle est tout simplement nécessaire: «Ainsi nous apprenons à résoudre de bien petits problèmes, à y développer notre initiative, à surmonter les difficultés présentes en attendant d'affronter pour de bon notre destinée de demain, reproduite en miniature dans notre vie d'étudiants³⁵.»

Période d'attente et de formation, la jeunesse n'est pas toujours synonyme d'inaction. À cet égard, la publication en 1920 du recueil de conférences *Ce que dit la jeunesse*, par l'association étudiante des HEC, peut être vue comme un appel à l'action et à la prise de parole par les étudiants³⁶. Jean Nolin, président de l'Association des étudiants en sciences commerciales, explique le but de ces conférences :

À cette heure où notre race commence à serrer les rangs et à se demander si nos morts ne laissent pas un vide qu'on ne remplira jamais, il importe que la génération nouvelle, cessant un moment d'écouter les enseignements de ses aînés, monte à son tour à la tribune, raconte ses luttes, tente d'abattre les préjugés amassés contre elle, et donne à ses aspirations une forme et une couleur autour desquelles elle puisse se rallier comme autour d'un drapeau³⁷.

L'initiative des étudiants des HEC offre une tribune aux jeunes – aux étudiants, est-il besoin de préciser –, les fait accéder à l'avant-scène, tout en leur permettant de bénéficier des commentaires d'adultes respectés³⁸. Il ressort de chacune de ces conférences que le bien commun doit primer le bien individuel. Ainsi peut-on lire dans l'une d'elles que l'art en soi est source de beauté pour celui qui s'en approche, mais pour un peuple, il

34. Amor, «Carabin», *QI*, vol. 4, n° 5, 10 novembre 1921, p. 4.

35. Wilbrod Bonin, «Ce que nous voulons», *QI*, vol. 12, n° 1, 10 octobre 1929, p. 1.

36. *Ce que dit la jeunesse... Conférences prononcées sous les auspices de l'Association des étudiants de l'École des Hautes Études commerciales*, Montréal, La Société des Conférences Éditeurs, 1920, 170 p. Il s'agit de la publication d'une série de quatre conférences prononcées en 1919 sous les auspices de la Société des Conférences des HEC. Hermas Bastien, «Ce que dit la jeunesse», *QI*, vol. 2, n° 12, 18 mars 1920, p. 3.

37. Jean Nolin, «Notre but», *Ce que dit la jeunesse*, *op. cit.*, p. 21.

38. Ainsi, Lionel Groulx présidait la conférence sur l'histoire, Antonio Perrault celle sur la question sociale, et Édouard Montpetit, la soirée consacrée à l'économie.

peut être une preuve de sa « personnalité ethnique³⁹ ». Dans une autre, on demande aux jeunes de consacrer une partie de leurs énergies aux questions sociales. En temps de reconstruction après la guerre, les réflexions sur le modèle de société que l'on souhaite voir s'établir sont nombreuses, tout comme celles sur les modèles de société que l'on ne veut surtout pas voir s'imposer. Pour détruire dans l'œuf le « virus socialiste » et l'individualisme, Jean-Chrysostome Martineau, vice-président de l'ACJC, propose « l'école catholique » – ou la doctrine sociale catholique – qui, « elle seule, offre le remède au mal⁴⁰ ». Une invitation à tous les jeunes, et non plus seulement aux étudiants est alors lancée puisque, « [d]ans toutes les classes, il se trouve des jeunes gens qui désirent combattre ouvertement l'individualisme, chancre de la société moderne, qui rêvent d'entraîner à leur suite, par leur exemple, leur parole, leurs écrits, par leur vie toute [sic] entière, la masse des individus vers un idéal catholique et français⁴¹ ». C'est encore l'appel au bien commun qui guide la conférence de Lucien Favreau sur l'économie et les forces nouvelles. Pour permettre au Canada français de se développer, de rivaliser avec les Canadiens anglais et d'éviter l'envahissement américain, il lui faut une industrie solide ainsi qu'une main-d'œuvre et des chefs d'entreprise instruits. C'est donc dire qu'il « reste à donner, dans l'ordre économique, une formation appropriée à notre jeunesse, à “créer des compétences” tant réclamées par M. Montpetit et, ayant ainsi constitué une élite, à former pour l'avenir une opinion publique qui sollicite le véritable progrès⁴² ». De chacune des conférences publiées dans le recueil *Ce que dit la jeunesse* se détache la primauté accordée aux intérêts nationaux par les jeunes invités. La jeunesse qui y est présentée se comprend et se justifie en fonction de ce qu'elle peut apporter à la collectivité. Il ressort également que les étudiants s'approprient de plus en plus volontiers un droit de parole sur les questions d'intérêt général, justement en revendiquant le titre de porte-parole de la jeunesse.

En continuité avec le discours associant la jeunesse à l'avenir, on persiste à qualifier cet âge de la vie de période cruciale et dangereuse, notamment sur le plan religieux : « Nous sommes à un âge où il faut l'avouer, hélas, les choses religieuses nous sont trop souvent indifférentes, c'est la période de transition entre les ferveurs du collège et les apathies de la vie⁴³. » Le temps de l'université représente une étape décisive influant

39. Pierre-J. Dupuy, « L'art et la jeunesse », *Ce que dit la jeunesse*, op. cit., p. 27.

40. Jean-Chrysostome Martineau, « La question sociale », *Ce que dit la jeunesse*, op. cit., p. 85.

41. *Ibid.*, p. 92.

42. Lucien Favreau, « Les forces nouvelles », *Ce que dit la jeunesse*, op. cit., p. 134.

43. Claude Sutton, « La retraite pascalle », *Ql*, vol. 8, n° 20, 11 mars 1926, p. 1.

sur les destinées d'une vie puisque « c'est, à proprement parler l'époque où l'esprit s'ouvre à tous les problèmes susceptibles d'intéresser une jeune intelligence avide de savoir⁴⁴ ». Des étudiants sont également conscients que la jeunesse est un potentiel qui va s'estompant et dont il importe de tirer parti : « Profitons-en pendant que nous avons en main cet instrument merveilleux de la jeunesse, que tout en nous est puissances et que nulle réalisation n'en a d'un échec vérifié les limites, puisque les enthousiasmes nous sont encore si naturels et que chacune des années, en passant, nous rendra plus réfractaires à cet envoûtement total d'un élan⁴⁵. » Certains étudiants de McGill ne rejettent pas cette idée, comme en témoigne cette reproduction, en page éditoriale du *Daily*, d'un article publié d'abord dans le journal étudiant d'Oxford :

Young Oxford has always talked as if it had possessed the maturity of thirty or forty years of existence on this planet, and having committed itself in this direction with all its heart and soul, it proceeds to be irritated and hurt because the world treats it as a little child. Yet it is kind of the world to recognize its existence at all, if we consider for one moment how extraordinarily impudent and precocious Young Oxford can be.

Why should we blink at our youth? What have we suffered? Practically nothing. Youth is our sole, our priceless possession⁴⁶.

Ainsi, les étudiants de McGill continuent après la guerre à propager un discours sur la jeunesse et à associer cet âge de leur vie à leur statut d'étudiants. Mais contrairement à ceux de l'Université de Montréal, où la dimension collective l'emporte souvent, la jeunesse à laquelle les étudiants de McGill font référence est plus ouvertement individualiste. Elle marque la transition entre l'enfance et l'âge adulte. À l'université, cette période de transition tire à sa fin, et la remise des diplômes est perçue comme la reconnaissance d'une étape franchie :

Graduation, we imagine, is the supreme event in the career of the college man. It is not that the actual ceremony can have any effect upon his future mode of life or his character, but it serves as the stamp that should mark the finished product and provides the student with a certificate to show, not so much that he has attained a certain level of erudition (though this thought, too, must be in the mind of the recipient) as that he has passed through a definite experience which ought to have moulded his life along lines that are by no means rigid, but are yet unyielding at certain points⁴⁷.

44. *Ibid.*

45. Paul Laroque, « Les jours que nous vivons... », *QI*, vol. 10, n° 23, 29 mars 1928, p. 1.

46. « Optimism », *Daily*, vol. 16, n° 65, 15 décembre 1926, p. 2.

47. « Graduation », *Daily*, vol. 8, n° spécial de fin d'année, 5 mars 1919, p. 4.

Temps de passage, la jeunesse est aussi un âge d'apprentissage. Contrairement à l'Université de Montréal où l'on juge que l'immaturité nécessite un encadrement, à McGill, on voit la jeunesse plutôt comme un moment d'ouverture. Ainsi, le *Daily* avance que les étudiants d'âge universitaire posent encore sur la vie et ses problèmes un regard marqué d'immaturité, mais que la condition essentielle pour développer cette maturité est d'envisager chaque idée avec impartialité⁴⁸. Cette ouverture incite quelques étudiants à présenter un intérêt pour les questions internationales et, à cette occasion, à défendre des intérêts collectifs. Par exemple, en 1931, s'organise à l'échelle canadienne une pétition pour réclamer du gouvernement Bennett une prise de position favorable au désarmement. Dix mille étudiants de plusieurs universités canadiennes signent la pétition. Les étudiants de l'Université de Montréal ne participent pas au mouvement que ceux de McGill se targuent d'avoir lancé. Cet événement permet de saisir un moment bien précis où des étudiants, au nom de toute la jeunesse, prennent la parole dans l'arène publique et demandent que leur voix soit entendue. Le texte de la pétition remise à Bennett insiste sur le fait que les jeunes de toutes les nations seront les premiers à souffrir d'un échec de la conférence de Genève de février 1932 sur le désarmement et demande au premier ministre d'intervenir vigoureusement en leur faveur⁴⁹. Quelques semaines après l'envoi de la pétition, un éditorial du *Daily* analyse la situation. L'auteur espère que cette participation étudiante à la vie internationale marquera le début d'une reconnaissance susceptible de contribuer à l'amélioration de la vie commune. Ici encore, jeunesse est synonyme d'étudiants.

From time immemorial the youth of the country has been told that its opinions, while apparently good, suffered from its own lack of experience, and could not be considered seriously by the "powers that be". Can it be that the time has come when these ideas, which have in their favour at least their fresh and keenly critical viewpoint, will be allowed to contribute toward the solving of problems which only the combined efforts of the whole world can solve⁵⁰?

48. «Being Shocked», *Daily*, vol. 18, n° 26, 30 octobre 1928, p. 2.

49. «Student Petition Regarding Canadian Representation at Disarmament Conference», AUMcG, RG 2, c. 49, f. 618, 1931. Et aussi dans «10 000 Students Sign Disarmament Petition. All leading Universities in Canada Participate», *Daily*, vol. 21, n° 65, 17 décembre 1931, p. 1 et 2. À cette demande, le premier ministre Bennett fait un accueil favorable, alors que le principal Currie défend un autre point de vue: il ne souhaite pas la guerre, mais il convient que l'armement peut servir à maintenir la paix. *Disarmament. An Address Delivered by Sir Arthur Currie*, à titre de Chairman of the Meeting of the National Republican Club of New York, 16 janvier 1932.

50. «Student Opinion», *Daily*, vol. 21, n° 68, 7 janvier 1932, p. 2.

2.2. « Car la jeunesse c'est l'avenir d'un pays⁵¹ »

S'il est un aspect de la jeunesse auquel les deux communautés universitaires accordent une importance égale, c'est l'association de la jeunesse et de l'avenir, plus encore, l'idée que les étudiants forment l'élite de demain. Les mondes universitaires, en raison de leur position privilégiée dans la société, ouvrent une fenêtre importante sur les attentes de leur communauté, sur ses valeurs, sur ses peurs, etc. L'avenir préoccupe beaucoup de monde : les étudiants se questionnent sur ce que sera leur vie dans les années à venir et s'interrogent sur le monde dans lequel elle se déroulera ; les adultes ont des projets pour la société et se demandent s'ils pourront compter sur les jeunes pour les concrétiser. L'association discursive de la jeunesse et de l'avenir pose aussi la question de la place de la jeunesse dans la société : joue-t-elle un rôle actif ou est-elle confinée à une répétition générale avant d'entrer dans le « vrai monde » ? Les réponses à ces questions ont un impact direct sur la perception que les étudiants ont d'eux-mêmes.

2.2.1. *L'élite de demain*

L'avenir est une préoccupation bien concrète pour les étudiants qui se demandent si la formation qu'ils reçoivent à l'université les prépare adéquatement à la vie professionnelle. Un éditorialiste du *Fortnightly* souligne que les hommes vont à l'université durant une période critique de leur vie, et que c'est la qualité de l'enseignement qu'ils y recevront qui déterminera leur carrière, pour leur meilleur et pour le pire⁵². À McGill, des étudiantes se questionnent aussi à ce sujet. L'une d'entre elles constate que son avenir, à elle et à ses consœurs, semble beaucoup moins excitant que celui de ses confrères :

L'avenir brille pour lui, tout est possible, aucune limite ne se présente à sa vue, à l'élévation où il peut atteindre : son avenir dépend de lui. Il se mêlera aux gens, il vivra, il travaillera, il gagnera de l'argent, il se fera une réputation, enfin il sera une valeur dans le monde. Cette pensée le remplit d'ardeur, il ne veut pas perdre un seul instant avant d'essayer ses forces. Ce jeune homme égoïste avec son étroit horizon intellectuel, j'ai le malheur de l'envier⁵³.

51. Propos tenus par le doyen de la Faculté de droit, « Réouverture des cours », *L'Escolier*, vol. 2, n° 1, 22 septembre 1916, p. 4.

52. « Editorial Comments. The Union Club », *Fortnightly*, vol. 2, n° 3, 10 novembre 1893, p. 50.

53. Françoise C., « Une bachelière », *Fortnightly*, vol. 6, n° 7, 20 janvier 1898, p. 135.

C'est donc dire que les grands discours sur l'abnégation au service de la famille et du pays ne satisfont pas toujours les jeunes femmes qui entreprennent des études universitaires à McGill⁵⁴. Celles-ci rêvent parfois d'un avenir professionnel encore difficilement accessible. Les étudiants savent aussi, à force de se le faire répéter, que l'avenir de la nation dépend de leur dévouement. Contrairement aux filles toutefois, leur contribution au monde de demain peut se faire par une participation directe à la sphère publique. Moins axé sur la notion de sacrifice, le discours des autorités leur apparaît alors peut-être un peu plus attirant. Étudiants et étudiantes sont donc tenus de se préparer à remplir un devoir envers la collectivité, un devoir différent peut-être, mais un devoir d'élite. Pour l'assumer adéquatement, ils doivent être formés. Et le meilleur endroit pour recevoir cette formation, c'est l'université.

For it is a world, a sort of microcosm, « a privileged world within a world », a representative community; more so, indeed, than the House of Commons, for those are picked men, but in the university we have every sort. Thackeray somewhere compares this community to a slave gang, who, while under overseers, have leaders and a polity of their own. So it is. A man finds his place here; and, if he has been unable to impose upon his fellow-students, he will be scarce likely to impose upon the world⁵⁵.

Les étudiants mcgilliens se montrent donc très intéressés par leur propre éducation et, à cet égard, de nombreuses réflexions ponctuent leurs journaux. Le type de formation qu'ils attendent de leur université ne fait cependant pas toujours l'objet d'un consensus. Pour certains, l'université a comme mandat de former des futurs professionnels, c'est d'abord pour cela que les étudiants s'y inscrivent⁵⁶. Pour d'autres, le rôle premier de l'université réside dans la formation globale de l'étudiant :

Hence it is clear, that however voracious our appetites may be, we cannot gobble up all knowledge during our undergraduate life. We ought to remember that there are other sides than the intellectual to our nature. It is indeed multilateral. And by recognizing the physical, moral, and social sides of our nature, let us do ourselves justice by equipping ourselves for the battle of life⁵⁷.

54. Lady Aberdeen, « Contributions. An Address by Lady Aberdeen to Women Students », *Fortnightly*, vol. 3, n° 2, 26 octobre 1894, p. 22-23.

55. « College Residence », *Fortnightly*, vol. 1, n° 4, 8 décembre 1892, p. 1.

56. « The Academic Home-Strech », *Daily*, vol. 1, n° 82, 11 mars 1912, p. 2.

57. « Editorial Comments. Back to Work », *Fortnightly*, vol. 4, n° 3, 13 novembre 1895, p. 39-40. La question de l'humanisme à l'université dépasse de loin les limites des universités montréalaises. En 1964, Georges Gusdorf soutenait encore que « [l]es Universités devraient être le lieu privilégié où l'homme reçoit sa formation d'homme. On n'y viendrait pas faire l'apprentissage d'un métier; on n'y ferait pas seulement provision de connaissances hâtivement accumulées. [...]

Poussant un peu plus loin la réflexion, un étudiant soutient quelques années plus tard que le but premier de l'éducation universitaire est d'apprendre à se connaître: «*Perhaps one definite phase of the great mission of the university is expressed in the well-used statement that the university ought to teach the student to know himself*⁵⁸.» Cet apprentissage de soi est inséparable d'un autre but de l'enseignement protestant, «apprendre à apprendre». Dans cette perspective, il faut toujours garder en tête que dans chaque travail scolaire, ce qui compte n'est pas tant le nombre de livres compulsés en vue de l'examen, mais bien plus l'entraînement de l'esprit par lequel l'étudiant se prépare à affronter fermement et intelligemment n'importe quel sujet qui pourrait se présenter à lui à l'avenir⁵⁹. L'individualité des étudiants est ainsi admise. L'université protestante valorise en effet une certaine liberté d'esprit pour ses étudiants puisqu'elle leur reconnaît, au moins en partie, la capacité de dégager par eux-mêmes la vérité des informations auxquelles ils sont exposés⁶⁰. L'esprit critique est valorisé au point de devenir une des grandes qualités de l'éducation universitaire, celle qui permet à l'étudiant de voir dans le monde un meilleur et plus bel endroit que ne peut le faire son camarade qui n'a pas la même chance que lui⁶¹.

Toujours, en filigrane de l'idée selon laquelle l'université a pour mission de former des individus complets, se profile l'idée que cette institution d'enseignement supérieur doit également produire l'élite de demain. Cette sérieuse notion d'élite de demain qui leur est présentée jusqu'à plus soif peut à l'occasion être récupérée à des fins plus légères par les étudiants. Reconnaissant qu'il s'agit d'un argument difficile à contrer, des étudiants s'en servent pour réclamer des autorités la tenue plus fréquente de danses universitaires, afin de pouvoir rencontrer les étudiantes du Royal Victoria College, elles aussi les «*leaders of tomorrow*⁶²». Malgré son caractère un peu impertinent, cette requête met en lumière une réalité du monde universitaire mcgillien du début du siècle: si les

Mais le temps de l'Université serait celui des études désintéressées, le temps de la libre entreprise intellectuelle». Georges Gusdorf, *L'Université en question*, Paris, Payot, 1964, p. 216-217.

58. «Education and Facts», *Daily*, vol. 4, n° 58, 8 décembre 1914, p. 2.

59. The Editorial Board, «Greetings Preface», *Old McGill*, vol. 7, 1903, p. 10.

60. Cette réalité n'est pas exclusive au campus mcgillien. Catherine Gidney montre bien comment la méthode Sharman, qui préconise un retour au texte et une réinterprétation des Écritures pour soi-même, s'est imposée sur plusieurs campus canadiens au cours du XX^e siècle. Gidney, *A Long Eclipse. The Liberal Protestant Establishment and the Canadian University, 1920-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, p. 56-57.

61. «True Education», *Daily*, vol. 6, n° 45, 22 novembre 1916, p. 2.

62. «The Junior Dance», *Daily*, vol. 3, n° 41, 29 novembre 1913, p. 4.

filles sont admises dans certaines facultés, elles ne sont pas toujours en contact régulier avec les étudiants puisqu'une bonne partie des cours se donne dans des classes et des bâtiments séparés.

L'association jeunesse-étudiant-élite de demain est aussi martelée sur le campus de l'Université de Montréal, les autorités et les professeurs, comme Édouard Montpetit, y allant de leurs déclarations parfois poétiques.

Vous êtes l'avenir: tous les philosophes vous le disent, tous les poètes vous le chantent. Vous regardez s'approcher la vie et vous savez déjà les soucis, j'allais dire les angoisses de la responsabilité. [...]

La plus belle part de la jeunesse, et son plus grand tort aux yeux de certains, ce sont ses illusions; et si parfois on lui conseille de ne pas consentir à les perdre, il arrive qu'on lui reproche de les avoir conservées. Qu'importe! gardez-les⁶³.

Le lien est également direct entre les étudiants, élite de l'avenir, et la question nationale. Olivar Asselin, par exemple, explique qu'« une race sans chefs est une armée sans généraux. Tant valent les généraux, tant vaut l'armée; tant valent les chefs, tant vaut la race. Les chefs de la race se forment à l'Université comme les généraux se forment aux écoles d'état-major⁶⁴. » À cette perspective purement nationaliste se jumelle souvent un aspect religieux. Depuis sa fondation, il est admis qu'en raison de sa confessionnalité, l'Université Laval à Montréal, et ensuite l'Université de Montréal, détient un mandat particulier au sein de la communauté canadienne-française: faire en sorte que la jeunesse, dont elle a la responsabilité, soit loyale au catholicisme, et ce, afin d'en assurer la pérennité. En 1895, alors que l'Université Laval à Montréal prend possession de ses nouveaux locaux, le père Filiatrault souligne qu'« [a]ujourd'hui plus que jamais, ce sont les idées qui mènent le monde. D'où il suit qu'une institution qui prépare au pays une génération d'hommes sachant penser est une institution qui tient dans ses mains l'avenir de notre société⁶⁵. » Et cet avenir, les autorités de l'université le veulent catholique. Comme l'explique Nicole Neatby, le caractère confessionnel de l'institution colore même l'enseignement qui y est professé et fait de l'université un bastion

63. «Un écho de notre banquet», *L'Étudiant*, vol. 1, n° 5, 8 février 1912, p. 49 et 51.

64. Olivar Asselin, *L'Éveil*, janvier 1920, p. 22. Tiré de Marcel-Aimé Gagnon, *Olivar Asselin, toujours vivant*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1974, p. 123.

65. Père Filiatrault, «L'œuvre universitaire», *AUdM*, D 35/413, 1895, p. 2 et 4.

de la foi catholique dans la société québécoise⁶⁶. L'emprise de la religion et des valeurs catholiques à l'Université de Montréal explique en partie l'espace restreint qui est accordé aux étudiants : ceux-ci doivent évoluer dans un cadre bien précis, et rarement voit-on valorisé le développement de leur esprit critique, comme c'est le cas – au moins sur le plan du discours – à l'Université McGill.

Même si pour le vice-chancelier M^{gr} Bruchési, l'éducation religieuse constitue une valeur dominante, l'Université Laval à Montréal ne doit pas s'y limiter. L'humanisme, ou la formation de l'homme complet, constitue également un objectif de l'institution. Au tournant du siècle toutefois, l'université est davantage une grande école professionnelle qu'une institution humaniste vouée à la connaissance désintéressée. La majeure partie des effectifs universitaires est inscrite dans les facultés professionnelles de droit et de médecine, et les professeurs sont le plus souvent des professionnels pratiquant dans le privé et consacrant quelques heures par semaine à l'enseignement universitaire. Malgré tout, tant pour les étudiants que pour les autorités, l'humanisme demeure une valeur fondamentale. En 1921, par exemple, Antonio Perreault lance un appel pour que l'université cesse d'être une simple « fabrique de médecins et d'avocats » et devienne une institution qui dispense un « véritable enseignement supérieur, préoccupé[e] de haute culture, de grands principes, des méthodes pour s'approcher de la vérité, d'humanisme désintéressé plutôt que de techniques et de recettes de praticiens⁶⁷ ». À ce propos, Édouard Montpetit en inspire certains :

Nous, les étudiants, on nous dit que nous sommes les hommes de demain, l'espoir de la nation; tout cela est bien beau, mais ce serait une erreur de croire que pour devenir quelqu'un il suffit d'aller dormir aux cours. À ce régime-là, on devient peut-être un avocat, un notaire ou un médecin, mais pas un homme. Et n'est-ce pas notre populaire professeur lui-même qui s'écriait l'autre jour au Monument national que « ce qu'il nous faut ce sont des hommes »⁶⁸.

Déjà en 1913, des étudiants, touchés de se voir confier une mission nationale et religieuse de cette envergure, avaient intégré ce discours élitiste au point de fonder une ligue antialcoolique. Dans la vaste campagne de

66. Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 11-12.

67. Antonio Perreault, *Préparons les cadres*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1921, p. 16.

68. L'Économiste, « Les cours de M. Montpetit », *L'Escholier*, vol. 2, n° 16, 9 février 1917, p. 1.

tempérance qui a cours au Québec – comme dans l’ensemble de l’Amérique du Nord –, ces étudiants réclamaient une place prépondérante. La position d’élite à laquelle ils aspiraient les incite à donner l’exemple : « S’il est une classe de la société, qui, plus que toute autre, se trouve exposée à tous les dangers, en particulier ceux de l’alcool, c’est bien la jeunesse. Et parmi cette jeunesse, un groupe plus que tout autre, doit réagir vigoureusement par cela même qu’il est plus instruit et qu’il doit le bon exemple – et ce groupe c’est celui que forme la jeunesse étudiante⁶⁹. »

Plus que l’élite de la jeunesse, les étudiants sont représentés, dans les deux communautés universitaires, comme l’élite de l’avenir et, surtout, de l’avenir de la nation. L’encadrement et sa contrepartie, l’autonomie, accordés aux étudiants dans les deux universités dépendront beaucoup de la manière dont les autorités envisagent leurs responsabilités face à ces jeunes. À McGill, l’individualisme protestant entraîne une plus grande liberté d’action ; à l’Université de Montréal, le caractère autoritaire du catholicisme s’avère plus contraignant.

2.2.2. *La guerre, ou l’avenir compromis*

C’est toutefois avec la guerre que la question de l’avenir prend véritablement le devant de la scène dans le monde universitaire. Dès 1912, le principal Peterson de McGill, un Britannique très attaché à l’empire, met sur pied le premier Officer’s Training Corps d’Amérique du Nord, en prévision d’une guerre qui impliquerait la Grande-Bretagne et le Canada par ricochet⁷⁰. Au moment où la guerre est déclarée en 1914, l’université est prête à participer à l’effort de guerre. Elle le fait en valorisant l’entraînement militaire et en appuyant certains de ses professeurs qui s’engagent dans des recherches scientifiques à visée militaire. De plus, nombre d’étudiants et de membres de l’université prennent le chemin des tranchées, pour la plus grande fierté de l’université. Les journaux étudiants, les albums de fin d’année, les discours des autorités insistent sur le prix humain à payer pour sauver l’empire et les valeurs britanniques⁷¹. Cependant, alors que la guerre

69. Paul L’Hermitte, « À bas le p’tit verre ! La Ligue anti-alcoolique prend pied à l’Université Laval. Les étudiants ont-ils intérêt à se liguier ? », *L’Étudiant*, vol. 2, n° 22, 25 avril 1913, p. 1.

70. Edgar Collard, « Sir William Peterson’s Principalship, 1895-1919 », dans Hugh MacLennan (dir.), *McGill. The Story of a University*, Londres, George Allen and Unwin, 1960, p. 94.

71. Un livre sera même commandé par l’Université après la Deuxième Guerre mondiale pour relater les hauts faits des membres de McGill lors des deux conflits : Robert Collier Fetherstonhaugh, *McGill University at War, 1914-1918, 1939-1945*, Montréal, McGill University, 1947, 437 p.

mobilise un fort contingent de jeunes hommes partout au pays dont une part non négligeable d'étudiants, plusieurs demeurent malgré tout à l'université pour poursuivre leurs études. En dépit de silences parfois difficiles à interpréter, quelques-uns de ceux-ci prennent la peine de justifier leur situation en la décrivant comme un privilège : pendant que d'autres jeunes montent au front pour défendre leur pays, l'empire et ses idéaux, les étudiants bénéficient d'une clémence particulière. En contrepartie, on attend d'eux qu'ils se préparent pour l'après-guerre et qu'ils profitent de leur exemption militaire pour acquérir les compétences nécessaires pour devenir les leaders de demain et mener la reconstruction de l'après-guerre⁷². L'éditorial du *Daily* annonçant la fin de la guerre insiste sur la tâche à venir des étudiants. Il apparaît clairement qu'un avenir de paix ne peut se concrétiser sans que ces derniers s'y engagent et prennent le relais des autres jeunes qui ont risqué leur vie. À cet égard, le *Daily* explique que l'obligation ne fait aucun doute, et il ajoute que si les étudiants ont pu échapper au service militaire et à la menace d'aller donner leur vie sur un champ de bataille comme certains de leurs camarades, c'est seulement parce qu'ils ont été désignés pour remplir un autre genre de service⁷³.

À l'Université Laval à Montréal, la guerre ne se présente pas tout à fait sous le même jour qu'à McGill. En cela, le campus est tout à fait représentatif de l'opinion générale que les Canadiens français ont de la guerre. Soucieuses de préserver la future élite du Canada français, les autorités se proclament protectrices de la jeunesse au moment de la guerre, et plus particulièrement lors de la crise de la conscription. Leur intervention renforce encore l'idée que les étudiants forment « la » jeunesse. Au tribunal d'exemption, qui émet les règles encadrant l'enrôlement des Canadiens, le vice-chancelier et le vice-recteur de l'Université Laval à Montréal envoient une lettre réclamant une exemption pour leurs protégés :

Combien le Canada souffrirait de la perte de ces énergies ! L'enseignement supérieur, qui est l'une de ses bases essentielles, aurait, pendant un temps, failli à sa tâche. Il aurait été empêché de former une élite, les guides dont le pays a besoin pour assurer son développement, orienter ses destinées. Il y aurait, dans la formation de la jeunesse actuelle, rupture, solution de continuité. Ces professionnels que l'Université n'aura pas pu former manqueront au bien-être de notre population et à la direction du pays. L'enrôlement, en fermant nos écoles, aura amené la perte d'un actif précieux⁷⁴.

72. « Seriousness of Purpose », *Daily*, vol. 7, n° 116, 2 mars 1918, p. 2.

73. « The Dawn of Peace », *Daily*, vol. 8, n° 9, 12 novembre 1918, p. 2.

74. M^{gr} Bruchési, vice-chancelier, et M^{gr} Pelletier, vice-recteur, « À Messieurs les Juges du Tribunal d'exemption », AUM, D 35/64, 10 novembre 1917.

Pour les autorités, c'est l'avenir de la nation qui est en cause. Mais pour les étudiants, la guerre et la conscription, c'est aussi leur propre avenir. À l'Université Laval à Montréal, ils ne trépignent pas de joie à l'idée d'aller se battre, ou du moins ne veulent-ils pas être obligés de le faire. C'est leur vie qui est menacée, et quelques-uns ressentent le besoin de se faire entendre à propos d'un sujet qui les touche de si près. En 1916, leur prise de parole se traduit, entre autres, par une contestation de Monseigneur de Montréal, c'est-à-dire M^{gr} Bruchési, qui a incité les étudiants à s'enrôler⁷⁵:

Le malaise s'accroît lorsque Monseigneur de Montréal vint parler de notre devoir sacré, il y eut en arrière des protestations. Jeunes gens, Monseigneur a dit que votre devoir le plus sacré était de vous enrôler. Que faire! que faire! que faire! c'est Monseigneur qui l'a dit. Monseigneur a dit: «il fait beau temps». Hélas il pleuvait. [...] Monseigneur, nous ne vous croyons pas⁷⁶.

Bien que préoccupés par leur propre avenir, les étudiants ne nient pas les dimensions nationales et politiques de la guerre. Pour la première fois l'année suivante, représentés par leurs associations facultaires dans l'organisation d'une «Grande assemblée anticonscriptionniste», ils prennent officiellement position dans un dossier politique et se prononcent contre la conscription.

Je n'irai pas par quatre chemins. Les jeunes sont-ils, oui ou non, conscriptionnistes? Non, mille fois non. [...]

La lâcheté, dont vous accusez la jeunesse, Messieurs, est facile à faire disparaître. En garçon charitable, je vous en indique les deux moyens:

75. L'appellation «Monseigneur de Montréal» est déjà vieillie en 1916. Utilisée ainsi par les étudiants, elle traduit un certain jugement passiviste à l'endroit de M^{gr} Bruchési. Depuis le début de la guerre, ce dernier avait appuyé l'effort de guerre du gouvernement fédéral. Au moment où une crise de la conscription s'annonce, il est encore associé par plusieurs aux politiques fédérales, et les étudiants canadiens-français sont loin d'être les plus chauds partisans d'une éventuelle conscription. Néanmoins, comme on vient de le voir, en 1917, Mgr Bruchési appuiera à titre de vice-chancelier, la demande de l'Université Laval à Montréal à propos de l'exemption militaire des étudiants. Pour quelques informations concernant l'attitude de M^{gr} Bruchési face à la question de la guerre et de la conscription, voir Réal Bélanger, *L'impossible défi. Albert Sévigny et les conservateurs fédéraux (1902-1918)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1983, 368 p.

76. Les Quat-z-étudiants, «Protestons!», *L'Escholier*, vol. 1, n° 12, 13 janvier 1916, p. 1. Dans le paysage journalistique de l'Université Laval à Montréal, *L'Escholier* occupe une place un peu à part. Qu'un tel texte ait pu être publié montre bien le degré d'indépendance dont le journal jouissait. Une telle accusation est d'autant plus grave que M^{gr} Bruchési était vice-chancelier de l'université.

1. Il vous faudra prouver que le Canada est en danger, parce que voisin des États-Unis.

2. Il vous faudra faire la promesse formelle que nous ne servirons pas en dehors du Canada.

Ceci me semble clair. Maintenant, inutile de venir nous ennuyer, si vous n'avez pas rempli ces conditions⁷⁷.

La Première Guerre mondiale a été l'occasion pour les deux communautés étudiantes montréalaises de prendre la mesure de ce que l'on attendait d'elles. Élite de demain, élite de la nation, leur valeur dépendait en grande partie de l'avenir. La réaction des étudiants à la guerre et à la conscription semble indiquer que plusieurs d'entre eux ont intériorisé ce discours.

2.2.3. Une nouvelle élite pour la reconstruction

Alors que s'amorce la reconstruction, les étudiants se présentent régulièrement comme les jeunes par excellence, ceux qui peuvent en prendre le commandement parce qu'ils sont les « aînés parmi les jeunes⁷⁸ ». L'étudiant est décrit comme « la synthèse de tout ce qu'il y a de vibrant dans la jeunesse, sans en écarter les mignons défauts⁷⁹ ». Le rôle d'élite de la jeunesse confère des responsabilités particulières aux étudiants, surtout à l'égard de l'avenir. Tous se chargent de le leur rappeler : « Contre cette dégradation des énergies laborieuses, vous l'avez compris, ARDENTE JEUNESSE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, c'est à vous qu'il appartient de réagir EN RESTAURANT d'abord chez vous, puis chez les autres, LE CULTE DU DEVOIR. [...] Il faut travailler, l'avenir le réclame⁸⁰. » Les étudiants acceptent et reprennent ce discours, comme en témoigne cet exemple parmi d'autres : « Nier le devoir social de la jeunesse étudiante, [...] c'est refuser à sa génération le droit de faire s'épanouir les forces vives qui fermentent en elle, c'est vouloir, en un mot, stériliser le grain qui porte l'espoir et le salut⁸¹. » Rien de nouveau dans cette association

77. Paul Arène, « Notre opinion », *L'Escholier*, vol. 2, n° 21, 16 mars 1917, p. 1.

78. Le 25^e anniversaire de l'ACJC est l'occasion de répéter que les étudiants sont « les chefs naturels de cette élite » que prépare l'association. Hermann Vigeant, « L'ACJC et les étudiants. Pour prolonger les échos du Jubilé d'argent », *QI*, vol. 12, n° 9, 5 décembre 1929, p. 2.

79. La rédaction, « En se quittant », *QI*, vol. 4, n° 27, 4 mai 1922, p. 3.

80. Fra Paulo, « Bien faire... », *QI*, vol. 5, n° 3, 19 octobre 1922, p. 5.

81. Carabi-Scriptor, « Notre devoir social », *QI*, vol. 5, n° 19, 1^{er} mars 1923, p. 1.

de la jeunesse et de l'avenir, si ce n'est que les étudiants s'approprient de manière plus affirmée le rôle que les adultes leur imposaient au cours des années précédentes.

Si l'identité étudiante est associée à la jeunesse, à l'avenir et à la nation, elle est aussi obligatoirement inscrite dans le milieu universitaire. Or, avec la fin de la guerre, le monde de l'éducation supérieure change radicalement. S'opposent désormais deux visions de l'université: l'une américaine, associée à la standardisation des savoirs et à la production de techniciens spécialisés; l'autre plus traditionnelle, héritée des grandes universités européennes dans laquelle l'idéal de formation humaniste demeure fondamental. À ces deux visions s'ajoute un mandat universitaire qui va s'élargissant: la recherche. En raison de ces changements, l'université devient, après la guerre, un sujet de réflexion important auquel les étudiants, et plus particulièrement ceux de l'Université McGill, ne sont pas insensibles. Leur statut social, fondé en partie sur leur situation d'étudiants, dépend de la valeur accordée à la formation universitaire.

Ainsi, la publication d'un article américain en page éditoriale du *Daily* suggère que des étudiants de McGill s'inquiètent de l'idée d'une université qui ressemblerait à une manufacture humaine où les étudiants entrent comme des petits nouveaux et, après quatre années de tentations, sortent de la chaîne de montage comme un produit fini prêt à être livré au monde⁸². Bien que l'accessibilité à une éducation de base ne soit pas contestée par les étudiants, plusieurs souhaitent que l'université demeure le privilège de ceux qui en ont les aptitudes. Pour ceux-là, la valeur de l'éducation universitaire repose dans son caractère élitiste. Dans cette perspective, l'université

is, or at least it should be, the embodiment of the highest attainments in the world of education. But the public are apparently unable to understand this. So they protest, and demand that the standard of the university be dragged in the mire so that the-man-in-the-street has only to stretch out his hand in careless indolence to garner in a university degree. [...]

Merely from a financial point of view every student is a monetary loss to the university. The unnecessary ones should never be allowed to enter, and the University should not attempt to force its degree down the throats of those, whom the Fates never intended for anything more spectacular than a School Leaving Certificate⁸³.

82. «A Human Factory», *Daily*, vol. 9, n° 40, 15 novembre 1919, p. 2. Ce texte, préalablement paru dans un journal universitaire américain, est repris ici en colonne éditoriale.

83. «Quality not Quantity», *Daily*, vol. 10, n° 96, 14 février 1922, p. 2.

Derrière une opinion au premier abord si intransigeante se profile une résistance au modèle américain de plus en plus populaire sur le continent. Dénonçant la démocratisation et la standardisation de l'enseignement supérieur américain, certains remettent aussi en question une nouvelle idée : l'université pratique. En 1925, par exemple, un article du *Daily* commente le projet d'une nouvelle université appliquée à New York, où les étudiants étudieraient en même temps qu'ils travailleraient. L'auteur avance qu'une telle orientation de l'enseignement supérieur marque un détournement de sens, travestissant la fonction même de l'université. Pour appuyer son argumentation, l'étudiant revient sur la conception de l'université élaborée par Newman au milieu du XIX^e siècle. L'homme d'Église disait que, si une fin pratique devait être assignée à l'université, ce ne peut être que de former de bons citoyens (*good members of society*). Newman poursuivait en expliquant qu'une formation universitaire est le moyen ordinaire d'un grand but lui aussi bien ordinaire : celui d'élever la tenue intellectuelle d'une société en cultivant l'esprit public, en purifiant le bon goût national et en remplaçant l'enthousiasme populaire par de vrais principes et les aspirations populaires par des buts sérieux et réfléchis⁸⁴.

Une telle conception de l'éducation universitaire est clairement associée au développement d'une pensée autonome, ici encore en réaction au conformisme associé à l'éducation de masse du modèle américain : « *So let us decide to do our own thinking after this, to form our own opinions irrespective of those held by others. Let us break the bonds of mental laziness, cease being a phonograph record and become the recorder*⁸⁵. » Les étudiants peuvent alors aspirer à un rôle actif dans le fonctionnement des institutions. À ce sujet, il est intéressant de noter que l'expérience de quelques grandes universités américaines est présentée comme un exemple à suivre dans la mesure où les gouvernements étudiants s'y sont vu attribuer des responsabilités étendues. Ainsi peut-on lire dans le *Daily*, en 1927, que les étudiants devraient participer aux politiques éducatives en analysant les programmes scolaires et en faisant des recommandations de la même manière que les comités étudiants l'avaient fait à Harvard, Dartmouth, Oregon, Bowdoin, Kansas and Wesleyan⁸⁶. Même si ce dernier aspect de la transformation du monde universitaire américain est attirant, plusieurs remettent en question l'orientation productiviste qui y est souvent liée. Cette dénonciation s'accompagne d'une critique du monde industriel ou, du moins, de la manière dont les grands industriels envisagent l'éducation. On dénonce le fait que ces grands entrepreneurs

84. « The University Aim », *Daily*, vol. 14, n° 77, 22 janvier 1925, p. 2.

85. « Don't Be a Phonograph », *Daily*, vol. 15, n° 39, 14 novembre 1925, p. 2.

86. « The College of the Future », *Daily*, vol. 16, n° 74, 12 janvier 1927, p. 2.

espèrent que les « produits » des universités en viennent à ressembler aux produits stéréotypés et standardisés qu'ils produisent eux-mêmes dans leurs usines, condamnant ainsi dans le système universitaire l'élément même qui le distingue du leur⁸⁷. C'est toute la question de la valeur de l'éducation universitaire qui est en jeu : peut-on évaluer en termes pécuniaires une formation universitaire ? Pour certains, il faut plutôt se réjouir qu'il soit encore possible, dans certaines universités, d'éduquer l'esprit humain sans lui attacher de valeur monétaire, puisqu'il s'agit d'un fruit de la civilisation qui n'a pas de prix⁸⁸. Dans une telle perspective, les étudiants accordent une importance à l'élitisme de leur formation : « *The only aristocracy democracy should recognize is an aristocracy of the educated. Distinction by grace of a fat bank account or by accident of birth is intolerable. Since aristocracies like the poor, will always be with us, let them in all reason be nobilities of the mind*⁸⁹. »

Dans un jeune pays comme le Canada, où l'ascension sociale apparaîtrait possible, l'éducation est présentée comme le principal moyen d'accéder aux plus hautes sphères de la société. L'université représente alors le meilleur outil pour « *turning boys and girls into citizens and leaders of to-morrow*⁹⁰ ». Cette visée nationale n'est pas exclusive aux étudiants, et elle est grandement partagée par les autorités mcgilliennes. L'université n'hésite pas à se targuer d'avoir la réputation de former le « *the best type of Canadians*⁹¹ ». Quelques années après la guerre, alors que le pays retrouve son optimisme, le principal Currie demande aux étudiants de se préparer à jouer leur rôle de leaders. Jour après jour, dit-il, l'horizon s'éclaircit ; l'avenir est rempli de promesses et le succès récompense l'effort. Le pays cherche des chefs, des chefs de la pensée autant que de l'action. Currie renchérit en affirmant que la part que les hommes de McGill ont joué en temps de guerre sera aussi la leur en temps de paix, alors que les victoires et la renommée les attendent⁹². Une dizaine d'années plus tard, commentant un discours du chancelier Beatty à propos du rôle de l'université dans la vie nationale, un éditorialiste du *Daily* renchérit :

Undoubtedly the Chancellor is right in setting up for an objective in a Canadian educational system the production of men who can grasp our young country's problems. The nation needs native sons trained in her

87. « Critics », *Daily*, vol. 12, n° 55, 5 décembre 1922, p. 2.

88. « Success in Life or in Living », *Daily*, vol. 14, n° 51, 29 novembre 1924, p. 2.

89. « The Aristocracy of the Educated », *Daily*, vol. 17, n° 62, 10 décembre 1927, p. 2.

90. « Criticism of Universities », *Daily*, vol. 17, n° 7, 6 octobre 1927, p. 4.

91. « Canadianism », *Daily*, vol. 14, n° 90, 6 février 1925, p. 2.

92. A. W. Currie, « To all McGill Men: Greetings », AUMcG, RG 2, c. 49, f. 618, 23 avril 1921.

*youthful traditions to engage in research, to go into business, to adopt the professions and to aid in her development. The great majority of Canadian youth must apply their talents to the homely problems which now face us and which for many years to come will continue to influence the Dominion's growth*⁹³.

Tous ne seront pas appelés à jouer ce rôle d'élite sur la scène politique. Ce n'est pas une raison, de l'avis de certains, pour se défilier des responsabilités démocratiques qui incombent à tout citoyen éduqué. Une telle opinion est d'ordre à semer le doute sur la capacité de la masse « non éduquée » à participer de façon éclairée à la cité.

*Democracy is not entirely immune from the same damning indictment which is justly leveled at the theory of the "Divine Right of King". While majority rule must hold because it is infinitely better than oligarchy, it is not infallible in matters of judgment nor free from the tendency to succumb to political expediency. It only takes the vote of one ignorant, illiterate ditch-digger to nullify the vote of a professor of political economy or of constitutional law*⁹⁴.

Il est possible de dégager un lien entre cette conception de la démocratie et la dénonciation vigoureuse, de la part des étudiants de McGill, du modèle universitaire américain. Convaincus que la survie de la démocratie dépend de la qualité des dirigeants, certains avancent qu'il n'y a pas de voie plus sûre pour éliminer les élites qu'une éducation diluée par la standardisation et la démocratisation⁹⁵. Les dirigeants espérés sont des créateurs d'opinion publique, des chercheurs, des émetteurs de nouvelles idées. C'est sur eux que, de l'avis du *Daily*, repose l'avenir du Canada⁹⁶.

Lorsque les étudiants obtiennent leur diplôme d'études universitaires, ils achèvent leur formation scolaire et ils se trouvent prêts à « entrer dans le monde », à jouer le rôle d'élite pour lequel ils ont été formés. À McGill, autorités et étudiants insistent régulièrement sur ce point. En fait, chaque année ou presque, au moment de la *Convocation*, c'est-à-dire lors de la remise des diplômes, un semblable discours est prononcé : « *During our undergraduate days we are engaged in learning – not merely training of the brain, but training of the eye and heart – and on graduation we enter the sphere of application of the principles we have imbibed*⁹⁷. » Pour les étudiants, la fin des études marque donc un seuil officialisant la fin de la jeunesse et l'entrée dans le monde des adultes. Pour les autorités, la cérémonie de la remise

93. « Cream and Culture », *Daily*, vol. 20, n° 87, 29 janvier 1931, p. 2.

94. « Our Debt to Canada », *Daily*, vol. 14, n° 107, 27 février 1925, p. 3.

95. « Whither Education ? », *Daily*, vol. 16, n° 24, 27 octobre 1926, p. 2.

96. « Time for Reflection », *Daily*, vol. 16, n° 39, 15 novembre 1926, p. 2.

97. « Graduation », *Daily*, vol. 8, n° spécial, 5 mars 1919, p. 4.

des diplômés symbolise l'existence de l'institution : des citoyens fonctionnels et des hommes complets sont maintenant, grâce à leurs bons soins, fin prêts à entrer dans le monde, à y exercer la profession pour laquelle ils ont reçu leur formation, et à faire rayonner le nom de l'alma mater dans toutes les sphères d'activité. Repris par les étudiants, ce discours tourné vers l'avenir laisse parfois transparaître une certaine amertume : « *Many of the students in universities are still minors and their opinions are worth anything politically. [...] And although the opinions of students may not be worth much at present, in a few years these same students will be old enough to vote and may even be moulding the opinion of the nation in political matters*⁹⁸. »

À l'Université de Montréal, les considérations nationales – nationalistes plutôt – sur l'éducation restent également au centre du discours des autorités après la guerre. Ces dernières doivent justifier leur tâche de formation d'une élite auprès de la population afin d'obtenir son appui financier. À la suite de l'incendie de 1919, le secrétaire général, Édouard Montpetit, en appelle à la communauté pour financer la reconstruction.

C'est que l'université est une œuvre nationale [...] Elle prépare une élite. Elle doit donner à la nation des compétences qui, unies dans le travail, constitueront les plus sûrs éléments de la supériorité totale vers laquelle nous aspirons. Cette supériorité, nous la voulons d'abord pour nous et sans céder à la manie, qui nous est facile, de nous comparer aux autres. Mais, une fois assurée, elle nous attirera le respect et l'admiration ; elle sera la justification de nos exigences et par surcroît elle contribuera à la grandeur du pays tout entier⁹⁹.

Les autorités voient dans l'université le lieu par excellence où se forme une élite prête à servir : « Ces phalanges de beaux jeunes hommes qui sortent de nos cours, leur parchemin à la main, qualifiés, bien préparés, pleins d'ardeur pour aller se donner à leurs nouveaux devoirs et fortifier notre élite sociale, c'est la manifestation et le rendement de l'œuvre universitaire¹⁰⁰. » À cet idéal, certains étudiants adhèrent sans réserve. Un d'entre eux ne disait pas autre chose lorsqu'il s'adressait à ses collègues : « Soyons prêts, chers camarades, nous qui sommes les hommes de demain. Notre patrie a besoin de nos efforts, de notre dévouement et de notre défense¹⁰¹. »

98. «For Future Peace», *Daily*, vol. 19, n° 119, 6 mars 1930, p. 2

99. Édouard Montpetit, «Le rôle de l'Université», *QI*, vol. 2, n° 8, 19 février 1920, p. 1.

100. Édouard Montpetit, «Collation des grades», AUdM, D 35/501, 27 mai 1927.

101. J. H., «Le rêve d'hier sera la réalité de demain», *QI*, vol. 5, n° 9, 7 décembre 1922, p. 1.

À l'instar des autorités, les étudiants de l'Université de Montréal demeurent généralement fidèles à l'idéal humaniste de l'éducation supérieure où la culture générale détient une valeur incontestée: «Cultivons-nous: nous ne vaudrons que par notre culture. Élargissons notre vie en devenant plus humains, plus accessibles à tout ce qui touche l'homme. Que ce soit le mot d'ordre: HUMANIORES¹⁰²!» L'université n'est pas nécessairement l'institution de référence dans les réflexions des étudiants sur l'éducation puisque la formation humaniste et générale menant à l'obtention du baccalauréat demeure le mandat des collèges classiques. Toutefois, une fois les portes de l'université franchies, on exhorte les étudiants à se cultiver, à ne pas fermer leurs horizons aux seules limites de la profession choisie.

La formation classique, généralement associée aux humanités, ne suffit cependant plus pour un nombre grandissant d'étudiants qui souhaitent y adjoindre une formation scientifique, complémentaire et compatible avec la modernisation de la société. À l'Université de Montréal, l'importance du développement des sciences pour la nation sert aussi l'argumentation: «Il faut que la formation classique se complète d'une préparation plus adéquate au rôle que notre jeunesse est appelée à jouer, d'une initiation à d'autres professions tout aussi honorables et dont le pays a besoin pour se développer¹⁰³.» La notion d'élite de demain ne s'estompe pas, elle s'adapte plutôt aux conditions d'un monde en voie de modernisation.

Après, comme avant et pendant la guerre, le milieu universitaire est mêlé de près à la question nationale. Les étudiants et les autorités des deux universités partagent une même croyance dans le rôle national de l'université. La nation de référence diffère, mais la rhétorique qui lui est associée est assez semblable. Poursuivant leur réflexion, ils constatent que l'université possède une fonction vitale pour le pays, celle de former une élite. La place des étudiants dans le monde s'articule donc, bien souvent, autour de l'idée qu'ils constituent cette élite en devenir et que leur valeur sociale dépend de ce statut différé.

102. Atticus, «Humaniores!», *Ql*, vol. 4, n° 3, 27 octobre 1921, p. 1.

103. Léon Lortie, «Formation scientifique», *Ql*, vol. 6, n° 37, 29 février 1924, p. 1. Lortie prend la peine de mentionner que son opinion est partagée par des personnes aussi influentes qu'Émile Chartier, Édouard Montpetit et Omer Héroux.

2.3. Une «bouillante ardeur» à contenir

Comme l'explique Olivier Galland, toutes les enquêtes et les essais de définition de la jeunesse qui se succèdent au début du XX^e siècle marquent son existence comme catégorie sociale et « tout se passe comme si sa promotion l'avait désignée comme objet social sur lequel la société avait le devoir d'intervenir¹⁰⁴ ». Les étudiants, en plus d'être partie prenante de cette jeunesse, en forment l'élite et, pour leur communauté, ils représentent en plus l'élite de demain. Un tel groupe, caractérisé par son enthousiasme et son exubérance et destiné à de si grandes choses doit donc être encadré. Moralement pour commencer, et disciplinairement si la première approche ne suffit pas.

2.3.1. L'encadrement moral

À tout encadrement moral doit correspondre une certaine autorité. Dans le cas universitaire, la relation d'autorité qui s'établit entre les professeurs et l'administration, d'une part, et les étudiants, de l'autre, repose en partie sur l'âge, garantie d'une plus grande expérience. Administration et professeurs justifient en outre cette autorité par leur responsabilité éducative envers les étudiants; ces derniers répondant généralement assez bien à cette sollicitude, dans la mesure où les adultes concernés remplissent leur tâche avec diligence et compétence.

À l'Université Laval, les autorités exercent une influence morale qui permet au doyen de la Faculté de droit de l'Université Laval à Montréal de s'adresser aux étudiants sur un ton très paternel à la rentrée de 1916. Son discours est bien reçu par les étudiants, tellement que de l'avis du journaliste de *L'Escholier* qui rapporte les paroles du doyen, l'émotion était palpable dans l'amphithéâtre lorsque le doyen a tenu ces propos :

Je vous ai parlé comme un père à ses enfants, et il est naturel que je le fasse. D'abord en ma qualité de doyen, il est de mon devoir de vous donner des conseils paternels. Ensuite, étant seul, sans femme et sans enfants, je me plais à prodiguer à vous, mes enfants, tout mon amour de père. Vous êtes mes enfants véritables et affectionnés¹⁰⁵.

Au début de son discours, le doyen Archambault fait cependant appel au sentiment de liberté des étudiants en affirmant : « Vous ne serez pas ici retenus par une règle sévère, vous serez libres¹⁰⁶. » Ce n'est donc

104. Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, op. cit., p. 33.

105. « Réouverture des cours », *L'Escholier*, vol. 2, n° 1, 22 septembre 1916, p. 4.

106. *Ibid.*

pas en invoquant des règlements qu'il demande aux étudiants de se tenir loin des cafés « où l'on sert des boissons enivrantes », mais plutôt en jouant sur leur honneur, en expliquant qu'à cause de leur statut d'élite, ils doivent donner l'exemple.

Si les autorités s'adressent régulièrement à leurs protégés sur un ton de confiance, les étudiants utilisent la plupart du temps un vocabulaire déférent et poli envers leurs aînés. L'expérience de ces derniers, de même que leur bagage de connaissances suscitent, sinon toujours l'admiration, du moins la considération des étudiants et consolident les fondements de leur autorité morale : « Bien qu'un peu légers parfois, nous comprenons néanmoins qu'il nous importe d'avoir pour nous guider à travers les dangers d'une bouillante cléricature, de ces hommes sages et mûris d'expérience qui peuvent nous imprimer une direction sûre et prudente vers le bien¹⁰⁷. » Ce respect n'empêche pas les étudiants de se sentir parfois délaissés par leurs aînés. Certains leur reprochent alors assez sévèrement de ne pas leur prêter l'oreille attentive dont ils ont besoin. L'enquête déjà citée sur la jeunesse menée par *L'Étudiant* en 1914 vise à faire connaître aux adultes les aspirations, les peurs et les idées des jeunes :

Nous livrons toutes ces opinions à nos lecteurs, à tous les gens qui nous veulent du bien; nous prions surtout ceux qui ont la charge de la jeunesse étudiante dans les collèges ou à l'Université, de bien méditer les « idées » de la jeunesse actuelle et de se demander s'ils ne sont pas un peu responsables de cette peur de vivre, de ce découragement avant la lutte qui se manifeste chez la plupart de nos correspondants, et s'il ne leur serait pas facile d'améliorer notre situation ou celle de nos cadets¹⁰⁸.

D'une certaine manière, une telle initiative en appelle au sens des responsabilités des adultes. Jacques Hermil leur demande de se poser en guides éclairés et surtout attentifs de la jeunesse : « Qu'on écoute notre voix lorsque nous protestons contre une injustice, une iniquité, et nous deviendrons plus humains nous-mêmes¹⁰⁹. » Trois années plus tard, un banal incident disciplinaire donne l'occasion à certains de questionner l'autorité morale des professeurs, au moins de l'un d'entre eux. Dans une classe de Polytechnique, quelques étudiants s'étaient mis à chahuter. Rien d'exceptionnel en cela, sauf que le professeur demande à ce que les coupables se déclarent ou que leurs collègues les dénoncent. Outré par le refus des étudiants, il demande alors au directeur de l'école de suspendre toute la classe. Un article de *L'Escholier* dénoncera le ridicule de la situation en

107. « Le nouveau vice-recteur », *Le Journal des étudiants*, vol. 1, n° 3, 26 octobre 1895, p. 2.

108. Jacques Hermil, « Notre enquête », *L'Étudiant*, vol. 3, n° 20, 2 avril 1914, p. 1.

109. Jacques Hermil, « Les coupables », *L'Étudiant*, vol. 3, n° 16, 6 mars 1914, p. 1.

insistant sur le fait que la peine est loin d'être proportionnelle à la faute. Son auteur, publiant sous un pseudonyme, ira de sa suggestion: «l'unique moyen à prendre pour éviter tout désordre à l'avenir serait-il de traiter vos élèves en hommes et non pas en collégiens¹¹⁰».

Toute l'ambiguïté du statut d'étudiant universitaire prend ici son sens: souvent adultes sur le plan légal, les étudiants sont néanmoins considérés comme des jeunes. Certains adultes comprennent assez bien la situation, mais ils ne vont jamais jusqu'à prêcher l'autonomie complète pour les étudiants. Lionel Groulx, toujours attentif aux jeunes, sait bien que des étudiants universitaires ne peuvent être encadrés comme des collégiens, mais «la tutelle ou le paternalisme clérical s'exerçant sur les adultes, il serait impensable que la jeunesse pût s'y soustraire¹¹¹». Les étudiants eux-mêmes ne remettent habituellement pas leur jeunesse en question, ni l'encadrement qui vient avec, ils en ont surtout contre l'arbitraire de certaines décisions.

À McGill, les autorités sont tout aussi préoccupées que leurs homologues lavalienne de maintenir les étudiants dans le droit chemin. En 1896, par exemple, leur autorité morale s'illustre par l'émission d'un règlement concernant la Undergraduates' Literary Society. Soucieuse de définir les sujets acceptables lors de ses réunions et de ses débats, les responsables de cette association s'adressent aux autorités. Celles-ci répondent que les questions religieuses controversées sont interdites et ajoutent que les sujets susceptibles de créer des sentiments négatifs à l'intérieur de l'université ou contre l'institution doivent être exclus des débats¹¹².

Les remises en question de l'autorité morale des instances universitaires par les étudiants de McGill sont assez peu fréquentes au cours de ces années. La collaboration semble être de mise la plupart du temps, et les étudiants font preuve d'un assez grand respect envers leur alma mater. C'est ainsi qu'en 1905, un éditorial de l'*Outlook* enjoint les étudiants à ne plus se servir du journal pour exprimer leurs doléances envers les professeurs afin, notamment, de ne pas nuire à la réputation de l'université: «*We do not claim that there has not been cause of complaint. Far from it; things human – men and their creations – are only relatively perfect. But we earnestly solicit a generous regard for the difficulties and weaknesses of our authorities and advise that we exercise more caution about what we say of our university to*

110. Chi Losa, «Au Polytechnique», *L'Escolier*, vol. 2, n° 21, 16 mars 1917, p. 1.

111. Pierre Trépanier, «L'étudiant idéal vers 1913», *Les Cahiers des Dix*, n° 55, 2001, p. 138.

112. Extrait d'un procès-verbal de la Corporation de l'Université McGill, «Undergraduate Literary Society», AUMcG, RG 8, c. 6, f. 16, 22 avril 1896.

*the world*¹¹³. » La réserve du journal étudiant n'est cependant pas toujours aussi claire et il arrive que les pages des journaux de l'époque publient des critiques envers l'institution. L'assistance obligatoire aux cours est un des sujets qui soulèvent le plus de passions. En 1910, une lettre publiée dans le *Martlet* dénonce cette règle en soutenant qu'elle est l'illustration d'un manque de confiance des autorités envers les étudiants. L'auteur de cette lettre déplore que les étudiants soient traités comme des écoliers du *high school* plutôt que comme des étudiants dotés de jugement¹¹⁴.

L'encadrement moral n'est pas que le fait des autorités. Les étudiants entretiennent aussi des relations hiérarchisées avec les professeurs. En règle générale, ils souhaitent que ces rapports soient cordiaux et qu'ils ne se limitent pas aux quelques heures hebdomadaires passées en classe. Malgré des différences majeures entre le corps professoral de McGill et celui de l'Université de Montréal – le premier étant composé d'une plus grande proportion de professeurs de carrière –, les étudiants des deux institutions expriment sensiblement les mêmes espoirs envers leurs maîtres : en plus de dispenser leurs cours, ces derniers doivent faire preuve d'un engagement personnel envers leurs étudiants.

Durant l'année scolaire, quelques étudiants de McGill vivant en pension sont privés de la présence quotidienne de leurs parents, et ils estiment que les professeurs peuvent en partie les remplacer en prodiguant les conseils éclairés d'un adulte. Certains envisagent même d'officialiser la relation entre professeurs et étudiants par un système de parrainage¹¹⁵. Mais pour jouer adéquatement le rôle de tuteur, encore faut-il que les professeurs correspondent à l'idéal que les étudiants se font d'eux :

*And the perfect professor has faith in his students. He loves youth for its own sake, as he loves his subject, keeps himself young among his students, and sees through their eyes the importance of matters that engross them. He is not contemptuous of their little learning, not embittered by their failures. He can arouse their interest, and kindle their enthusiasm for the subject he is teaching. This is the final touchstone of professorial perfection – the ability to instill the student with an enthusiasm for the subject of his study – and it demands not only faith in the subject, and faith in the student, but makes imperative the teacher's faith in himself*¹¹⁶.

113. «A Rejoinder», *Outlook*, vol. 7, n° 20, 6 avril 1905, p. 498.

114. H. W. S., «Correspondence», *Martlet*, vol. 2, n° 10, 13 janvier 1910, p. 21.

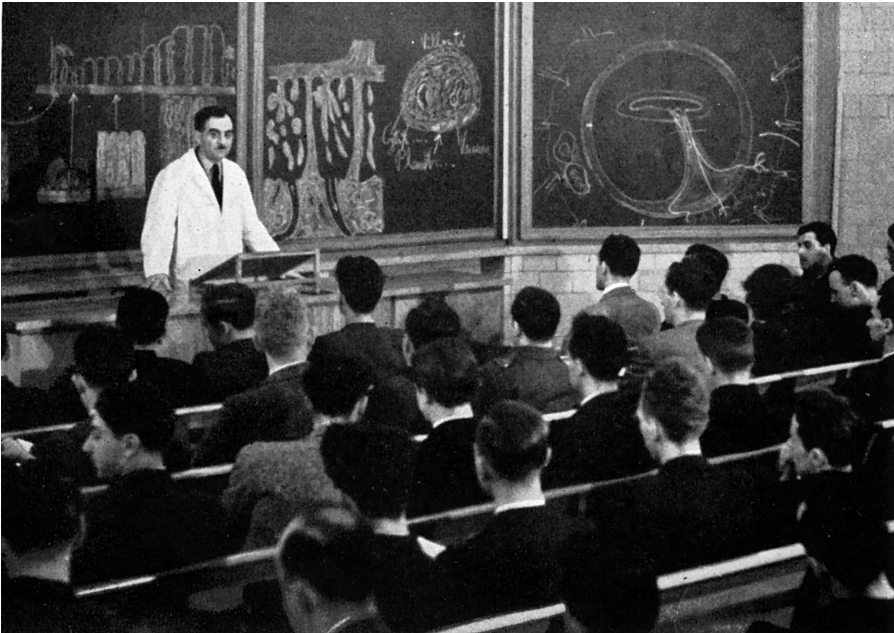
115. «Social Life and the Staff», *Daily*, vol. 8, n° 111, 21 mars 1919, p. 2.

116. «The Perfect Professor», *Daily*, vol. 12, n° 99, 19 février 1923, p. 2.

Autrement dit, les étudiants attendent du professeur idéal qu'il soit plus qu'un expert et qu'il soit en mesure de maintenir l'ordre dans sa classe. Il doit considérer ses étudiants comme des personnes tout en instaurant un climat d'harmonie¹¹⁷. Un tel climat est nécessaire à l'engagement complet des étudiants dans leur propre éducation, car on reproche souvent à ces derniers de ne voir dans le collège qu'un stade sportif (ou une salle de bal) auquel des salles de classe auraient été ajoutées pour la forme. Si seulement un contact amical pouvait s'établir entre les professeurs et les étudiants, l'apprentissage, pense-t-on, deviendrait la plus agréable partie de la vie étudiante¹¹⁸.

Figure 5

Professeur devant sa classe, Université de Montréal, 1943



Source : Université de Montréal, Division des archives, documentaire, 1943.

Derrière ce désir de collaboration étroite se profile parfois une dénonciation des professeurs qui se contentent de lire leurs cours de manière mécanique sans s'investir dans leur enseignement. En 1930, des étudiants proposent un moyen concret d'évaluer le travail des professeurs : préparer, comme cela se fait à Harvard, un livre d'évaluation des cours, de sorte

117. «Professors», *Daily*, vol. 9, n° 112, 25 février 1920, p. 2.

118. «Familiarity Breeds Contempt», *Daily*, vol. 17, n° 57, 5 décembre 1927, p. 2.

que les étudiants puissent choisir leurs cours en toute connaissance de cause. Cette mesure aurait comme effet de garder les professeurs alertes et de s'assurer que les critiques, effectuées dans un cadre précis, mènent à des changements concrets¹¹⁹. Une telle réclamation se fonde sur l'idée déjà connue voulant que l'étudiant doit au moins se voir reconnue l'aptitude à décider s'il bénéficie pleinement de ses cours, puisque c'est quand même lui qui doit les subir¹²⁰...

Les étudiants de l'institution francophone partagent avec leurs confrères de McGill la conviction que le rôle des professeurs ne se limite pas aux salles de cours, et que ces derniers peuvent et doivent exercer une influence positive sur les jeunes en acceptant la tâche de conseiller et de guide. Dans cette perspective, le *Quartier latin* leur ouvre ses pages en expliquant qu'« [i]ls trouveront dans le journal un moyen d'exercer sur les esprits une action beaucoup plus vaste que dans une simple salle de cours, et ce sera pour nous tous étudiants un apport très précieux¹²¹ ». Pour quelques années à tout le moins, il semble bien que les professeurs répondent à l'appel¹²². Dans le même ordre d'idées, un président de l'AGEUM, invité à prendre la parole lors d'un dîner du Cercle universitaire, estime que les rapports entre les maîtres et les étudiants doivent reposer sur la bienveillance des premiers. « Messieurs, les étudiants qui peuvent pousser leurs imperfections jusqu'à la turbulence, sont toujours touchés par des paroles amies, même impératives, même si elles peuvent paraître sévères. Et de telles paroles les rendent très habituellement soumis à la discipline et à l'autorité¹²³. » Quelques années plus tard, un autre président de l'association insiste sur les avantages d'une telle relation :

Et vous, Messieurs les Professeurs, nous voudrions vous connaître davantage, nous voudrions qu'en plus d'admirer en vous des savants, nous puissions estimer ces éducateurs et aimer des collaborateurs. Nous voudrions, en des réunions intimes où l'habit aurait avantageusement remplacé la toge, vous dire ce que nous pensons, craignons, espérons, afin qu'à votre tour, voyant en nous plus que des auditeurs passifs, vous nous enseigniez à penser mieux, à craindre moins et à espérer plus fermement¹²⁴.

119. « Backbone », *Daily*, vol. 20, n° 40, 17 novembre 1930, p. 2.

120. « The Weak Spot », *Daily*, vol. 10, n° 114, 7 mars 1921, p. 2.

121. Errol Boucher, « Votre concours pour le *Quartier Latin* », *QI*, vol. 4, n° 1, 11 octobre 1921, p. 1.

122. Léon Lortie, « Notre bilan », *QI*, vol. 7, n° 25, 16 avril 1925, p. 1.

123. Renault Miville-Déchêne, « Discours du président de l'AGEUM au Cercle Universitaire », *QI*, vol. 10, n° 4, 27 octobre 1927, p. 1.

124. Roger Larose, « Discours du président de l'AGEUM au Cercle Universitaire », *QI*, vol. 14, n° 3, 22 octobre 1931, p. 3.

2.3.2. Lorsque l'encadrement moral ne suffit pas : la discipline

À l'encadrement moral essentiel pour garantir une formation complète aux étudiants s'ajoute l'encadrement disciplinaire qui vient compléter les faiblesses du premier. Si, au cours de la période, les autorités perçoivent les étudiants comme des jeunes, ces derniers font beaucoup pour leur donner l'occasion de le croire. La question de la discipline fait couler beaucoup d'encre, et les occasions d'exercer leur pouvoir ne manquent pas aux responsables universitaires.

À Laval, les autorités savent combien la jeunesse commande un encadrement disciplinaire ; elles estiment par ailleurs que les étudiants comprennent et acceptent cet état de fait :

Que dirais-je surtout de cette jeunesse que Bossuet compare à un vin fumeux à cause de sa bouillante ardeur ? Le jeune âge éprouve parfois le besoin de faire des manifestations de joie et est alors exposé à des écarts qu'il est difficile de toujours prévenir. Faut-il lui faire un crime de ces moments de vivacité et d'oubli ? Non, je crois, si cela ne provient pas d'un parti pris d'opposition aux principes religieux et sociaux. Or, comme témoin assidu et bien informé, je puis rendre témoignage au bon esprit de nos chers étudiants. Chaque jour, je m'en aperçois, on apprécie davantage la sagesse, l'utilité et la douceur de nos règlements universitaires¹²⁵.

Ce « vin fumeux » se fait voir dans les rues de Montréal et la « bouillante ardeur » de la jeunesse agite le quartier latin au début du siècle. En 1905, par exemple, de la correspondance est échangée entre la police de Montréal et les autorités universitaires à la suite de plaintes reçues par les forces de l'ordre. La police demande aux autorités de faire en sorte que les étudiants cessent d'importuner les passants – et surtout les jeunes filles – qui se promènent à l'angle des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine. C'est parce qu'elle reconnaît la responsabilité disciplinaire des autorités, et ce, même en dehors des murs de l'institution, que la police s'adresse directement à celles-ci. Ce lien disciplinaire est souligné avec encore plus d'éloquence au début de 1915, alors que des actes de vandalisme envers des équipements de la compagnie de tramway sont commis par des jeunes à la sortie d'un match de hockey¹²⁶. La compagnie

125. « Adresse de M. le chanoine Racicot, vice-recteur, à S. G. M^{gr} Bruchési, vice-chancelier », AUM, D 35/341, 30 octobre 1897, p. 293-294 (paru dans *La Semaine religieuse*, octobre 1897).

126. Il est bien dommage que les journaux étudiants ne puissent fournir des informations supplémentaires à ce sujet. En effet, au cours de l'année scolaire 1914-1915, *L'Étudiant* n'a paru que du mois de décembre 1914 à la mi-janvier 1915.

accuse directement les étudiants et demande aux autorités de voir à ce que de tels événements ne se reproduisent plus. Après interrogation, le secrétaire général prend la défense des étudiants et refuse de les accuser tous pour l'égarement de quelques-uns¹²⁷. Il est cependant révélateur que le gérant de la compagnie de tramway se soit plaint directement aux autorités supérieures de l'université. Le lien d'autorité entre les étudiants et les autorités universitaires semble donc avoir été bien ancré dans la société. Cet épisode est aussi symptomatique de la mauvaise réputation des étudiants : lorsque des jeunes sont impliqués dans des actes de vandalisme, on se tourne régulièrement vers l'université pour trouver les coupables.

Pour les étudiants, la confrontation avec la police constitue souvent une façon de s'affirmer, comme l'explique Victor Barbeau dans *La tentation du passé*, alors qu'il revient sur ses années d'études à l'Université Laval à Montréal et qu'il se remémore les relations plutôt tendues entre les étudiants et les forces de l'ordre. « Cent couplets, écrit-il, ont longtemps illustré les sentiments que nous inspiraient leur bâton et leur panier à salade. Tout commençait par des chansons. Suivaient la bagarre et les coups et, en dernier ressort, la Cour du Recorder sous l'inculpation textuelle "d'avoir obstrué un agent dans l'exercice de ses fonctions"¹²⁸. » Mais le statut d'étudiant conférait certains privilèges tacites dont les « escholiers », tout comme les khâgneux français étudiés par Sirinelli, étaient bien conscients :

Une loi, non écrite il va sans dire, conférait à l'Université le droit d'asile. Que ce fût à l'intérieur ou sous le portique que nous avions baptisé « le promontoire de la pensée française en Amérique », l'accès de l'Université était interdit aux empêcheurs de tourner en rond. C'est là que nous nous rassemblions pour chanter victoire même dans la défaite. Une seule fois les agents eurent-ils la témérité de vouloir nous en déloger. Ils durent aussitôt battre en retraite de même que les piétons rue Saint-Denis sous le jet puissant des lances à incendie que nous avions tirées de l'intérieur¹²⁹.

127. Lettre d'Arthur Gaboury, surintendant de la Montreal Tramways Company, adressée à Sa Grandeur Monseigneur Bruchési, AUdM, D 35/1393, 15 janvier 1915. Lettre de l'abbé Léonidas Desjardins, secrétaire général de l'Université Laval à Montréal, adressée à Arthur Gaboury, surintendant de la Montreal Tramways Company, AUdM, D 35/1393, 18 janvier 1915.

128. Victor Barbeau, *La tentation du passé*, Montréal, Les Éditions de la Presse, 1977, p. 48-49.

129. *Ibid.*, p. 50.

Devant ces débordements, les autorités de Laval, soucieuses de modérer les ardeurs d'une jeunesse impétueuse et enthousiaste, prennent divers moyens pour contrôler la vie de leurs étudiants. Ces moyens ne se résument pas toujours à des règlements disciplinaires. En 1911, par exemple, il existe une pratique institutionnelle selon laquelle les parents des étudiants qui échouent aux examens de fin d'année sont directement informés de cet échec par le doyen de la faculté et le secrétaire général de l'université. Les autorités entérinent ainsi le lien parental, même dans les cas où les étudiants sont majeurs au sens légal du terme. La surveillance serrée de la Maison des étudiants illustre aussi la discipline exercée par les autorités sur les activités extra-académiques des étudiants. À la Maison des étudiants, c'est le vice-recteur qui est le premier responsable de la discipline. À ce titre, il est investi du pouvoir d'en radier des membres pour diverses raisons énoncées dans les règlements constitutifs :

Au nombre des motifs graves entraînant la radiation d'un membre de la maison, sont compris tout prêt d'insignes ou de cartes d'identité; toute participation en qualité de membre de la Maison à un acte politique quelconque; la fréquentation habituelle des cabarets; un usage immodéré des liqueurs enivrantes; le fait d'en apporter ou d'en consommer au siège social et dans aucun de ses locaux; le scandale donné en quelque manière que ce soit¹³⁰.

Mais, qu'est un « scandale » aux yeux du vice-recteur, et où se trouve la limite entre un usage modéré et immodéré d'alcool? Le vice-recteur possède donc un pouvoir discrétionnaire assez important qui s'étend, en principe, au-delà des limites physiques de l'université. Cette emprise ne diminue pas au cours des années suivantes, au contraire. Loin d'aller en s'adoucissant, la discipline universitaire semble s'accroître, particulièrement à la toute fin de la Première Guerre mondiale. Le nouveau secrétaire général, l'abbé Émile Chartier, élabore alors un programme pour mieux réglementer les activités étudiantes¹³¹. Il souhaite notamment reprendre le contrôle des élections étudiantes qui, à son avis, ont dépassé les limites de l'acceptable en donnant lieu à des cabales et à des excès d'alcool. En fait, elles ressemblent peut-être trop aux élections politiques fédérales, provinciales ou municipales, abondamment dénoncées durant ces années. En raison de leur jeunesse et de la naïveté qu'on leur prête, les étudiants ne peuvent pas, de l'avis des autorités, être exposés sans danger aux affres de la politique, d'où l'importance de bien encadrer les élections étudiantes. On remarque dans ce discours un écho aux arguments adressés aux femmes

130. « Règlements de la Maison des étudiants », AUdM, D 35/4, 3 juillet 1907, p. 2.

131. Émile Chartier, « Université Laval de Montréal. Administration générale », AUdM, D 35/67, 16 janvier 1918, p. 2 et 4.

pour leur refuser le droit de vote à la même époque. Une telle similitude n'étonne pas : jeunes et femmes sont considérés comme des mineurs par la société et doivent, à ce titre, être protégés. Dans son programme de 1918, l'abbé Chartier souhaite aussi l'abolition pure et simple des bals, banquets et concerts étudiants, surtout en période de guerre, et leur remplacement par les fêtes patronales facultaires, délaissées depuis quelques années. Pour le secrétaire général, il importe de rehausser le caractère catholique de l'université, en même temps que d'assurer la morale des étudiants par un meilleur encadrement de leurs activités. Deux ans plus tard, c'est au tour du Comité exécutif de l'université de réitérer ses règlements disciplinaires et de préciser les motifs de renvoi pour les étudiants. S'il semble aller de soi qu'un étudiant ayant été trouvé coupable d'un vol grave à l'université en soit exclu, d'autres articles du règlement universitaire apparaissent plus arbitraires :

Art. 1. Le renvoi immédiat et au moins illimité est toujours prononcé contre tout étudiant qui est convaincu

- a) de participer à un commerce illicite de liqueurs alcooliques ;
- b) d'être un habitué des jeux à l'argent ;
- c) de fréquenter des maisons louches et les prétoires où se plaident les causes immorales ;
- d) de propager les maladies vénériennes par contamination volontaire ;
- e) d'avoir attiré à sa pension, pour des fins immorales, des personnes du sexe, spécialement des mineures ; [...]

Art. 2. Le renvoi immédiat et définitif est toujours prononcé contre l'étudiant qui est convaincu d'avoir commis un acte passible d'une poursuite devant les cours criminelles, v.g. l'avortement directement ou indirectement pratiqué, etc.¹³².

Faute de documents, il est toutefois difficile de conclure à l'application rigoureuse de tous ces règlements. Comme groupe, les étudiants donnent l'impression de s'en être accommodés, du moins officiellement, même si, individuellement, rien ne permet de dire qu'ils s'y sont soumis aveuglément. L'absence de remise en question collective de l'autorité et de l'application des règlements n'a pas empêché les étudiants de se faire reconnaître pour leurs frasques, au moins à l'extérieur des murs de l'université.

132. « Comité exécutif de l'Université. Arrêté du 17 décembre 1920 », AUdM, P 2/2.10, 17 décembre 1920.

Les cas d'indiscipline sont aussi très nombreux à l'Université McGill, les altercations avec la police, fréquentes, et les accusations de vandalisme se répètent au cours de la période. On a vu l'épisode de vandalisme et d'explosion de pétards de 1906 qui a mené, en bout de ligne, à la création de la Students' Society. La manière dont le principal Peterson a réglé le dossier, en laissant aux étudiants la charge de trouver et de punir les coupables – tant que le Committee on Morals and Discipline approuvait les sanctions –, illustre bien la différence d'approche disciplinaire dans les deux universités. Contrairement à ce qui se passe à l'UdM où la docilité des associations étudiantes n'est pas vraiment mise à profit par les autorités, à McGill, Peterson décide de miser sur la bonne volonté des étudiants. Il faut dire que dans la presse étudiante de McGill, les événements déplorables de 1906, et d'autres de nature semblable, sont traités sans indulgence. On y dénonce les vandales en expliquant qu'en plus d'être dangereux, leurs actes sont de nature à entacher la réputation des étudiants et celle de l'université en général: «*Should such thing occur again, we would be bound, in order to observe the reputation of the University, and to insure our personal safety, to demand an investigation and a criminal action*¹³³.»

La collaboration des représentants étudiants avec les autorités se formalise au cours de la période. Graduellement, comme l'a montré la formation des associations étudiantes dans le précédent chapitre, les autorités décident de conférer des responsabilités disciplinaires officielles aux associations étudiantes. Cette confiance accordée au gouvernement étudiant ne doit toutefois pas laisser croire que les autorités négligent leur rôle disciplinaire. Ces dernières conservent le pouvoir d'émettre de nouveaux règlements et celui d'interdire unilatéralement certaines pratiques étudiantes, comme les initiations. Néanmoins, la tendance disciplinaire remarquée à McGill va généralement dans le sens d'une collaboration accrue entre les autorités et les étudiants. Cette tendance s'explique, entre autres, par les idéaux protestants mentionnés précédemment selon lesquels l'éducation vise à former des citoyens responsables et à renforcer l'individualité. De plus, les autorités estiment qu'en associant les étudiants à la gestion quotidienne de la discipline universitaire, ces derniers se sentiraient appartenir à l'alma mater et développeraient un fort sentiment d'appartenance à leur institution. À l'Université de Montréal, une telle préoccupation est loin d'émerger des règlements. Du moins cet avis de la Commission des études de 1929 le laisse-t-il croire :

1. Aucune réunion d'étudiants n'est autorisée dorénavant à se tenir dans une salle quelconque de l'immeuble 1265 St-Denis, cette prohibition incluant le rez-de-chaussée. [...]

133. «Editorial», *Outlook*, vol. 6, n° 16, 3 mars 1904, p. 392.

5. Pour éviter le bruit et ne pas troubler les réunions qui se tiennent constamment dans la salle des délibérations universitaires, on prie les étudiants de ne séjourner ni dans le restaurant ni dans le couloir du rez-de-chaussée, mais de quitter l'immeuble aussitôt terminée la série de leurs cours¹³⁴.

Il est un autre événement qui vient renforcer l'orientation participative privilégiée à McGill pour les questions disciplinaires : l'arrivée des anciens combattants. Ces étudiants un peu hors norme et considérés avec respect par le nouveau principal Currie, lui-même un héros de guerre, profitent de leur prestige pour transmettre leurs réclamations aux autorités. En janvier 1919, l'un d'entre eux sollicite un siège au Committee on Morals and Discipline pour les étudiants. Il souhaite que les valeurs pour lesquelles il a combattu, la démocratie en premier lieu, ne succombent pas à l'autocratie. L'idée est reprise par un editorialiste du *Daily* qui propose la formation d'un comité mixte de discipline qui comprendrait des représentants étudiants et des membres du personnel. Il nuance cependant la suggestion : les étudiants appelés à siéger au comité proviendraient des classes de finissants, ceux qui ont acquis assez de maturité et de respectabilité et qui détiennent une certaine influence dans le maintien de l'ordre et de la loi¹³⁵. La demande est reçue assez favorablement par les instances universitaires qui décrètent que tous les cas disciplinaires impliquant les intérêts de plus d'une faculté doivent être référés à un comité de la Corporation appelé Committee on Morals and Discipline. Ce comité a le pouvoir de s'adjoindre le président et le vice-président du Students' Council¹³⁶. En acceptant leurs demandes, les autorités donnent aux étudiants l'impression qu'ils sont pris en considération, qu'ils forment la raison d'être de l'université. Les autorités n'en conservent pas moins le dernier mot ; la publication d'articles jugés immoraux dans le numéro de Noël du *Daily* en 1931 leur fournit l'occasion de le rappeler. Ayant reçu de nombreuses

134. Émile Chartier, « Commission des études. Communication aux étudiants », AUM, P 2/102.9, 21 mars 1929. À la suite de l'incendie de l'université en 1922, les étudiants ne disposaient plus que du sous-sol des Chevaliers de Colomb pour se réunir. Le déménagement de l'université sur la montagne étant retardé, M^{gr} Piette décide d'accorder une salle aux étudiants. Ce règlement concerne cette nouvelle maison des étudiants. Raymond Larichellière, « La vie sociale des étudiants. Elle rayonne d'un nouveau centre, ce qui devrait lui donner un plus grand espoir », *QI*, vol. 11, n^o 1, 4 octobre 1928, p. 2.

135. « The Committee on Morals and Discipline », *Daily*, vol. 8, n^o 57, 17 janvier 1919, p. 2.

136. Extrait d'un procès-verbal de la Corporation, « Recommendation from Students' Council », AUMcG, RG 8, c. 9, f. 20, 8 mai 1919, p. 130-131. Il semble toutefois que le comité n'ait pas utilisé ce pouvoir de s'adjoindre des représentants étudiants puisque la même requête sera formulée par la Students' Society une quinzaine d'années plus tard.

plaintes de la part de parents outrés, le principal exige que le président du SEC – même si le journal avait acquis une indépendance éditoriale, il demeurerait sous la responsabilité du comité exécutif de la Students' Society – s'assure que de tels propos ne se répètent plus. Currie se fait même menaçant :

[...] *I would be the last person in the world to interfere with freedom of speech, but the young men at present running the McGill Daily seem to think that the more vulgar and offensive they are the more the paper is relished by the student body. I am sure that many, many students at McGill would like to see the Daily suppressed, and my own opinion is that if it cannot improve in tone and in character of the articles it contains it should be suppressed*¹³⁷.

Le président du SEC répond avec diligence. Satisfait de la tournure des événements, le principal adresse une lettre aux responsables du journal pour les féliciter de leur travail et de leur collaboration au maintien de la réputation de l'université¹³⁸. Cet épisode semble représentatif du mode de fonctionnement de l'autorité à McGill : les étudiants sont en partie responsables d'établir les mesures disciplinaires et morales les concernant, mais ils doivent le faire selon les directives des autorités. En fait, le SEC s'insère dans le rouage disciplinaire mis en place par les autorités. Par ailleurs, lorsque les limites de l'acceptable sont franchies, ces dernières se réservent le droit d'intervenir personnellement. On peut voir là une preuve que le discours étudiant n'est jamais totalement autonome, restant toujours soumis à l'autorité.

En disposant d'organisations et de journaux, les étudiants manifestent leur volonté de se faire reconnaître comme un groupe distinct. La construction d'un groupe et l'élaboration d'un discours identitaire nécessitant un rapport d'altérité, il ne fait aucun doute que les étudiants doivent prendre en considération le pouvoir des autorités administratives. Pour les instances universitaires des deux institutions montréalaises, la jeunesse des étudiants dont elles ont charge n'est pas questionnée. Sur le plan disciplinaire toutefois, les stratégies qu'elles mettent en place pour les encadrer diffèrent selon les principes éducatifs auxquels elles adhèrent. Mais l'objectif demeure le même : former des hommes complets pour le bien de la communauté. De manière générale, les étudiants ne remettent pas en cause le but premier de leur passage à l'université, c'est-à-dire recevoir une éducation qui leur permettra de participer activement à la société. Ils en ont parfois contre le peu de cas qui est fait de leur opinion. Les

137. Lettre du principal Currie au président Edmison, AUMcG, RG 2, c. 50, f. 627, 5 janvier 1932.

138. Lettre du principal Currie au Managing Board du *McGill Daily*, AUMcG, RG 2, c. 50, f. 627, 7 janvier 1932.

étudiants se perçoivent comme des jeunes, mais ils constatent les limites de leur condition. Partie intégrante de la jeunesse, ils n'en forment pas moins l'élite et la frange la plus âgée; c'est pourquoi, à McGill plus particulièrement, certains réclament et obtiennent une certaine autonomie.

2.4. Une identité masculine: les étudiantes en contrepoint¹³⁹

Dans le processus de formation d'un groupe se trouve toujours une dynamique d'inclusion et d'exclusion. L'étude de ceux qui sont exclus permet de dégager les paramètres constitutifs du groupe en question. Le cas des anciens combattants qui s'inscrivent à l'université à la suite de la guerre est un exemple d'exclusion du groupe étudiant, d'autoexclusion devrait-on ajouter. En raison de leur âge, de leur expérience différente et parfois de leur situation matrimoniale, les anciens combattants ne se perçoivent pas comme des membres à part entière de la communauté étudiante; ils n'en partagent pas tout à fait la jeunesse. Le cas des étudiantes, quant à lui, permet de constater que l'identité étudiante s'articule notamment autour d'une composante genrée.

Au cours des années 1920, les étudiantes sont progressivement admises à l'Université de Montréal, mais les étudiants ne reconnaissent pas encore complètement cette nouvelle réalité. Depuis 1904, elles sont admises à titre d'auditrices libres, et ce n'est qu'en 1921 que la première femme obtiendra un diplôme universitaire autre que le baccalauréat¹⁴⁰. Il faut dire que la présence des étudiantes demeure grandement limitée à certaines facultés et écoles avant 1935. On les retrouve surtout dans les programmes non professionnels, alors que les étudiants se dirigent en nombre dans les facultés de médecine et de droit, où les filles sont presque totalement absentes. Une telle situation explique peut-être en partie le sentiment de distance qui existe entre les étudiants, plus nombreux à prendre la parole dans les journaux, et les étudiantes. Ainsi, malgré le fait que des étudiantes collaborent au *Quartier latin*, les équipes du journal, essentiellement masculines, préfèrent parler des «amies» des étudiants. Lorsque la participation des filles, étudiantes ou non, est sollicitée, on ne s'attend pas au même type de collaboration que de la part des étudiants:

139. Pour une analyse plus approfondie de la place des étudiantes dans les communautés étudiantes montréalaises, voir Karine Hébert, «Carabines, poutchinettes, co-eds ou freshettes sont-elles des étudiantes? Les filles à l'Université McGill et à l'Université de Montréal (1900-1960)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 3, hiver 2004, p. 593-625.

140. Christine Lemaire, *Les femmes à l'Université de Montréal vues à travers un journal étudiant: Le Quartier latin (1927-1945)*, M.A. (histoire), Université de Montréal, 1990, p. 32-33; 162-173.

«Ce que nous leur demandons, ce sont plutôt des parcelles de leur esprit si fin, si délicat, si charmant – cet esprit que nous aimons tant. Nous leur demandons, nous, pauvres bûcherons, de vouloir bien égayer notre vie de leur sourire si aimable et de leurs mots si gentils¹⁴¹.» Quelques années plus tard, le directeur du journal demande encore l'appui des filles pour assurer l'avenir du *Quartier latin*. Il souhaite pouvoir compter «sur la phalange éternellement joyeuse et vive des jeunes filles, attentives à suivre les exploits de leurs amis, les carabins¹⁴²». En d'autres mots, si les filles sont considérées comme des interlocutrices du journal, les étudiantes ne le sont pas encore.

Tous les étudiants ne reconnaissent pas la présence de leurs consœurs parce que tous ne sont pas encore convaincus de la pertinence, pour une fille, d'entreprendre un cours universitaire. Certains vont jusqu'à reprocher à leurs consœurs de profiter de leur passage à l'université pour se trouver des maris. D'autres insistent sur le côté prétendument superficiel de l'engagement des filles dans leur éducation – ceux-là croyant savoir qu'elles se marieraient et qu'elles n'auraient pas à gagner leur vie. Pour d'autres encore, l'objection est d'ordre essentialiste : les filles étant différentes des garçons, leur rôle dans la société diffère aussi. Leur présence s'avère donc difficilement justifiable dans une institution qui a justement pour objectif de former l'élite professionnelle.

Un homme sera docteur, avocat, ingénieur, politicien. Une femme, c'est bien affreux à dire, une femme se mariera. Elle ne pourra faire les deux. [...]

Les étudiants de notre Université partagent ce sentiment, je crois, puisqu'ils ont toujours regardé comme marque de snobisme mal à propos, la présence chez eux, de jupes, comme d'autre part, ils ne dépensent pas leurs plus belles heures, à visiter les fraîches débutantes¹⁴³!

Cependant, un collaborateur – ou une collaboratrice? – au journal étudiant explique que l'éducation supérieure pour les filles peut difficilement être remise en question puisque l'égalité entre les hommes et les femmes progresse dans toutes les sphères de la société. Cette recherche d'égalité et de liberté passe, selon l'auteur, par l'éducation, car «pour que la femme puisse exercer efficacement ces libertés civiles et politiques, pour qu'elle devienne un puissant facteur de progrès social, hors du cercle

141. Olivier Carignan, «Un organe vraiment français», *QI*, vol. 4, n° 2, 20 octobre 1921, p. 1.

142. Ignace Deslauriers, «Souvenirs et prévisions», *QI*, vol. 15, n° 1, 6 octobre 1932, p. 1.

143. Etna E. E. M., «Boiras-tu le thé ou bien seras-tu étudiante?», *QI*, vol. 5, n° 2, 12 octobre 1922, p. 6.

familial, que faut-il? Du savoir, encore du savoir, toujours du savoir¹⁴⁴.» Bien qu'en théorie les filles doivent avoir un accès égal à l'enseignement supérieur, l'auteur relève deux obstacles pratiques qui leur rendent la tâche ardue: l'attitude des étudiants et l'opinion publique. Au sujet du premier obstacle, il affirme même que la gent étudiante fait preuve de «peu de bienveillance, ne disons pas la malveillance déguisée¹⁴⁵», envers les étudiantes.

Devant de semblables opinions, quelques étudiantes ressentent le besoin de justifier leur présence. En 1932, l'une d'entre elles profite de la tribune du *Quartier latin* pour tenter de briser les préjugés qu'entretiennent les étudiants envers leurs consœurs, faute de bien les connaître: «Une étudiante! hum! c'est quelque chose d'insolite; derrière elle, l'on chuchote: pourquoi étudie-t-elle, pourquoi? ou bien vite, sans procès, on la range dans le clan "St-Jean"... ou encore, péremptoirement, l'on déclare avec dignité: "moi je déteste les bas-bleus!"¹⁴⁶» L'auteure affirme son droit d'étudier pour le plaisir, parce qu'apprendre est un plaisir en soi: le fait d'être née femme n'est certainement pas une raison valable pour s'en priver. Elle mentionne toutefois que l'éducation représente la garantie d'une meilleure préparation pour le monde, reprenant ici, à son compte, le discours des carabins: «En sachant plus, [l'étudiante] aimera mieux, et aimer pour la femme est synonyme de dévouement: quel Carabin ne le sait pas? Donc pas de raison de craindre qu'elle se "déféminise", Messieurs, la petite compagne que vous rêvez¹⁴⁷.»

Il faut dire que certains carabins appellent ouvertement de leurs vœux une jeune fille modèle qui se tienne loin des affres de la «modernité». L'un d'entre eux publie à ce sujet une série d'articles intitulée «La jeune fille moderne». Avec un mépris assez flagrant pour les filles de tous les milieux, Paul Dumas dénonce chez elles toute propension à s'affranchir du modèle traditionnel de «la» femme. Cet extrait du texte liminaire donne une idée assez claire de l'opinion de Dumas et explique la réaction indignée des jeunes filles visées:

Mais la femme moderne ne veut plus s'en tenir au rôle social que Dieu et la nature lui ont assigné. Il lui faut plus; ou mieux, il lui faut autre chose. Elle veut conduire un monde qu'elle comprend mal; elle veut se libérer d'une tutelle où elle trouverait pourtant son bonheur, pour s'isoler dans ses potentialités (ô le pédant), afin d'être elle-même et elle n'est malgré ses efforts de dépaysement,

144. Jim, «La Femme et l'Enseignement supérieur», *Ql*, vol. 3, n° 5, 10 mars 1921, p. 4.

145. *Ibid.*

146. Ser Ber, «La femme et la science», *Ql*, vol. 15, n° 9, 1^{er} décembre 1932, p. 8.

147. *Ibid.*

qu'une personne sentimentalement, socialement et moralement déviée, elle a voulu s'affranchir, [...] s'émanciper, se réaliser, et c'est d'elle-même, de ses convoitises qu'elle est maintenant l'esclave. [...]

La jeunesse est l'âge des audaces, des accès de révoltes et d'indépendance. C'est donc à cet âge que la femme d'aujourd'hui ressentira le plus violemment les désirs d'émancipation et d'évasion qui la caractérisent. [...] Lorsqu'elle se cultive, elle le fait en dilettante, ou pour subtiliser plus tard à l'homme son gagnepain [sic] ou sa situation dans la société¹⁴⁸.

À la lecture de ces quelques phrases, on constate que l'audace et l'esprit de révolte, qualités habituellement associées à la jeunesse, n'acquièrent de valeur positive que lorsqu'elles s'appliquent aux jeunes hommes. D'ailleurs, s'adressant aux jeunes filles, un auteur anonyme du *Quartier latin* parle de « l'autre jeunesse ».

Mais si la jeunesse masculine se rend compte du danger et se prépare à faire mieux que les devanciers, ne serait-il pas de bonne politique de s'adresser également à l'autre jeunesse, à la jeunesse féminine et de lui tenir à peu près ce langage : « Mesdemoiselles, vous êtes avec nous et comme nous l'espoir de demain. Vous êtes la moitié, et la plus belle, de cet avenir aujourd'hui plein de promesses. Dans cette préparation que l'on nous prêche, prenez-vous votre juste moitié ? Ignorez-vous l'influence que vous exercerez dans vos foyers futurs, et dans la vie politique de la nation ? Vous serez des électrices, vos sœurs aînées sont candidates, députés et juges. »¹⁴⁹

La situation des filles dans la communauté étudiante s'avère donc assez problématique. En tentant de justifier leur désir d'accéder à une éducation supérieure, les étudiantes prennent la peine de souligner qu'elles n'y perdront pas leur féminité. Or, pour être admises dans la communauté étudiante, leur féminité pose justement problème. Comme le soutient Christine Lemaire, les étudiantes ne sont considérées comme telles que dans la mesure où leur genre est mis de côté¹⁵⁰. Encore en 1938, un article publié dans le *Quartier latin* vient appuyer cette idée : « Je ne vois pas de différence entre la condition de l'étudiant et d'étudiante. Il n'y a pas lieu je crois de créer un gynécée à l'université. » La suite est encore plus explicite : « Le groupe étudiant devrait être étudié comme un tout. Une jeune fille en fréquentant le milieu universitaire perd aux yeux de la majorité des étudiants sa caractéristique de jeune fille. Elle devient

148. Paul Dumas, « La jeune fille moderne », *QL*, vol. 12, n° 18, 27 février 1930, p. 2.

149. Amicus, « Réflexions de carnaval ? », *QL*, vol. 5, n° 14, 25 janvier 1923, p. 1.

150. Christine Lemaire, *Les femmes à l'Université de Montréal*, op. cit., p. 150.

un confrère¹⁵¹. » Une telle affirmation vient appuyer l'hypothèse selon laquelle l'identité étudiante prévalant à l'Université de Montréal au cours de cette période est fondamentalement masculine.

À l'Université McGill, les étudiantes semblent bénéficier d'une situation plus favorable : elles sont plus nombreuses et disposent de structures particulières¹⁵². Alors qu'à l'Université Laval à Montréal on ne s'adresse qu'aux jeunes hommes, ou presque, lorsque l'on discourt sur la jeunesse, à McGill, les jeunes filles ne sont pas tout à fait laissées pour compte. Il faut dire qu'elles ont accès à certaines facultés depuis 1884, qu'elles sont regroupées au sein du Royal Victoria College et qu'elles possèdent leurs propres associations, dont la Women's Society qui, à partir de sa fondation en 1924, rassemble toutes les étudiantes de McGill qu'elles soient du RVC ou des autres facultés professionnelles de l'université¹⁵³. De plus, lorsque les autorités s'adressent aux étudiants, elles incluent souvent les étudiantes. Toutefois, ce que l'on pourrait appeler l'intégration des étudiantes à la communauté étudiante continue de susciter des résistances. Des interrogations, semblables à celles concernant leurs consœurs de l'Université de Montréal au sujet de leurs motivations et de la pertinence de leur présence à l'université, apparaissent dans les pages du *McGill Daily*.

Le journal étudiant profite de l'annonce d'un débat organisé par quatre collèges féminins, dont le RVC, pour faire paraître un éditorial à propos de l'« inconsistance » féminine et des brèches faites à la tradition. Ce texte, écrit sur un ton assez humoristique, n'en reprend pas moins plusieurs clichés sur les femmes qui, en cherchant à ressembler aux hommes, perdent les caractéristiques qui les rendent aimables : « *Man ever prefers a distinct woman to an inferior copy of himself. At this womanhood sneers and says it does not care what man prefers. Why then study his preference in all other things and so carefully copy it*¹⁵⁴ ? » Certains – ou certaines, puisque les textes ne sont pas signés – affirment toutefois la pertinence de l'éducation supérieure pour les filles en expliquant que celles-ci ne font qu'être de

151. Guy Prévost, « Étudiants du monde. L'Étudiante est-elle un être moral ? », *QI*, vol. 20, n° 22, 25 mars 1938, p. 2.

152. Leur nombre et leur proportion s'accroissent régulièrement au cours des années 1920. Elles passent d'un peu plus de 500 à près de 1000 au cours de la décennie. L'inscription générale est très fluctuante durant ces années, de sorte qu'autour de 1925, les étudiantes représentent plus du tiers des inscriptions. La proportion baisse un peu ensuite. Margaret Gillett, *We Walked Very Warily. A History of Women at McGill*, Montréal, Eden Press Women's Publications, 1981, p. 435.

153. « Students of McGill », *Daily*, vol. 13, n° 85, 24 février 1924, p. 2.

154. « Whither Womanhood ? », *Daily*, vol. 21, n° 50, 30 novembre 1931, p. 2.

leur temps, que l'époque où le mariage et la vie au foyer étaient le seul futur envisageable pour une femme est bel et bien révolue. Et encore, plus tôt cette situation sera acceptée, tant à l'université qu'à l'extérieur, meilleur cela sera pour le système d'éducation¹⁵⁵. Poussant un peu plus loin la réflexion, ils ou elles n'hésitent pas à accorder une liberté de choix aux étudiantes. Le mariage ne représente alors plus une fin en soi; une étudiante peut délibérément et légitimement choisir une autre vie. «*In college, enjoying an equal status with the men, she pursues her studies and is able to go out into life just as prepared as the men are to begin the struggle for existence. Why a woman at college today should have her eye on marriage any more than a man we can not conceive – and as a matter of fact there is no justifiable reason for thinking it*¹⁵⁶.»

Tout comme à l'Université de Montréal s'ajoutent d'autres interrogations plus concrètes sur la place des filles dans la communauté étudiante. Les étudiantes de McGill sont tiraillées entre deux options: se regrouper entre elles ou joindre les rangs des étudiants, au risque de perdre leur spécificité¹⁵⁷. La tendance générale semble toutefois aller vers l'annexion. Dans les faits, les étudiantes côtoient quotidiennement les étudiants dans un nombre croissant de cours, et la mixité est en voie de se généraliser¹⁵⁸. Mais dans l'immédiat, l'option du regroupement des filles entre elles ne disparaît pas pour autant, comme en témoigne la formation, en 1924, de la Women's Society¹⁵⁹. Même si les étudiantes sont de plus en plus acceptées dans les associations étudiantes particulières, elles ne sont pas encore membres de la Students' Society qui les coordonne. Fortes d'une association féminine bien structurée, les étudiantes peuvent maintenant offrir leur collaboration à leurs confrères du SEC pour l'organisation d'activités communes¹⁶⁰. Par exemple, un débat est organisé entre la Delta

155. «Henry Louis Mencken and the Co-ed», *Daily*, vol. 15, n° 87, 27 janvier 1926, p. 2.

156. *Ibid.*

157. «A Problem», *Daily*, vol. 18, n° 45, 22 novembre 1928, p. 2.

158. «Students of McGill», *Daily*, vol. 13, n° 85, 24 février 1924, p. 2. Presque toutes les facultés et les écoles leur sont maintenant ouvertes, sauf l'école d'architecture qui invoque des problèmes d'espace et de surveillance, et la Faculté de génie. La section d'architecture accueillera une première étudiante en 1939 alors qu'il faudra attendre 1942 pour voir la première femme franchir les portes de la Faculté de génie. Extrait de procès-verbal de la Corporation, «Admission of Women to the School of Architecture Discussed», AUMcG, RG 8, c. 11, f. 9, 9 octobre 1929, p. 160-161.

159. Extrait de procès-verbal de la Corporation, «McGill Women's Society Constitution Approved», AUMcG, RG 8, c. 9, f. 20, 13 février 1924, p. 422.

160. Extrait de procès-verbal du SEC, «McGill Women's Union», AUMcG, RG 75, c. 1, f. 89, 2 novembre 1925. Sur le plan structurel, les associations étudiantes

Sigma Society et la Literary Society. L'événement est présenté comme une collaboration effective des étudiants et des étudiantes. Le thème choisi : la coéducation. Celui – ou celle ? – qui annonce le débat dans le *Daily* souligne le fait que seules les filles sont appelées « co-eds », une telle appellation suggérant que les « vrais » étudiants sont les garçons :

*The co-ed is a co-ed in the full sense of that word – that she is being co-educated, but she is not a student. Rather is she merely a part of the make-up of a university. Why are not the male students known as co-eds? Are they not being co-educated too? We fear that the word smacks too much of the old idea that the women are merely tolerated at the university – that they are a small insignificant part of its life*¹⁶¹.

À la Students' Union, chasse gardée masculine, l'avancée des filles provoque aussi des réactions. La maison des étudiants fonctionne à la manière d'un club privé. Tous ne peuvent en passer le seuil : les étudiantes n'y sont admises que lors d'événements spéciaux et sur invitation. En 1927, un précédent est créé lorsque ces dernières sont autorisées à y organiser un thé. Ce genre d'activité est semblable aux « smokers », petites réceptions privées, qu'y tiennent les étudiants depuis longtemps. Sachant bien qu'une telle mesure est d'ordre à soulever la réprobation, l'éditorial du *Daily* annonçant l'initiative prend bien la peine d'indiquer que les étudiantes n'auront pas accès aux salles de lecture ni aux bureaux du *Daily*¹⁶². Peu importent les précautions, devant l'insistance des étudiants inquiets de voir « leur » maison envahie, le Student Union House Committee doit retraiter¹⁶³.

L'idée de rapprocher les associations générales féminines et masculines n'en continue pas moins de faire son chemin. À la fin de la décennie, une fusion est proposée. Dans les faits, il s'agit plutôt d'admettre les filles à la Students' Society comme cela se fait déjà dans d'autres universités canadiennes où, dit-on, le pas a été franchi à l'avantage de tous et toutes. En 1929, on soutient même que McGill est la seule université du Dominion où les femmes n'agissent pas de concert avec les hommes à la tête

en restent aux lettres d'intention. Pour le cas de l'Université de Toronto, on peut consulter Charles Morden Levi, « Ch. 6, Fighting for a Place: The Women's Undergraduate Association, 1922-58 », *Comings and Goings. University Students in Canadian Society, 1854-1973*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 87-95.

161. « Co-eds and the "Lit" », *Daily*, vol. 16, n° 107, 16 février 1927, p. 2.

162. « The Girls Enter the Sanctum », *Daily*, vol. 17, n° 51, 28 novembre 1927, p. 2.

163. « A Start Is Made », *Daily*, vol. 19, n° 31, 4 novembre 1929, p. 2. Cette décision, prise en 1927, a été expliquée deux années plus tard. Par ailleurs, on apprend à cette occasion que les locaux du *Daily*, pour des questions pratiques, ont été ouverts aux étudiantes entretemps.

des principaux conseils étudiants, ce qui en dit beaucoup sur leur place actuelle dans le monde universitaire¹⁶⁴. Une telle proposition est présentée comme une évolution normale : les filles ayant graduellement été admises à l'université et dans les rangs de certaines associations étudiantes, le temps est maintenant venu d'officialiser leur présence dans la communauté étudiante en les accueillant au sein de la Students' Society¹⁶⁵. Des raisons plus prosaïques sont également en cause : l'admission des filles à la Students' Society pourrait alléger le fardeau financier des étudiants, car en officialisant la collaboration des filles à certaines activités, elle leur imposerait une part des charges affectées à ces activités¹⁶⁶.

En 1930, la question de l'admission des étudiantes à la Students' Society devient un enjeu majeur sur le campus. La Women's Society estime que ses membres font partie de la communauté étudiante et que, à ce titre, elles ont leur mot à dire à la Students' Society qui coordonne les activités et les organisations auxquelles plusieurs filles participent de toute façon. Les discussions sont ouvertes entre les deux associations, mais aucune décision n'est prise avant 1931. Pour y arriver, il faudra que la directrice du RVC obtienne un avis juridique établissant hors de tout doute que les étudiantes sont bel et bien de McGill, et non pas seulement du RVC. En mars 1931, les filles sont finalement admises au sein de la Students' Society et, à partir de l'automne de la même année, deux étudiantes siègeront au SEC¹⁶⁷. Mais l'accessibilité au poste de président leur échappe encore. Tout comme à l'Université de Montréal, il est possible d'avancer que l'identité étudiante demeure essentiellement masculine, les étudiants gardant le contrôle des structures officielles et, par conséquent, du discours identitaire étudiant dominant.

2.5. Une identité nationale : une collaboration parfois difficile

Le monde des étudiants ne se limite pas à l'université. Dans la réponse qu'ils formulent à la question « qui suis-je ? », d'autres paramètres s'ajoutent au fait d'appartenir à une communauté étudiante. Parmi ceux-là,

164. «A Start Is Made», *Daily*, vol. 19, n° 31, 4 novembre 1929, p. 2.

165. «Co-education at McGill», *Daily*, vol. 15, n° 54, 2 décembre 1925, p. 2.

166. «Co-operation with Women», *Daily*, vol. 19, n° 8, 8 octobre 1929, p. 2.

167. «At Last», *Daily*, vol. 20, n° 128, 19 mars 1931, p. 2. C'est-à-dire : une représentante du RVC et la présidente de la Women's Union, une organisation qui sera formée selon le même schéma que le Men's Union (et non plus le Students' Union). «Join the Ladies», *Daily*, vol. 20, n° 115, 4 mars 1931, p. 2. Pour plus de détails sur les événements entourant l'admission des filles à la Students' Society, on peut consulter, Margaret Gillett, *We Walked Very Warily*, *op. cit.*, p. 186-187; 237.

la nation occupe une place de choix au cours des années couvertes par cette étude et, de manière plus évidente encore, durant le premier tiers du XX^e siècle. Le nationalisme devient ainsi un objet de réflexion des étudiants tout comme les autres idéologies porteuses de projets de société tel le communisme.

Même s'ils ne proposent pas de positions très originales au sujet de la question nationale, les étudiants de l'Université de Montréal y accordent une attention soutenue. On a vu comment la crise de la conscription a permis aux étudiants de faire connaître leur position nationale. De manière générale, ils reprennent et commentent les idées de Bourassa, et ils s'intéressent de plus en plus à celles de leurs professeurs Montpetit et Groulx. Au cours des années qui suivent immédiatement la guerre, on remarque un désir de rétablir le projet d'une véritable collaboration canadienne dans laquelle les intérêts du Canada devraient primer les intérêts partisans. Dans ce projet, la jeunesse – que les étudiants estiment former à eux seuls – est appelée à jouer un rôle prépondérant.

Nous sommes la promotion de l'avenir, mais promotion extraordinaire [sic]: depuis un demi-siècle la jeunesse croyait au parti; nous, pieusement, fanatiquement, nous croyons en notre pays. Que les candidats, tenants d'un impérialisme mitigé ou intégral, se souviennent que leur règne achève et que bientôt malgré eux le Canada, après un arrêt de vingt ans, reprendra son cheminement vers ce que nous appelons d'une périphrase prudente: *un colonialisme plus atténué*¹⁶⁸.

Les tentatives de rapprochement entre les étudiants des deux universités montréalaises sont présentées dans une perspective canadienne. Joutes sportives, réunions conjointes de cercles d'études pourraient, croit-on, permettre une fraternisation. Pour la plupart, ces activités demeureront cependant au stade d'esquisses laissant croire à un fossé presque infranchissable entre les deux communautés étudiantes. Encore optimiste en 1923, Jean Bruchési intervient pour appuyer les initiatives de rapprochement des étudiants des deux universités montréalaises¹⁶⁹. Il change de discours quelques années plus tard: la collaboration entre anglophones et francophones qu'il prônait peu de temps auparavant cède la place à un désir de regrouper les étudiants sur la base de la religion. Ainsi, au moment où se discute le projet de fonder une fédération des étudiants canadiens, Bruchési propose plutôt la formation d'une fédération des étudiants catholiques canadiens. Selon lui, une telle association donnerait plus de poids aux étudiants canadiens-français et éviterait qu'ils soient

168. Sphinx, «Le pays, le parti», *Ql*, vol. 4, n° 6, 17 novembre 1921, p. 1.

169. Jean Bruchési, «Montréal et McGill», *Ql*, vol. 5, n° 15, 1^{er} février 1923, p. 1.

confinés à un rôle minoritaire dans une association canadienne¹⁷⁰. Cet exemple montre bien que l'identité étudiante est traversée de plusieurs constituantes, et que l'accent mis sur l'origine nationale ou religieuse peut parfois empêcher la formation d'« une » communauté étudiante.

Au cours de la deuxième moitié des années 1920, l'affirmation nationale canadienne-française s'impose avec force dans les pages du *Quartier latin*. À la suite d'Édouard Montpetit notamment, plusieurs étudiants estiment qu'il est temps de se donner les armes économiques et intellectuelles nécessaires à la survie du Canada français¹⁷¹. La publication de *Pour une doctrine*, en 1931, vient confirmer l'influence de Montpetit sur les étudiants nationalistes. Impressionné par cette nouvelle publication, qu'il qualifie de « vrai régal intellectuel », l'un d'entre eux insiste sur le fait que c'est à la jeunesse que Montpetit s'adresse et que c'est d'elle qu'il attend cette action « positive et solidaire, fondée sur une doctrine¹⁷² ». Par son nationalisme valorisant l'éducation, Groulx commence lui aussi à rejoindre les étudiants¹⁷³.

Le discours national qui paraît dans le journal étudiant peut parfois s'apparenter à un repli et se décliner en opposition aux autres groupes nationaux. En 1928, par exemple, un article dénonce vivement l'influence américaine et fait de la résistance de la jeunesse aux plaisirs que sont « *women, whiskey, world* » une condition de survivance de la « race ». Les plaisirs des « années folles » inquiètent, peut-être justement à cause de leur popularité dans la vie quotidienne des étudiants... Il ajoute que l'« anglomanie, le mariage mixte, l'abandon de la langue, l'abandon de la foi souvent, enrôlent sans cesse de nombreux adeptes, tandis que plus que jamais vous le savez, l'immigration britannique est organisée d'une manière intentionnée¹⁷⁴ ». Le sort de la nation canadienne-française devient un enjeu important aux yeux de l'équipe du *Quartier latin*. La jeunesse, et plus particulièrement la jeunesse étudiante en raison de son statut d'élite en devenir, est alors présentée comme l'espoir d'une nation menacée de toutes parts. « Préparez-vous activement à la lutte parce que le Canada français est menacé de perdre son caractère national. Il est menacé dans sa religion par le nationalisme et le communisme; il est menacé dans sa

170. Jean Bruchési, « Fédération d'étudiants », *QL*, vol. 9, n° 21, 24 mars 1927, p. 6.

171. Albert Lévesque, « L'éloquence des chiffres », *QL*, vol. 7, n° 21, 12 mars 1925, p. 8.

172. XXX, « Pour une doctrine. Par M. Édouard Montpetit », *QL*, vol. 14, n° 3, 22 octobre 1931, p. 3.

173. Lionel Groulx, « Qu'est-ce que s'adapter? », *QL*, vol. 12, n° 24, 10 avril 1930, p. 3.

174. Guillaume Soucie, « Une mission à remplir. Des écueils à éviter », *QL*, vol. 10, n° 15, 3 février 1928, p. 4.

langue par l'envahissement de l'anglicisme et de l'américanisme. Si nous perdons – Dieu nous en garde – notre religion et notre langue, que nous restera-t-il¹⁷⁵ ? »

Bien qu'il soit difficile de parler d'originalité en ce qui concerne la pensée nationale des étudiants au cours de ces années, on ne peut tous les accuser d'être insensibles à ce débat de société. Au début de 1926, alors que *L'Action française* amorce une enquête sur la perception qu'ont les étudiants de la question nationale, un texte du *Quartier latin* explique qu'on ne saurait trop attendre de la jeunesse :

Celle-ci en période de formation intellectuelle et morale, subissant encore l'influence de la génération aînée, il ne serait pas juste de vouloir découvrir et analyser en elle un ensemble d'idées et de doctrines absolument personnelles, définitivement mûries et adoptées. C'est pourquoi, pour situer l'enquête dans son milieu psychologique, *L'Action française* fera intervenir toutes les directives que prêche ou suit la vieille génération afin de constater quelles idées et quelles doctrines font plus impression, se greffent mieux sur nos jeunes âmes¹⁷⁶.

À l'Université McGill, la question nationale intéresse aussi les étudiants. Bien que l'impérialisme britannique demeure vivant parmi la communauté anglophone et les étudiants mcgilliens, une nouvelle tendance émerge : pour quelques-uns, le Canada devient le cadre national de référence et l'objet d'un sentiment patriotique croissant. En 1925, un éditorial du *Daily* parle de *canadianism* et invite les étudiants à prendre leurs responsabilités nationales :

It is of primary importance that McGill men realize that they have a duty to their country and their college in learning and thinking about Canada; in forming personal opinions on those subjects which affect her most, and thus giving to those who are entrusted with the government of the Dominion a feeling of support and confidence in knowing that the younger generation is assuming national responsibility¹⁷⁷.

La publication d'un nouveau magazine littéraire étudiant, la *McGill Fortnightly Review*, répond à l'apparition de ce nouveau sentiment nationaliste canadien. Rassemblant des jeunes d'origine britannique et protestante (tels Arthur Smith et Frank Scott) et d'ailleurs dans le monde (entre autres Leon Edel, A.M. Klein, Lew Schwartz et Leo Kennedy), le noyau éditorial de la revue serait, selon l'historien Stanley Brice Frost, représen-

175. Roland Morin, «Le grand devoir», *QI*, vol. 13, n° 11, 19 décembre 1930, p. 4.

176. Rodolphe Godin, «L'Action française et son enquête», *QI*, vol. 8, n° 12, 14 janvier 1926, p. 1. L'annonce de l'enquête est faite dans «Vos doctrines», *L'Action française*, vol. 14, n° 2, décembre 1925, p. 357-359.

177. «Canadianism», *Daily*, vol. 14, n° 90, 6 février 1925, p. 2.

tatif d'une nouvelle race d'étudiants mcgilliens, enfants d'immigrants ayant adopté l'anglais comme langue et l'ayant transmise comme langue maternelle à leurs enfants¹⁷⁸. Tout comme à l'Université de Montréal, un nouveau nationalisme articulé autour d'une référence au groupe – linguistique ou religieux selon le cas – voit le jour. La collaboration des étudiants canadiens-anglais et canadiens-français n'en sera pas facilitée.

L'idéal d'un Canada qui inclurait les deux peuples fondateurs – pour reprendre l'idée de Bourassa partagée ailleurs au pays¹⁷⁹ – n'est pas délaissé pour autant. Au contraire. La création, en 1927, de la Fédération nationale des étudiants des universités canadiennes (FNEUC ou NFCUS en anglais) procède en partie d'un tel objectif et propose une vision tout à fait canadienne de la communauté étudiante. Le *Daily* présente l'association comme un nouveau véhicule de l'unité nationale¹⁸⁰, alors que le *Quartier latin* mentionne que son but est de « [s]usciter partout un meilleur sentiment d'entente entre étudiants, stimuler l'esprit de coopération entre les Universités Canadiennes, pour leur permettre de mieux promouvoir les intérêts d'ordre national, un moyen de développer en outre les relations internationales avec les groupements étudiants étrangers¹⁸¹ ». Au moment même où le *Daily* se félicite de voir les étudiants de McGill à l'avant-scène de ce mouvement d'unité nationale¹⁸², ceux de l'Université de Montréal s'interrogent sur le bien-fondé de leur adhésion à ce regroupement¹⁸³. Alors que ces derniers entretiennent des inquiétudes à propos de la place qui sera véritablement accordée aux Canadiens français au sein de cette association pancanadienne, leurs confrères de la rue Sherbrooke multi-

178. Stanley Brice Frost, *McGill University, op. cit.*, p. 130. La *McGill Fortnightly Review* était plus ou moins la continuité sur le plan politique et idéologique du *Group*, un groupe plutôt informel de jeunes Canadiens intéressés à l'art canadien. Comme le soutient Sandra Djwa : « Le Groupe est l'une des nombreuses manifestations du nationalisme qui prévalait dans les années 1920. L'esprit qui règne après la guerre favorise l'éclosion d'un vif désir de posséder un art et une littérature authentiquement canadiens qui, selon l'idée la plus répandue, confirmeraient l'existence d'une nation canadienne. » Sandra Djwa, *F. R. Scott. Une vie. Biographie*, Montréal, Boréal, 2001, p. 105.

179. Ramsay Cook, compte rendu de Sylvie Lacombe, *La rencontre de deux peuples élus. Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2002, dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 56, n° 4, printemps 2003, p. 557-560.

180. « New Vehicle for National Unity », *Daily*, vol. 17, n° 69, 9 janvier 1928, p. 2.

181. Jean Lesage, « La Fédération Nationale des Étudiants Canadiens (NFCUS) », *Ql*, vol. 10, n° 5, 10 novembre 1927, p. 8.

182. « New Vehicle for National Unity », *Daily*, vol. 17, n° 69, 9 janvier 1928, p. 2.

183. En février 1928, l'AGEUM joint toutefois les rangs de la FNEUC et elle y prendra une part active. Pierre A. Boucher, « La Fédération », *Ql*, vol. 10, n° 17, 16 février 1928, p. 2.

plient les appels à l'ouverture. En tant qu'anglophones, les étudiants de McGill sont en position majoritaire au sein de l'association. Ne se sentant pas menacés, ils insistent sur la tolérance et dénoncent le provincialisme, véritable obstacle au nationalisme canadien :

*A smile, a friendly remark, an attempt to bridge national and individual consciousness, can go a long way to destroy antagonisms which appear natural, but which, on analysis, usually prove homemade. Our better natures, on reflection, inform us, no matter how much we refuse to recognize the wisdom, that complete and frank toleration of all by all must act side by side with a sincere desire to abolish provincialism and prejudices, racial and religious, if we are to attain at McGill a mutual sympathy and understanding growing out of differences, rather than a wanton spirit of sectionalism and insularity growing out of an artificial, selfish, and therefore usually wholly false sense of our own supposed superiority*¹⁸⁴.

En souhaitant fonder un nationalisme canadien, ces étudiants doivent toutefois composer avec le discours libéral dominant à McGill. Plus précisément, on se trouve en face non pas d'un individualisme doctrinaire – qui fait passer l'individu avant le groupe et qui, théoriquement, rend vaine toute tentative de nationalisme –, mais plutôt d'un point de vue moins strict et plus près d'une reconnaissance de l'initiative personnelle et du goût de l'indépendance. Cette idéologie rejoint le discours sur la fonction de l'éducation universitaire diffusé à McGill : « *Again the fear of suppression of individual thought arises. The university is above all a place where thought of all kinds should be fostered and encouraged*¹⁸⁵. » La recherche de l'individualité est présentée comme une tâche obligée des étudiants.

*Students are in revolt; at least some of them are. [...] As long as all the forces of society are concentrated upon making the student conform to conventional rules, remoulding him and turning him out upon the world, the colourless, stereotyped product of a mechanical system, he will be rising in rebellion and strenuously demanding from society that he be accorded the sovereign right of man, recognition as an individual*¹⁸⁶.

184. « Toleration », *Daily*, vol. 18, n° 7, 8 octobre 1928, p. 2. Des notes discordantes se font malgré tout entendre à l'occasion. Ainsi, quelques années plus tôt, en 1926, on pouvait lire un éditorial assez surprenant sur l'avenir du Canada : « *This is a white man's country if ever God made one, and it is only just to boost your locality, boost your province, boost Canada – and Old McGill.* » « Do Boost », *Daily*, vol. 16, n° 54, 2 décembre 1926, p. 2.

185. « Mob Spirit », *Daily*, vol. 17, n° 89, 1^{er} février 1928, p. 2.

186. « On Being an Individual », *Daily*, vol. 15, n° 23, 26 octobre 1925, p. 2.

Contrairement à certains étudiants de l'Université de Montréal qui diffusent avec les ténors nationalistes de leur temps un discours axé sur la notion de devoir national, devoir qui soumet la réflexion aux paramètres de la nation (catholicisme, langue, etc.), les étudiants de McGill tempèrent régulièrement les appels au nationalisme – de type impérialiste ou canadien – en insistant sur le développement de l'individualité. En fait, malgré l'influence culturelle américaine grandissante qui aurait pu exacerber leurs sentiments nationalistes, ces étudiants ne semblent pas croire que leur ensemble national soit suffisamment menacé pour faire passer la nation avant l'individu.

À partir de la seconde moitié des années 1920 et jusqu'au déclenchement de la guerre, la montée parallèle du communisme et du fascisme inquiète les étudiants de McGill. Devant cette double menace, tous ne réagissent pas avec la vivacité souhaitée par les éditorialistes du *McGill Daily*: «*Most of us agree that fascism and communism are undesirable and that we would fight to the end to prevent them from being established here, but we are content to sit by and watch rather than act to prevent such an eventuality*¹⁸⁷.» Afin de mieux les contrer, plusieurs souhaitent cependant que leur soit offerte la possibilité de comprendre les fondements théoriques de ces idéologies. Ainsi, au moment où le *Financial Post* accuse les étudiants de l'Université de Toronto de compter de nombreux jeunes communistes dans leurs rangs, un éditorial du *Daily* peut distinguer le socialisme du communisme et soutenir que les jeunes intellectuels ne sauraient être attirés par le communisme, une idéologie qui, selon l'éditorialiste, ferait appel aux émotions plutôt qu'à l'intelligence. Le socialisme, par son analyse logique du système, pourrait quant à lui susciter l'intérêt de quelques-uns des meilleurs penseurs¹⁸⁸.

Avec la crise, la question du communisme prend de l'ampleur. Le *Daily* rappelle alors aux étudiants leurs responsabilités face aux questions sociales et les enjoint de s'interroger sur les causes du chômage. C'est à eux, et aux autres universitaires, de comprendre les «irritants» sociaux, de ne pas tenter de les mater par la répression. La liberté ne peut exister qu'au prix d'une constante vigilance, et il revient aux étudiants et aux universités d'en être les chiens de garde¹⁸⁹. Cet appel à la tolérance et à la liberté n'est cependant pas toujours entendu dans les rangs étudiants. Ainsi, en 1931, le Labour Party du Mock Parliament de McGill organise une réunion sur le campus et entonne l'Internationale en ouverture. Une telle manifestation communiste – qu'elle soit réelle ou factice, le Mock

187. «The Good Old Days», *Daily*, vol. 28, n° 92, 10 mars 1939, p. 2.

188. «Varsity and the Reds», *Daily*, vol. 17, n° 80, 21 janvier 1928, p. 2.

189. «The Price of Liberty Is...», *Daily*, vol. 19, n° 123, 11 mars 1930, p. 2.

Parliament alignant des partis « virtuels » qui ne sont pas nécessairement associés aux véritables partis politiques – n'a pas l'heur de plaire à tous et une contre-manifestation spontanée s'organise¹⁹⁰.

À l'Université de Montréal, la montée du communisme inquiète aussi les autorités et les étudiants. Dès 1919, le recteur Gauthier considère le communisme comme le principal danger qui guette le monde et la religion. Pour y faire face, l'université, et plus particulièrement l'université catholique, possède, à son avis, les meilleures armes puisqu'elle est en mesure de former la jeunesse : « [E]t s'il est vrai que la nature même des choses assigne aux universités la tâche de former des chefs par l'enseignement, il reste que notre université c'est notre école de guerre où nous devons former les chefs qui livreront et gagneront les nobles batailles de l'idée chrétienne¹⁹¹. » Une semblable attitude mène à la grande chasse au communisme qui s'organise de manière concertée au début des années 1930¹⁹² et qui s'illustre avec éclat durant la nuit du 25 octobre 1930 alors que la bibliothèque de l'Université ouvrière est victime d'auto-dafé. Cet acte d'intolérance concorde avec la tenue du défilé de l'enterrement du béret, et des journaux, dont *Le Canada*, font état d'un « groupe de jeunes gens, comprenant apparemment en majorité des étudiants » qui aurait participé au méfait¹⁹³. Bien qu'aucune arrestation n'ait été recensée chez les étudiants, quelques semaines plus tard, le *Quartier latin* revient sur l'événement en mentionnant que la réputation des étudiants a été sérieusement entachée¹⁹⁴. Un tel débordement n'est peut-être pas étranger à la décision des autorités de suspendre les défilés à partir de l'année suivante... Sans toujours mener à de tels débordements, la participation des étudiants est fréquemment requise pour la grande chasse au communisme, car « [d]u fait d'être les heureux élus de la science et du savoir, ils se doivent de transmettre les conseils sains et les bons principes, nécessaires pour protéger les moins fortunés¹⁹⁵ ». La tâche des étudiants

190. « Left Wing Supporters Sing Internationale at Meeting », *Daily*, vol. 20, n° 94, 6 février 1931, p. 1.

191. M^{gr} Georges Gauthier, *La mission de l'Université*, [s.l.], Bibliothèque de l'Action française, 1920, p. 26.

192. Paul Leblanc, « L'opinion s'éveille, la lutte s'organise », *Ql*, vol. 13, n° 16, 13 février 1931, p. 1.

193. *Le Canada*, lundi 27 octobre 1930, p. 5.

194. Jean-J. Décarie, « L'esprit universitaire », *Ql*, vol. 13, n° 8, 27 novembre 1930, p. 1.

195. Maurice Bonnier, « Une misérable victime », *Ql*, vol. 13, n° 18, 27 février 1931, p. 1.

est renforcée par l'idée voulant que le mouvement communiste, dont on affirme qu'il est en constante progression, vise principalement les jeunes, les jeunes ouvriers surtout¹⁹⁶.

Si le communisme est rejeté par tous – par tous ceux du moins qui émettent une opinion dans le *Quartier latin* –, la lutte envisagée varie quelque peu. Certains n'y opposent que dénonciation. D'autres, moins nombreux, préfèrent lutter en proposant des solutions aux problèmes qui, selon eux, poussent les gens à adhérer aux thèses communistes, c'est-à-dire la pauvreté et le chômage. Au moment où s'organise une collecte de la Saint-Vincent-de-Paul, Adrien Paulhus déclare: «Croyez-m'en, il suffit d'avoir partagé sa vie, son rude travail et son salaire pour se convaincre que le peuple nécessiteux ne reçoit pas tout ce qu'il devrait recevoir des autres classes de la Société, pour ne plus être surpris de l'entendre murmurer et de le voir se révolter quelquefois¹⁹⁷...» Continuant dans la même veine, il demande aux étudiants d'être charitables, de ne pas donner aux victimes de la crise des motifs supplémentaires de se tourner vers le communisme, leur jalousie ayant été aiguisée par l'étalage de «l'Agréable», alors que le «Nécessaire» manque souvent.

En analysant le discours nationaliste et idéologique des étudiants de l'Université de Montréal et de l'Université McGill, on est frappé par le sérieux de leurs paroles. De manière générale, les textes des journaux étudiants de l'UdM reprennent les thèses dominantes de leur communauté sur le sujet. Du côté de McGill, d'une certaine manière, la plus grande variété d'opinions qui transparaît dans les journaux correspond tout à fait à l'individualisme prôné du côté protestant. La *McGill Fortnightly Review* en présentant une nouvelle vision du nationalisme canadien participe aux redéfinitions identitaires qui touchent particulièrement les anglophones du pays après la Première Guerre mondiale. Bref, qu'ils réfléchissent à la question nationale, qu'ils adhèrent au libéralisme ou encore qu'ils rejettent le communisme, les étudiants des deux universités ne s'éloignent pas véritablement des valeurs qui leur sont transmises. Par

196. Paul Leblanc, «La menace communiste au Canada», *QI*, vol. 13, n° 13, 22 janvier 1931, p. 3. La seule concession faite au communisme et au socialisme que j'ai pu trouver date de 1925, alors que le *Quartier latin* présentait l'œuvre d'un jeune poète français mort à la guerre, émule de Jaurès: Gabriel Tristan Franconi. Ce dernier, en raison des enthousiasmes de la jeunesse et de son désir de sauver le monde, avait flirté avec les positions de la gauche française. Signes de jeunesse, les attirances pour la liberté et l'égalité ne peuvent être condamnées. «Un poète idéaliste. Gabriel Tristan Franconi», *QI*, vol. 8, n° 1, 8 octobre 1925, p. 4.

197. Adrien Paulhus, «Part du pauvre», *QI*, vol. 14, n° 1, 8 octobre 1931, p. 3.

ailleurs, ils tentent de participer à ces grands projets de société en insistant sur leur situation d'étudiants, situation d'élite qui les incite à se porter à la défense de ces mêmes projets.

* * *

À la fin du XIX^e siècle et durant les premières décennies du XX^e, les deux universités montréalaises sont en période de développement. L'Université McGill, bien appuyée par la communauté d'affaires anglophone, prend une longueur d'avance et offre à ses étudiants des services plus nombreux et mieux organisés. Avec des hommes comme Sir Arthur Currie, Edward Beatty, l'université va de l'avant malgré des jours plus sombres. À l'Université Laval à Montréal, la situation est moins rose : elle demeure une filiale de l'Université Laval à Québec jusqu'après la guerre et rejoint difficilement la communauté d'affaires francophone de la métropole. Sollicitée par un nombre grandissant d'étudiants, elle se retrouve rapidement à l'étroit dans ses nouveaux locaux et elle n'a qu'un local de réunion assez misérable à offrir aux étudiants. Comme si ce n'était pas suffisant, l'université est la proie des flammes en 1919. Néanmoins, elle envisage avec optimisme son avenir et s'engage dans la reconstruction et les projets de grandeur, dont le campus sur la montagne n'est pas le moindre.

C'est donc dans une atmosphère bien différente que les étudiants des deux universités montréalaises en viennent à développer une conscience de groupe. On constate alors que, malgré ces disparités institutionnelles et le peu de contacts formels entre les deux groupes, les étudiants des deux universités présentent des parcours assez similaires. Les étudiants de l'Université de Montréal, tout comme leurs confrères de McGill, souhaitent être considérés comme des membres à part entière de l'institution. À ce propos, on peut lire dans le *Quartier latin* de 1929 qu'«[a]u nombre des éléments essentiels sans lesquels il n'y aurait ni Université ni vie universitaire, il faudra bien compter avec les étudiants¹⁹⁸». Le même discours circule à McGill, mais les étudiants insistent sur leur individualité : « *Students are not puppets but men and women who are capable of thinking for themselves and taking an intelligent part in outside affairs. The university is not a hand-mill turning out a single type of product, but a place where people should be given the opportunity of finding themselves. The university exists for students, not students for the university*¹⁹⁹. »

198. Léon Lalande, «L'étudiant et l'université», *Ql*, vol. 11, n° 15, 31 janvier 1929, p. 1.

199. «An Army of Puppets, They Say», *Daily*, vol. 14, n° 108, 28 février 1925, p. 2.

Durant ces mêmes années, les étudiants des deux universités montréalaises assoient leur identité étudiante. Jeune, masculine, traversée de références nationales et religieuses et tournée vers l'avenir, cette identité est défendue avec vigueur par les associations étudiantes et les journaux. Les interactions entre les étudiants et les instances universitaires, que ce soient les autorités administratives ou les professeurs, illustrent bien le fait que les étudiants estiment maintenant former un groupe distinct à l'intérieur de l'institution.

Forts de cette nouvelle cohésion identitaire, les étudiants prennent un peu plus souvent la parole sur des sujets qui vont au-delà de leur vie immédiate tels que l'éducation, la vie nationale, la jeunesse. Ces prises de parole éclairent le sentiment d'appartenance des étudiants à une société qui dépasse les limites de leur institution respective. C'est dans ces environnements bien différents que les étudiants évoluent. Il en résulte l'édification d'une identité étudiante propre à chaque institution. Malgré ce fossé institutionnel, l'analyse de leur discours laisse entrevoir qu'ils comprennent leur place dans la société principalement en fonction de leur statut d'étudiant, et que celui-ci s'articule à ce moment autour de leur jeunesse, une jeunesse synonyme d'avenir. Parmi cette jeunesse, les étudiants sont considérés et se considèrent comme l'élite. D'où la notion d'élite de demain qui est utilisée pour caractériser les communautés étudiantes de cette période.

Des zones d'ombre demeurent toutefois. Les initiations, les défilés, les dossiers disciplinaires laissent entrevoir une vie étudiante et une vie de jeunesse qui dépassent de loin les murs des universités. Mais dans le discours étudiant officiel, dans les journaux étudiants, point ou peu de référence aux « virées » en ville. Alors que les « années folles », les années 1920 sont généralement considérées comme une période fastueuse, marquée d'une contre-culture hédoniste, les dossiers traités dans ce chapitre laissent plutôt croire à une jeunesse étudiante sérieuse, réfléchie. Est-ce toujours le cas ? Sûrement pas. Comment, à l'extérieur des universités, les étudiants ont-ils vécu les années 1920 ? Ont-ils participé activement à l'engouement pour le jazz, le cinéma, la danse ? En répondant à ces questions, il serait possible de confirmer ou d'infirmer la thèse d'Anthony Esler qui opposait ainsi la jeunesse des années 1920 à celle des années 1930 : la jeune génération de l'âge du jazz avait choqué ses aînés par ses escapades hédonistes et son anarchisme moral. La jeunesse des années 1930 en se tournant vers les engagements sociaux et politiques a horrifié ses parents encore plus²⁰⁰.

200. Anthony Esler, *Bombs, Beards and Barricades. 150 Years of Youth in Revolt*, New York, Stein and Day, 1971, p. 38.

3

Une génération, entre opposition et affirmation

En 1933, les effets de la crise économique se font durement sentir sur les campus montréalais. Sans être tous personnellement affectés par la pauvreté qui sévit à Montréal, les étudiants en ressentent tout de même certaines conséquences. Pour eux, des portes se ferment. Si leurs prédécesseurs croyaient incarner l'avenir, les étudiants de la crise ne voient plus toujours cet avenir d'un très bon œil. Les professions libérales sont encombrées, du moins est-ce l'impression que les étudiants en ont. Face à cette situation, certains d'entre eux font part de leur volonté d'acquérir une formation mieux adaptée au monde du travail en plein tourment et relèguent à l'arrière-plan les idéaux humanistes jusqu'alors associés à l'institution universitaire. Car n'est-ce pas qu'un Ph. D. affamé est aussi compétent qu'un ouvrier pour frapper un homme à la tête et lui arracher son argent? Il peut même faire preuve d'une meilleure technique¹.

La vie de tous les jours sur les campus est mouvementée durant les années de la Grande Dépression. L'Université de Montréal est au bord du gouffre: le chantier sur la montagne amorcé au cours de la deuxième moitié des années 1920 a plongé l'institution dans une telle crise financière qu'elle est placée sous tutelle. Des rumeurs de fermeture circulent, remettant en question la possibilité pour les étudiants de poursuivre leurs études à Montréal dans une institution francophone et catholique. L'Université McGill, sans être menacée de la même manière, doit tout de même hausser les droits de scolarité pour espérer couvrir ses frais de fonctionnement. Les pressions financières sont fortes pour les étudiants des classes moyennes qui souhaitent se doter d'un diplôme afin de mettre toutes les chances de leur côté au sortir de l'école. En 1933, le campus mcgillien voit

1. «The Graduate with the Hoe», *Daily*, vol. 21, n° 4, 5 octobre 1931, p. 2.

défiler le cortège funèbre de sir Arthur Currie. Il faudra attendre 1939 pour que le poste de principal retrouve son lustre avec l'arrivée de Cyril James. L'instabilité semble donc au rendez-vous.

Au moment où la crise semble se résorber apparaît le spectre d'un nouveau conflit mondial auquel les étudiants des deux universités montréalaises, comme ceux des autres universités québécoises et canadiennes, s'opposeront d'abord avec force. Confrontés à des menaces qui les touchent directement, les étudiants s'interrogent sur la place qui leur est réservée dans la société. Le recours à un discours générationnel, déjà formulé à McGill au cours de la précédente décennie, s'intensifie et se modifie.

Le concept de génération tel qu'il est utilisé ici se réfère beaucoup à l'analyse que Gérard Mauger a faite des théories de Pierre Bourdieu. Dans un article au titre polémique, Bourdieu remettait en cause la pertinence du concept de jeunesse en déclarant que «la jeunesse n'est qu'un mot²». Avec une telle affirmation, il soulignait le fait que la jeunesse est une construction sociale résultant d'un rapport de pouvoir entre deux groupes concurrents, les «jeunes» et les «vieux». En d'autres mots, il ciblait le processus de formation de catégorie sociale plutôt que la catégorie elle-même. C'est ici qu'entre en scène l'analyse de Mauger qui, paraphrasant Bourdieu, avance que ce sont les générations s'opposant pour le pouvoir qui déterminent les valeurs sociales accolées aux notions de «jeunesse» et de «vieillesse».

Les «détenteurs» qui sont aussi les plus vieux biologiquement, renvoient les «prétendants» à leur «jeunesse» et associent à «la jeunesse» un ensemble de représentations propres à les disqualifier. Les «jeunes» rejetés du pouvoir, sont aussi rejetés du côté du diable, du péché, de l'immoralité ou du côté de la nature par ceux qui s'attribuent, de ce fait même, la «sagesse» et (ou) «la culture». [...] À l'inverse, dans ces conflits engagés pour la succession, les plus jeunes biologiquement renvoient les «détenteurs» à leur vieillesse, à la «sénilité» d'hommes «usés», «finis», «dépassés» et prêtent à la «jeunesse» diverses qualités: le courage et la force au Moyen Âge, la créativité aujourd'hui³.

2. Pierre Bourdieu, «La jeunesse n'est qu'un mot», dans *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 143-154.

3. Gérard Mauger, «La catégorie de jeunesse. Essai d'inventaire, de classement et de critique de quelques usages courants ou savants», dans Annick Percheron et François Proust (dir.), *Les jeunes et les autres. Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes*, Tome 1, CRIV (Centre de recherche interdisciplinaire du Vauresson), 1986, p. 57.

Bien qu'il insiste trop sur la confrontation, le concept de génération mis de l'avant par Bourdieu et commenté par Mauger ouvre de nombreuses possibilités d'analyse. Il ne faut cependant pas oublier que la génération, comme concept, pose plusieurs problèmes méthodologiques et théoriques. Deux écueils particuliers en restreignent l'utilisation : la représentativité et la délimitation des générations⁴. On reproche souvent à la notion de génération de négliger la diversité inhérente à un groupe dont les membres ont en commun d'être nés plus ou moins au même moment. On s'interroge également sur le découpage de la société en générations, c'est-à-dire sur la périodisation possible de ce phénomène social⁵. Toutes ces interrogations minent la pertinence de la génération comme concept d'analyse. Cependant, Olivier Galland refuse de la rejeter, car pour lui,

[r]ien n'exclut en effet qu'une génération se distingue sur le plan sociologique par des comportements ou des attributs très marqués, sans qu'elle ait conscience de cette différence et sans qu'elle soit soudée par un sentiment d'identité. [...] Par exemple, une génération qui serait soumise à un programme et à des méthodes d'enseignement complètement renouvelées verrait ses attitudes très probablement affectées par ces transformations et cela contribuerait à la différencier des générations précédentes. Mais, pour autant, cette génération ne serait pas animée par un fort sentiment d'appartenance⁶.

Les limites avouées de la notion de génération incitent donc à l'utiliser ici de manière circonspecte sans tenter de définir la succession des générations dans le monde universitaire ni de généraliser les conclusions concernant la jeunesse universitaire montréalaise à l'ensemble de la jeunesse, qu'elle soit montréalaise ou québécoise. Toutefois, l'appartenance générationnelle a été revendiquée par les étudiants de l'Université de Montréal et de l'Université McGill à quelques reprises entre les années 1895 et 1960, et de manière accrue lors des décennies de l'entre-deux-guerres. À l'occasion, ces derniers ont aussi proposé une conception de la société fondée sur un rapport générationnel. Il importe donc

-
4. Deux auteurs se sont attardés à ces questions : Raoul Girardet, « Du concept de génération à la notion de contemporanéité », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 30, avril-juin 1983, p. 257-270 ; Alan B. Spitzer, « The Historical Problem of Generations », *American Historical Review*, vol. 78, n° 5, décembre 1975, p. 1353-1385.
 5. Marc Bloch avait suggéré l'idée des générations courtes et des générations longues pour dépasser la périodisation stricte d'une société en générations de 15 ou 30 ans. Pour lui, le passage des générations suivait le mouvement du changement social. Cité dans Gérard Mauger, « La catégorie de jeunesse », *op. cit.*, p. 55.
 6. Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 114-115.

d'identifier ces moments de façon à voir de quelle manière la notion a été récupérée, sinon élaborée, par les étudiants. Mais surtout, il faudra voir comment et dans quelle mesure la notion de génération a pu s'intégrer à celle de jeunesse dans l'élaboration de l'identité étudiante.

3.1. Les années 1920. Une génération défensive

Alors que le recours au concept de génération permet à des sociologues des années 1920 comme Karl Mannheim d'interpréter le fonctionnement et l'évolution de la société⁷, les étudiants de l'époque utilisent plutôt ce concept pour expliquer leur place et leur rôle dans la société. Ils associent la notion de génération à la jeunesse en divisant le monde entre « vieux » et « jeunes ». De la même manière qu'ils parlent d'eux-mêmes comme de « la » jeunesse, lorsqu'ils recourent au concept de génération dans l'élaboration de leur identité, les étudiants se considèrent comme les principaux représentants de la « jeune génération ».

Forts d'une cohésion identitaire affirmée, appuyés par une association étudiante organisée et un journal assez bien portant, des étudiants de l'Université de Montréal peuvent, au cours des années 1920, offrir leur collaboration aux projets nationalistes proposés par leurs aînés. Dans ce discours, la collaboration des générations acquiert une valeur incontestable puisque ce n'est que par la combinaison des forces qu'un projet de société sera réalisable : « La vieillesse saura pour la jeunesse et celle-ci pourra pour la vieillesse⁸. »

Au même moment, à McGill, les relations intergénérationnelles semblent moins harmonieuses. La discussion s'y enclenche de plus en plus sur le mode de la confrontation : les « vieux » d'un côté et les « jeunes » de l'autre. Les aînés reprochent aux jeunes de ne pas écouter leurs conseils, et les jeunes blâment leurs aînés de vouloir s'imposer. Un éditorial du *Daily* demande un peu plus de latitude pour les jeunes, soutenant que ces derniers doivent avoir la permission de tout essayer puisque, de toute façon, leur nature étant ce qu'elle est, ils auront tôt fait la part des choses et choisi la voie du bien⁹. Pour l'éditorialiste, il est clair que tant que les aînés ne donneront pas crédit à la jeunesse pour sa générosité, celle-ci

7. Karl Mannheim, *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990 (1928), 122 p.

8. Alexandre Marcotte, « La voix des anciens », *QI*, vol. 8, n° 5, 5 novembre 1925, p.1. Ce texte a été écrit pour demander la formation d'une association d'anciens de l'Université de Montréal.

9. « Crabbed Age and Youth », *Daily*, vol. 13, n° 28, 1^{er} novembre 1923, p. 2.

n'écouteront pas leurs conseils. Quelques années plus tard, un autre collaborateur du *Daily* revient sur le sujet et explique les raisons de l'arrogance des jeunes tout en suggérant une façon de la prévenir :

The best antidote for arrogance is sympathy on the part of older people. In past time, arrogance was quelled by corporal punishment, that is out of the question today. The sympathy we suggest must not be taken to mean tolerant indifference. Let the older folk argue these opinions out with the young dogmatists, exchange philosophies and encourage round-table conversation. If this is not done, youth has a perfect right to be arrogant¹⁰.

Le conflit de génération n'est pas toujours aussi ouvert, mais les jeunes qui s'y engagent prennent régulièrement la peine de rectifier l'opinion que les aînés se font d'eux. Il faut dire que les occasions ne manquent pas. Les hebdomadaires et les quotidiens des années 1920, surtout américains, propagent l'image d'une jeune génération dépravée, exclusivement occupée aux plaisirs de la musique et de la danse. Ainsi, en 1923, un éditorial du *Daily* commente un texte paru dans le journal américain, *The Nation*, qui qualifiait la jeunesse de «*languid generation*», l'accusant du coup d'être indifférente et tolérante à tout et n'importe quoi. Le *Daily* réagit d'une manière nuancée. Ne niant pas complètement l'étiquette de «*languid generation*», l'éditorialiste réplique toutefois que les jeunes ne sont pas tous indifférents, mais qu'ils ne sont certainement pas tous intelligemment et réellement vivants. Il pose le diagnostic suivant : la langueur est proche de la stagnation, et tant la stagnation que la régression sont synonymes de mort. Et le seul remède à ce mal serait une combinaison d'action, d'intelligence, de sympathie, d'appréciation enthousiaste et de perspicacité¹¹.

Les accusations à l'endroit de la jeune génération se poursuivent au cours des années suivantes. Et à l'occasion, certains avouent que la jeune génération proteste plus que les précédentes. La révolte de la jeunesse prendrait deux formes : une recherche du plaisir à tout prix ; une révolte sérieuse et réfléchie qui remet en question l'héritage des générations antérieures¹². Cette vision de la situation présentée par le *Daily* rejoint l'analyse faite par le sociologue Anthony Esler en 1971 lorsque, parlant des jeunes Américains des années 1920, il relevait deux tendances : «*An important sociological subculture, clearly, in Babbit's America – a slick, jazz-tempo, art-deco, new subculture among the young. But a counter culture too: a conscious revolt against America Babbitry and boosterism, puritanical morals*

10. «*This Arrogant Youth*», *Daily*, vol. 17, n° 96, 9 février 1928, p. 2.

11. «*Are We the Languid Generation*», *Daily*, vol. 13, n° 42, 19 novembre 1923, p. 2.

12. «*How Modern Youth Revolts*», *Daily*, vol. 17, n° 64, 13 décembre 1927, p. 2.

*and the cult of material progress*¹³. » Au-delà d'une division apparente, la jeune génération rejette le monde des adultes, soit par l'hédonisme, soit par la critique. Une telle constatation traduit une volonté des étudiants de s'affirmer, de trouver leur propre voie :

*In search for better ways they commit new follies. They defy conventions, they shock sensibilities, and too often and most serious, they inflict cruel hurt upon themselves. But in the main this generation of youth is an indomitable one, seeking to be captains of their own souls and promising to succeed. In straightforwardness, in unhypocritical honesty, in cleanness of thought and integrity of action, in aspiration and idealism, their like has not been seen before*¹⁴.

Dans la même perspective, des étudiants associent le passage des générations au progrès. Plus exactement, ils marient la jeunesse au progrès, celui-ci étant présenté comme une valeur positive. Pour eux, la jeunesse sera toujours mécontente, elle cherchera toujours de nouveaux horizons à conquérir. C'est pourquoi la jeunesse poursuivra la marche vers le progrès¹⁵. Ce progrès n'est cependant pas le lot de tous. Il repose sur l'élite des jeunes, sur ceux qui assument le mieux leur individualité et qui proposent de nouvelles idées :

*Each generation is like the last, the great mass of youth accepting without protest or even question the traditions and customs of their elders, meekly adapting themselves to their environment, fitting themselves into the innumerable ruts of a soul destroying civilization, throwing all their energy into perpetuating and developing systems and organizations which may be and probably are basically unsound. But always there are the few, the individuals who protest against being mere puppets, who break loose from all these insufferable bonds and see things in a clear light and have the courage to pick out the things that are worth while doing and do them*¹⁶.

Pour associer la jeunesse au progrès, les étudiants mcgilliens concernés procèdent par opposition. En contrepartie, ils effectuent un rapprochement entre la vieillesse et le conservatisme. Inspiré de Cicéron, ce texte du *Daily*, intitulé « Youth and Age », ne dit pas autre chose que la théorie de Bourdieu exposée plus haut :

13. Anthony Esler, *Bombs, Beards and Barricades. 150 Years of Youth in Revolt*, New York, Stein and Day, 1971, p. 184. L'allusion à Babbit ou à la *babitry* vient d'un roman publié par Sinclair Lewis en 1922 dans lequel l'auteur dénonçait notamment la classe moyenne américaine, incarnée par un petit homme d'affaires suffisant et matérialiste. Sinclair Lewis, *Babbitt*, New York, Harcourt, Brace and Co., 1922, 401 p.

14. « College Comment », *Daily*, vol. 18, n° 1, 1^{er} octobre 1928, p. 2.

15. « Discontent », *Daily*, vol. 20, n° 82, 22 janvier 1931, p. 2.

16. « On Being an Individual », *Daily*, vol. 15, n° 23, 26 octobre 1925, p. 2.

Old age might more properly be regarded as a time for peaceful repose in retirement from the struggles of the world, a world which so often progresses faster than people who make it move. There is a certain dread, irresistibility about the slowly gathering momentum of movements that get started in this little world. Soon enough the ball starts rolling with speed enough to outstrip its starters, and they must fall back, exhausted to give place to the fresher, stronger, younger generation.

One gets old fast enough. It is never too young to be young, and purposeful. And that is exactly what the world needs¹⁷.

L'opposition générationnelle développée par certains étudiants de McGill ainsi que l'association qu'ils font entre la jeune génération et le progrès sont des moyens pour eux de trouver une place à la jeunesse dans le monde, surtout au moment où les critiques envers la nouvelle génération fusent de toutes parts, des États-Unis plus particulièrement. En d'autres termes, le discours générationnel mcgillien se construit sur une base plutôt défensive : les étudiants qui écrivent à ce sujet se sentent accusés et ils réagissent. Tous leurs questionnements à propos des caractéristiques de leur génération sont autant de façons de se distinguer des adultes et illustrent sans conteste une quête identitaire. Au même moment à l'Université de Montréal, la question ne se pose pas en ces termes. On évoque la notion de génération pour réclamer une collaboration entre les « vieux » et les « jeunes » dans un objectif commun d'affirmation nationale.

3.2. En réaction à la crise, une jeunesse en mutation

Les bouleversements provoqués par la crise viennent modifier la perception que les étudiants des deux universités ont d'eux-mêmes et de la jeunesse dont ils font partie. La récession obscurcit leur avenir : ils ne sont plus convaincus qu'une formation universitaire leur permettra de se tailler une place enviable dans la société. Qu'advierait-il d'une élite condamnée au chômage ? Les étudiants sont donc directement interpellés par les problèmes soulevés par la conjoncture économique ; c'est toute l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes qui est menacée.

Dans un monde où s'affrontent plusieurs projets de société, plusieurs étudiants s'interrogent sur la place qui leur est réservée. Et la réponse qu'ils proposent à cette question diffère passablement d'un campus à l'autre. Entre une conscience générationnelle et celle de former un groupe social articulé autour d'une jeunesse commune, les étudiants cherchent à se positionner face aux adultes et aux autres jeunes. Il faut dire que les étudiants ne sont plus les seuls jeunes à avoir prise sur le discours

17. « Youth and Age », *Daily*, vol. 18, n° 108, 21 février 1929, p. 2.

identitaire de la jeunesse. D'autres, issus notamment du milieu ouvrier, commencent à prendre la parole et à revendiquer, eux aussi, leur statut de jeunes.

3.2.1. Une rhétorique d'opposition

Si les étudiants de McGill ont développé une conscience générationnelle au cours des années 1920 en réaction à des accusations de la part des adultes, à l'Université de Montréal, durant la crise, le discours générationnel se fait beaucoup plus accusateur. Loin de se cantonner dans un discours défensif, les étudiants de l'UdM se lancent à l'attaque au nom d'une logique d'opposition générationnelle. Des problèmes sociaux et économiques qui agitent la société, les adultes apparaissent comme les grands responsables, et les étudiants – de même que la jeunesse dans son ensemble –, comme ceux qui détiennent la clef pour les résoudre.

L'éveil générationnel se fait sentir assez fortement dans les pages du *Quartier latin* à la toute fin de 1932, alors que les futurs membres des Jeune-Canada passent à l'offensive. Ce regroupement d'amis, souvent d'anciens étudiants du Collège Sainte-Marie maintenant inscrits à l'Université de Montréal, a fait l'objet de plusieurs études depuis une vingtaine d'années¹⁸. Plusieurs chercheurs ont examiné son nationalisme et y ont recherché l'influence de Groulx, mais rares sont ceux qui ont dégagé la dimension générationnelle de son discours¹⁹. Pourtant, à la lecture des textes et éditoriaux des membres du groupe parus dans le *Quartier latin*, cette dimension apparaît incontournable²⁰.

18. Denis Chouinard, «Des contestataires pragmatiques : les Jeune-Canada, 1932-1938», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 1, été 1986, p. 5-28. Voir aussi les biographies et autobiographies de membres des Jeune-Canada. Donald J. Horton, *André Laurendeau. La vie d'un nationaliste, 1912-1968*, [Montréal], Bellarmin, 1995, 357 p.; Gérard Filion, *Fais ce que peux. En guise de mémoires*, Montréal, Boréal, 1989, 381 p.

19. Catherine Pomeyrols a noté, sans plus, cette dimension discursive dans son analyse: «Cette conscience de génération semble être assez marquée: la notion de "jeunesse" revient fréquemment dans leurs discours et leurs lettres.» Catherine Pomeyrols, *Les intellectuels québécois: formation et engagements. 1919-1939*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 1996, p. 282. Dans son mémoire de maîtrise, Ludwig Dubé aborde l'image de la jeunesse universitaire québécoise durant ces années et constate cette idée de génération. Ludwig Dubé, *Images et perceptions de la jeunesse étudiante universitaire québécoise à travers les journaux étudiants (1930-1939)*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1999, chapitre 2.

20. Il faut mentionner que Pierre Asselin, aussi identifié comme un membre des Jeune-Canada, était alors administrateur du *Quartier latin*. Dans la liste

Avant même la divulgation du « Manifeste de la jeune génération » au Gesù en décembre 1932, les futurs membres des Jeune-Canada commencent à diffuser leur opinion sur la question générationnelle. Le 10 novembre, Pierre Dansereau publie dans le journal étudiant un éditorial intitulé « ? », dans lequel il fait preuve d'une conscience générationnelle déjà bien affirmée. Il regrette notamment que « [p]lusieurs parmi ceux qui ont quarante-cinq ans et plus nous regardent avec désolation : ils voient en nous des velléitaires, des jeunes gens qui ne savent plus combattre, qui ne cherchent pas à imposer leurs idées au monde, parce qu'ils connaissent, avant de l'avoir éprouvée, l'indifférence du monde ». Dansereau réplique à cette accusation que le désir de combattre n'est pas étranger aux jeunes. Ce qui leur manque, c'est une cause et un chef. Mais loin d'être convaincu que les aînés répondront positivement à son appel, il se fait menaçant : « La jeunesse attend des chefs, et si elle ne les trouve bientôt, peut-être commencera-t-elle à les chercher dans ses propres rangs²¹. »

La collaboration intergénérationnelle des dernières années, nécessaire au projet national, est parfois oubliée en contexte de crise. Le projet national demeure à l'avant-scène, mais le chemin pour s'y rendre passe désormais par la jeunesse, et seulement par la jeunesse. Ce changement de perspective est illustré dans le « Manifeste de la jeune génération » qui marque la naissance des Jeune-Canada.

Nous faisons donc appel à la jeunesse, à toute la jeunesse de notre race : à la jeunesse universitaire, à la jeunesse des collèges et des écoles, à la jeunesse ouvrière, à la jeunesse agricole, à la jeunesse professionnelle. Que dans tous les domaines de la vie nationale le souci s'éveille, ardent, de reconquérir les positions perdues, de faire meilleur l'avenir. C'est à un vaste labeur intellectuel, littéraire, artistique, scientifique, économique, national que nous les jeunes sommes conviés par les exigences de notre temps. Souvenons-nous que nous ne serons maîtres chez nous que si nous devenons dignes de l'être²².

des membres du groupe colligée par Catherine Pomeyrols, on peut relever quatre administrateurs ou directeurs du journal : Pierre Asselin, Paul Dumas, Jean-Paul Verschelden et Roger Larose, ce dernier fut également président de l'AGEUM en 1931. Les Jeune-Canada avaient donc leurs entrées dans les instances étudiantes officielles de l'Université de Montréal, ce qui explique en partie la place accordée à leurs idées au cours des années 1930.

21. Pierre Dansereau, « ? », *QI*, vol. 15, n° 6, 10 novembre 1932, p. 1 et 2.
22. Le manifeste est reproduit et commenté dans : Dollard Dansereau, « Manifeste de la jeune génération », *QI*, vol. 15, n° 14, 2 février 1933, p. 2.

De ces quelques phrases, on retient que, désormais, les étudiants ne se considèrent plus comme les seuls jeunes au monde. Les Jeune-Canada doivent tenir compte des jeunes des autres milieux dans leur projet national. La Jeunesse ouvrière catholique mise en branle au Québec en 1927 et officialisée en 1932 a donné aux jeunes des milieux ouvriers un lieu de rassemblement, de discussion et d'affirmation²³. Toutefois, cette ouverture obligée est grandement tempérée par l'élitisme persistant des étudiants: «Mais le mouvement d'aujourd'hui est un mouvement d'ensemble, c'est une réaction collective, c'est une conscience qui s'affirme. Ce ne sont plus seulement des individus qui prennent en considération la vie de la race, c'est l'élite nombreuse de toute une génération²⁴.» Fidèles aux enseignements catholiques énoncés dans *Rerum Novarum* notamment, les Jeune-Canada avancent que l'élite doit être composée des meilleurs éléments de chaque classe sociale. En ce qui les concerne directement, leurs membres ont toujours été recrutés uniquement dans le milieu universitaire.

La conscience générationnelle des Jeune-Canada s'affirme lorsqu'ils insistent sur le fait que leur initiative ne doit rien aux adultes, que leur manifeste a «été composé sans qu'aucun corps professionnel ou enseignant, sans qu'aucune société nationale y ait mis la main²⁵». Pourtant, si l'on en croit Lionel Groulx, c'est lui qui aurait rédigé la première version du manifeste²⁶. Ce dernier a toujours été un admirateur de la jeunesse, et il lui attribuait volontiers le rôle de salvatrice de la nation. Lorsque Gérard Filion affirme que, devant la démission des aînés, c'est «à la jeunesse [qu']incombe le devoir d'arrêter cette dégringolade et de remonter la pente²⁷», l'influence de Groulx est frappante. Si le discours de l'abbé a été accepté des étudiants, c'est qu'il touchait un point sensible en leur accordant un rôle actif. Comme l'explique le nouveau président du groupe en 1935, la «jeunesse n'exerce pas l'influence qu'elle pourrait exercer. C'est la génération de demain et elle devrait avoir son mot à dire. Elle devrait être libre de régler sa propre destinée²⁸.» En fait, les Jeune-Canada font la synthèse entre le discours de la jeunesse «élite de

23. Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, p. 53.

24. Jean-Claude Martin, «L'enthousiasme», *Ql*, vol. 15, n° 18, 2 mars 1933, p. 2.

25. Dollard Dansereau, «Manifeste de la jeune génération», *Ql*, vol. 15, n° 14, 2 février 1933, p. 2.

26. Lionel Groulx, *Mes mémoires. Tome 3*, Montréal, Fides, 1972, p. 276.

27. Gérard Filion, «Le réveil», *Ql*, vol. 15, n° 16, 16 février 1933, p. 3.

28. Guy Morin, «Cinq minutes avec Jean-Louis Dorais», *Ql*, vol. 17, n° 12, 17 janvier 1935, p. 4.

demain» à l'œuvre depuis le XIX^e siècle et la dimension générationnelle du discours groulxiste. Pierre Dansereau montre bien l'écho qu'ont eu ces discours sur lui et ses pairs.

Nous avons eu le bonheur – je dis bien – de naître dans l'âpre atmosphère de la guerre, de grandir dans la douteuse atmosphère d'une période d'essai et d'expérience qui nous a appris – trop bien – l'instabilité profonde des conditions humaines. Le temps venu de nous établir, de prendre dans la vie la position solide que nos parents nous avaient laissé espérer (ils l'avaient obtenue si facilement!) nous avons assisté à un brusque renversement des valeurs. De la sorte, plus que jamais, l'avenir sera ce que la jeune génération d'aujourd'hui le fera²⁹.

Dans semblable affirmation générationnelle, les accusations envers les aînés ne sont jamais bien loin. Au cours des plus noires années de la crise, ces accusations gagnent en animosité. Gérard Filion, par exemple, va jusqu'à dire que l'œuvre de reconstruction à laquelle se consacrent les jeunes est vouée à l'échec puisque «la force de restauration qui s'éveille chez nous, on l'emploiera demain à une œuvre de destruction». Cynique, il poursuit en expliquant que le choix qui se posera à la jeunesse sera le suivant : «[c]hômeurs ou chair à canons [*sic*] : tel sera demain notre lot³⁰.»

Les Jeune-Canada, que ce soit dans les pages du *Quartier latin* ou dans leurs sorties publiques, ne sont pas les seuls jeunes à prendre la parole en milieu universitaire au moment de la crise. La revue *La Relève*, initiative revenant en grande partie à de jeunes étudiants évoluant autour de l'Université de Montréal, témoigne elle aussi de l'éveil d'une conscience générationnelle : «*La Relève* est un cahier mensuel fondé par des jeunes. Cette feuille se présente au public, comme la première revue de jeunes qui ne soit ni une affaire de collègue, ni le porte-parole des opinions d'un groupe en particulier³¹.» La revue présente ainsi ses objectifs : «Nous sommes plusieurs à sentir le besoin chez les jeunes d'un groupement national catholique indépendant pour développer dans ce pays un art, une littérature, une pensée dont l'absence commence à nous peser³².»

Lorsque le *Quartier latin* présente *La Relève* à ses lecteurs, il insiste sur la dimension générationnelle de l'entreprise en faisant un parallèle militaire : «La relève, à l'armée, c'est la troupe fraîche qui remplace, sur

29. Pierre Dansereau, «Jeune Canada», *QL*, vol. 15, n° 17, 23 février 1933, p. 1 et 2.

30. Gérard Filion, «Héritage de notre génération», *QL*, vol. 16, n° 16, 15 février 1934, p. 8.

31. La direction, «Position», *La Relève*, vol. 1, n° 1, mars 1934, p. 3.

32. *Ibid.*

le front, celle qui vient de terminer son service.» Pour l'ensemble d'un peuple, «c'est la jeune génération qui prendra bientôt, aux mains de ses aînés, les leviers de commande». Dans l'esprit du rédacteur de l'article, il est clair que «cette génération, c'est la nôtre, étudiants³³». Une parfaite adéquation est ainsi établie entre la jeune génération et les étudiants, permettant de douter de la considération des étudiants envers les jeunes des autres milieux. Somme toute, le discours identitaire étudiant des précédentes périodes, qui monopolisait la jeunesse, se poursuit.

Dans tout le discours générationnel diffusé à l'Université et par les groupes qui gravitaient autour de l'institution au cours de ces années, on retrouve un fort désir de trouver des coupables à la situation de crise, situation qui compromet les projets de la jeune génération à laquelle s'associent nombre d'étudiants. Dans une telle logique de confrontation générationnelle, les coupables sont tout désignés: les adultes. «Notre avenir, on le forge. Et quel avenir! Dettes énormes, conscience populaire faussée, sens de la mesure renversé, démagogie... voilà l'enviable héritage que nous destine la génération homicide de ce premier tiers du vingtième siècle.» Devant ce qui lui apparaît être un désastre, l'auteur de ces paroles bien senties s'insurge: «Et il faudrait se taire, subir sans protester le règne de la bêtise et de la malhonnêteté! Mais m... alors! La victime, n'est-ce pas la jeunesse?» Une fois la victime identifiée, comment accepter qu'elle se taise? «Mais ils sont imbéciles, ou pissotiers, ou canailles ceux qui veulent nous fermer la g... Les naïfs, ce ne sont pas les jeunes; les hommes, je commence à croire qu'ils ont moins de trente ans³⁴.»

Malgré l'hostilité qui transpire de ces dures paroles, la rupture générationnelle n'est pas entièrement consommée. Les jeunes qui participent à ce discours ne renient pas nécessairement les valeurs de leur société – leur dévouement à la cause nationale et à la religion catholique le montre bien –, et ils continuent de rechercher l'approbation des quelques adultes qui, à leurs yeux, se battent pour ces mêmes valeurs. Une enquête du *Quartier latin*, menée en 1934, donne à ces derniers la chance de faire connaître leur perception de la jeunesse. Tout comme dans l'enquête de *L'Étudiant* de 1914, on constate que les attentes envers les jeunes sont très élevées. Dans sa réponse «magistrale», pour reprendre les termes du journal, Groulx accorde une lourde responsabilité à la jeunesse étudiante.

D'ailleurs, écrit-il, vous ne pouvez oublier qu'aujourd'hui, dans tous les pays du monde, la jeunesse se reconnaît et s'impose une action publique. Il ne peut vous échapper, non plus, qu'il est de la puissance de la jeunesse, pourvu qu'elle obéisse aux impératifs de sa raison française et de sa foi, de tenir un rôle considé-

33. Jean-Claude Martin, «“La Relève”», *Ql*, vol. 16, n° 22, 12 avril 1934, p. 7.

34. Paul Merriot, «Faisons le point», *Ql*, vol. 16, n° 20, 15 mars 1934, p. 7.

rable pour le redressement des idées, pour le réveil des dirigeants embourgeoisés, pour la remise sur pied d'un pauvre peuple frappé d'asthénie³⁵.

En dépit du fait que les étudiants se plaignent souvent du peu d'attention que leur accordent leurs aînés, ces derniers font de la jeunesse un sujet récurrent de leur discours. Aucun politicien, aucun idéologue ne voudrait s'aliéner ces forces vives. C'est à qui ralliera les troupes, à qui s'en attribuera le réveil annoncé. Comme le dit Jean Bruchési, ancien étudiant, c'est « l'heure des jeunes ». En fait, l'heure est à la jeunesse particulièrement en Europe avec la montée des régimes de Hitler et de Mussolini qui recourent régulièrement au mythe de la jeunesse. Le nazisme allemand construit une partie de sa mystique autour de l'éternelle jeunesse, en associant la jeunesse à une idée nouvelle, le national-socialisme³⁶. L'Italie fasciste bâtit aussi une symbolique de la jeunesse; elle en fait une des valeurs fondamentales du régime³⁷. Cette utilisation de la jeunesse n'a pas comme seul objectif de mobiliser les jeunes. En s'associant à la jeunesse, les régimes montants tentent d'établir leur légitimité et d'accoler une consonance positive à leur projet. Du coup, ils souhaitent se dissocier des « anciens » régimes qui, selon eux, continuent à miser sur l'ordre établi plutôt que sur la nouveauté et le dynamisme.

Dans le cas du Canada français, on ne parle pas d'un changement de régime à la manière fasciste ou nazie. Ni le recours à l'État ni le fondement raciste de la nation ne dominent le discours de la majorité. Quelques exceptions se faufilent toutefois. À cet égard, le cas des Jeunesses Patriotes est assez intéressant. Plus près des idées totalitaires européennes, ce groupe souhaite notamment l'application politique du corporatisme à l'italienne³⁸. En proposant le séparatisme comme nouveau projet de société, il fait de la jeunesse un des fondements de son discours. La proposition des Jeunesses

35. Lionel Groulx, « Une réponse magistrale. L'esprit étudiantin », *QI*, vol. 16, n° 21, 22 mars 1934, p. 13-14. Il est à noter que Groulx n'a pas intitulé son texte « Une réponse magistrale », c'est un surtitre ajouté par Jean-Claude Martin afin de bien marquer l'importance du texte pour le journal.

36. Éric Michaud, « "Soldat d'une idée" : les jeunes sous le III^e Reich », dans Giovanni Levi et Jean-Claude Schmitt (dir.), *Histoire des jeunes en Occident. Tome 2. L'époque contemporaine*, Paris, Seuil, 1996, p. 309.

37. Laura Malvano, « Le mythe de la jeunesse à travers l'image : le fascisme italien », dans Giovanni Levi et Jean-Claude Schmitt (dir.), *Histoire des jeunes en Occident. Tome 2, op. cit.*, p. 277-308.

38. Michèle Larose, *Les Jeunesses Patriotes et « La Nation » : un mouvement politique d'extrême-droite au Québec. 1934-1939*. M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1984, p. 3.

Patriotes est commentée à quelques reprises dans le *Quartier latin* au cours des quelques mois qui suivent la parution de son manifeste. Et là encore, la jeunesse est au cœur du projet :

Séparatistes : tous les jeunes qui sont vraiment dignes de ce nom doivent l'être; et ici «jeune» ne se limite pas à tel âge, mais il comprend cet état d'esprit sensible aux grands enthousiasmes, sans quoi rien de grand ne se fait, et s'applique à tous ceux qui n'ont pas l'esprit fossilisé. [...] Et des mouvements comme celui du séparatisme, parce qu'ils renferment une mystique et un idéal de vie, sont des indices de jeunesse.

Donc, tous Séparatistes et Vive la Laurentie³⁹!

Tous, tant s'en faut, ne vont pas aussi loin. De manière générale toutefois, un désir de changement s'exprime avec une vigueur toute particulière dans les pages du *Quartier latin* durant les années de la crise. En 1932, Pierre Dansereau s'exclame «Donnez-nous une foi! Donnez-nous un chef⁴⁰!» Mais le chef et la foi ne suffisent pas. Encore faut-il des énergies pour les appuyer: «[C]hez nous, ce sont les jeunes, les moins de trente ans, qui ont entrepris de secouer notre léthargie, de nous ouvrir les yeux, proclamant que l'heure est venue de passer de la parole aux actes⁴¹.» Comme toujours, cette jeunesse est incarnée, dans le discours, par les étudiants. Certains s'attribuent, au nom de leur jeunesse, la tâche de rétablir l'échelle des valeurs. Dans l'appui que plusieurs étudiants offrent aux projets nationaux tels qu'ils sont véhiculés par les Jeune-Canada, par le *Quartier latin* et même, à un moindre degré, par les Jeunesses Patriotes, on décèle un questionnement identitaire: ressentant de l'incertitude face aux bouleversements provoqués par la crise, ils tentent de proposer certaines solutions; et, surtout, ils élaborent un discours dans lequel ils s'octroient un rôle bien précis. Le mythe de la jeunesse n'est pas bien loin lorsqu'on peut lire que «ce sont surtout les temps de crise qui ont vu s'élever les jeunes» et que cette situation s'explique par le fait que «[l]e sang fatigué du monde a besoin d'oxygène». Celui qui fait cette constatation, un jeune lui-même, continue en affirmant que cet oxygène, «nous le lui fournirons⁴²». L'utilisation du futur n'est pas fortuite. Elle dénote l'ambivalence des étudiants au sujet de leur place dans le monde. Si celle dans le monde de demain ne fait aucun doute à leurs yeux, dans celui d'aujourd'hui, elle est moins assurée. «Le jeune étudiant tant qu'il est à l'Université semble une entité bien négligeable, mais attendez qu'il entre dans la vie active

39. Jean Benoît Maillé, «Les polémiques. Le séparatisme», *Ql*, vol. 19, n° 2, 16 octobre 1936, p. 8.

40. Pierre Dansereau, «?», *Ql*, vol. 15, n° 6, 10 novembre 1932, p. 1.

41. Jean Bruchési, «L'heure des jeunes», *Ql*, vol. 15, n° 24, 27 avril 1933, p. 3.

42. A. F. de Guise, «La jeunesse», *Ql*, vol. 17, n° 18, 28 février 1935, p. 1.

et vous verrez les exploits dont il est capable. Dans la coulisse, l'acteur est bien peu de chose, mais sur la scène, il est tout⁴³. » Certains étudiants entretiennent toutefois l'idée d'une jeunesse plus immédiatement active. En accusant les aînés de ne pas s'intéresser à eux – sauf pour les utiliser –, de ne pas prendre leurs responsabilités, et en leur faisant porter le fardeau de la récession, ils accaparent la double fonction de régler la crise et de repenser le système. Mais pour ce faire, encore faut-il que les adultes leur en donnent l'occasion. « Tant qu'elle [la jeunesse] dénonce le socialisme, on la laisse faire. Mais lorsqu'elle se hasarde à dire qu'il y a peut-être des excès dans le capitalisme, alors on lui tape souvent sur les doigts, et on en appelle à son inexpérience⁴⁴. » Une lutte d'influence, à la manière dont Bourdieu la théorise, existe donc entre « vieux » et « jeunes » pour définir la jeunesse et le rôle des étudiants.

Dans cette logique générationnelle, les étudiants ne sont pas seuls. Certains adultes refusent de leur reconnaître des responsabilités étendues, en raison justement de leur jeunesse. Ils reprennent alors à leur compte l'idée selon laquelle les jeunes ne sont pas en mesure de prendre une part active dans le monde d'aujourd'hui puisqu'ils sont encore en formation. S'adressant aux étudiants, un professeur de l'Université de Montréal les exhorte à laisser les adultes s'occuper de l'avenir : « Toutes ces préoccupations sont légitimes ; mais il n'appartient pas aux jeunes de les avoir. Il y a des gens qui pensent à résoudre ces problèmes, jeunes gens faites-leur confiance. [...] Soyez insouciant de l'avenir, il ne vous appartient pas encore d'y songer⁴⁵. » Mais l'avis qui semble dominer dans le discours des adultes tient plutôt du compromis : on attend des étudiants qu'ils prennent acte du monde tel qu'il leur est laissé en héritage et qu'ils s'interrogent dès maintenant sur celui qu'ils voudraient laisser à leurs successeurs. « Le monde sera dans vingt-cinq ans ce que la jeunesse d'aujourd'hui l'aura fait. Mais le monde tel que l'aborde aujourd'hui la jeunesse ce n'est pas elle qui l'a fait. La jeunesse présente doit donc prendre conscience à la fois du monde qui lui est donné et de celui qu'elle doit laisser après elle⁴⁶. » Ainsi, la plupart des adultes reconnaissent l'existence de la génération montante et tentent de lui trouver un rôle dans la société. Ce rôle varie d'un simple devoir de préparation à celui de sauveur.

43. Jean Lebrun, « Le jeune homme », *Ql*, vol. 18, n° 15, 6 février 1936, p. 3.

44. Jean-Paul Larue, « Sur une phrase de Lucien Romier », *Ql*, vol. 16, n° 18, 1^{er} mars 1934, p. 1.

45. Louis Bonin (ou Bonenfant, les copies du journal sont abîmées), « Jeunesse et pessimisme », *Ql*, vol. 17, n° 24, 11 avril 1935, p. 2.

46. V. Ducatillon, o.p., « Responsabilité des jeunes », *Ql*, vol. 18, n° 22, 26 mars 1936, p. 1.

Un dossier permet d'illustrer à la fois la prise de conscience générationnelle, le rôle que s'attribuent les étudiants dans le règlement de la crise et la réaction des adultes aux initiatives étudiantes: il s'agit de l'impasse financière dans laquelle se trouve l'Université de Montréal en 1933, alors que le chantier du campus sur la montagne, amorcé quelques années plus tôt, est venu compromettre les finances déjà fragiles de l'institution⁴⁷. Afin de trouver une solution à la menace de fermeture qui plane au-dessus de l'institution et de trouver une solution à une situation qui a provoqué un arrêt de leurs traitements, les professeurs mettent un comité sur pied. Également préoccupés par le sort réservé à leur université, des étudiants examinent les moyens dont ils disposent pour participer à son sauvetage. C'est que, selon le directeur du *Quartier latin*, il en va de leur propre avenir: «Sont-ils nombreux à l'Université ceux qui sont capables d'entrer dès maintenant dans la mêlée? Notre qualité même d'étudiants nous répond que non. Nous ne sommes pas prêts encore à affronter la vie⁴⁸.» L'AGEUM propose donc au comité de professeurs d'organiser une grosse manifestation d'appui à laquelle seront conviés tous les jeunes de la métropole, étudiants, collégiens, jeunes ouvriers, etc. Pour les besoins de la cause, l'association élargit son discours pour y inclure des jeunes d'autres milieux, arguant que toute la nation – et donc toute la jeunesse – aurait à perdre de la fermeture de la seule université francophone et catholique de la ville. L'offre de l'AGEUM témoigne de l'intérêt porté par ses membres à leur formation et aussi de leur conviction en ce qui concerne leur capacité d'agir. Dans les procès-verbaux du comité des professeurs, il est possible de constater que l'aide offerte par les étudiants n'a pas été acceptée sans discussions. Certains craignent le désordre que pourrait entraîner une manifestation de jeunes, et ils demandent à ce que tous les textes des éventuels discours soient préalablement soumis au comité. Ils se laissent finalement convaincre, «[b]ien que certains membres du Comité des Professeurs et les autorités universitaires entretiennent encore des craintes à propos de cette parade⁴⁹». Selon le *Quartier latin*, la manifestation est une réussite: la participation des jeunes de Montréal a été massive, les désordres appréhendés ont été évités et les discours ont démontré un grand esprit national chez les étudiants et les jeunes en

47. Hélène-Andrée Bizier présente un résumé des problèmes financiers et institutionnels qui frappent l'Université de Montréal durant la crise. Bizier, *L'Université de Montréal. La quête du savoir*, [s.l.], Libre Expression, 1993, 311 p.

48. Maurice Paquin, «Samedi. Ou si l'Université fermait ses portes», *QL*, vol. 16, n° 3, 19 octobre 1933, p. 1.

49. Procès-verbal de la 3^e réunion du Comité des professeurs, AUdM, P 61/B.2.5, 10 octobre 1933, p. 3.

général⁵⁰. Le recteur prend même la peine d'adresser ses remerciements et ses félicitations aux étudiants, les premiers pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'Université, les secondes pour la manière dont s'est déroulée la manifestation⁵¹. *La Presse* reprend la rhétorique habituelle sur la jeunesse pour appuyer cette « [d]émarche opportune, tout à l'honneur des étudiants, qui ne peut manquer d'obtenir un succès marqué, la jeunesse atteignant d'ordinaire, grâce à son enthousiasme et à sa détermination, les buts qu'elle se propose⁵² ».

Cet événement de collaboration mis à part, on constate que la prise de conscience générationnelle des étudiants de l'Université de Montréal au cours des années de la crise se fait sous une forme affirmative, pour ne pas dire sous le mode de l'affrontement. En effet, dans un contexte économique et social difficile, les étudiants cherchent des coupables, et ces derniers ont des traits adultes.

3.2.2. *Quand la génération mène à l'affirmation sociale*

À certaines occasions durant les années de crise, les étudiants de McGill vont proposer un discours oppositionnel semblable à celui de leurs confrères de la rue Saint-Denis. Ce discours s'éloigne légèrement du caractère défensif qui les animait lors des années 1920 alors qu'ils voulaient plutôt répondre aux accusations des adultes. Mais l'affirmation générationnelle agressive que l'on retrouve à l'UdM demeure assez marginale du côté mcgillien, à tout le moins dans les instances étudiantes officielles. À quelques reprises, on peut lire dans les pages du *Daily* des articles qui dénoncent les aînés, ces égoïstes qui ne prennent pas les jeunes au sérieux et qui ridiculisent leurs idéaux, oubliant qu'ils ont eux-mêmes déjà été jeunes. On leur rappelle alors, sans ambages, qu'un jour ils n'auront d'autre choix que de céder leur place puisque que, dans vingt-cinq ans, ce sont eux qui aujourd'hui proposent des idées qui seront à la tête du pays⁵³.

Tout comme chez les étudiants de l'Université de Montréal, la conscience générationnelle des étudiants mcgilliens répond durant ces années bien souvent à une incertitude liée à la crise économique et à

50. Gérard Filion, « L'Université de Montréal. Institution nationale », *QI*, vol. 16, n° 4, 26 octobre 1933, p. 8; Le publiciste, « Le geste des étudiants », *QI*, vol. 16, n° 4, 26 octobre 1933, p. 3.

51. M^{gr} Piette, « Message de Monseigneur le Recteur. Merci! Chers étudiants », *QI*, vol. 16, n° 4, 26 octobre 1933, p. 1.

52. Article de *La Presse* retrouvé dans AUdM, P 61/E 74, 6 octobre 1933.

53. « To the Critics of Youth », *Daily*, vol. 26, n° 35, 20 novembre 1936, p. 2.

la perception des problèmes particuliers qui touchent les jeunes et les étudiants. Et comme leurs confrères de la rue Saint-Denis, quelques étudiants de McGill affirment, en raison de leur jeunesse, être les mieux placés pour mettre fin à cet épisode sombre de l'histoire. Pour y arriver, ils devront cependant faire la part des choses entre les idéaux que certains adultes leur proposent et la réalité qu'ils auront à découvrir par eux-mêmes :

Instead of reasoned, scientific thought our generation is being handed carefully prepared social panacea, whether it be Socialism or Fascism. We are asked to accept blindly, and we will reap the harvests of the good. Lack of this sort of idealism does not imply a vacant cynicism. We are presented with the task of remoulding the world. Our generation will attempt to do so, with an eye to realities, unblurred by idealities⁵⁴.

C'est aussi le moment de s'interroger sur les caractéristiques de cette jeune génération. Est-elle assez sérieuse et mature pour se voir confier la tâche de refaire le monde ? Contrairement au consensus qui semble prévaloir du côté francophone, à McGill, les avis sont ouvertement partagés. Tous ne sont pas convaincus que ces qualités soient profondément ancrées dans la mentalité étudiante⁵⁵ ; ils croient plutôt à l'immuabilité de la jeunesse. Seule la conjoncture change :

The youth of today, in the main, is the same blind, stupid nursling as he, the older youth, who faced his life with such high hopes and over padded optimism twenty, forty, sixty or one hundred years ago. Perhaps the only difference is that the youth of today has more to face than the youth of twenty years ago.

In the face of the gravest political and economic problems of the century, however, youth stands unconscious and ignorant⁵⁶.

D'autres, des adultes surtout, ont des attentes élevées et estiment que les étudiants peuvent changer des choses. Pour eux, le monde de demain dépendra de l'intelligence et de la maturité que les étudiants voudront y investir. Et cette maturité doit être développée à l'université, au moment où les étudiants peuvent acquérir une compréhension approfondie des problèmes de l'humanité⁵⁷. On remarque cependant que ces adultes insistent sur la maturité en devenir des étudiants et non sur leur jeunesse, avec l'enthousiasme qui lui est généralement associé. Contrairement à ce qui se passe au même moment du côté des régimes

54. «Why Ideals?», *Daily*, vol. 26, n° 73, 10 février 1937, p. 2.

55. «Modern Youth and Freedom», *Daily*, vol. 23, n° 55, 19 décembre 1933, p. 2.

56. The Sheaf, «While Youth Sits Dreaming», *Daily*, vol. 25, n° 12, 15 octobre 1935, p. 2.

57. «Youth and Age», *Daily*, vol. 23, n° 79, 22 février 1934, p. 2.

montants en Europe, les adultes qui s'adressent aux étudiants de McGill ne semblent pas hisser la jeunesse au rang de symbole national. Dans un monde rodé, dont les valeurs sont toutefois mises à mal par les circonstances de la crise, peut-on imaginer que la mystique de la jeunesse ne fasse pas l'objet d'une utilisation symbolique aussi grande que là où de nouveaux régimes sont mis en place ?

À l'occasion, on distingue un discours négatif envers la jeunesse dans le milieu mcgillien et environnant. Comme lors de la précédente décennie, les accusations d'insouciance fusent et les étudiants n'encaissent pas sans répliquer : si certains jeunes sont irresponsables, c'est d'abord parce qu'ils n'ont pas eu de bons modèles. Un étudiant qui écrit dans le *Daily* prend la peine de suggérer aux adultes, la prochaine fois qu'ils auront des reproches à adresser aux jeunes, de bien se rappeler leur propre jeunesse. Ils réaliseront alors qu'eux-mêmes n'ont pas bâti un monde idéal⁵⁸. Une telle logique conflictuelle reste cependant assez inusitée. Les propositions de collaboration entre les générations semblent plus fréquentes bien qu'elles camouflent, parfois un peu grossièrement, une accusation à l'endroit des adultes égoïstes. Un éditorial dénonce le fait qu'il y a trop de gens d'affaires et de professionnels qui gagnent encore beaucoup plus que ce dont ils ont besoin pour mener une vie confortable et heureuse. L'éditorialiste leur demande de venir en aide à ceux qui n'en sont qu'au commencement de leur carrière. Au moins prend-il la peine de relever les avantages que les hommes riches pourraient tirer d'une telle générosité... : « *The business man must realize that it is a poor way to economize by refusing positions to those who eventually will take their place when they are gone*⁵⁹. »

Forts d'une conscience générationnelle développée de manière défensive au cours des années 1920 et, à quelques reprises, de manière plus affirmative à la faveur de la crise, des étudiants de McGill développent une nouvelle conception de leur place dans la société. On pourrait parler de l'amorce d'une conscience de groupe social, dans la mesure où ils exigent d'avoir voix au chapitre dans de nombreux dossiers tel le maintien de la paix internationale, et où ils se regroupent au nom d'intérêts spécifiques. La notion de groupe social doit être comprise dans un sens large : les étudiants concernés pensent leur rôle dans la société de manière globale, c'est-à-dire en fonction des autres groupes, ceux-ci ne se résumant pas aux seuls adultes. Le groupe social ainsi formulé présente des frontières quelque peu mouvantes ; il se borne parfois aux seuls étudiants, alors qu'il peut aussi inclure l'ensemble de la jeunesse.

58. « Modern Youth », *Daily*, vol. 23, n° 89, 8 mars 1934, p. 2.

59. « Still Depression Babies », *Daily*, vol. 24, n° 103, 18 avril 1935, p. 2.

L'appel au pacifisme lancé un peu partout en Occident durant les années 1930 a des échos très clairs parmi les communautés étudiantes. Celles de Montréal, et particulièrement celle de McGill, ne font pas exception. Les prises de position et les pétitions en faveur de la paix formulées durant les années qui précèdent le déclenchement de la guerre montrent bien la transition discursive vécue par une partie non négligeable des étudiants mcgilliens. Dès 1934, ces derniers se prononcent lors d'un grand sondage international pour la paix organisé par le Student Christian Movement de Genève. L'objectif d'une telle participation est de démontrer la valeur d'une opinion étudiante pacifiste unie sur la scène internationale face à un militarisme grandissant. Ce genre de démonstration, bien que limité dans ses effets concrets, peut, de l'avis d'un éditorialiste du *Daily*, participer à une transformation de l'opinion publique⁶⁰.

En 1935, une enquête menée par le Student Peace Conference dans le but de sensibiliser les gouvernements internationaux au pacifisme des étudiants est l'occasion de s'interroger sur l'importance de participer en grand nombre à ces enquêtes afin de ne laisser planer aucun doute sur leur représentativité⁶¹. À partir du moment où surgit la question de la représentativité d'une prise de position dans un débat social d'envergure internationale, celui du pacifisme par exemple, l'idée d'une communauté étudiante ou d'une jeunesse formant un groupe social n'est pas loin. Le grand congrès de création du Canadian Student Peace Movement de 1936 s'avère un moment privilégié pour saisir ce changement identitaire des étudiants mcgilliens. Ces derniers agissent de concert avec les représentants étudiants des autres universités anglophones canadiennes. Être étudiant, c'est de plus en plus être membre d'un groupe social agissant, susceptible de se doter d'une forte voix politique. Et ce groupe social étudiant, tout de même fidèle à ses origines qui en faisaient «l'élite de demain», n'hésite pas à prendre la parole au nom de toute la jeunesse: «*We declare that we consider war to be against the best interests of the vast majority of the people of all countries. Inasmuch as war destroys material and spiritual values built up through generations of progress, and destroys the creative aspirations of youth, it must be opposed*»⁶².

La même année, un projet de pétition pour la paix est lancé par la branche québécoise du Canadian Student Peace Movement. Il permet de saisir en action toute la nouveauté et l'ambivalence du discours étudiant canadien. Cette pétition, dont les étudiants de McGill revendiquent la paternité, vise à faire connaître le pacifisme des étudiants au gouver-

60. «Whither Questionnaire?», *Daily*, vol. 24, n° 43, 29 novembre 1934, p. 2.

61. «War Questionnaire», *Daily*, vol. 25, n° 26, 5 novembre 1935, p. 2.

62. «Canadian Student Peace Movement Formed», *Daily*, vol. 25, n° 58, 17 janvier 1936, p. 1.

nement canadien en même temps qu'elle réclame deux actions précises de la part du gouvernement: qu'il s'oppose à toute conscription pour service à l'étranger et qu'il affirme sa seule autorité à déclarer la guerre pour le Canada⁶³. La formulation de la résolution qui fait l'objet de la pétition souligne la persistance d'un certain discours générationnel parmi les étudiants canadiens: «*We, the generation whose fathers and brothers were killed in the Great War, declare before the Canadian people that [...]*»⁶⁴ L'éditorial du *Quartier latin* qui annonce le dépôt de la pétition endosse et exacerbe cette prise de position générationnelle, reprenant du coup tout le vocabulaire oppositionnel élaboré depuis 1932:

Non! La jeunesse ne répondra pas à l'appel, ou plutôt, elle y répondra, mais à sa manière. Depuis trop longtemps, «notre belle jeunesse» est, en période électorale, le lieu commun favori des politiciens. S'il arrive que par un acte de lâcheté autant que de servilisme, nous soyons mis au pas d'armes, aux beaux déclamateurs qui nous communiqueront cet impératif, «notre belle jeunesse», «l'espoir du Canada», «l'avenir de demain», comme ils savent si bien dire, répondra par un «NON SERVIAM» dont la clameur fera dès lors douter des vertus oratoires de nos grands tribuns. S'ils contractent des engagements que le peuple et la jeunesse n'endossent pas, après avoir subi le feu de la rampe, ils devront recevoir le baptême du feu pour avoir trop rampé⁶⁵...

À McGill, cette affirmation générationnelle cède rapidement la place à la recherche d'une voix démocratique dans le concert politique international. «*Realizing that we are meeting at a time when our theoretical position and practical activities, coordinated with those of students and youth all over the world, may determine the future of civilization, we have listened attentively to the diverse views presented, and have taken an active part in the conference discussions*»⁶⁶. À la lumière de cette pétition, on constate que les étudiants de McGill, avec beaucoup plus d'aplomb que leurs confrères de l'Université de Montréal, participent à une nouvelle définition du fonctionnement démocratique du pays. Selon cette vision renouvelée de la démocratie, les différents groupes sociaux peuvent intervenir pour faire

63. «Student Peace Movement», AUMcG, RG 75, c. 1, f. 90, 26 janvier 1937. Jean Vallerand, «Pas de guerre pour nous», *QL*, vol. 19, n° 16, 12 février 1937, p. 1.

64. «Resolution Adopted at Quebec Student Peace Movement», AUMcG, RG 2, c. 49, f. 584, 1936. Cette résolution découle de la réunion durant laquelle le projet d'une pétition nationale pour la paix a été lancé.

65. Maurice Archambault, «Les étudiants du Canada contre la conscription», *QL*, vol. 19, n° 18, 26 février 1937, p. 3.

66. «Resolution Adopted at Quebec Student Peace Movement», AUMcG, RG 2, c. 49, f. 584, 1936.

valoir leurs intérêts. Les étudiants peuvent former un tel groupe. Pour y arriver, il importe que la communauté étudiante soit unifiée afin que ses porte-parole puissent invoquer une certaine représentativité auprès des décideurs. C'est pourquoi en 1937, alors que s'organise la National Conference of Canadian Students, normalement supervisée par des adultes, le *Daily* réclame une prise en charge totale de l'événement par les étudiants, arguant que pour une fois, il serait préférable de voir la Conférence menée par les étudiants, et seulement par eux, plutôt que par un groupe de « leaders » aussi distingués et célèbres soient-ils⁶⁷.

Les étudiants de McGill ne sont pas uniquement préoccupés par la menace d'une guerre. Plusieurs accordent aussi une importance grandissante aux problèmes sociaux qui secouent la société et qui affectent les jeunes plus particulièrement. Cet intérêt mène à la formation, en 1936, du Social Problems Club : « *Recognizing that youth is becoming increasingly conscious of its relationship to society; and understanding of this relationship is becoming more and more difficult and yet more vital for the growth of youth and the development of society; We, a group of McGill University students, constitute ourselves as the Social Problems Club.* » L'association souhaite jouer un rôle conscient, organisé et progressiste dans la société⁶⁸. Se profile donc un élargissement des limites discursives du groupe social qu'estiment former les étudiants. Ces derniers souhaitent obtenir, pour eux et pour la jeunesse en général, une voix au chapitre dans les grands dossiers sociaux. Conséquemment, la prétention de représentativité est parfois transposée du monde étudiant à toute la jeunesse. C'est que, tout comme du côté francophone, les étudiants ne peuvent plus se targuer d'être « la » jeunesse. D'autres groupes commencent aussi à prendre la parole, les jeunes ouvriers notamment. Avec la crise, ceux-ci ont fait l'objet d'une attention particulière de la part des gouvernements et des adultes qui leur reconnaissent désormais des problèmes spécifiques. C'est dans cette perspective qu'est fondé le Canadian Youth Congress en 1936. Jusqu'en 1939, ce mouvement organise une grande conférence nationale annuelle afin de se pencher sur des problèmes comme la formation à l'emploi, la santé, l'éducation, les loisirs, la paix. Il regroupe jusqu'à 400 000 adhérents, en majorité des jeunes ouvriers⁶⁹. Tenu à Ottawa, le premier congrès traite du chômage, et plus spécialement du chômage chez les jeunes. Chose nouvelle, on réclame du gouvernement fédéral la création d'une Commis-

67. « The Problem Is Before Us », *Daily*, vol. 27, n° 41, 29 novembre 1937, p. 2.

68. « Constitution of the Social Problems Club », AUMcG, RG 2, c. 49, f. 584, mars 1936.

69. Paul Axelrod, « Le mouvement étudiant dans les années trente au Canada », dans Raymond Hudon et Bernard Fournier (dir.), *Jeunesses et politique. Tome 2. Mouvements et engagements depuis les années trente*, Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval et L'Harmattan, 1994, p. 126-127.

sion de la jeunesse afin de hisser la jeunesse au rang d'urgence nationale⁷⁰. Ces demandes faites au gouvernement marquent, d'une certaine manière, le passage à une démocratie sociale dans laquelle les groupes – ici, la jeunesse – représentent des individus situés, c'est-à-dire caractérisés par des besoins particuliers et qui s'adressent à l'État pour les satisfaire⁷¹. Mais tous n'adhèrent pas à cette mise en exergue de la jeunesse. En réaction à la demande de création d'une Commission fédérale pour régler les problèmes spécifiques à la jeunesse – le chômage en premier lieu –, un éditorialiste du *Daily* répond qu'une telle commission ne réglera rien. Le chômage est un problème global qui doit être traité comme tel, et que la jeunesse ne doit pas être séparée de la citoyenneté⁷².

Quoi qu'il en soit de ces restrictions, on peut avancer qu'au cours de la période, plusieurs étudiants de McGill – et probablement de plusieurs universités du Canada anglais – modifient leur discours sur eux-mêmes et sur la jeunesse. Ne pouvant plus nier l'existence de jeunes d'autres milieux, ils en viennent à considérer la jeunesse comme un groupe social à part entière, dont ils font partie en tant qu'étudiants. Ils soutiennent alors qu'il faut « *unify our youth, to develop our conception of citizenship, to give direction, coherence and strength to our efforts for national betterment*⁷³ ».

Avec la création des mouvements de jeunesse d'Action catholique spécialisée, la Jeunesse ouvrière catholique ou la Jeunesse agricole catholique par exemple, on pourrait penser que les étudiants de l'Université de Montréal auraient été amenés à suivre la même tendance en ce qui concerne le discours sur la jeunesse et à parler d'eux-mêmes et des autres jeunes comme d'un groupe social. Or tel n'est pas vraiment le cas. Avec la menace d'une guerre qui se précise, les étudiants radicalisent plutôt leur discours générationnel. De la même façon qu'ils accusaient les adultes

70. « Youth Awakens to Deplorable Situation », *Daily*, vol. 26, n° 56, 18 janvier 1937, p. 1.

71. C'est ce que Georges Burdeau qualifiait, déjà en 1956, de passage de la démocratie politique à la démocratie sociale. « La démocratie politique requiert l'abnégation du citoyen; son fonctionnement peut se dérouler sur le plan des idées générales; les conflits auxquels elle donne lieu se résolvent dans des débats académiques. Pour la démocratie sociale, il en va autrement: c'est la condition de l'homme situé qui dépend des décisions prises, son bien-être, sa sécurité, les chances offertes à ses enfants. On conçoit, dans ces conditions, que la lutte politique adopte un autre ton dès lors que son issue engage les destinées personnelles. » Georges Burdeau, *La démocratie*, Paris, Seuil, 1956, p. 63-64.

72. « Youth Problem is Part of Larger Unemployment Problem », *Daily*, vol. 26, n° 63, 27 janvier 1937, p. 2.

73. Norman Levy, « Report of Chairman to the Fourth Canadian Youth Congress », AUMcG, RG 2, c. 82, f. 1662, 1^{er} juillet 1939.

d'être responsables de la crise, ils leur attribuent maintenant la catastrophe annoncée. De ce discours accusateur, la constatation suivante se dégage : les jeunes croient faire office de génération sacrifiée à l'autel des intérêts des aînés. Quelques rédacteurs et directeurs du *Quartier latin*, Jean Vallerand en tête, publient de nombreux éditoriaux sur « la chronique d'une guerre annoncée » : « On nous l'a souvent répété : nous sommes la génération sacrifiée, la génération à qui sera peut-être confiée cette admirable et ridicule fonction : dégoûter les peuples de la guerre. Dans les inhumains registres de la raison d'État, nous avons été immatriculés catégoriquement : chair à canons [sic]⁷⁴. » Au cours de l'année qui précède la guerre, Vallerand en rajoute. Pour lui, si le « système » a rendu la guerre imminente, il n'en demeure pas moins que ce sont les jeunes qui en souffriront le plus. Par ailleurs, sa mise en cause du « système » se résume le plus souvent en une accusation des grands industriels : « Voilà ce à quoi on nous destine : servir de condiment dans une appétissante bouillie de chairs humaines, bouillie qui sera en réalité le sous-produit de la fièvre des fabricants de canons⁷⁵. »

Il faut préciser qu'au moment où Vallerand, alors directeur du journal, écrit ses éditoriaux, le rédacteur en chef, Roger Chaput, propose une vision beaucoup plus nuancée de la situation et plus proche du discours mcgillien qui fait une place à la notion de groupe social. Son analyse n'est pas aussi tranchée et sa critique s'avère plus constructive. « Plus que jamais, écrit-il, nous avons besoin d'esprits larges apercevant toutes les faces des problèmes qui nous préoccupent. C'est d'eux seuls que viendront les solutions d'envergure capables de nous sortir du marasme où nous vivons⁷⁶. » L'appel est entendu au *Quartier latin*, qui commence à s'intéresser aux questions internationales. L'affiliation à Pax Romana de même que la nouvelle chronique hebdomadaire « Étudiants du monde » en témoignent. Daniel Johnson, qui anime la chronique en 1938, constate à la lecture des journaux étudiants publiés à travers le monde que toute la jeunesse étudiante européenne est inquiète, et que ce sentiment entraîne un sérieux très peu naturel à la jeunesse : « Partout la jeune génération est inquiète devant l'avenir. Le temps n'est plus d'une vie universitaire qui serait une rigolade ininterrompue. Nous sommes de "jeunes vieux"

74. Jean Vallerand, « Nous, chair à canons [sic] », *Ql*, vol. 20, n° 16, 11 janvier 1938, p. 1.

75. Jean Vallerand, « L'inévitable événement », *Ql*, vol. 20, n° 24, 8 avril 1938, p. 1.

76. Roger Chaput, « Le sens des distinctions », *Ql*, vol. 20, n° 9, 3 décembre 1937, p. 1. Jean Vallerand a été directeur en 1936-1937 et 1937-1938, Roger Chaput a été rédacteur en chef en 1937-1938.

par nos pensées: nous aurons un printemps trop court... Espérons que la génération qui nous poussera dans les reins à son tour tirera profit de notre sérieux précoce⁷⁷.»

3.3. Les étudiants face au monde en ébullition

Déjà au cours des années 1920, les étudiants montréalais tentaient de comprendre leur place dans la société en fonction des projets de société qui s'offraient à eux. Le mouvement prend de l'ampleur au cours des années 1930 alors que le communisme, le fascisme, les différents nationalismes et la poursuite du libéralisme se proposent comme solutions à la crise. Les étudiants participent aux débats idéologiques et, de manière encore plus évidente qu'auparavant, ces prises de position trahissent les profondes différences qui divisent les deux communautés étudiantes montréalaises.

3.3.1. Ouverture ou radicalisme ?

En développant la conscience de former un groupe social, certains étudiants de McGill montrent leur préférence pour la démocratie sociale et prouvent en avoir compris, sinon complètement intériorisé, le fonctionnement et les principes. Ajoutant cela à leurs idéaux libéraux déjà bien affirmés, ils font preuve d'une certaine largeur d'esprit au cours des années 1930, notamment lorsqu'ils accordent une attention à tous les projets de société et, plus particulièrement, à ceux inspirés de la gauche, qui sont proposés pour régler la crise. Cette ouverture intellectuelle ne se traduit pas nécessairement par des prises de position politiques radicales. La jeunesse demeure une période de formation; le temps de passage à l'université doit être consacré à l'apprentissage des idées plutôt qu'à des engagements idéologiques. Il importe surtout que les étudiants soient formés pour remplir lucidement leur rôle d'électeurs. « *All of us will some day be taking our place at the polls. That being the case it would be advisable, with the assumption that good government is needed in the country, that those voting should have some knowledge of what they are doing, instead of being driven by campaign slogan*⁷⁸. » Le Social Problems Club, fondé en 1936, se charge d'offrir aux étudiants la possibilité de s'informer sur toutes ces idées en organisant des séries de conférences. Chaque parti politique est invité à venir y présenter ses options: Adrien Arcand s'adresse ainsi aux

77. Daniel Johnson, « Étudiants du monde. En lisant les journaux universitaires », *QI*, vol. 20, n° 25, 29 avril 1938, p. 2.

78. « The Mock Parliament », *Daily*, vol. 23, n° 69, 7 février 1934, p. 2.

étudiants en 1937 et 1938⁷⁹; Tim Buck, du Parti communiste, est également invité, mais la conférence qu'il devait prononcer en février 1938 est annulée en raison de la «loi du cadenas»⁸⁰. Le Mock Parliament s'impose également comme lieu de discussion pour expliquer et diffuser ces nouvelles idées. Plus sérieuse et plus ouvertement politique qu'au cours des années 1920, l'association accueille désormais une section de la Cooperative Commonwealth Federation (CCF) au sein de ses partis virtuels. Quelques étudiants en profitent pour élargir leurs horizons sociaux et s'informer des réalités ouvrières. Le Student Christian Movement de McGill s'intéresse aussi aux conditions de vie des jeunes ouvriers, par exemple en organisant, en 1936, une enquête sur le contexte social à Montréal. L'enquête vise principalement à éclairer les conditions de vie et de travail des jeunes de milieu ouvrier⁸¹. Cet intérêt pour les questions ouvrières ainsi que quelques publications et réunions suffisent pour que les étudiants soient, en bloc, accusés de radicalisme dans les médias⁸². Les revues mcgilliennes indépendantes, *The Alarm Clock* et *The Black Sheep*, comptent parmi ces initiatives controversées.

En janvier 1933, le *Daily* annonce et appuie la parution du premier numéro d'une revue publiée par le Labour Club de l'université à laquelle participe le populaire professeur Frank Scott⁸³. Le succès des premiers numéros de *The Alarm Clock* est notable⁸⁴. La participation de Scott au journal est concomitante à ses activités entourant la création de la League for Social Reconstruction (LSR), et les idées qu'il y élabore à titre d'intellectuel sont exposées dans la revue. D'allégeance socialiste, la LSR rend

79. «Critic of Democracy», *Daily*, vol. 26, n° 74, 11 février 1937, p. 1; «Political Symposium», *Daily*, vol. 27, n° 75, 11 février 1938, p. 2.

80. La décision d'annuler la conférence de Tim Buck sera dénoncée par plusieurs étudiants qui contestent la légalité de la loi du cadenas et qui souhaitent la voir déclarer inconstitutionnelle. Un avis juridique les incite toutefois à accepter la décision et à se tourner vers la voie légale pour arriver à leurs fins. Une pétition est alors lancée afin de demander au gouvernement fédéral d'intervenir. Procès-verbal du SEC, «Social Problems Club», AUMcG, RG 75, c. 1, f. 90, 15 février 1938, p. 1; «Meeting Cancelled», *Daily*, vol. 27, n° 79, 17 février 1938, p. 1; «McGill to Fight for Padlock Law Legally», *Daily*, vol. 27, n° 88, 3 mars 1938, p. 1.

81. «Student Industrial Inquiry», *Daily*, vol. 26, n° 4, 6 octobre 1936, p. 2.

82. Ceux de McGill ne sont pas les seuls visés par ces accusations. Paul Axelrod, «Le mouvement étudiant dans les années trente au Canada», *op. cit.*, p. 134.

83. Sandra Djwa, F. R. Scott. *Une vie. Biographie*, Montréal, Boréal, 2001, p. 203-204; «Alarm Clock to Deal with Labour Problems», *Daily*, vol. 22, n° 60, 11 janvier 1933, p. 1.

84. On parle d'une première édition de 1000 exemplaires et d'une réimpression de 500 exemplaires. Près de 100 d'entre eux ont pris la direction de Queen's, et plusieurs autres ont été envoyés à diverses universités canadiennes.

public en février 1932 un manifeste qui rejette « le système capitaliste actuel, injuste et inhumain, source d'un grand gaspillage économique et menace à la paix et au gouvernement démocratique⁸⁵ ». Associé d'assez près à Woodsworth et à la CCF, ce groupement d'intellectuels se veut d'abord et avant tout un groupe de recherche préoccupé par des questions de propriété publique, de planification et de services sociaux. Ces deux groupes politiques ne négligent pas les dimensions religieuses et spirituelles dans l'établissement de leur projet de société. « La vision de Woodsworth d'une cité juste, la nouvelle Jérusalem, se fonde sur le concept biblique de la fraternité humaine, le commonwealth socialiste⁸⁶. »

Au même moment, un autre journal alternatif voit le jour sur le campus de McGill, *The Black Sheep*. Moins sérieuse, cette publication est aussi beaucoup moins subtile dans ses contestations. Le *Daily* n'attend pas longtemps avant de la dénoncer, la déclarant non représentative des étudiants en raison de son mauvais goût et l'accusant de s'être abaissée à la pornographie, au ridicule, au blasphème et d'avoir proféré des insultes personnelles⁸⁷. Avec un poème osé, une critique de la religion au service de la « *big business* », une description des résidences étudiantes qui les présente comme des bordels, un texte qui chante les louanges du cannabis, un autre intitulé « Sergeant Cundum » bienfaiteur de l'humanité et une accusation d'antisémitisme à l'endroit du principal Currie, le *Black Sheep* ne s'est pas gagné beaucoup d'adeptes.

La situation dérape en mars alors qu'un des fondateurs du *Black Sheep* est victime d'agression. Kidnappé, fort probablement par des représentants d'associations étudiantes de McGill, il est entraîné sur le terrain de football du stade Molson où il est ligoté, rasé et abandonné dans la neige en plein milieu de la nuit. Bien entendu, le cas se retrouve devant le principal Currie qui reçoit la victime en entrevue. L'entretien ne se déroule pas en faveur de cette dernière, le principal Currie lui faisant bien comprendre que les représailles ne sont que le résultat de l'entreprise de « salissage » du *Black Sheep* envers les étudiants et les autorités⁸⁸. Les autorités de l'université, qui n'apprécient ni le ton subversif du *Black Sheep* ni les remises en question idéologiques de *l'Alarm Clock*, profitent de l'occasion pour interdire la vente des deux revues sur le campus. Le *Daily* et le SEC appuient la décision. La suppression des revues ne semble pas soulever beaucoup de passion sur le campus, ce qui laisse entrevoir

85. Propos rapportés dans Sandra Djwa, F. R. Scott. *Une vie, op. cit.*, p. 193.

86. *Ibid.*, p. 199.

87. « The Black Sheep », article du *Daily* retrouvé dans les archives. AUMcG, RG 2, c. 50, f. 640, 7 mars 1933.

88. Lettre du principal Currie, « Inter-department Correspondance », AUMcG, RG 2, c. 50, f. 640, 10 mars 1933.

la marginalité relative des opinions qu'elles défendaient. Même si l'*Alarm Clock* s'éteint, le Labour Club, qui en était à l'origine, continue de diffuser ses idées socialistes sur le campus.

En dépit de sa singularité, le radicalisme étudiant soulève beaucoup de questionnements. Le *Daily* récupère le sujet en menant un petit sondage auprès de ses lecteurs pour savoir si les radicaux sont « fous ». Il appert que les étudiants interrogés sont assez tolérants envers le radicalisme dont ils admettent même la nécessité. Pour eux, les idées radicales d'il y a un siècle sont passées dans l'usage aujourd'hui, ce qui les porte à affirmer que si les radicaux d'hier étaient des fous, les conservateurs d'aujourd'hui sont des aliénés incurables⁸⁹. Encore faut-il s'entendre sur ce que l'on considère être radical : « *McGill has always prided itself upon its reputation for liberalism and for the democratic ideals. These ideals now would seem to be radical, if one is to believe The Star*⁹⁰. » Les années passant, les étudiants apprécient de plus en plus de se voir accoler une étiquette de radicaux, même si, de l'avis du *Daily*, cette étiquette est nettement exagérée en ce qui concerne les étudiants nord-américains. C'est en comparant les étudiants d'ici avec ceux d'Europe que l'absence de véritable radicalisme apparaît, car, contrairement aux étudiants européens, rares sont ceux qui, au Canada, proclament ouvertement leur adhésion à des idées ou à des partis radicaux⁹¹. Même le Labour Club, pourtant assez à gauche, ne suffit pas à renverser complètement la vapeur⁹². En guise d'explication à ce conformisme étudiant, un commentateur du *Daily* avance que les étudiants n'ont généralement pas encore la maturité nécessaire pour faire face aux dangereuses idées radicales⁹³.

En fait, il semble que la plupart des étudiants mcgilliens soient plutôt attachés au système démocratique britannique et aux grandes valeurs de liberté qu'ils y associent. Dans cette perspective, ce n'est pas le radicalisme des positions qui compte mais bien la connaissance que l'on a des

89. « Well, Are Radicals Crazy ? », *Daily*, vol. 22, n° 57, 20 décembre 1932, p. 1.

90. « Leftist Leanings ? », *Daily*, vol. 26, n° 69, 4 février 1937, p. 2.

91. Pour le cas français, on peut consulter le très bon ouvrage de Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, 721 p. Les étudiants américains connaîtraient aussi une période assez radicale de leur histoire : « *Compared to the 1920s there was a virtual revolution on campus. [...] helped to create an atmosphere in which student activism was accepted as a legitimate form of politics.* » Philip G. Altbach, *Student Politics in America. A Historical Analysis*, New York, McGraw-Hill, 1974, p. 57.

92. « Are Students Radicals ? », *Daily*, vol. 23, n° 59, 24 janvier 1934, p. 2.

93. « College Comment. Students and Radicalism », *Daily*, vol. 24, n° 18, 25 octobre 1934, p. 2.

multiples positions en jeu. Cette connaissance n'est pas que désintéressée puisque l'impossibilité de combattre le totalitarisme d'un fasciste ou d'un communiste sans connaître les idées défendues par chacun est clairement exprimée⁹⁴. Tous ont le droit d'émettre leurs idées, leurs projets de société. Dans leur réflexion, les étudiants demandent que l'université soit consacrée lieu de liberté et de discussion⁹⁵. C'est que l'université est considérée comme le lieu idéal pour former des gens éclairés et capables de défendre la démocratie⁹⁶. La presse étudiante acquiert alors une valeur stratégique. On exige qu'elle soit libre de toute entrave puisqu'elle sert à former la jeunesse étudiante à l'exercice de la démocratie. Se rejoignent ici l'idée traditionnelle selon laquelle les étudiants composent l'élite de demain et la nouvelle conscience des étudiants de former un groupe social situé participant – ou à tout le moins se préparant à participer – au débat démocratique.

Cette nouvelle ouverture circule très peu à l'Université de Montréal, mais les étudiants n'en sont pas moins interpellés par les différents projets de société qui traversent leur communauté. En règle générale, ils ne semblent pas vraiment s'éloigner des opinions que leurs prédécesseurs avaient adoptées lors de la précédente décennie. Dans la foulée, ils rejettent plusieurs des solutions qui s'offrent à eux. « Le Québec a vécu trois cents ans sans fascisme ni communisme! Nous entendons simplement continuer dans cette voie. Le fait d'être anti-communistes ne veut pas dire que nous soyons fascistes, pas plus que le fait d'être antifascistes ne prouve que l'on soit communiste⁹⁷. » Les étudiants de McGill, qui se font une fierté de pouvoir délibérer de ces idées dans les pages de leur journal et lors des réunions de leurs associations, accusent leurs confrères de la rue Saint-Denis de rejeter sans appel et sans discussion des options qui sont débattues partout dans le monde. Conséquemment, ils les accusent d'agir contre la liberté. Un éditorialiste du *Quartier latin* réplique :

La liberté, nous en sommes, et nous en demandons de la part de ceux même qui nous la prônent! Qu'on nous laisse libres de penser comme nous voulons et de faire ce que nous voulons en Québec. Le libéralisme économique nous a faits esclaves d'une dictature économique. Nous nous opposons à ce que la liberté de parole puisse contribuer à faire de nous un jour des esclaves d'une dictature communiste⁹⁸.

94. « Political Symposium », *Daily*, vol. 27, n° 75, 11 février 1938, p. 2.

95. « Expulsions », *Daily*, vol. 22, n° 41, 28 novembre 1932, p. 2.

96. « Democracy », *Daily*, vol. 24, n° 23, 1^{er} novembre 1934, p. 2.

97. Roger Chaput, « Liberté, s'il vous plaît », *QI*, vol. 20, n° 5, 5 novembre 1937, p. 1.

98. *Ibid.*

L'initiative indépendante de *La Relève* donne toutefois à penser qu'il existe des brèches dans cette apparente uniformité. *La Relève* s'éloigne tranquillement du nationalisme et propose un renouveau de la foi en participant à la diffusion du personnalisme⁹⁹. Dans ses « positions » liminaires, la revue fait sienne la notion de personne, élaborée en particulier par Maritain. Selon les rédacteurs de la revue, « la personne c'est une nature individuelle ou singulière, subsistante et "capable de se posséder elle-même". [...] Ce qui distingue la personne de l'individu, c'est qu'elle est capable de réfléchir sur ses actes et de choisir librement¹⁰⁰ ». Une telle conception du monde et de la place des personnes peut être vue comme une solution de rechange à la fois au mode libéral et au mode communiste parce qu'elle prend en compte la complexité de la personne en y intégrant notamment sa dimension spirituelle. D'une certaine manière, le personnalisme peut être conçu comme une façon globale de penser l'identité. Pour la réalisation de ce projet alternatif et rassembleur, *La Relève* fait directement appel à la jeunesse. Son appui est essentiel à la mise en œuvre d'un ordre nouveau car « on sait que construire aura toujours plus d'attrait pour la jeunesse que conserver. Surtout si ce qu'il s'agit de conserver est comme le monde moderne un être dont toute charité, toute vie créatrice est retirée¹⁰¹ ».

Par ailleurs, tout en expliquant en partie la crise et la menace d'une guerre par des raisons d'ordre spirituel, et en proposant des mesures adaptées pour les régler, les rédacteurs de *La Relève* prônent une ouverture au monde : « Les grands problèmes de la crise économique, de la paix et de la démocratie débordent les cadres des nationalités ; ils ne peuvent se poser à un peuple sans se poser au même moment au reste de l'humanité. C'est que les liens qui existent entre nations rendent tout individualisme stérile¹⁰². » Un rédacteur de la revue soutient que ce sont les jeunes du monde qui ont ressenti ces solidarités internationales avec

99. Louise Bienvenue résume ainsi l'évolution idéologique de *La Relève* au moment de la guerre d'Espagne : « Dans cette foulée, *La Relève* s'oppose désormais à toute conception raciale du nationalisme, se déclare antifasciste et dénonce le culte des chefs. À partir de ce moment, pour l'équipe de la revue, la solution à la crise passe d'abord par une révolution morale et intellectuelle ainsi que par l'instauration d'un "humanisme intégral" tel que le définit Jacques Maritain. » Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène, op. cit.*, p. 38.

100. « Position. La notion de personne », *La Relève*, vol. 1, n° 7, p. 153.

101. Robert Charbonneau, « Jeunesse et révolution », *La Relève*, vol. 2, n° 1, 1935, p. 4.

102. Robert Charbonneau, « Notes sur la jeunesse. Jeunesse et régime », *La Relève*, vol. 2, n° 4, 1935, p. 102.

le plus d'acuité, faisant naître chez eux «un désir de solidarité supranationale¹⁰³». On recoupe ici les opinions défendues par les instances étudiantes officielles de McGill à la même époque.

Si la crise économique incite les étudiants à repenser le monde dans lequel ils souhaitent vivre, la menace d'une guerre les touche d'encore plus près puisqu'ils savent qu'en cas de mobilisation générale, ils pourraient être parmi les premiers appelés. À McGill dès 1933, certains associent la montée des nationalismes aux régimes dictatoriaux en Europe¹⁰⁴. Cette constatation est suffisante pour que des étudiants de McGill entreprennent immédiatement le procès du nationalisme à travers le monde. Pour plusieurs, il devient l'ennemi à abattre. Pour d'autres, il conserve, dans le cas canadien, assez de légitimité pour être investi de valeurs qu'ils associent à l'Angleterre, la liberté et la démocratie en premier lieu. En contrepoint aux interrogations sur le nationalisme se profile chez plusieurs étudiants de McGill un intérêt pour les questions internationales, intérêt qui s'explique, en partie du moins, par le caractère cosmopolite de la communauté étudiante. Tous s'entendent pour dire que le prochain conflit, et nul doute qu'il aura lieu, sera mondial. Le *Daily* demande alors aux étudiants de faire preuve, sans apathie ni radicalisme, d'un intérêt réel et réfléchi pour les questions internationales. On soutient que l'étudiant canadien est en excellente position pour trouver le juste milieu dans sa compréhension du monde, sans être aveuglé par la passion, et pour se préparer à se lancer dans la mêlée avec toute la force de sa santé mentale dans un monde à moitié fou¹⁰⁵.

De leur côté, les étudiants de l'Université de Montréal ne sont pas complètement repliés sur eux-mêmes ni tout à fait obnubilés par la question nationale. «La crise, peut-on lire dans le *Quartier latin* en 1934, a prouvé que nous ne pouvons vivre isolés. L'étudiant d'aujourd'hui sera le dirigeant de demain. Il remplira d'autant mieux sa tâche qu'il se sera habitué dès sa jeunesse à sortir des bornes étroites de son entourage, qu'il aura appris à considérer d'un œil attentif l'ensemble des problèmes qui agitent le monde, qu'il se sera exercé à les discuter et à leur trouver une solution¹⁰⁶.» La décennie tirant à sa fin, le rôle même d'«étudiant» tend de plus en plus à inclure une obligation de s'informer des questions internationales et de s'ouvrir aux jeunesses d'ailleurs. En 1938, par exemple, un étudiant revenant de voyage en Europe publie ses impressions dans le *Quartier latin*. Il dit avoir vu là-bas une jeunesse inquiète

103. *Ibid.*

104. «*Quo Vadis, Universe?*», *Daily*, vol. 23, n° 36, 21 novembre 1933, p. 2.

105. «Indifférence Impossible», *Daily*, vol. 24, n° 7, 10 octobre 1934, p. 2.

106. Adrien Descôteaux, «Préparez-vous pour demain», *QL*, vol. 17, n° 3, 25 octobre 1934, p. 1.

dont les convictions ont été ébranlées par la crise économique et par le choc des idéologies. Mais, même s'il les sent affectés, il ne croit pas que les jeunes d'ici vivent avec autant d'appréhension la menace d'un éventuel conflit mondial dont ils discutent néanmoins la possibilité¹⁰⁷.

En dépit de ces ouvertures internationales, les étudiants de l'Université de Montréal continuent généralement de se réclamer davantage de la nation canadienne-française que d'une jeunesse mondiale ou encore d'une communauté étudiante internationale. L'imminence d'une guerre ne les pousse pas vraiment à remettre en question leurs convictions nationalistes. Les initiatives indépendantes de *La Relève*, des Jeunes-Canada, des Jeunesses Patriotes et du Bloc universitaire¹⁰⁸ proposent cependant, chacune à leur manière, différentes visions du nationalisme canadien-français. Pendant ce temps, le *Quartier latin* conserve généralement ses opinions nationalistes traditionnelles. Le journal se présente même ouvertement comme une publication nationaliste et catholique rassembleuse: « Bien qu'ouvertes à la discussion sincère de théories et d'opinions diverses, nos colonnes, nous osons le prétendre, furent animées par une doctrine à laquelle se rallie la presque totalité des étudiants¹⁰⁹. » Le journal prend position contre la liberté mal comprise, contre les faux bourgeois, contre les politiciens et le communisme. Il s'en prend particulièrement à toutes les idéologies qui menacent le catholicisme: « Le temps est fini de nous défendre à coup de discours. Et surtout, qu'on nous foute la paix avec le fascisme et toute autre doctrine en "isme" enfantée par une civilisation qui souffre d'une crise de l'autorité. Nous voulons être catholiques et Canadiens français. Un point, c'est tout¹¹⁰. » Dans cette entreprise, le communisme doit être combattu comme le grand ennemi de la religion. La jeune génération est alors présentée comme celle qui restaurera et rénovera le catholicisme, celle dont le rôle sera d'« apporter au monde la vérité, [de] bâtir un ordre nouveau et [d'] édifier une cité nouvelle¹¹¹ ». En fait, toutes ces interrogations laissent entrevoir une réflexion sur le rôle et la pertinence de la jeunesse telle qu'elle était pensée

107. Marcel Therrien, « À travers l'Europe », *QL*, vol. 21, n° 1, 7 octobre 1938, p. 1.

108. Ce groupe formé d'universitaires canadiens-français à la veille du second conflit mondial avait comme « but: la sauvegarde de notre culture et la réalisation du bien commun de notre nationalité. » L'appel à tous les étudiants était lancé dans le manifeste du Bloc: « Étudiants canadiens-français, si vous voulez vivre libres dans une nation libre, entrez dans nos rangs. » Bloc Universitaire, « Manifeste du Bloc Universitaire », *QL*, vol. 21, n° 4, 28 octobre 1938, p. 6.

109. Maurice Archambault, « En guise de testament », *QL*, vol. 19, n° 24, 23 avril 1937, p. 1.

110. *Ibid.*

111. Jean Filion, « Étudiants et culture », *QL*, vol. 19, n° 2, 16 octobre 1936, p. 4.

par les étudiants de l'Université de Montréal: «Quelque chose de grand se prépare en notre province; la jeunesse s'est éveillée et s'agite. Partout des mouvements surgissent, mouvements disparates, semble-t-il, mais qui, en réalité, tendent tous au même but: la reconstruction de la nation canadienne-française¹¹².»

3.3.2. *Les points de vue s'affrontent*

Les divergences d'approches à propos des grands projets de société rencontrés dans les deux universités montréalaises mènent parfois à la confrontation, telle celle provoquée par la visite d'une délégation républicaine espagnole en 1936¹¹³. Opposant communistes et catholiques, la guerre civile espagnole ne fait pas l'unanimité à Montréal. Les désaccords sont très apparents dans les communautés étudiantes: à McGill, les sympathies sont surtout accordées aux forces de la gauche – le *Frente Popular* –, alors que les catholiques menés par Franco jouissent d'un fort appui à l'Université de Montréal. Les positions s'affichent – et se heurtent – publiquement lors de la visite de trois républicains espagnols à Montréal en octobre 1936 alors que ces derniers, ne voulant pas se présenter officiellement comme des communistes malgré des témoignages contraires, sont invités à Montréal par le Committee for Medical Aid to Spain présidé par Frank Scott afin d'amasser des fonds pour leur cause¹¹⁴.

Au cours des semaines précédant la venue de la délégation espagnole, les menaces d'annulation de l'événement se multiplient. Des étudiants de McGill dénoncent alors le manque de démocratie au Québec: «*Quebec is the weak link in the chain of a Democracy-loving British Empire. We as students can no longer look on with equanimity. We have much to learn from the Spanish Delegation*¹¹⁵.» Dans cette dénonciation du climat antidémocratique québécois, un groupe s'attire particulièrement les foudres des étudiants de McGill: les étudiants de l'Université de Montréal. Ces derniers sont accusés d'avoir organisé une manifestation anticommuniste qui s'était terminée par le saccage d'établissements et de commerces reconnus pour leurs positions communistes. Le *Daily* condamne alors ces agissements et le nationalisme étroit des confrères de l'Université

112. Jean Vallerand, «Nationalisme et catholicisme», *QI*, vol. 19, n° 19, 5 mars 1937, p. 1.

113. Pour une description des événements entourant la visite de la délégation espagnole, on peut consulter Caroline Désy, *Discours hégémonique et contre-discours sur la Guerre d'Espagne dans le Québec des années trente*, Ph. D. (sociologie), Université du Québec à Montréal, 1999, p. 126-133.

114. Sandra Djwa, *F. R. Scott. Une vie, op. cit.*, p. 238.

115. «Spanish Delegation», *Daily*, vol. 26, n° 14, 21 octobre 1936, p. 2.

de Montréal, les accusant au passage de trahir leur rôle d'étudiants. Ce rôle, de l'avis du *Daily*, est directement lié à la définition libérale de l'étudiant qu'il défend depuis longtemps: un jeune en formation qui doit faire preuve d'ouverture intellectuelle. L'étudiant sera longtemps présenté comme le plus grand défenseur de la liberté et de la démocratie, c'est la justification même de son existence¹¹⁶. L'éditorial rapportant la manifestation et le saccage des établissements communistes est particulièrement dur et marque une rupture profonde: «*Our erstwhile friends at the University of Montreal perhaps have reason behind their deeds; but their methods of procedure are all wrong. If they should get their skulls cracked in one of their nocturnal maraudings, they would only get what they deserve*¹¹⁷.» Le *Quartier latin* réagit à ces paroles et donne sa version des faits en insistant pour dire que les instances étudiantes officielles de l'Université de Montréal ne participaient pas à cette manifestation.

Disons d'abord que la semonce est d'assez belle venue, sauf qu'elle se trompe d'adresse... car – détail à signaler – tous ceux qui, parmi les étudiants, soit à titre de président de faculté, soit à titre de membre de l'AGEUM ou de président d'une Constitutive, ont un certain caractère officiel ont refusé de participer à cette assemblée soit comme orateurs soit comme auditeurs. Leur abstention dit assez bien la responsabilité purement individuelle de ceux qui, par exception, y sont allés de leur collaboration¹¹⁸.

La table est mise pour la visite de la délégation espagnole. Quelques étudiants de l'Université de Montréal réclament et obtiennent de la Ville qu'elle annule la conférence prévue à l'aréna Mont-Royal. Ne voulant pas s'avouer vaincu, le comité responsable de la venue de la délégation se tourne vers le Student Union Building de McGill pour présenter la conférence. Quatre ou cinq cents étudiants de McGill y assistent. Les textes qui paraissent dans les deux journaux étudiants montrent bien les profondes divisions qui éloignent les deux communautés étudiantes montréalaises. Dans le *Daily*, on peut lire: «*We feel that the attitude of certain students of the University of Montreal is against academic freedom, against the democratic principles of the British Empire and against the interests of a minority in this city*¹¹⁹.» Dans le *Quartier latin*, on soupçonne les étudiants de McGill, et certains de leurs professeurs, de se cacher derrière les beaux concepts de liberté et de démocratie pour répandre des idées communistes:

116. «Temerity Marches On», *Daily*, vol. 27, n° 62, 25 janvier 1938, p. 2.

117. «We Are Not Amused», *Daily*, vol. 26, n° 10, 15 octobre 1936, p. 2.

118. Maurice Archambault, «Ceux qui ne sont pas nous...», *Ql*, vol. 19, n° 3, 23 octobre 1936, p. 1.

119. «Mob Uprising in Montreal Endanger Canadian Freedom», *Daily*, vol. 26, n° 17, 26 octobre 1936, p. 2.

La plupart des adorateurs de la démocratie s'imaginent que toutes les utopies communistes ou socialistes constituent la meilleure sauvegarde contre la dictature. Ils oublient qu'à l'heure actuelle la Russie Soviétique est une des dictatures les plus tyranniques. L'illogisme est le propre de la nation anglaise. [...] Ou bien ils sont hypocrites et ils cachent sous une façade de démocratie et de liberté le désir d'implanter petit à petit le communisme¹²⁰.

C'est l'occasion pour le directeur du journal de revenir sur la question de la liberté et de s'interroger sur sa signification : « Le faux, le mensonge n'ont aucun droit de s'exprimer et ce n'est pas du tout amoindrir la liberté de parole que de refuser droit de cité aux théories contraires à l'ordre social. Car la liberté n'est pas le droit de choisir entre le bien et le mal, mais le droit de choisir entre plusieurs moyens de parvenir au bien¹²¹. » Une telle définition de la liberté n'est pas sans susciter la désapprobation du *Daily* qui affirme que tous les hommes, peu importe leurs croyances et leurs doctrines, ont le droit de s'exprimer et d'être entendus. Cette conviction étant, « [c]ivic authorities who tolerate the expression of ideas by mobs and at the same time suppress the expression of ideas by educated speakers are not doing their duty. [...] Are we, or are we not, to enjoy British Freedom¹²² ».

Les conflits latents et ouverts entre les étudiants des deux institutions montréalaises essaient parfois dans les associations canadiennes. Au sein de la FNEUC notamment, les étudiants de l'Université de Montréal se retrouvent de plus en plus isolés. Membres de cette association, ils participent aux congrès annuels, mais leur opinion ne semble pas peser lourd lors des discussions et des décisions qui y sont prises. Les dénonciations de la loi du cadenas à travers le pays et les récriminations de plus en plus vives contre le provincialisme – et plus précisément contre le provincialisme québécois – sont des facteurs qui tendent à marginaliser les étudiants francophones du Québec. Sauf dans quelques cas exceptionnels – les pétitions pour la paix dont il a été fait état plus haut par

120. Guy Prévost, « Les étudiants du monde. La "Vérité" à McGill », *QI*, vol. 19, n° 4, 30 octobre 1936, p. 2.

121. Jean Vallerand, « Le Fronte Populaire, les bien-pensants et nous », *QI*, vol. 19, n° 4, 30 octobre 1936, p. 1. Il ne semble pas que cet éditorial de Vallerand ait soulevé de réaction de la part des étudiants de l'Université de Montréal dans le *Quartier latin*. Au cours de ces semaines, le grand débat du journal tourne autour de la question du séparatisme. L'année suivante, les étudiants de l'Université de Montréal ont réussi à faire annuler une autre conférence. La Société des droits de l'homme aurait alors menacé de poursuivre les étudiants en question. Face à cette menace, Vallerand en remet : c'est la preuve que les communistes ont peur des étudiants, que ces derniers ont réussi à les déstabiliser. Jean Vallerand, « Le béret et la faucille », *QI*, vol. 20, n° 4, 29 octobre 1937, p. 1.

122. « We Are Not Communists », *Daily*, vol. 26, n° 19, 28 octobre 1936, p. 2.

exemple –, le monde étudiant canadien n'arrive pas à s'unir : les divisions idéologiques et nationales l'en empêchent. Plus exactement, il faudrait dire que les étudiants se définissent en tenant compte de plusieurs paramètres, parmi lesquels il faut compter leur situation étudiante proprement dite et leur jeunesse. À certaines époques cependant, dont les années de la crise, l'origine nationale prend une place primordiale dans la définition que les étudiants se font d'eux-mêmes, empêchant fort probablement l'établissement d'« une » identité étudiante concertée.

En 1938, le congrès annuel de la FNEUC se tient à Winnipeg sur les questions du communisme, de la liberté de parole, de la loi du cadenas et du fascisme. Les divergences d'opinions entre, d'une part, les étudiants anglophones et protestants et, d'autre part, les étudiants francophones et catholiques éclatent au grand jour. Le journaliste du *Quartier latin* affecté à la couverture de l'événement commente ainsi les incompréhensions qu'il perçoit : « Les Canadiens anglais sont en effet tous imbus du concept britannique de liberté. À les entendre parler, toute doctrine a le droit d'être prêchée. [...] Nous, de notre côté, nous concédons le droit de liberté à ce qui seulement est susceptible de nous procurer du bien¹²³. » Dans leur analyse de la situation et de leurs relations avec les autres étudiants canadiens, certains étudiants de l'Université de Montréal insistent sur la dimension religieuse. Lorsqu'ils se comparent à ce chapitre, ils se trouvent nettement avantagés par rapport à leurs collègues protestants puisque le catholicisme leur offre des balises claires, à leur avis garantes de vérité : « Nous avons vécu l'inquiétude protestante. De voir un jeune chercher à travers le protestantisme ce qui est juste, rencontrer souvent une conclusion fautive parce qu'il part de prémisses erronées, et sentir que sa religion n'y peut rien faire, cela aiguise le sens catholique¹²⁴. »

Devant cet isolement croissant, les étudiants catholiques – avec l'appui officiel des autorités universitaires – se regroupent en 1935 au sein de la Fédération canadienne des étudiants catholiques. Ce regroupement des étudiants de l'Université de Montréal, de l'Université Laval et de l'Université d'Ottawa entretient des liens avec Pax Romana et souhaite entreprendre une action intellectuelle et sociale selon les principes catholiques¹²⁵.

123. Jacques Léger, « Liberté, liberté chérie », *QI*, vol. 20, n° 12, 14 janvier 1938, p. 3.

124. Gérard Plourde, « Le congrès de Winnipeg », *QI*, vol. 20, n° 12, 14 janvier 1938, p. 3.

125. « Fédération Canadienne des Étudiants catholiques », *QI*, vol. 18, n° 11, 19 décembre 1935, p. 3.

3.4. La guerre, un moment de bouleversement sur les campus

La guerre appréhendée depuis quelques années est déclenchée tout juste quelques semaines avant le début de l'année scolaire 1939-1940. Immédiatement, les étudiants comprennent que le conflit aura des répercussions concrètes sur la vie quotidienne des campus : les corps militaires s'organisent, les journaux étudiants sont soumis à la censure, les sports intercollégiaux sont suspendus¹²⁶. Face à ces bouleversements, les étudiants des deux universités montréalaises réagissent différemment et remettent en question quelques-unes de leurs convictions. Devant les menaces de mobilisation générale et de fermeture de certaines facultés universitaires, leur statut et leur identité d'étudiants sont compromis.

3.4.1. La vie sur les campus remise en question

Les premiers numéros du *Quartier latin* de l'année 1939-1940 donnent le ton. D'entrée de jeu, le directeur du journal affirme à la une que « nous ne parlerons pas ». Il fait alors référence à la censure militaire qui touche tous les médias, et donc les journaux étudiants, les empêchant notamment de traiter de questions directement reliées à la guerre. Il poursuit toutefois en affirmant : « [J]e ne sache pas que nous ne puissions traiter de la conscription, de l'autonomie de la province de Québec, de nos sympathies panaméricaines¹²⁷. » En première page du numéro suivant, dans la section normalement consacrée aux éditoriaux, on peut voir un grand espace blanc traversé par la mention « censuré ». Il s'agit d'une manœuvre ironique du journal pour attirer l'attention puisque, tout juste au-dessus de cet espace se trouve une caricature intitulée « Nos belles images pas

126. À McGill, ce ne sont pas seulement les sports interuniversitaires qui ont écopé. Les autorités, au grand déplaisir des étudiants, ont décidé de retirer l'équipe senior de hockey de la Ligue amateur du Québec. Les étudiants auraient souhaité conserver ce divertissement pour « garder le moral », alors que le Sénat, instance universitaire, voulait qu'ils consacrent plutôt leurs énergies à l'effort de guerre. « Senior Hockeyists Withdraw from QAHA », *Daily*, vol. 29, n° 13, 19 octobre 1939, p. 1 ; « Action of Senate Opposed by Representative Students », *Daily*, vol. 29, n° 14, 20 octobre 1939, p. 2. Le même débat est repris lors de l'annulation de la Red and White Review quelques semaines plus tard. « War Work on Campus », *Daily*, vol. 29, n° 31, 14 novembre 1939, p. 2.

127. Jacques Duquette, « Nous ne parlerons pas », *QL*, vol. 22, n° 1, 6 octobre 1939, p. 1.

du tout tendancieuses» où l'on peut voir une scène inoffensive de vie urbaine : une rue animée par ses habitants qui font leurs courses dans la joie et la bonne humeur¹²⁸.

Mais peu importe les interdits et la censure – qui par son caractère volontaire est parfois prise à la légère par le *Quartier latin*¹²⁹ –, la guerre est constamment évoquée dans le journal, et pas simplement pour faire connaître les horaires des entraînements militaires ou pour publier la liste des anciens étudiants tombés au combat. La guerre comme telle soulève des réflexions chez les étudiants, certains allant jusqu'à douter de son bien-fondé. Comme c'était le cas lors de la crise, leur analyse de la situation repose, en partie du moins, sur une vision générationnelle. Ils expliquent le conflit par une abdication des aînés, par leur corruption et leur recherche de privilèges. Ce faisant, les grands appels pour la défense de la démocratie et de la liberté apparaissent à ces étudiants sceptiques comme des paravents pour les intérêts financiers. « Nous continuons à croire aux principes sains, aux maximes fondamentales, mais dare-dare nous comprenons tout le sadisme [de] ces contemplateurs de la piastre qui iront faire assassiner les jeunes et les pauvres pour la protection d'un état de choses faussé à sa base même par l'égoïsme et la cupidité des concurrents¹³⁰. » La rhétorique des années 1930 qui présentait les étudiants et la jeunesse en général comme de la chair à canon sacrifiée aux profits des plus puissants est encore bien vivante. Et si les entraînements militaires s'organisent sur le campus de l'Université de Montréal, il faut en chercher les louanges ailleurs que dans le *Quartier latin*.

À McGill, la censure militaire est appliquée par les rédacteurs du journal étudiant et par l'association étudiante beaucoup plus rigoureusement qu'à l'Université de Montréal. Au départ, quelques protestations se font entendre : vingt-cinq étudiants présentent une pétition au SEC pour demander une réunion extraordinaire de la Students' Society dans le but de discuter de la question de la liberté de parole. Le président

128. « Nos belles images pas du tout tendancieuses », *Ql*, vol. 22, n° 2, 13 octobre 1939, p. 1 ; Roger Beaulieu, « Charbonnier est maître en sa maison », *Ql*, vol. 22, n° 2, 13 octobre 1939, p. 1.

129. La censure se faisait de manière volontaire dans les médias. Le *Ql* a parfois passé outre les consignes au sujet de l'appui à l'effort de guerre, mais les informations militaires stratégiques n'y ont pas été divulguées. Il faut dire que l'équipe de reporters du journal n'avait pas de grands moyens... Pour des détails concernant la censure durant la Deuxième Guerre mondiale au Canada, voir Robert Comeau, Claude Beauregard et Edwidge Munn, *La Démocratie en veilleuse. Rapport des censeurs. Récit de l'organisation, des activités et de la démobilisation de la censure pendant la guerre 1939-1945*, Montréal, Québec/Amérique, 1995, 300 p.

130. Marcel Blais, « La comédie humaine », *Ql*, vol. 23, n° 14, 24 janvier 1941, p. 1.

soutient devant le conseil qu'une telle réunion n'amènerait pas beaucoup de sympathie aux étudiants et nuirait à la réputation de l'Université. La pétition est donc refusée et la réunion n'a pas lieu. Après cette timide manifestation de résistance à la guerre, la question est officiellement close pour la durée de la guerre¹³¹. Immédiatement au début de l'année scolaire 1939-1940, le *Daily* se met à la disposition du COTC, le corps militaire de l'université, transmettant les informations pertinentes quant aux modalités d'entraînement, imprimant les horaires des entraînements militaires, etc.¹³². À partir de l'automne de 1940, le journal crée même le poste de « *Military Editor* » dont la fonction est de rassembler toutes ces informations¹³³. Les filles ne sont pas totalement exclues de cette effervescence : elles obtiennent elles aussi, en partie à leur demande, un entraînement militaire comprenant des exercices physiques, de la formation pour les premiers soins, etc.¹³⁴. Dans l'esprit de la plupart, il ne fait aucun doute que ces efforts sont nécessaires au triomphe des grandes valeurs démocratiques britanniques et occidentales, et que les étudiants sont appelés à remplir une fonction primordiale dans la lutte.

*We at the universities understand the responsibility which accompanies our liberty and while our freedom to read, write and discuss must remain unimpaired if the country is to remain free and democratic, nevertheless it is the duty of every student to carefully guard against the abuse of that freedom by those who deliberately and calculatingly attempt to undermine the basis of our democratic way of life*¹³⁵.

Un peu partout au pays, les grandes déclarations pacifistes des années précédentes et les multiples pétitions étudiantes pour la neutralité du Canada sont mises au panier. Comme le rapporte Paul Axelrod dans son analyse des mouvements étudiants, « l'esprit qui, très peu de temps auparavant marquait les campus – caractérisé par un mélange de cynisme, d'isolationnisme et même de pacifisme – avait fait place à un vigoureux patriotisme publiquement affirmé¹³⁶ ». Tellement qu'au début de 1940, après le congrès annuel de la FNEUC, certains représentants de l'Université de Montréal s'interrogent sur la pertinence de demeurer

131. Procès-verbal du SEC, « Free Speech », AUMcG, RG 75, c. 1, f. 90, 1^{er} décembre 1939.

132. « University Assists Canadian War Effort », *Daily*, vol. 29, n° 1, 2 octobre 1939, p. 1.

133. « Military Editor », *Daily*, vol. 30, n° 3, 2 octobre 1940, p. 2.

134. « Co-eds to Train Four Hours Per Weeks », *Daily*, vol. 30, n° 4, 3 octobre 1940, p. 1.

135. « Liberty, Equality, Fraternity », *Daily*, vol. 30, n° 31, 13 novembre 1940, p. 2.

136. Paul Axelrod, « Le mouvement étudiant dans les années trente au Canada », *op. cit.*, p. 157.

au sein de l'organisation. Ils reprochent surtout à la FNEUC de ne pas s'interroger sur les politiques gouvernementales qui ont ou qui auront un impact sur la vie des étudiants. « Il semble pourtant que la guerre, la conscription, l'immigration et la politique extérieure du Canada sont autant de sujets de grand intérêt, même pour les étudiants, parce que ces derniers ont quelques chances de payer pour les bêtises de la génération qui les aura précédés¹³⁷. »

En fait, avec le début de la guerre, la plupart des étudiants canadiens « entrent dans les rangs ». Alors qu'avant le conflit, le radicalisme pouvait être de bon ton, avec le déclenchement des hostilités, mieux vaut être reconnu pour son patriotisme et présenter un profil responsable et raisonnable. Dans leur effort pour redorer leur image, les étudiants de McGill insistent beaucoup sur le fait que, depuis la crise, ils ont généralement délaissé leur mentalité « *rah-rah* », qu'ils ont pris au sérieux les grandes questions sociales¹³⁸. La collaboration avec les autorités est de mise, car il importe de protéger l'image institutionnelle et estudiantine¹³⁹. Il faut dire que le sort des étudiants repose en grande partie sur cette image.

It is absolutely necessary particularly at the present time, when the status of students is subject to change on account of Selective Service regulations, that the student body be familiar with the attitude of the authorities, and that the authorities be kept informed of the peculiar difficulties which face the students. Therefore it is up to the students to do their utmost to bring about more complete co-operation and understanding in their relations with the University authorities¹⁴⁰.

137. Roger Beaulieu, « La FNEUC et la mauvaise politique », *QI*, vol. 22, n° 13, 26 janvier 1940, p. 1.

138. « College Youth Now and Then », *Daily*, vol. 29, n° 75, 13 février 1940, p. 2; « Misrepresentation », *Daily*, vol. 29, n° 82, 22 février 1940, p. 2; « Universities as Leaders », *Daily*, vol. 29, n° 87, 4 mars 1940, p. 2.

139. En 1943, le *Daily* se met dans l'eau chaude avec la parution d'un numéro spécial irrévérencieux des étudiants de la Faculté de commerce. Les plaintes fusent de toutes parts. Le principal James décide alors unilatéralement de suspendre la parution du journal. L'opinion qu'il a des étudiants inscrits à l'université pèse lourd dans sa décision. Pour lui, les bons étudiants sont déjà enrôlés ou encore ils sont inscrits en médecine et n'ont pas de temps à consacrer aux activités parascolaires. Le journal sera interdit de publication durant deux semaines, à la suite de quoi, les instances étudiantes se rangeront du côté des autorités. « Student Government », *Daily*, vol. 32, n° 88, 9 mars 1943, p. 2; « Notice of Motion », AUMcG, RG 2, c. 81, f. 1614, 1943; SEC, « Announcement », AUMcG, RG 2, c. 81, f. 1614, 1943; T. J. H. Bishop et M. Giri, « Free McGill », AUMcG, RG 2, c. 81, f. 1614, 24 février 1943; Mémo du principal James, AUMcG, RG 2, c. 81, f. 1614.

140. « Student Government », *Daily*, vol. 32, n° 88, 9 mars 1943, p. 2.

3.4.2. Alors que le statut des étudiants et des étudiantes est menacé...

Les mois passant et la guerre ne semblant pas prête de s'achever, les étudiants des deux universités en viennent à s'interroger sur la meilleure manière pour eux de prendre part au conflit, ou de ne pas y prendre part. Dans le milieu étudiant montréalais, peut-être avec plus d'acuité encore que dans le reste de la population, les rumeurs de conscription suscitent des passions. C'est le cas particulièrement à l'Université de Montréal, et ce, dès 1939-1940. En raison de leur âge et de leur situation matrimoniale, les étudiants sont susceptibles d'être conscrits, et cette possibilité ne les enchante pas tous. Ici encore, les deux milieux universitaires montréalais incarnent assez bien les tensions qui existent entre les communautés anglophone et francophone à l'échelle canadienne. Ces divergences montrent aussi les difficultés, sinon l'impossibilité, de fonder une vaste communauté étudiante qui transcenderait les divergences nationales.

Dès le début de la guerre, l'éventualité de la conscription divise les étudiants canadiens, et montréalais par ricochet. L'incompréhension est avivée par un sondage mené par la Canadian Student Association (CSA), une association fondée en 1938 et qui se disait plus politisée que la FNEUC. Dès avant la guerre, elle avait officiellement pris position contre le militarisme, et elle favorisait un rapprochement des étudiants canadiens-français et canadiens-anglais. Toutefois, lors de sa conférence annuelle de l'automne 1939, la CSA doit abandonner sa position contre la guerre en raison de l'application de la censure militaire. Cela ne l'empêche pas de continuer à s'opposer à la conscription, et, en février 1940, elle décide de mettre sur pied un scrutin national pour démontrer que les étudiants ne veulent pas de la conscription. L'AGEUM et le *Quartier latin* appuient l'initiative. Le journal demande à tous les étudiants de se prononcer et d'amener leurs amis et leurs familles à faire de même. À ce moment, il croit encore qu'une bonne partie des étudiants anglophones fera de même. Pour le *Quartier latin*, le but de ce scrutin est de se faire entendre auprès des générations plus âgées. Pour cela, « il faudra de plus que l'écho nous réponde, que la vague déferle, déchaînée, sur la Province et tout le Canada et qu'une clameur monte, rugisse jusqu'au parlement... où nous espérons être entendus¹⁴¹ ». Cependant, plusieurs campus anglophones, dont McGill, se retirent de la CSA et condamnent le scrutin national¹⁴². Voyant que du côté anglophone les appels contre

141. Jacques Duquette, « Notre devoir face à conscription », *QI*, vol. 22, n° 15, 9 février 1940, p. 1.

142. Paul Axelrod, « Le mouvement étudiant des années trente au Canada », *op. cit.*, p. 153-154.

la conscription ne parviennent pas à rassembler la population, étudiante ou non, une autre enquête est mise sur pied, à l'échelle québécoise. Cette fois, le Conseil des Jeunesses Canadiennes s'en charge. Affirmant être un « organisme autonome, complètement indépendant de toute association de langue anglaise ou française dont le nom présenterait quelque analogie avec le sien¹⁴³ », le conseil se lance dans une vaste consultation publique en diffusant plus de 150 000 exemplaires de son questionnaire sur la conscription. Le comité exécutif du conseil comprend André Laurendeau, président, Daniel Johnson et Philippe Ferland, vice-présidents, Gérard Filion, secrétaire, et Thuribe Belzile, trésorier¹⁴⁴. Plusieurs d'entre eux sont bien connus des étudiants : Johnson avait présidé l'AGEUM quelques années plus tôt, Laurendeau, Filion, Belzile et Ferland étaient d'anciens Jeune-Canada. Ce conseil semble également présager de la formation prochaine de la Ligue pour la défense du Canada.

Le débat sur la conscription est l'occasion pour les instances étudiantes de l'Université de Montréal de prendre officiellement position dans un dossier politique d'actualité. Lors du plébiscite de 1942, l'AGEUM et le *Quartier latin* font paraître un numéro spécial du journal sur le sujet, avec lequel ils souhaitent rayonner à l'extérieur du campus pour rejoindre tous les jeunes, leur expliquer les tenants et aboutissants de la situation et les inciter à se prononcer pour le « non ». Cette fois, ce sont les jeunes de tous les milieux qui sont visés, pas seulement les étudiants puisque c'est toute la jeunesse qui sera touchée par la conscription, si elle a lieu. Au Québec en général, la question de la conscription est presque toujours teintée de considérations nationalistes. L'AGEUM n'échappe pas à la tendance dans sa réaction épidermique à la demande du groupe des Deux cents de Toronto qui « sont "par hasard" inconscriptibles et sont des financiers qui, pour la plupart, n'ont d'intérêt que dans les contrats de guerre¹⁴⁵ ». L'AGEUM considère en outre que la conscription pour le service outre-mer est un suicide pour le Canada qui ne doit pas vider son territoire de ses troupes¹⁴⁶. Cependant, les étudiants sont conscients que leur opposition à la conscription les met dans une situation délicate. Selon, Daniel Johnson, les Canadiens français sont traqués comme des rats, pris entre les impérialistes et les communistes : les impérialistes qui en appellent à leur catholicisme pour les inciter à les appuyer dans

143. « Le Questionnaire. Sa réussite. Les questionnaires distribués. Le "Conseil des Jeunesses Canadiennes" », *QL*, vol. 22, n° 16, 16 février 1940, p. 2. Les informations au sujet de ce conseil sont assez rares. Le *Quartier latin* n'a même pas publié les résultats du questionnaire.

144. *Ibid.*

145. AGEUM, « Pas de conscription pour le service outre-mer », *QL*, vol. 24, n° 15, 31 janvier 1942, p. 8.

146. *Ibid.*

l'effort de guerre; les communistes – ou gauchistes – qui veulent avoir leur appui contre la guerre. Devant un tel piège, Johnson affirme son indépendance :

Non de non. Nous ne sommes pas dupes. Nous poursuivons un but bien clair et défini. Ce n'est un secret pour personne que nous étions opposés à la participation du Canada à une guerre dans laquelle notre pays n'avait aucun intérêt. Mais puisque le parlement en a décidé autrement... Nous nous retranchons derrière la question de la conscription. Et nous tiendrons en dépit des manœuvres impérialisantes; nous éviterons les pièges de ceux dont le but avoué est de profiter de toutes les circonstances pour renverser l'ordre établi. Ce que nous voulons en définitive, c'est travailler – avec un grand nombre de Canadiens de langue anglaise – à débarrasser le peuple du Canada de la mentalité coloniale¹⁴⁷.

La question de la conscription ne soulève pas autant de passion parmi les étudiants de McGill qui ne s'opposent pas ouvertement – ou n'en ont pas l'occasion – à l'idée d'aller combattre en Europe, l'appel de la mère patrie se faisant encore sentir sur le campus anglophone. Le dossier de la conscription n'est en fait traité, dans le *Daily*, que pour dénoncer l'attitude des étudiants de l'Université de Montréal. En règle générale, les années de guerre sont très peu fertiles en réflexions originales dans le journal et au sein des associations étudiantes mcgilliennes, censure oblige. La présence militaire se fait fortement sentir sur le campus, et les étudiants donnent l'impression de se mouler assez aisément au discours ambiant sur la guerre. Il faut dire que la marge de manœuvre est mince puisque le seul étudiant à avoir eu recours au *non possumus* pour s'éviter l'entraînement militaire a été suspendu de l'université en 1940¹⁴⁸. L'entente entre les autorités et les étudiants semble aussi évidente en ce qui concerne le rôle des universitaires en temps de guerre. On note un consensus apparent voulant que la formation d'universitaires et de professionnels demeure nécessaire, car, dit-on, ingénieurs, chimistes, médecins et scientifiques représentent une clé de la guerre qui tend à devenir de plus en plus scientifique et mécanisée. Dans cette perspective, il faut garder en tête que ce sont les universitaires qui font les découvertes essentielles à la victoire¹⁴⁹. Ce discours n'est pas dominant à l'Université de Montréal. Par contre, on retrouve dans les deux communautés une vision à plus long terme, c'est-à-dire que la plupart partage l'idée que la formation des étudiants

147. Daniel Johnson, «Traqués comme des rats», *QI*, vol. 22, n° 18, 1^{er} mars 1940, p. 1.

148. Malcolm Heron, «What Price Democracy?», *Daily*, vol. 30, n° 43, 29 novembre 1940, p. 2.

149. «Our Contribution», *Daily*, vol. 30, n° 40, 26 novembre 1940, p. 2.

doit aussi être envisagée en fonction de l'après-guerre. Avec le principal James à McGill, ce discours s'impose. C'est que le principal a lui-même été, pendant quelque temps, secrétaire du Comité de reconstruction mis sur pied par le fédéral en vue de préparer la société canadienne au retour à un monde de paix.

Toute une réflexion sur les privilèges accordés aux étudiants en temps de guerre – l'exemption du service militaire plus spécialement – accompagne ces belles paroles sur le rôle des étudiants durant la guerre et en préparation pour l'après-guerre. À McGill, la rentrée de 1941 se fait dans un désordre relatif, et les rédacteurs du *Daily* profitent de leur tribune pour expliquer aux nouveaux venus que l'image des étudiants est importante en ces temps troublés. Les privilèges dont ils jouissent en dépendent: «*You must realize that you are permitted to continue your studies at the University by the grace of the Dominion Government. If you present yourselves to the public as a rowdy mob, and not as a group of responsible minded citizens, the public will no longer permit the government to grant you the privileges which university students enjoy in time of war*¹⁵⁰.» Ces privilèges accordés par le gouvernement ne sont pas gratuits, ils récompensent l'ardeur au travail. Le principal James se charge de le rappeler aux étudiants en leur disant que s'ils ne prennent pas l'entier avantage de la chance qui leur est offerte, ils n'ont aucun droit d'être à l'université¹⁵¹. Ces mêmes privilèges tirent leur légitimité du fait que les étudiants doivent profiter de leur passage à l'université pour développer leurs talents et les mettre au service de tous: «*Students don't come to the universities because they seek to escape military service. They come because they have been told time and time again that their potential skills and leadership will be needed in the future, that they can be of more service in university than by lending their efforts immediately in the armed forces*¹⁵².»

Toutefois, quelques-uns admettent difficilement qu'en temps d'urgence, on leur demande de reporter leur engagement dans la communauté. Malgré les beaux discours sur leur devoir de préparation, ils n'ont pas toujours l'impression d'être utiles et ils se sentent laissés pour compte. Ce sentiment explique peut-être l'engouement avec lequel 400 étudiants de McGill ont répondu à l'appel lancé par les agriculteurs de l'Ouest au temps des récoltes de 1942. En pénurie de main-d'œuvre, les agriculteurs avaient demandé l'aide des Canadiens. Avec la permission spéciale du

150. Editor and President of the Students' Society, «To the Freshmen – An Editorial», *Daily*, vol. 31, n° 3, 3 octobre 1941, p. 1.

151. «Importance of University's War Role Stressed by Dr James at the Annual Fall Convocation and Founder's Day», *Daily*, vol. 31, n° 5, 7 octobre 1941, p. 1.

152. «Students Are Human», *Daily*, vol. 31, n° 53, 15 décembre 1941, p. 2.

principal James – permission nécessaire puisque le temps des récoltes empiétait sur l'année scolaire –, ces étudiants sont allés passer quelques semaines dans les Prairies en tant qu'ouvriers agricoles. Pour plusieurs, il s'agissait d'un moyen concret de participer à l'effort de guerre, avec en prime quelques journées de congé scolaire et la possibilité de faire la manchette¹⁵³. Cette volonté de faire quelque chose de concret pour participer à l'effort de guerre montre bien le flou entourant le statut d'étudiant, flou qui pourrait bien en démotiver quelques-uns, comme le soutient un éditorial du journal étudiant: «[T]hey're getting tired of figuring out for themselves the best course to follow when on the one hand the nation demands their services in the armed forces, and on the other hand with equal vigor pleads for "tomorrow's leadership". They are, in fact, getting pretty cynical about the whole thing¹⁵⁴.» En 1942, le gouvernement fédéral vient clarifier la situation: tous les étudiants, sauf les futurs médecins et dentistes, sont dorénavant tenus de suivre un entraînement militaire: à partir de ce moment, l'étudiant doit se préparer à faire son devoir sur deux fronts, le militaire et l'universitaire¹⁵⁵. Si les étudiants ratent leurs examens, ils sont exclus de l'université et doivent poursuivre leur service militaire. Les étudiants de McGill donnent l'impression d'accepter sans trop de réticences cette façon de concevoir l'utilité des étudiants; aussi longtemps qu'ils réussissent leurs études, les privilèges qui leur sont accordés sont justifiés¹⁵⁶. D'une certaine manière, ils semblent se résigner à ce que d'autres qu'eux-mêmes – le gouvernement et les autorités universitaires notamment – établissent qui est ou n'est pas étudiant au sens propre du terme. Bien entendu, cette belle unanimité de façade a sûrement connu quelques fissures, mais pour les apercevoir, il faudrait interroger d'autres sources¹⁵⁷.

153. «Message from the Principal»; «With Trasher and Scythe», *Daily*, vol. 32, n° 5, 7 octobre 1942, p. 2; «Harvesting Again», *Daily*, vol. 32, n° 6, 8 octobre 1942, p. 2. La permission du principal James ne touche que les étudiants inscrits dans les facultés non essentielles à l'effort de guerre (Arts, Droit, Commerce, Agriculture) ainsi qu'aux étudiants de la première année du baccalauréat en science. Les futurs médecins, dentistes et ingénieurs doivent se présenter à leurs cours.

154. «Fond Hope», *Daily*, vol. 31, n° 61, 22 janvier 1942, p. 2.

155. «Understanding – Finally», *Daily*, vol. 32, n° 15, 22 octobre 1942, p. 2.

156. «Why Some Are Here?», *Daily*, vol. 32, n° 60, 14 janvier 1943, p. 2.

157. Les sources orales pourraient être pertinentes pour quiconque se questionne sur la réception de ce discours officiel et censuré. Certains comme Sébastien Vincent ont utilisé ce genre de sources pour comprendre les motivations et les expériences des engagés volontaires canadiens-français. Sébastien Vincent, *Laissés dans l'ombre. Les Québécois engagés volontaires de 39-45*, Montréal, VLB éditeur, 2004, 281 p.

Devant l'incertitude qui entoure leur statut durant les premières années du conflit, les étudiants de l'Université de Montréal s'inquiètent aussi: devront-ils s'enrôler si leurs résultats scolaires ne sont pas satisfaisants? Leur programme d'étude sera-t-il supprimé? Étudiants et autorités s'entendent pour dire que les étudiants ne doivent pas être soumis à l'enrôlement obligatoire, et ils contestent le recours au terme privilège pour décrire le statut des étudiants en temps de guerre. Sans aller jusqu'à parler de droit, certains insistent plutôt sur le rôle effectif des étudiants, sur le fait qu'en demeurant à l'université, et même dans les facultés dites non essentielles comme les lettres et les arts, ceux-ci assurent la pérennité de la civilisation défendue.

C'est une nécessité pour l'État, la Société, la Démocratie et tous les autres grands mots pour lesquels l'ensemble combat. On reconnaît que non seulement le soldat combat, mais aussi l'ouvrier et le civil. Très bien, leur action est immédiate, parce qu'elle doit l'être; mais la nôtre, parce qu'elle prépare, espérons-le, une reconstruction lointaine, doit être considérée comme très importante quoique médiate. Nous ne jouissons d'aucun privilège; notre condition nécessaire d'étudiants ne peut nous être supprimée que devant un danger immédiat, souverain et certain¹⁵⁸.

En 1943, le recteur Maurault a l'occasion de partager son point de vue sur l'enrôlement obligatoire des étudiants avec les premiers intéressés. En raison de sa fonction universitaire, il a participé à une commission consultative sur le sujet en compagnie des recteurs de toutes les autres universités canadiennes. Son nom n'apparaissant pas sur les procès-verbaux de la réunion, des étudiants concluent au silence du recteur et l'accusent de n'avoir pas su défendre leurs intérêts. Piqué, Maurault leur explique qu'il est intervenu régulièrement et vigoureusement lors des réunions de la commission. Cependant, compte tenu de la marginalité de son opinion, il n'a pas été entendu et ses commentaires n'ont même pas été consignés, d'où la fausse impression de silence. Le ton avec lequel il décrit les négociations de la commission montre assez bien son sentiment d'impuissance. «Quand un vote se prend, on devine ce qui arrive. Étant donné l'état des esprits, au Canada, au sujet de l'effort de guerre, la bataille est gagnée d'avance par les uns, perdue d'avance par les autres.» Et les dés ne roulent pas à son avantage: «Il est clair, en tout cas, que dans la Conférence des Universités comme dans tous les autres organismes fédératifs, le système faussé joue contre nous¹⁵⁹.» Lors de leur rencontre, les membres de cette commission devaient notamment discuter

158. Guy Beaugrand-Champagne, «Étudiants d'Amérique. Les étudiants sont privilégiés?», *QI*, vol. 26, n° 11, 17 décembre 1943, p. 2.

159. Olivier Maurault, «Le recteur silencieux», *AUdM*, P 7/B1. 32, 4 octobre 1943.

des procédures de mobilisation des étudiants. Maurault défendait une position nettement minoritaire en réclamant que les étudiants, en vue de l'après-guerre, bénéficient d'une exemption complète jusqu'à la fin de leurs études. S'il n'avait pas l'appui des autres recteurs, au moins sa position rejoignait-elle celle de cet étudiant :

En effet, ces étudiants, en possession de leur parchemin ou de leur licence, formeraient un groupe dont la réadaptation à la vie civile serait d'une facilité remarquable. [...] Rappelons aux autorités en éducation sociale que des cours avortés, ça ne produit rien de bon. Quand on se sent l'intelligence suffisante pour aboutir quelque part et qu'on voit la société s'obstiner à poser des obstacles, alors on prévoit le reste¹⁶⁰.

Les explications du recteur Maurault n'atténuent en rien la rancœur de Fernand Seguin envers la génération qui le précède. Il profite de la Conférence des Universités pour élargir son attaque, en rappelant à tous les décideurs que les jeunes sont en mesure de juger avec lucidité les décisions qui les concernent. « Nous ne voulons pas, écrit-il, admettre que le processus physiologique de vieillissement soit intimement lié à toute la séquelle d'abdications, de compromissions, d'accroupissement qui constituent la rançon de ce que les assis appellent l'expérience. » Il en rajoute. « Soyez assuré, poursuit-il, que nous vous écouterons avec tout le respect extérieur qu'il est d'usage d'accorder aux moribonds¹⁶¹. »

Une telle sévérité n'est pas partagée par tous. Alors qu'à McGill, c'est au gouvernement fédéral que les étudiants s'adressent pour obtenir des précisions sur leur sort, à l'Université de Montréal, certains remettent leur jeunesse à l'avant-plan et demandent conseil à quelques adultes de confiance. Le *Quartier latin* estime que « [d]evant le désarroi général des esprits, il est naturel que les jeunes soient inquiets. Il est légitime qu'ils demandent conseil à ceux de leurs aînés qui ont conquis une place au premier plan dans notre vie fédérale ou provinciale. Ils veulent bénéficier de votre expérience de la vie, de votre maturité de jugement¹⁶² ». Malgré une opinion qui demeure assez négative de la génération aînée – n'est-ce pas elle la grande responsable de la guerre? –, la conscience générationnelle des étudiants de l'Université de Montréal, devant l'urgence de la situation, fait désormais une plus grande place à la collaboration inter-générationnelle. Quelques adultes méritent le respect des étudiants, tels

160. Louis-Philippe Dupuis, « Un règlement », *QL*, vol. 26, n° 17, 25 février 1944, p. 1.

161. Fernand Seguin, « Puissance de la vérité », *QL*, vol. 26, n° 2, 15 octobre 1943, p. 1.

162. Lettre de Jacques Genest, directeur du *Quartier latin*, à Édouard Montpetit, AUM, D 35/1409, 3 novembre 1941.

Thérèse Casgrain, Albert Lesage, Maxime Raymond, le père Archambault, Édouard Montpetit, Lionel Groulx et quelques autres. Pourtant, devant l'ampleur du conflit mondial, ces aînés n'ont pas beaucoup de paroles de réconfort à offrir. Plusieurs d'entre eux insistent sur le travail que les étudiants peuvent accomplir, sur le rôle qu'ils peuvent jouer afin de participer, à leur manière, à la lutte : préparer l'élite de l'après-guerre. Comme leur dit Thérèse Casgrain, « [l']influence dont vous jouerez en temps de paix sera mesurée à la grandeur des sacrifices que vous consentez aujourd'hui¹⁶³ ».

Au fur et à mesure que la guerre avance et que la reconstruction s'impose comme préoccupation majeure, les étudiants réaffirment leur jeunesse. Préoccupés de leur avenir et de celui de la société, ils retrouvent l'association traditionnelle entre la jeunesse et l'avenir. Un collaborateur au *Quartier latin* affirme que les jeunes qui déploieront leurs qualités dans l'entreprise de reconstruction seront en droit de demander des comptes à ceux qui les auront sacrifiés.

L'on ne semble pas beaucoup compter avec nous. Sauf pour nous faire casser la gueule, pour nous faire payer les pots cassés par d'autres. Nos tripes pour la « grande aventure », ça va. Mais pas rien que pour la grande aventure. Pour notre Cité. La Cité nouvelle. La Cité jeune comme nous. Fraîche et souriante. Sait-on bien comprendre là où l'on nous a tant trahis, où l'on nous trahit chaque jour de plus en plus, sait-on bien comprendre cet épouvantable facteur que, forcément, nous avons une mystique ? Une terrible mystique. La mystique du joueur qui fait quitte ou double. Celle du naufragé qui ne veut pas mourir. Celle du trappeur blessé qui veut rejoindre la cabane. Celle du traqué qui décide de faire face. Celle de l'ayant-droit de demander des comptes¹⁶⁴.

En se questionnant sur leur condition d'étudiants et de jeunes, des étudiants en viennent cependant à prendre conscience de leur rôle et de leur place dans la société actuelle, et non plus seulement dans celle de demain. Ceux de l'Université de Montréal laissent alors entrevoir une perception d'eux-mêmes qui s'affirmera après la guerre et qui s'apparente à l'idée de groupe social présente dans la communauté mcgillienne durant les années précédant le conflit : « Il est impérieux que la jeunesse assume des responsabilités, qu'elle participe au gouvernement des choses, qu'elle imprime son ardeur, son enthousiasme, son savoir-faire à la société univer-

163. Thérèse Casgrain, « Qu'avez-vous à dire aux étudiants? », *QI*, vol. 24, n° 13, 16 janvier 1942, p. 6.

164. Pierre LeFrançois, « Jeunesse d'après-guerre », *QI*, vol. 23, n° 25, 25 avril 1941, p. 1.

sitaire d'abord, à l'extérieur par voie de conséquence¹⁶⁵. » La conscience générationnelle s'estompe légèrement, mais on peut encore lire que, parce qu'ils sont jeunes, les étudiants se trouvent dans une situation tout à fait avantageuse : ils « ont le facteur temps à leur avantage s'ils veulent réparer leurs erreurs, les vieux n'ont que le temps de les commettre¹⁶⁶ ! »

Les étudiants ne sont pas les seuls à voir leur statut compromis par la guerre et la menace d'un service militaire. Celui des étudiantes est également projeté à l'avant-scène dans les deux campus. Quelle est la justification de leur présence à l'université durant une période où toutes les ressources doivent être consacrées à l'effort de guerre ?

À McGill, la position des étudiantes au début du conflit n'est pas particulièrement confortable. Ce sont elles qui, en partie, avaient fait la promotion du pacifisme avant la guerre dans les instances étudiantes officielles. Ces résolutions sont rapidement délaissées au moment du déclenchement des hostilités, et l'entraînement militaire ainsi que la participation active des étudiants à l'effort de guerre attirent maintenant toute l'attention. Les étudiantes doivent donc réaffirmer leur place en tenant compte de ces nouvelles données. Les étudiants et les hommes étant occupés aux affaires militaires, c'est à elles, soulignent certaines, que revient maintenant la responsabilité des activités universitaires. Par ailleurs, selon la présidente de la Women's Union, les femmes seront généralement appelées à prendre plus d'engagements dans la vie civile, et l'université est le meilleur endroit pour s'y préparer¹⁶⁷. Cette affirmation des étudiantes de McGill est assez conforme à ce que Nancy Kiefer et Ruth Roach Pierson ont constaté pour les étudiantes de l'Université de Toronto¹⁶⁸. Parallèlement à cette volonté de s'affirmer dans les affaires civiles, les étudiantes mcgilliennes souhaitent à leur manière participer directement à l'effort de guerre. Kiefer et Roach Pierson ont constaté que les étudiantes de l'Université de Toronto partageaient cette aspiration et souhaitaient arriver à la satisfaire en s'enrôlant dans un corps auxiliaire. Ce sont les étudiantes elles-mêmes qui, en 1940, demandent au gouvernement fédéral de reconnaître un tel corps auxiliaire, comme la Grande-Bretagne l'avait fait.

165. Paul. H. Moisan, « Message aux étudiants », *QI*, vol. 26, n° 19, 10 mars 1944, p. 8.

166. *Ibid.*

167. Eleonore Hunter, « A Message... », *Daily*, vol. 29, n° 62, 25 janvier 1940, p. 2.

168. Nancy Kiefer et Ruth Roach Pierson, « The War Effort and Women Students at the University of Toronto, 1939-1945 », dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society. Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1989, p. 161-183.

In Canada the women's corps are not recognized by the government and are therefore unable to be used to the fullest advantage. Canadian women have shown themselves anxious to do their bit. They could do the cooking in the training camps as well as many other vital tasks. Men have been known to spend most of their training time peeling potatoes! If a women did the job these men would have more time for actual drill¹⁶⁹.

On peut s'interroger sur la valorisation et le sentiment de servir la patrie que peuvent tirer les étudiantes en épluchant des pommes de terre, il n'en demeure pas moins que la création des corps auxiliaires constitue une nouveauté intéressante pour les femmes : elles peuvent désormais aspirer à une participation plus directe et plus large au conflit, sans avoir à se cantonner dans les seuls postes d'infirmières comme ce fut le cas lors du premier conflit mondial.

À l'Université de Montréal, la question d'une participation directe à l'effort de guerre pour les étudiantes ne se pose pas vraiment – comment le pourrait-elle dans un contexte où les étudiants eux-mêmes refusent l'enrôlement obligatoire ? Cependant, les étudiantes s'interrogent sur leur statut à l'université et se rendent bien compte que leurs consœurs de McGill bénéficient de conditions beaucoup plus avantageuses¹⁷⁰. Pour obtenir une amélioration de leurs conditions d'études, elles n'utiliseront pas les arguments de leurs consœurs, à savoir que dans un temps de conflit, les femmes doivent remplir un rôle plus important dans la société et, partant, doivent s'y préparer à l'université. Plus modestes, elles demanderont simplement d'être admises à l'AGEUM¹⁷¹. Il leur faudra attendre 1945 pour avoir gain de cause. Selon Madeleine Béique, alors vice-présidente de la Société artistique, une section affiliée à l'AGEUM, cette décision est reçue avec beaucoup de plaisir par les étudiantes qui se sentent maintenant acceptées, et non plus seulement tolérées, sur le campus¹⁷².

169. « Commissions for Women », *Daily*, vol. 30, n° 51, 11 décembre 1940, p. 2.

170. Armelle Pervene, « McGill. Les co-eds à McGill », *QI*, vol. 27, n° 9, 1^{er} décembre 1944, p. 3.

171. Cette demande fera l'objet d'un débat dans le *Quartier latin*, débat qui permet de voir les arguments en jeu. Certains étudiants répliqueront que les étudiantes n'ont pas d'avantages à tirer de leur intégration à l'AGEUM. Elles devront payer une cotisation alors qu'en ce moment, par invitation des étudiants, elles peuvent déjà bénéficier des activités les concernant : danses, thés, etc. Germaine Leclaire, « Pourquoi sommes-nous exclues de l'AGEUM ? », *QI*, vol. 26, n° 16, 18 février 1944, p. 3.

172. Claude Labreque, « Entretien avec Madeleine Béique », *QI*, vol. 28, n° 3, 12 octobre 1945, p. 1.

En 1944, on sent que la guerre tire à sa fin : le climat des campus vire à l'optimisme. Les rivalités nationales et idéologiques entre les étudiants de McGill et ceux de l'Université de Montréal tendent à s'estomper. Il faut dire que la perception que les étudiants de l'UdM avaient du conflit s'est considérablement modifiée depuis 1942-1943. Admettre que la guerre ne se limitait pas à un simple conflit d'intérêts financiers ne s'était pas fait sans peine à l'UdM. Avant 1943, il n'était pas rare de remettre ouvertement en question le bien-fondé de la guerre. Pour plusieurs, l'appel aux grands idéaux n'est que poudre aux yeux : « Quant à la compagne inséparable de la démocratie, la liberté, pour croire qu'il en reste un peu à notre société, il faudrait fermer les yeux sur l'asservissement de la presse aux intérêts capitalistes, sur le despotisme des trusts et sur la corruption sans cesse généralisée des corps législatifs. » Dans ces conditions, pourquoi aller se battre : « Démocratie ! Liberté ! Sublimes produits de la civilisation ! Quand on entend nous faire guerroyer pour cela, c'est à crever de rire¹⁷³. » À partir de 1943, sans que l'on puisse lire un texte qui présente un portrait positif de la guerre – elle demeure étrangère au Canada français et elle menace toujours la jeune génération –, les étudiants semblent avoir pris conscience des enjeux soulevés par la guerre en Europe, et ils adhèrent désormais à une partie de la rhétorique de liberté et de démocratie associée au conflit, quand même ce ne serait que pour la survie du Canada français. À ce moment, le rapprochement entre les deux campus devient une possibilité, et on sent poindre la volonté de créer une véritable communauté étudiante montréalaise avec la fondation du Club interuniversitaire. Les étudiants de McGill sont toutefois plus convaincus de la réussite de cette entreprise de rapprochement que leurs collègues de la montagne. Pour ces derniers, la nouvelle association devra avant tout faire tomber les préjugés entre les deux groupes nationaux et permettre aux Canadiens français de s'affranchir de la mentalité « aplaventrisme » qui préside souvent à ce genre de projet. Pour d'Iberville Fortier, il s'agit même d'une chance ultime. Le Club interuniversitaire devra « tirer, sans l'ombre d'une gêne sentimentale, des conclusions très nettes qui pourront être suivant le cas : le régime confédératif est viable, travaillons à son expansion ou alors : rien à faire ; il faut chercher les moyens de doter notre entité ethnique d'une entité politique¹⁷⁴ ». C'est donc dire que malgré un véritable désir de rapprochement autour d'une identité étudiante commune, les divisions nationales sont tenaces. Comme il était à prévoir, ces belles initiatives ne dureront que le temps qu'il faut pour que la guerre s'achève. Il s'annonce néanmoins un nouveau sentiment d'unité : les étudiants sont appelés à former un

173. Roger Beaulieu, « Au diable les mots creux », *QI*, vol. 23, n° 13, 17 janvier 1941, p. 1.

174. d'Iberville Fortier, « Bonne entente », *QI*, vol. 28, n° 17, 30 novembre 1945, p. 6.

groupe doté de responsabilités spécifiques. Les étudiants de l'Université de Montréal partagent maintenant avec leurs confrères mcgilliens l'idée qu'ils peuvent former un groupe social participant à un régime démocratique. Dans l'entreprise, tous demeurent cependant persuadés que les étudiants représentent l'élite: « La jeunesse universitaire, parce qu'elle a reçu plus que les jeunes des autres classes sociales, se doit et doit au pays de conduire la marche¹⁷⁵. »

* * *

Les années de crise et de guerre interpellent les étudiants et, de plus en plus, les étudiantes des deux universités montréalaises. Tous constatent qu'ils vivent dans un monde en ruines et sans avenir. À leurs interrogations, les étudiants des deux universités ne proposent pas de réponses concertées, mais ils font preuve d'une semblable volonté d'affirmation. Confrontés à une situation préoccupante, ils s'interrogent sur le fonctionnement de la société dans laquelle ils vivent et sur la place qui leur est réservée. Ici encore, leur condition d'étudiants et leur jeunesse se trouvent étroitement imbriqués.

À l'Université de Montréal, une forte conscience générationnelle s'affirme d'abord au sein d'organisations comme les Jeune-Canada et s'impose dans les pages du *Quartier latin*. Des étudiants expliquent les affres de leur temps par l'abdication des aînés et, en retour, ils se présentent comme ceux qui sauront reprendre en mains les destinées du Canada français. À McGill, on constate un certain abandon de la conscience générationnelle développée au cours de la décennie précédente. Avec des initiatives comme *The Alarm Clock*, dont les idées trouvent de timides échos dans la presse étudiante officielle, des étudiants mcgilliens font preuve d'ouverture partielle envers les idées de gauche. Jumelées à leurs convictions libérales et démocratiques, ces idées les mèneront à se considérer comme un groupe social.

À titre de génération ou de groupe social, les étudiants montréalais prennent position sur différents dossiers sociaux. Ce faisant, ils continuent de propager un discours qui les associe à la jeunesse. Toutefois, ils n'ont plus le monopole de la jeunesse. Les problèmes vécus par les jeunes ouvriers notamment ont alerté l'opinion publique et entraîné une reconnaissance de leur statut particulier dans la société. Les étudiants doivent prendre acte de ce changement et intégrer les jeunes des autres milieux à leur discours sur la jeunesse. Cependant, leur réaction est en ligne directe avec leur prétention traditionnelle à former l'élite de la jeunesse.

175. Pierre Vaillancourt, « Club Inter-Universitaire », *QI*, vol. 27, n° 7, 17 novembre 1944, p. 1.

Les divergences importantes qui existent entre les deux communautés étudiantes montréalaises au cours de ces années et pendant la majeure partie de la guerre viennent confirmer le caractère social d'une identité collective. Bien que les étudiants aient conscience de leur place particulière dans la société, leurs différences culturelles, nationales, religieuses et idéologiques les empêchent de se rejoindre au sein d'une seule et même communauté étudiante, de se rassembler autour d'une identité étudiante commune.

4

Vers une nouvelle identité étudiante (1946-1960)¹

Alors que la guerre s'achève, les étudiants de l'Université de Montréal et de l'Université McGill retrouvent quelques-unes de leurs activités parascolaires suspendues au cours du conflit: après cinq ans d'absence, la Revue Bleu et Or de l'Université de Montréal, une soirée théâtrale et humoristique organisée par les étudiants, renaît de ses cendres sous la direction de Jean-Louis Roux. À l'Université McGill, le sport, limité aux ligues locales depuis 1940, reprend l'ampleur qu'il avait avant la guerre lorsque se réorganisent les ligues canadiennes intercollégiales².

Retour à la normale? En apparence seulement, car si les activités d'avant-guerre reprennent, des changements profonds sont venus bouleverser la vie universitaire. La composition même du monde étudiant a été transformée: les inscriptions aux cours sont en hausse; les filles sont plus nombreuses que jamais dans les facultés et dans les associations étudiantes; les anciens combattants, surtout à McGill, profitent des programmes fédéraux pour entreprendre ou poursuivre leurs études universitaires. L'Université de Montréal a maintenant intégré ses nouveaux quartiers sur le Mont-Royal, mais le grand projet d'une cité universitaire est encore loin de la réalité. L'Université McGill, qui s'était engagée dans la recherche de manière soutenue depuis quelques décennies, a profité du deuxième conflit mondial pour s'imposer comme centre de recherche de premier

1. Certains éléments de ce chapitre se retrouvent dans Karine Hébert, «Between the Future and the Present: Montreal University Student Youth and the Postwar Years, 1945-1960», dans Michael Gauvreau et Nancy Christie (dir.), *Canada's Postwar Interregnum: Ideologies of Citizenship, 1943-1955*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 163-200.

2. *Old McGill*, 1941, p. 215 et *Old McGill*, 1946, p. 248.

plan au Canada. De manière générale, l'importance de l'enseignement et de la recherche universitaires reconnue à la faveur du conflit laisse présager des jours prospères pour les universités montréalaises. La réalité constitutionnelle canadienne se chargera de les ramener sur terre dès les années 1950.

En raison de son caractère international, le conflit a incité les étudiants à élargir leurs horizons et à prendre conscience de l'existence d'étudiants qui, comme eux et partout dans le monde, vivaient dans l'espérance d'un monde de paix. Le contexte d'après-guerre favorise la poursuite de contacts internationaux; les associations internationales se multiplient, et les divisions idéologiques qui présagent de la guerre froide sont exacerbés par ces rencontres plus fréquentes.

La Deuxième Guerre mondiale terminée, le nouveau monde de paix tant espéré reste à bâtir. Les jeunes, comme les adultes, envisagent la reconstruction comme une entreprise nationale et internationale à laquelle tous et chacun doivent participer. Au cours des années 1950, la guerre froide vient remettre en question les bases de la coopération internationale. Mais en dépit de tous ces changements de conjoncture – et peut-être même à cause d'eux – ces années sont caractérisées par une profonde remise en question identitaire de la part des étudiants montréalais et plus particulièrement de la part de ceux de l'Université de Montréal.

4.1. Les communautés étudiantes se modifient, un peu...

En plus grand nombre encore qu'à la fin de la Première Guerre mondiale, les anciens combattants joignent temporairement les rangs étudiants. Pendant un temps, ils forment une proportion non négligeable des étudiants de McGill: en 1945-1946, ils représentent environ le tiers des étudiants inscrits. Sur 6366 étudiants, 2526 bénéficient des mesures gouvernementales des anciens combattants. Il est à noter que sur ce nombre, on compte 160 femmes³. Alors qu'à McGill, les anciens combattants occupent une place considérable dans les discours des autorités, à l'Université de Montréal, seules quelques mentions de leur présence se retrouvent dans les *Annuaire généraux*, il faut dire que leur nombre y apparaît nettement moins important⁴. On y reproduit les mesures officielles du ministère des Pensions et de la Santé nationale, en donnant les règles à suivre pour obtenir les allocations, les montants alloués, etc.

3. *McGill Annual Report, 1945-1946*, p. 121-123.

4. Les chiffres ne sont pas fournis dans les *Annuaire généraux* de l'UdM, d'où la difficulté de conclure hors de tout doute à leur faible nombre. On peut néanmoins supposer sans trop de risque de se tromper qu'ils aient été nettement

Tout comme à la suite de la Grande Guerre, les anciens combattants forment un groupe un peu à part parmi la communauté étudiante. De manière générale, ils se tiennent à l'écart de leurs confrères plus jeunes et ils ne prennent pas une part active aux activités étudiantes. Du moins n'y participent-ils pas avec le même enthousiasme que les finissants du *high school*; ils sont à l'université avant tout pour compléter leur formation et réintégrer la société civile. Les mesures gouvernementales pour les anciens combattants prennent fin au tout début des années 1950, entraînant du coup pour les universités de sérieux problèmes de financement⁵.

Un autre groupe prend cependant une place accrue sur les campus : les étudiantes⁶. Si en nombre absolu et en proportion, la présence des filles suit une courbe ascendante, il faut tout de même garder à l'esprit qu'elles sont toujours relativement confinées à certains programmes « féminins ». À l'Université de Montréal, on les retrouve majoritairement en diététique et nutrition, en technologie médicale, en sciences sociales, dans les cours d'hygiène, et nombreuses sont celles qui s'inscrivent aux cours du soir. La situation est similaire à McGill. Elles sont encore nettement minoritaires dans les facultés menant aux professions libérales et scientifiques, que ce soit en droit, en médecine, en génie ou en architecture.

Au sein des communautés étudiantes, la place des étudiantes s'est également modifiée considérablement depuis le début du siècle, bien que l'égalité ne soit pas atteinte à la fin de la guerre. À McGill, elles sont

plus nombreux à choisir McGill, en raison de l'accueil chaleureux qui leur était réservé. Mentionnons toutefois qu'à McGill, la majorité des anciens combattants sont inscrits à la Faculté de génie. Pour effectuer une véritable comparaison avec l'Université de Montréal, il faudrait obtenir les chiffres et analyser le discours à la Polytechnique.

5. F. Cyril James, principal and vice-chancellor, « Education: A National Problem », AUMcG, RG 1, c.1, f.1, 1^{er} juin 1950; « Federal Aid to Canadian Universities », AUMcG, RG 1, c. 1, f. 1, 9 juin 1950. Pour McGill, la fin des subventions pour les anciens combattants est l'occasion de demander au fédéral de maintenir sa collaboration financière à l'éducation supérieure.
6. À l'Université de Montréal, les chiffres ne sont disponibles dans les *Annuaire généraux* qu'à partir de 1954-55. À ce moment, 1248 filles sont inscrites dans les facultés et écoles de l'Université, contre 5941 garçons. Il est à noter que les collèges classiques reliés à l'université sont aussi compris dans ces chiffres. En 1958, on parle de 2017 filles et 7268 garçons. À McGill, on compte environ 8000 étudiants inscrits, parmi lesquels un peu moins de 4000 étudiantes. Margaret Gillett, *We Walked Very Warily. A History of Women at McGill*, Montréal, Eden Press Women's Publications, 1981, p. 435. Il est difficile de faire des comparaisons directes de la situation des étudiantes inscrites aux deux universités puisque les inscriptions ne sont pas toujours détaillées (temps partiels, les programmes choisis, etc.). Il faut donc prendre ces chiffres comme des indicateurs généraux.

membres de la Students' Society depuis déjà plusieurs années, mais elles n'ont pas encore accès aux postes de commande. La situation est semblable à l'Université de Montréal où l'AGEUM a récemment ouvert ses portes aux étudiantes, sans toutefois aller jusqu'à leur accorder la possibilité d'en assumer la présidence. Les étudiantes s'activent dans plusieurs associations sur les deux campus. À l'Université de Montréal notamment, les étudiantes journalistes au *Quartier latin* sont de plus en plus nombreuses et, même si on note l'existence d'une chronique féminine, elles ne se confinent pas à des dossiers typiquement féminins et elles se joignent, à l'occasion, aux équipes éditoriales⁷. Avec les années, Adèle Lauzon, Juliette Barcelo, Régine Nantel, Denise Godbout, Marie Sénécal et Suzette Thiboutôt couvriront des congrès de Pax Romana, appuieront *Cité Libre*, offriront une opinion tranchée sur le rôle éditorial des journaux étudiants, plaideront pour un rapprochement avec les ouvriers. En 1955, Hélène Pelletier occupera brièvement le poste de rédactrice en chef. Les étudiantes journalistes font preuve d'un intérêt indéniable pour les dossiers sociaux et politiques au sens large du terme. Elles ne s'interrogent pas seulement sur leur place à l'université, elles se questionnent aussi sur la place générale de la communauté étudiante dans la société, suggérant ainsi leur appartenance pleine et entière à cette communauté.

Les années passant, les étudiantes de l'Université de Montréal gagnent en assurance. Alors qu'elles devaient réagir à des attaques directes dans les années 1930, ou encore réclamer leur reconnaissance dans les années 1940, à la fin des années 1950, elles peuvent maintenant jouer d'ironie et tourner en ridicule les arguments invoqués depuis longtemps pour leur refuser une éducation supérieure et pour remettre en question la pertinence de celle-ci : « La vraie vocation de la femme est ailleurs – des hommes intelligents ont déjà su le dire – la place de la femme est au foyer. De grandes tâches l'attendent : faire des p'tits, laver des couches et des planchers. Un monde merveilleux s'offre à elle : un horizon de plats de vaisselle⁸. » Qu'une étudiante ait publié un tel texte montre cependant que les préjugés sont encore tenaces.

Les termes qu'utilisent les étudiants pour désigner leurs consœurs donnent à penser que ceux-ci ne les admettent pas encore tout à fait dans « leur » communauté. Depuis de nombreuses années, les étudiants

7. Hélène Lortie, « Réponse à Mlle Paquette », *QI*, vol. 40, n° 20, 20 février 1958, p. 4.

8. Louise, « Contre la femme à l'Université », *QI*, vol. 39, n° 18, 7 février 1957, p. 3.

répondent au surnom de « carabins⁹ ». Logiquement, les étudiantes, pleinement acceptées, pourraient aspirer au noble titre de « carabines ». Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs repris cette appellation pour se désigner. Mais un autre titre, moins noble à leur avis, se généralise au cours des années 1950 : celui de « poutchinettes », ou de « pitchounettes » selon les versions. Bien consciente de ce glissement, Lise Langlois réclame l'égalité des sexes en 1951 en marquant bien la condescendance associée au second terme. « La "pitchounette", Messieurs, n'est pas comme vous le croyez dans votre candeur, votre inférieure, mais bien plutôt votre égale [...] » C'est pourquoi « [c]'est une vraie "Carabine", escholière de la Montagne¹⁰ ».

Dans la même veine, un nombre grandissant d'étudiantes veut participer aux activités étudiantes aux côtés de leurs confrères. L'une d'entre elles se charge de leur montrer que l'étudiante « partage vos soucis plus que vous ne le croyez. Elle accepte calmement et sans fausse frayeur l'invitation que lui adresse la vie : bâtir le monde avec vous¹¹ ». Les étudiantes aspirent à être traitées en « étudiants », c'est-à-dire qu'elles reconnaissent la masculinité de l'identité étudiante et elles savent bien que pour être admises dans la « confrérie », elles doivent insister sur leur statut « d'étudiant » plutôt que sur leur féminité. Dans cette perspective, elles mettent de l'avant la « jeunesse » qu'elles partagent avec leurs confrères. « Une étudiante amorphe, explique une certaine Claudine T., c'est un être laid, sans jeunesse et sans vie. On réclame tout de notre jeunesse, notre talent, nos idées. Nous n'avons pas le droit de tout garder cela pour nous¹². » Il s'agit d'une offre de participation égalitaire. Mais pour certains étudiants, leurs consœurs semblent n'être encore qu'un agrément dans la vie universitaire : « Je peux dire que les carabines ne contribueraient qu'à semer la joie dans la maison que ce serait déjà beaucoup. Leur délicieux minois et leur brillant sourire (à cause de Pepsodent sans doute), doivent trancher sur la morne figure et le triste faciès de certains étudiants¹³. »

À l'Université McGill, la situation est similaire. Les étudiantes doivent encore composer avec les préjugés, mais leur acceptation au sein de la communauté étudiante se concrétise tranquillement. Elles bénéficient d'installations autrement plus spacieuses que leurs consœurs sur

9. Le terme « carabin » fait habituellement référence aux étudiants de médecine. À l'Université de Montréal, son acception s'est élargie pour désigner tous les étudiants.

10. Lise Langlois, « L'égalité des sexes », *Ql*, vol. 34, n° 7, 23 octobre 1951, p. 1.

11. Je ne suis pas celle que l'on pense..., « Votre voisine de droite », *Ql*, vol. 30, n° 2, 7 octobre 1947, p. 1.

12. Claudine T., « Carabines... », *Ql*, vol. 28, n° 6, 23 octobre 1945, p. 5.

13. Jean Martineau, « Bonjour navot! », *Ql*, vol. 30, n° 2, 7 octobre 1947, p. 2.

la montagne. Alors que ces dernières en sont à réclamer l'aménagement d'un local où elles pourraient se rencontrer et se reposer entre elles¹⁴, les étudiantes de McGill peuvent compter sur le Royal Victoria College. À cette époque, il est devenu bien plus qu'une simple résidence, il est un centre social et culturel pour toutes les étudiantes de l'université, qu'elles soient résidentes ou non¹⁵. Malgré cela, les étudiantes souhaitent rejoindre les étudiants sur leur propre terrain, la Students' Union dont l'entrée leur est toujours limitée. Elles y avaient obtenu un statut particulier en 1936 : membres de l'Union, elles ne disposaient cependant pas de tous les droits et privilèges accordés aux étudiants parce qu'elles payaient une cotisation moindre. En 1949, l'Union vit une période difficile et quelques étudiants reprochent à leurs consœurs de profiter des commodités offertes sans en assumer les responsabilités financières. Sautant sur l'occasion, quelques-unes suggèrent de payer une cotisation annuelle plus élevée à l'Union, l'aidant ainsi à épouger un déficit. En retour, elles demandent et obtiennent des sièges au comité d'administration de la maison¹⁶.

La question des responsabilités des étudiantes dépasse l'aspect financier. Certains étudiants en font le fondement de leur respect envers les étudiantes et la justification de leur droit à l'éducation. Des quelques lignes qui suivent, on peut conclure que les étudiantes n'ont pas encore accédé au plein statut d'« étudiant ». Sinon, pourquoi l'auteur prendrait-il la peine de dire que celui-ci peut toujours leur être retiré ?

Evidently, the women of McGill have demonstrated a remarkable ability in improving the general development of the University along a number of lines. However, they may remember that in order to continue to merit an equal status with men they must take equal responsibility. Only by doing so will they gain the respect of their fellow-students¹⁷.

Tout comme leurs consœurs de l'Université de Montréal, les étudiantes de McGill sont en processus d'affirmation égalitaire. Une étudiante de la Faculté de génie tente d'expliquer à ses confrères qu'elle est aussi compétente et intéressée à ses études qu'ils peuvent l'être et qu'elle rêve, comme eux, de faire carrière. Elle souhaite que les étudiants

14. Lettre de Lucie Lafontaine, présidente du Comité féminin de l'Université de Montréal, au secrétaire général de l'université, AUdM, D 35/1407, 15 décembre 1949.

15. Lettre du principal James au chancelier Powell, AUMcG, RG 1, c. 7, f. 153, 19 mai 1960.

16. « Co-eds Appropriate \$14 Hundred Yearly to Union's Deficit », *Daily*, vol. 38, n° 64, 25 janvier 1949, p. 1.

17. « On Women Students », *Daily*, vol. 36, n° 22, 30 octobre 1946, p. 2. Je souligne.

Figure 6

Couronnement de la Reine du Carnaval par Camillien Houde, 1953



Source : Université McGill, PRO 23255. Dimensions : 20 × 25. Disponible en ligne, site des archives, Université McGill.

cessent de les regarder, elle et ses consœurs, comme des objets décoratifs¹⁸. Certaines de ses collègues souhaitent simplement être reconnues à leur juste valeur. Elle poursuit en affirmant que les femmes en ont assez de se contenter d'être les secrétaires des grands hommes, d'être techniciennes en laboratoire plutôt que chercheuses, reporters aux affaires sociales plutôt

18. Vivian Harland, eng. 1., « Women Engineers », *Daily*, vol. 44, n° 20, 4 novembre 1954, p. 2.

que correspondantes de guerre, employées plutôt qu'employeuses¹⁹. Pour réaliser ces ambitions, elles réclament la complète égalité en ce qui concerne l'accessibilité aux postes de direction des associations universitaires. Elles souhaiteraient au moins que, durant leur séjour à l'université, les étudiantes puissent bénéficier d'avantages auxquels elles n'auront plus accès une fois les portes du grand monde franchies²⁰. Ainsi pourraient-elles remplir leurs entières responsabilités et obtenir, sans danger de retour en arrière, un véritable statut d'étudiantes.

La fin des années 1950 approchant, les étudiantes des deux universités montréalaises semblent de plus en plus conscientes de la place un peu particulière qui leur est faite au sein de la communauté étudiante, communauté dont elles sont désormais, officiellement du moins, membres à part entière. Ce qu'on voit poindre en fait, c'est la dénonciation d'une façon de voir que leurs prédécesseuses, de concert avec la majorité des mouvements et associations féminines de leur temps, avaient elles-mêmes endossée : l'insistance sur la différence. Deux traditions viennent alimenter leur réflexion et soulever certains doutes sur le caractère effectif de l'acceptation complète des étudiantes : l'élection de la Reine du carnaval à McGill et celle de Miss Quartier latin à l'UdM. Ainsi, en 1957, la tradition de la Reine du carnaval, qui existe depuis plusieurs années sur le campus mcgillien, est ouvertement dénoncée. Des étudiantes affirment qu'en mettant ainsi les filles sur un piédestal, leur intégration réelle à la communauté étudiante est impossible : « *Of course, we elect Carnival Queens every year, and some universities go so far as to pick a "Coed of the Week". But this is in line with our astonishingly unprogressive view – that woman's place is in the home – or on a pedestal*²¹. » Une tradition similaire s'est établie à l'Université de Montréal : l'élection annuelle de Miss Quartier latin, un « concours de personnalité » organisé chaque année par le journal. Des candidates de toutes les facultés sont présentées dans les pages de l'hebdomadaire et un jury d'étudiants est formé pour les interroger sur leurs goûts, leurs occupations et désigner celle qui incarne, à leurs yeux, l'étudiante « idéale ». C'est en proposant l'élection d'un Monsieur Quartier latin que les étudiantes dénoncent avec le plus de vigueur cette pratique qui, au départ, ne leur apparaissait pas si ségrégative. De Monsieur Quartier latin, on attend les grandes qualités masculines traditionnelles, comme de Miss Quartier latin, on attendait les principales caractéristiques féminines : « En plus de biceps, il devra avoir de l'esprit ; pas un esprit de

19. D. E., « The Better Half », *Daily*, vol. 44, n° 30, 23 novembre 1954, p. 2.

20. *Ibid.*

21. « The Quiet Discrimination », *Daily*, vol. 47, n° 35, 14 novembre 1957, p. 2. Cette timide remise en cause de l'élection d'une reine de carnaval n'empêche pas la tradition de se perpétuer.

ped, ni un esprit fort, mais un esprit galant, charmeur dans les salons "biens", vif dans les conversations brillantes, agréable dans tout autre moment²². »

Figure 7
Soirée dansante du Quartier latin, couronnement de
Mademoiselle Quartier latin, 1957-1958



Source : Université de Montréal, Division des archives, D0037/1FP.03458, Studio Landry. Dimensions : 20 × 25. Disponible en ligne, site de la Division des archives, Université de Montréal.

Les années de l'après-guerre voient donc les communautés étudiantes montréalaises se modifier : pendant un temps, les anciens combattants modifient le profil étudiant, les étudiantes imposent leur présence. Sur le plan de l'origine socioéconomique toutefois, les modifications semblent modestes. Les étudiants et les étudiantes proviennent encore des classes moyennes et supérieures de la société montréalaise et canadienne. À McGill, on continue de s'enorgueillir de la diversité de la provenance géographique des étudiants, mais les Montréalais protestants sont encore majoritaires. À l'Université de Montréal, les jeunes franco-catholiques représentent toujours une écrasante majorité.

22. Louise Poirier, « À la recherche de Monsieur Quartier Latin », *QI*, vol. 39, n° 8, 31 octobre 1956, p. 3.

4.2. L'identité étudiante en question

Avec la fin des hostilités sur les fronts européens et asiatiques, la reconstruction devient une réalité. Les étudiants prennent alors conscience que le discours d'anticipation qu'on leur répète depuis des années et qui les enjoint à se préparer pour l'après-guerre doit se matérialiser. C'est maintenant à eux d'entrer en scène. Toutefois, entre élite de demain, génération, groupe social, classe, ou groupe de pression, le discours étudiant hésite. Une tendance importante émerge toutefois: qu'ils soient de McGill ou de l'Université de Montréal, les étudiants investissent la sphère publique comme jamais auparavant. De façon plus évidente, ils remettent en question le discours sur la jeunesse étudiante, élite de demain, qu'on leur servait depuis longtemps et qu'ils avaient, somme toute, assez bien intériorisé jusque-là.

4.2.1. L'escolier

Au moment où s'amorce la reconstruction de l'après-guerre, plusieurs étudiants continuent à se définir comme l'élite de demain et à se désigner comme des escoliers ou des carabins. Toutefois, ils ont conscience que cette définition de l'étudiant n'est pas unique et ils aspirent à jouer un rôle plus actif dans la société « d'aujourd'hui ». Cette volonté de participer activement à la société n'est pas entièrement nouvelle, et elle repose sur l'idée voulant que les étudiants seront aux commandes de la société de demain et que, à ce titre, ils ont leur mot à dire: « *We are all together now and we must think the thoughts and lead the life that will one day make the Canada of tomorrow... the responsibility is our now*²³! »

Le regard tourné vers l'avenir, des étudiants de McGill qui adhèrent à ce discours n'en souhaitent pas moins prendre leurs responsabilités envers leur société et, pendant quelques années, envers le monde. Mais pour eux, ces responsabilités sont celles d'étudiants tels qu'ils sont définis traditionnellement, c'est-à-dire des jeunes hommes et des jeunes femmes en processus d'apprentissage, des élites en devenir. C'est donc à cette tâche qu'ils doivent se consacrer prioritairement. Une tâche qui ne se limite cependant pas aux matières scolaires; les activités parascolaires et les associations étudiantes sont régulièrement présentées comme des lieux de formation importants, des espaces dans lesquels les étudiants peuvent entre autres développer leurs aptitudes à diriger. À l'occasion des élections annuelles de la Students' Society en 1946, un éditorial du *McGill Daily* convie les étudiants à aller voter, en leur expliquant que

23. « United We Stand », *Daily*, vol. 35, n° 1, 1^{er} octobre 1945, p. 2.

«[O]nly in this way will you be performing your duty and exercising your right as undergraduates and as worthy future citizens²⁴». Une réponse à cet éditorial donne à penser qu'une nouvelle manière de concevoir le rôle des étudiants pointe à l'horizon: «*We are not citizens of tomorrow, but student citizens of the Canada of today, whose importance is just as great as that of our fellow citizens in other walks of life*²⁵.» Ce genre de témoignage qui fait appel à la participation des étudiants au nom d'un statut de citoyen actif demeure toutefois isolé à McGill. Il faudra attendre le milieu des années 1950 pour le voir réapparaître assez timidement.

Pour les étudiants qui persistent à justifier leur place dans la société par le rôle qu'ils auront à jouer dans l'avenir, la remise des diplômes représente toujours la fin d'une étape et l'acquisition d'une nouvelle situation sociale qui suppose un engagement à la mesure des compétences acquises. La collation des grades est présentée comme l'instant de transition où l'étudiant émerge de l'atmosphère cloîtrée du monde scolaire dans lequel les idées importent pour entrer dans le monde pratique où les actions prennent le pas. D'une certaine façon, cette cérémonie marque le moment où l'étudiant cesse de recevoir et commence à contribuer à la société; c'est le temps où le diplômé justifie l'existence des étudiants encore en formation²⁶. Un telle position se complète parfois d'une mise en garde: on demande aux étudiants de ne pas outrepasser leur rôle, de ne pas se prendre pour des adultes: «*McGill students are in the general sense young men and women involved in the difficult process of becoming mature and reasonable persons. [...] We should above all keep in mind that we are students. We are in the main, at McGill to learn.*» Une métaphore suit: «*Little girls flouncing about in their mother's high heels not only look silly but are remarkably liable to trip and fall on their youthful noses*²⁷.» Dans cette optique, l'étudiant est un être en formation et c'est à cette tâche qu'il doit se vouer. Il n'est pas encore un être achevé et son entrée dans le monde s'en trouve différée: il est en attente.

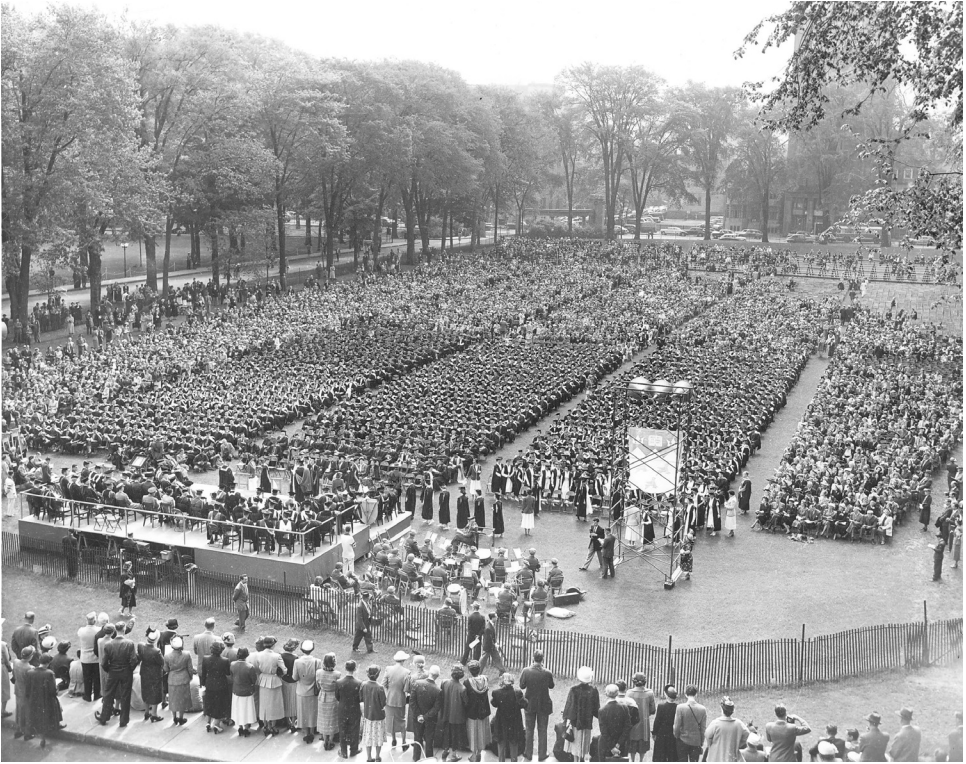
24. «Don't Wait – Vote!», *Daily*, vol. 36, n° 10, 11 octobre 1946, p. 2.

25. James Friedman, «Letter Forum», *Daily*, vol. 36, n° 12, 16 octobre 1946, p. 2.

26. David Grier, «A Time of Transition», *Daily*, vol. 42, n° 93, 22 mai 1953, p. 2. Il faut mentionner qu'à partir de cette époque, les auteurs des articles et éditoriaux du *Daily* sont un peu plus enclins à signer leurs textes. Cette pratique n'est cependant pas encore généralisée.

27. «Youthful Noses», *Daily*, vol. 45, n° 85, 6 mars 1956, p. 2.

Figure 8
Convocation de 1950, Université McGill, 1950



Source : Université McGill, PRO 09617. Dimensions : 21 × 26. Disponible en ligne, site des archives, Université McGill.

De manière générale, les étudiants de McGill, réfléchissant sur eux-mêmes, n'empruntent pas les sentiers de la contestation défrichés par leurs prédécesseurs des années 1930 ni ne discontiennent de l'image d'eux présentée par les adultes. Bien entendu, il s'agit là de la position officielle de la Students' Society et de la ligne éditoriale du *McGill Daily*. La lettre ouverte citée plus haut, où un étudiant revendique un statut de citoyen à part entière, laisse toutefois entrevoir l'existence de discours parallèles. Mais la rareté de telles opinions dans les instances étudiantes officielles donne à penser que les étudiants, comme groupe, s'ils se questionnent à propos de leur identité, ne remettent pas véritablement en question leur jeunesse ni leur association à l'élite de demain. À la fin de la décennie, au moment où la communauté étudiante mcgillienne commence à prendre part aux revendications étudiantes qui se généralisent dans la province, un texte du *Daily* risque l'explication voulant que dans le contexte politique relativement tranquille de l'Amérique du Nord, en comparaison avec

celui qui prévaut dans d'autres régions du globe, les étudiants n'ont pas eu à se battre pour défendre leurs droits. La démocratie s'en est chargée jusque-là²⁸.

À l'Université de Montréal, le contexte diffère sensiblement. Plus libres qu'au collège classique, où la plupart ont reçu leur formation secondaire, les étudiants évoluent tout de même dans un milieu catholique dirigé par des clercs. L'enseignement dispensé à l'université repose encore sur des principes catholiques, et cette position est même renforcée au cours des années d'après-guerre devant la menace constante du communisme. De façon plus aiguë qu'au cours des périodes précédentes, les étudiants remettent en question l'encadrement intellectuel et disciplinaire rigide des autorités. Leur réaction sera à la mesure des contraintes: ils vont vouloir imposer leurs vues dans les débats actuels, sans avoir à attendre plus tard pour se faire entendre.

4.2.2. *Persistence de la conscience générationnelle*

Comme ce fut le cas lors des périodes précédentes, les étudiants montréalais ne partagent pas toujours les mêmes bases conceptuelles lorsqu'il s'agit de se représenter comme groupe. Alors que des étudiants de l'Université de Montréal cherchent à se rapprocher du monde ouvrier en développant l'idée qu'ils peuvent former un groupe social, comme ceux de McGill l'avaient fait avant la guerre, ces derniers donnent l'impression de revenir à une conception générationnelle de leur place dans la société en réagissant aux descriptions peu flatteuses qui sont faites de la jeune génération dans les journaux et les revues²⁹. Que l'on parle d'une «*silent generation*», d'une «*waiting generation*», ou encore d'une «*non-sense generation*», les qualificatifs ne manquent pas pour décrier la jeunesse américaine des années 1950. Car, il est nécessaire de le mentionner, la grande majorité de ces descriptions provient des États-Unis, le pays vivant une période assez conservatrice de son histoire et dont le climat général se répercute dans les campus³⁰. Commentant une enquête parue dans le

28. «Our Mailbag and Student Unity», *Daily*, vol. 47, n° 73, 10 février 1958, p. 4.

29. Ils ne sont pas les seuls à s'interroger sur leur génération. Ainsi, à la fin des années 1950, un groupe d'étudiants opposés à l'armement nucléaire fonde le Combined Universities' Campaign of Nuclear Disarmament, et la branche montréalaise de l'organisme crée le journal *Our Generation against Nuclear War* qui deviendra au cours des années 1960, *Our Generation*. Cyril Levitt, «Canada», dans Philip G. Altbach (dir.), *Student Political Activism. An International Reference Book*, New York, Greenwood Press, 1974, p. 420.

30. Philip G. Altbach, *Student Politics in America. A Historical Analysis*, New York, McGraw-Hill, 1974, p. 116.

Time Magazine, un éditorial du *Daily* n'hésite pas à établir un lien direct entre les jeunesses américaine et canadienne³¹. Cette enquête du *Time*, publiée en 1951 sous le titre «Portrait of the Younger Generation», est à l'origine de bien des réflexions de la part des étudiants de McGill. Elle choque par sa description défaitiste de la jeune génération : silencieuse, fataliste, préoccupée de sécurité, conservatrice, sérieuse, moralement confuse, tolérante à presque n'importe quoi et ne blâmant personne pour ses problèmes³². Jeunesse dénaturée s'il en est, jeunesse qui ne présente pas l'enthousiasme attendu, qui ne se pose pas en critique des générations précédentes, qui ne répond pas au cliché selon lequel si elle n'est pas radicale à 16 ou 20 ans, elle sera bien encroûtée à 40 ou 60 ans. Les accusations de conservatisme adressées à la jeunesse portent d'autant que la «nature» de celle-ci a depuis longtemps reposé sur le progrès et la nouveauté. Si d'autres catégories sociales peuvent s'enorgueillir d'une étiquette conservatrice, pour la jeunesse, c'est presque une abdication. Bien qu'ils ne forment pas une majorité, quelques étudiants rejettent ouvertement l'accusation du *Time* et en profitent pour carrément remettre en question l'existence et la pertinence de la génération comme catégorie sociale :

*Ours is a complex generation, made up of a kaleidoscope of people and types, ambitions and tastes. We can never even attempt to apply the same label on the young advertising executive making his way on Peel Street, and the young miner on the picket lines, fighting for his union in Timmins; the student wandering among the riches of the libraries, and the soldier on his way home from Korea, older and wiser*³³.

Le nombre de réactions démontre que l'accusation de la revue américaine avait fait mal. Nombreux sont ceux qui se demandent si la jeune génération est vraiment silencieuse. N'a-t-elle rien à dire, ou est-ce plutôt qu'elle ne veut pas s'exprimer ? La deuxième explication s'impose : la jeune génération se tait parce qu'elle manque de confiance en elle, parce qu'elle croit que ce qu'elle pourrait dire n'intéresse personne, tout ayant déjà été dit par les générations précédentes, sans résultats. Malgré leur pessimisme, les auteurs de ces constats exhortent les jeunes à s'exprimer, faute de quoi ils pourraient bien mériter le qualificatif peu enviable de nouvelle génération perdue : «*Are we another Lost Generation? We may be just that, if we don't come out and say what we think about the society we are*

31. D. G., «A Compulsion of Silence?», *Daily*, vol. 42, n° 2, 1^{er} octobre 1952, p. 2.

32. Propos rapportés par Eddie Kingstone, «This Ailing Generation», *Daily*, vol. 41, n° 24, 2 novembre 1951, p. 2.

33. Earl Kruger, «The Unclassified Generation», *Daily*, vol. 43, n° 4, 2 octobre 1953, p. 2.

*to inherit; if we don't hold and express opinions about the problems that face it today. For our own sakes, we must shrug off the compulsion of silence that seems to grip us*³⁴. »

Les initiatives américaines pour comprendre et cataloguer la jeune génération ne se limitent pas au *Time Magazine*. Le *New York Times* l'appelle la « *Beat Generation* », l'homme de lettres William Styron, la « *Waiting Generation* ». L'une comme l'autre impliquent un retrait de la société, comme l'explique le sociologue Anthony Esler en disant que pour les générations des années 1950, qu'elles soient « *beat or button-down* », il n'y a qu'une seule solution : trouver un endroit pour se cacher³⁵. Devant ce foisonnement d'étiquettes, un étudiant de McGill propose sa propre interprétation. Et elle n'est pas plus positive.

We've been called the silent generation, or the waiting generation. We're neither. We're the effete, the indifferent generation. We're the generation of small men, small hopes, small achievements. We're not even disillusioned; we've never had any illusions. If we're silent it is because we have nothing to say. But we're also a very sad generation.

*We're perhaps as monotonous as the age in which we grew up, and ours is the age of proletarian democracy. It is dull and uninteresting. It is an age of mass-men. It is neither repulsive nor very attractive*³⁶.

En dépit de ces constats pessimistes, certains étudiants ne désespèrent pas. À preuve, la grande participation à un congrès organisé par le Student Volunteer Movement – auquel le Student Christian Movement du Canada est affilié – à l'Université du Kansas. L'espoir réside dans le fait que tous les étudiants qui se sont exprimés lors de ce rassemblement de 1952, qu'ils viennent des États-Unis, du Canada, du Japon, de l'Allemagne, de la Chine, de certains pays d'Afrique, ou d'une des quarante autres nations participantes, partageaient une même vision du monde. Ils étaient tous convaincus qu'un *modus vivendi* significatif et satisfaisant doit être guidé par la religion³⁷. Le monde ne serait pas condamné tant que la jeunesse étudiante mondiale pourrait se réunir dans l'objectif de trouver un terrain d'entente entre les nations.

D'autres parlent non pas de pessimisme, mais plutôt de louable maturité pour désigner le conservatisme et le conformisme de la jeune génération. Pour eux, en temps de guerre froide et au moment où le

34. D. G., « *A Compulsion of Silence?* », *Daily*, vol. 42, n° 2, 1^{er} octobre 1952, p. 2.

35. Anthony Esler, *Bombs, Beards, and Barricades. 150 Years of Youth in Revolt*, New York, Stein and Day, 1971, p. 226.

36. Claude-Armand Sheppard, « *The Paradoxical Generation* », *Daily*, vol. 43, n° 50, 21 janvier 1954, p. 2.

37. Nino Goaltieri, « *Age of Disbelief* », *Daily*, vol. 41, n° 51, 15 janvier 1952, p. 2.

spectre de la bombe atomique plane, les menaces qui pèsent sur le monde expliquent cette réaction des jeunes. Il est donc erroné, selon un éditorialiste du *Daily*, de conclure au désistement de la jeune génération; elle ne fait que s'adapter à la conjoncture³⁸. Réagissant aux mêmes accusations, un autre collaborateur du *Daily* en arrive à la conclusion suivante: «*The thirties may have been a lost generation, but they had a lot of fun. In the fifties we are faced with another lost generation, a product of the Age of Anxiety, young people who are not quite sure where they will end up, but are living in the same atmosphere of fear that now encircles the globe*³⁹.» La même peur face à l'avenir – face à l'absence d'avenir plus précisément – étreint aussi les étudiants de l'Université de Montréal: «*Quel contraste frappant entre deux générations! De celle qui voit le jour autour des années '80 à celle qui paraît vers 1925, comme les perspectives diffèrent! [...] Sans trop d'illusions, nos parents avaient la possibilité de discuter de la route à suivre vers un but entrevu avec une netteté raisonnable. [...] Quant à nous, nous manquons simplement d'horizon*⁴⁰.»

À la conviction de former une génération se joint habituellement une opposition aux autres générations. Celle qui a été cataloguée de «*Lost Generation*», la génération des années 1930, est maintenant adulte, et c'est face à cette dernière que les étudiants des années 1950 se définissent. Or la communication s'établit difficilement entre les deux. En lisant cet éditorial du *Daily*, on croirait être en présence de deux groupes complètement étrangers. Le fossé qui sépare les générations semble s'être creusé au point où les valeurs des aînés n'ont plus de pertinence pour les jeunes:

*If we mention sex, their squirming embarrassment generates discomfort in us. So silence. If we wax idealistic, they reply with Wise-Old-Man cynicism which is both unanswerable and unacceptable. So silence. When we listen to them as professors delivering a fervent lecture whose aim is to involve us in their philosophy of life, we cannot become involved because somewhere in the back of our minds we know that they belong to a generation which has failed frighteningly and therefore whose philosophy must be defective no matter how eloquently it is expressed. So we sit in the classrooms, silently, with stupid faces, and take notes. They are aliens. So silence*⁴¹.

La multitude des questionnements générationnels montre que les étudiants mcgilliens s'interrogent sur leur identité et sur l'image qu'ils projettent:

38. «Security or Maturity?», *Daily*, vol. 47, n° 40, 21 novembre 1957, p. 2.

39. «No sense of Adventure», *Daily*, vol. 46, n° 77, 18 février 1957, p. 2.

40. André Lefebvre, «Pessimisme ou réalisme», *QL*, vol. 34, n° 36, 7 mars 1952, p. 2 et 3.

41. «The Silent Generation», *Daily*, vol. 47, n° 11, 10 octobre 1957, p. 2.

When history departments of the future will look back at this period of history, what will be the comments they will make about it [la jeune génération]. Will we be the Lost generation or the Silent generation or the Beat generation or the non-sense generation, or the Good or the Evil or the Naive or the Doomed. What are we? What are we doing in this world? Is there anything which is important to us? What do we believe? if we believe anything⁴².

Bien qu'elles soient moins présentes à l'Université de Montréal, les considérations générationnelles inspirent quelques collaborateurs du *Quartier latin*. En 1944 par exemple, Fernand Seguin publie un beau texte où transparaitent à la fois le sentiment de faire partie d'une génération particulière et une accusation musclée des adultes.

Les jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans appartiennent à la génération de l'entre-deux-guerres. [...]

L'âge où nous demandions à notre papa de nous acheter une trottinette ou un bicycle, coïncida avec la dégringolade des valeurs boursières, de sorte que notre jeunesse a été une marche, une course, mais jamais une promenade sur roulettes. Aussi, sommes-nous arrivés essoufflés à l'époque où le jeune homme prend son élan pour sauter dans la vie. Une surprise nous y attendait: on nous avait réservé, à notre usage personnel, une gentille petite guerre mondiale, histoire d'exposer les bienfaits d'une éducation virile et de célébrer les vertus martiales. [...]

Bref, ne croyez-vous pas que les raisins verts crieraient moins souvent: Place aux jeunes! si les raisins mûrs adoptaient la devise: Aide aux jeunes⁴³!

L'aide demandée ne semble pas s'être matérialisée. Du moins, c'est ce qu'en croit l'éditorialiste en chef du *Quartier latin* en 1957 alors qu'il interpelle la génération qui le précède: «Prenez garde! vous, les vieux, prenez garde aux jours qui viennent. On pourra alors décharger bien des choses sur des épaules en loques. Les révolutions se font en un jour mais se préparent de longue haleine.» Car, pour lui, les jeunes sont «tannés d'être polis, le respect de toutes les autorités commence à peser lourd⁴⁴».

42. «We Are The --- Generation», *Daily*, vol. 47, n° 49, 4 décembre 1957, p. 4.

43. Fernand Seguin, «Les raisins verts et les raisins mûrs», *Ql*, vol. 27, n° 5, 5 novembre 1944, p. 8.

44. Julien Aubert, «Les Canadiens français, quêteurs professionnels», *Ql*, vol. 40, n° 14, 12 décembre 1957, p. 2.

4.2.3. « Jeune travailleur intellectuel »

Encore à la sortie de la guerre et au début des années 1950, les étudiants des deux campus montréalais n'ont pas beaucoup d'interactions, et leurs recherches identitaires se font sans concertation. Ils semblent plus nombreux à l'Université de Montréal à percevoir des limites aux avenues identitaires déjà empruntées par leurs prédécesseurs. Aspirant à un engagement accru dans la société et à une reconnaissance de leur rôle actif, ils sentent qu'ils doivent revoir leur définition d'eux-mêmes pour mieux l'actualiser, pour cesser de toujours se projeter dans l'avenir.

Dès les années 1930 avec *La Relève*, mais de façon plus marquée avec la guerre, les étudiants de l'Université de Montréal ont été confrontés à des mouvances intellectuelles venues de France, notamment celle de la gauche chrétienne exprimée par la revue *Esprit*. Pour certains, comme nous l'apprend Gérard Pelletier, ce fut une révélation, l'occasion de comprendre que « la pensée chrétienne n'est pas, par nature, hostile aux innovations ni aux valeurs du monde moderne, qu'elle n'explore pas l'Histoire les yeux braqués sur le rétroviseur mais dans une démarche soutenue vers l'avenir⁴⁵ ». La présence de professeurs progressistes dans l'établissement, de même que l'émergence de nouvelles idées et de « nouveaux intellectuels⁴⁶ » au Canada français, perceptible entre autres dans le nouveau *Devoir*⁴⁷, donnent aussi aux étudiants un espace intellectuel propre à la remise en question de l'autorité adulte et cléricale qui leur est imposée. Avec encore plus d'acuité qu'au cours des précédentes périodes, les étudiants se trouvent dans un milieu tiraillé entre la tradition et la modernité⁴⁸. Position potentiellement inconfortable qui rend possible l'émergence d'une nouvelle définition identitaire parmi les étudiants de l'Université de Montréal, celle de « jeune travailleur intellectuel ».

45. Gérard Pelletier, *Souvenirs. Les années d'impatience, 1950-1960*, Montréal, Stanké, 1983, p. 143.

46. Léon Dion, *Québec 1945-2000. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, deuxième partie « Une conscience critique de l'ancien régime: la quête de la modernité ».

47. À partir de 1947, *Le Devoir* est sous la direction de Gérard Filion, et André Laurendeau y occupe le poste d'éditorialiste en chef. Julien Goyette, « Gérard Filion et André Laurendeau: convergences et divergences », *Les Cahiers d'histoire au XX^e siècle*, n° 10, automne 1998 – hiver 1999, p. 110-118.

48. Constatant cette même polarisation, Léon Dion y ajoute une notion mitoyenne, celle du « transitionnalisme ». Plusieurs des représentants de ce courant travaillent en milieu universitaire, M^{gr} Maurault et M^{gr} Gauthier en étant des exemples. Toutefois, il n'est pas sûr que les étudiants aient toujours

En raison de sa nouveauté et du changement radical qu'elle permet, cette notion mérite que l'on s'y arrête un peu plus longuement. Les racines conceptuelles de ce nouveau discours sont françaises. C'est dans la Charte de Grenoble rédigée en 1946 par l'Union nationale des étudiants français (UNEF) que le « jeune travailleur intellectuel » s'impose officiellement comme nouvelle définition de l'étudiant. Au sortir de la guerre, les étudiants français sont pris au dépourvu ; leur association nationale, sans être accusée de collaboration, s'est discréditée par son mutisme. De nouvelles bases doivent être fixées pour redonner aux étudiants français une association représentative et digne de confiance. En 1946, se tient donc une grande rencontre à Grenoble en vue de rebâtir l'union étudiante française et de redéfinir le statut des étudiants dans la société. En définissant l'étudiant comme un « jeune travailleur intellectuel », la Charte veut situer socialement les étudiants, leur donner une place et un rôle agissant, des droits et des devoirs dans la société française en reconstruction. Par le recours au terme travailleur, les étudiants souhaitent se positionner parmi la population active et s'approprier un rôle productif. La charte, « en employant à dessein le mot de travailleur pour qualifier l'étudiant, le place au sein de la communauté active qui fait vivre la nation. Alors qu'auparavant, les économistes rangeaient les étudiants dans cette partie de la société qui vit du travail de la population active, à l'égal par exemple des enfants et des vieillards, cette nouvelle définition vise à placer l'étudiant dans la fraction active de la société ». Une telle reconnaissance « implique que l'étudiant a le droit d'obtenir la contrepartie [sic] matérielle du travail qu'il fournit⁴⁹ ». Le qualificatif intellectuel est utilisé pour distinguer le champ d'action possible des étudiants. L'expression suppose aussi la prise en compte de la jeunesse des étudiants. En outre, la charte est écrite au présent et ne repose pas sur le principe d'élite de demain. Elle vise plutôt à inscrire les étudiants dans le débat public, à les faire reconnaître comme des interlocuteurs dignes d'être entendus car responsables et engagés. Ce faisant, les étudiants sortent définitivement – dans le discours à tout le moins – de leur tour d'ivoire et souhaitent se placer dans une tradition socialiste bien implantée en France. Sur le plan collectif, la charte tend à donner à l'UNEF les pouvoirs d'un véritable syndicat, c'est-à-dire, entre autres, d'entrer en négociation avec les autorités compétentes – l'État dans le cas français –, de réclamer des avantages pour les étudiants et d'organiser des services destinés au bien-être de ses membres.

apprécié le « transitionnalisme » de M^{gr} Maurault, eux qui ont régulièrement dû subir sa censure... Léon Dion, *Québec 1945-2000. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, op. cit., p. 175.

49. Michel de la Fournière et François Borella, *Le syndicalisme étudiant*, Paris, Seuil, 1957, p. 94.

Des étudiants de l'Université de Montréal reprennent et adaptent la notion de «jeune travailleur intellectuel». Elle est mentionnée une première fois dans un texte du Belge Louis Brouckere paru en 1944 dans le *Quartier latin*, où il estime que les communautés étudiantes belge et française ont réalisé une grande chose en joignant les rangs de la Résistance et en s'associant aux ouvriers et aux travailleurs dans leur lutte contre l'ennemi : «C'est un heureux symptôme que cette action des jeunes travailleurs intellectuels, si conforme à celle menée par leurs compagnons des métiers dits manuels. Tous les travailleurs auront été unis durant ces années terribles par une communion profonde d'aspirations et d'intérêts⁵⁰.» Il faut attendre 1946 pour que cette notion revienne dans le paysage, pour y rester cette fois. C'est Gérard Pelletier qui, à titre de secrétaire itinérant du Fonds mondial de secours aux étudiants, avait pris connaissance des nouvelles orientations «ouvrières et sociales⁵¹» du monde étudiant français et qui, en entrevue au *Quartier latin*, rapportait qu'«[e]n ce qui concerne la jeunesse étudiante, il se fait un énorme travail pour l'intégrer dans la nation. Les étudiants eux-mêmes réagissent contre l'isolationnisme dangereux où avait conduit, avant la guerre, un intellectuelisme rigide et superficiel. La jeunesse étudiante veut reprendre contact avec la masse⁵²». L'année suivante, à titre de chroniqueur syndical au *Devoir*, il félicite les étudiants du *Quartier latin* de suivre la voie ouverte par leurs confrères français et d'être des «universitaires [qui] publient l'hebdomadaire lucide des jeunes travailleurs intellectuels⁵³». Flatté, le rédacteur en chef, Jean-Marc Léger, profite de l'occasion pour confirmer la nouvelle orientation du journal : «La tendance actuelle du *Quartier latin* n'est pas, Dieu merci, la manifestation d'un dilettantisme stérile mais le résultat d'une prise de conscience des responsabilités de l'universitaire dans le monde contemporain. L'universitaire venu du peuple doit se donner au peuple pour l'aider dans sa lutte pour le mieux-être matériel et spirituel⁵⁴.» Les considérations sociales semblent prendre le pas sur les questions nationales qui peuplaient le *Quartier latin* au cours des périodes précédentes.

50. Louis de Brouckere, «Résistance universitaire», *Ql*, vol. 26, n° 14, 4 février 1944, p. 6. Jean de Brouckere ne semble toutefois pas être un étudiant. Dans *La jeune garde. La jeunesse entre KGB et CIA 1917-1989*, Joël Kotek en parle comme un des parrains prestigieux du Congrès mondial de la Jeunesse, et non pas comme d'un participant étudiant. Paris, Seuil, 1996, p. 53.

51. Gérard Pelletier, *Souvenirs. Les années d'impatience*, op. cit., p. 32.

52. Jean-Marc Léger, «En causant avec... Gérard Pelletier», *Ql*, vol. 30, n° 4, 14 octobre 1947, p. 2.

53. Propos de Gérard Pelletier rapportés par Jean-Marc Léger, «Où l'on parle du "Quartier Latin"», *Ql*, vol. 30, n° 15, 21 novembre 1947, p. 1.

54. *Ibid.*

Ce n'est toutefois qu'en 1952 que le *Quartier latin* fait une première référence directe à la Charte de Grenoble. Un étudiant, Gilles Lortie, accepte alors sans restriction la notion de «jeune travailleur intellectuel». Il note tout de même la difficulté d'établir un syndicalisme étudiant au Canada, les conditions générales n'y étant pas les mêmes qu'en France. La principale différence tient dans le fait que le système universitaire canadien relève du privé alors qu'en France il est public.

Il va sans dire que les circonstances qui ont présidé à la transformation du mouvement étudiant français n'existent pas au Canada et qu'elles n'y existeront probablement jamais d'une façon aussi cruciale. Cependant, le même état d'esprit régnera un jour et alors les étudiants devront prendre conscience de leur rôle dans la société et de ce qu'ils représentent pour l'ouvrier et le fonctionnaire. Ils ne pourront jouer éternellement leur rôle d'enfant gâté sans penser que d'autres jeunes pourraient bénéficier comme eux d'une meilleure éducation. Un syndicalisme étudiant bien compris leur fera voir le problème et quand ils en auront bien pris conscience, ils penseront tout normalement à la démocratisation de l'Université⁵⁵.

Se révèle ici un des objectifs premiers du syndicalisme étudiant : la démocratisation de l'enseignement universitaire. Une telle évolution a des conséquences sur le discours identitaire de certains étudiants. D'une part, ils s'affirment comme groupe social particulier ; d'autre part, en reconnaissant leur jeunesse, ils tentent de généraliser leurs besoins et leurs aspirations aux autres jeunes. Certains veulent ainsi créer des ponts avec les jeunes des autres classes. De l'avis des représentants de l'AGEUM, le privilège de l'instruction entraîne la responsabilité de se placer à l'avant-scène et de défendre les intérêts de tous les jeunes. Pour ce faire, ils prônent une union de la jeunesse et suggèrent que les étudiants servent de liens entre les jeunes et les autorités. Il est possible de voir dans cette affirmation une actualisation de la définition traditionnelle de l'étudiant-élite de demain.

Le monde étudiant ne peut constituer une caste isolée : il est au contraire un rouage de la population autant que le monde ouvrier et le monde patronal. Il y a donc pour les étudiants une responsabilité sociale et cette responsabilité, nos associations ont le devoir d'en être de plus en plus conscientes. [...]

Nous avons indiqué au début de l'article l'une des caractéristiques du milieu étudiant : la jeunesse. Loin d'exclure les étudiants des problèmes publics, cette caractéristique les engage vers une tâche éminemment louable : celle de se porter à l'avant-garde de

55. Gilles Lortie, «Syndicalisme étudiant au Canada», *QI*, vol. 35, n° 13, 11 décembre 1952, p. 6.

la jeunesse. [...] Les associations étudiantes interviennent auprès des autorités compétentes pour une politique en faveur de la jeunesse. Les associations étudiantes se déclarent solidaires de tous les jeunes⁵⁶.

L'AGEUM adopte officiellement la notion de « jeune travailleur intellectuel » en 1954-1955 dans un mémoire déposé à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Commission Tremblay). Ce mémoire s'ouvre par une justification : l'étudiant peut prendre part à ce vaste débat national parce qu'« il est véritablement un jeune travailleur intellectuel car, par la formation acquise avant son entrée à l'université, il est en mesure de poursuivre d'une façon plus personnelle et autonome son analyse critique des réalités qui l'entourent et d'en dégager des principes et des lois⁵⁷ ». De cette façon, l'AGEUM accorde une expertise particulière à l'étudiant. Ce préalable est essentiel à la reconnaissance de la valeur du travail d'étudiant :

L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel dont le travail est absolument nécessaire au plein développement de la société. Mais ce travail exige que celui qui s'y livre puisse le faire dans une atmosphère d'entière liberté. Son apport au bien commun, pour être parfois plus obscur, n'en est pas moins aussi réel que les services rendus par d'autres dans des domaines différents⁵⁸.

Situé socialement, l'étudiant peut maintenant, « exiger d'être reconnu comme un membre utile au corps social, au même titre que ceux qui exercent une profession ou un métier⁵⁹ ». En d'autres mots, des étudiants veulent faire valoir *hic et nunc* leurs compétences et cesser de toujours justifier leur existence par ce qu'ils deviendront au sortir de l'université.

Finalement, en 1961, l'AGEUM parraine la rédaction d'une « Charte de l'étudiant universitaire » qui reprend plusieurs des grandes lignes élaborées dans la Charte de Grenoble. Cette nouvelle charte repose sur le principe suivant : « L'étudiant possède tous les droits et assume toutes les obligations d'un *citoyen libre et jeune*, faisant par un *travail intellectuel*, au

56. Yves Papillon, « Pour une doctrine étudiante », *QI*, vol. 42, n° 24, 10 décembre 1959, p. 12.

57. AGEUM, « Mémoire de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels », AUM, P 33/E.1.11 et D 35/A.1.37, 25 février 1954.

58. AGEUM, « Résumé du mémoire de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal présenté à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels », AUM, P 33/E.1.11, 25 février 1954.

59. AGEUM, « Mémoire de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels », AUM, P 33/E.1.11 et D 35/A.1.37, 25 février 1954.

sein d'un *milieu universitaire*, l'apprentissage d'une profession par laquelle il doit servir plus tard la société⁶⁰. » À bien y regarder, cette charte exprime toute l'ambivalence du statut des étudiants dans la société, et elle montre que la tentative de l'actualiser ne va pas sans contradictions. Elle insiste, par exemple, sur le fait que l'étudiant est un citoyen, un travailleur et un intellectuel. En reportant à plus tard leur utilité sociale – « l'apprentissage d'une profession par laquelle il doit servir *plus tard* la société » –, ils ne réussissent pas à prouver de manière convaincante que leur travail de jeune intellectuel est productif dans l'immédiat pour la société, même s'ils savent pertinemment que dans un monde axé sur la productivité, cette reconnaissance est nécessaire à l'obtention d'un statut social : « Sans ameublement, sans auto, et sans salaire, un homme au XX^e siècle n'est pas considéré comme un homme. [...] Sans argent et sans puissance... que représentons-nous aux yeux de la société ? [...] Nous représentons le potentiel vital... mais de l'avenir⁶¹. »

La notion de « jeune travailleur intellectuel », malgré une popularité croissante, ne remplace pas complètement la définition traditionnelle de l'étudiant élite de demain. Les autorités pour leur part s'en tiennent même uniquement à cette dernière. Encore en 1959, le recteur Lussier s'exprime ainsi : « Vous êtes des adultes, dit-il, mais je ne vous considère pas absolument comme tels⁶². » Il lui est dès lors difficile d'accorder une fonction productive aux étudiants et de leur reconnaître un droit de parole et d'intervention dans les dossiers universitaires et publics.

4.2.4. Une classe sociale ?

Au cours des années 1930, les étudiants de McGill avaient tenté de se définir comme un groupe social, souhaitant du coup faire reconnaître les étudiants – et les jeunes en général – parmi l'ensemble de la société. Une telle façon de se percevoir délaissait la logique générationnelle d'opposition entre « jeunes » et « vieux » pour favoriser une conception globalisante de la société. Une réflexion similaire est formulée par des étudiants de l'Université de Montréal durant l'après-guerre ; même qu'ils la poussent un peu plus loin allant jusqu'à avancer l'idée qu'ils puissent former une classe sociale spécifique au même titre que la classe ouvrière dont ils admirent la vitalité.

60. Louis Bernard, Jacques Guay, Yves Papillon et Michel Pelletier, « La Charte de l'étudiant universitaire », AUDM, P 33/H.1.1.9, 23 mars 1961, p. 1. Souligné dans le texte.

61. « Les étudiants : une classe à part », *QI*, vol. 36, n° 1, 17 septembre 1953, p. 4.

62. « Mgr Lussier met les étudiants en garde contre la politique », *QI*, vol. 41, n° 2, 22 septembre 1959, p. 1.

Nous vivons à une époque, sur un continent, où tout commande le dynamisme, l'esprit d'entreprise, le sens du grand air, le goût de la création et du neuf, et nous séchons dans des structures, dans des formules, dans une atmosphère de « conservatisme » contre laquelle seule, une minorité, a entrepris la lutte.

Et ce sont les ouvriers. Qu'attendons-nous pour nous joindre à eux? Pour les appuyer dans leurs luttes, pour discuter de leurs revendications qui ne concernent pas uniquement la classe ouvrière? Qu'attendons-nous pour nous dégourdir? Les étudiants ne sont pas mieux traités que les ouvriers. Nous avons des intérêts communs. Notre statut social est en retard sur celui des étudiants de beaucoup d'autres pays⁶³.

Déjà en 1945, une certaine référence à la notion de classe étudiante est faite dans le *Quartier latin* à l'annonce de la tenue d'un congrès de la JEC, regroupant toute la jeunesse universitaire et collégiale du Québec :

La classe étudiante, née du besoin de coordonner les efforts des étudiants dans leur recherche d'humanisme intégral, résume ses ambitions, son idéal, ses préoccupations dans une conscience collective dont un des sentiments nécessaires est la fierté. [...] Notre métier est grand et digne dans son objet immédiat : la croissance harmonieuse de la personne [...]

Comme la classe étudiante ne peut exister sans la multitude des individus étudiants, sa fierté est impossible si elle ne constate pas ses capacités à cause du nombre et de la diversité. Pour prendre conscience de cette force commune, conscience nécessaire au sentiment de fierté, toute la jeunesse étudiante doit se grouper⁶⁴.

Mais, les tenants de ce discours s'en rendent vite compte, il est ardu de susciter une conscience de classe chez des étudiants qui savent bien que leur séjour à l'université, tout comme leur condition d'étudiant, est temporaire. La mobilisation se révèle donc difficile et demeure le fait d'une minorité : « La société universitaire n'existe pas. Il n'y a pas de classe étudiante. Comme groupe, les étudiants ne peuvent pas agir⁶⁵. » Malgré tous ces écueils, un petit nombre entreprend de développer une conscience de classe parmi la population étudiante locale et nationale⁶⁶. Des tentatives visant à

63. J. B., « Sous la botte de Perron, la lutte contre les étudiants », *QI*, vol. 37, n° 23, 10 mars 1955, p. 8.

64. Guy Beaugrand-Champagne, « Congrès étudiant », *QI*, vol. 27, n° 20, 23 mars 1945, p. 1.

65. Gilles Duguay, « Sommes-nous des écœurants? », *QI*, vol. 40, n° 3, 26 septembre 1957, p. 6.

66. Cyril Levitt explique que le syndicalisme étudiant a été « *first advanced by students in Quebec, who in turn were influenced by the student syndicalism and*

faire de la FNEUC un syndicat étudiant national surgissent, mais elles ne trouvent pas beaucoup d'écho du côté anglophone, où plusieurs n'y voient qu'une importation européenne mal adaptée au contexte nord-américain :

In post war years the concept of NFCUS as a « trade union » of students developed, in an attempt to impose the European theory of national student unions onto the Canadian scene. The attempt has led a number of people to take a rather expensive farce with absolute seriousness. [...]

At its best NFCUS has and can not represent any unified view as being that of « Canadian students ». The Canadian student comes from a variety of regional, family and educational backgrounds. The North American educational system has led him to believe that his education is a training for life in the community as a whole. He is already in many ways a part of that community, reflecting its opinions and views⁶⁷.

Il faut attendre 1961-1962 pour trouver, chez les élus de la Students' Society de McGill, une référence directe à la conscience sociale basée en partie sur la notion de classe⁶⁸. En dépit des résistances rencontrées sur le plan national, les étudiants de l'Université de Montréal continuent, de leur côté, d'en explorer le potentiel. À la fin des années 1950, le pas semble être franchi, à tout le moins dans le discours officiel. Formé par l'AGEUM en 1958 pour traiter des questions d'éducation et diffuser le point de vue des étudiants dans ce débat, le Comité d'éducation affirme que « [l]es étudiants universitaires forment [...] une classe sociale bien définie (tout comme la classe professionnelle, ou la classe ouvrière) et en ce sens, ils doivent à l'occasion s'affirmer en tant que bloc ou unité sociale. Il faut que les étudiants prennent position car personne ne peut le faire vraiment pour eux⁶⁹ ». Dans le même ordre d'idées, l'AGEUM présente en 1960 un mémoire à la Commission provinciale des universités. C'est

*New Working Class theory expounded by the Union nationale des étudiants de France ». Cyril Levitt, « Canada » dans Philip G. Altbach (dir.), *Student Political Activism*, op. cit., p. 423.*

67. Jim Robb, « NFCUS - A Proven Failure », *Daily*, vol. 44, n° 51, 7 février 1955, p. 2.

68. « *At the same time it is necessary to clearly define the students' place in society and to give him a solid sociological basis. As long as the student feels that he must continually apologize for or defend what others consider to be a parasitic position, the public attitude towards education will not change.* » Howard Roseborough, Department of Anthropology and Sociology of McGill University et Kurt Jonassohn, Department of Sociology of Sir George Williams University, « Memorandum from the Students' Society of McGill University », AUMcG, RG 8, c. 14, f. 87, 1961-1962.

69. Propos du directeur du Comité d'éducation, André Gareau, rapportés par Yves Carrière, « De grands projets au comité d'éducation », *QI*, vol. 42, n° 41, 3 mars 1960, p. 8.

l'occasion d'affirmer que «le groupe étudiant a pris davantage conscience de lui-même, de ses responsabilités et de ses obligations sociales. Il a senti naître en lui un grand désir de s'intégrer aux forces progressives de notre société et une volonté bien arrêtée de prendre en main la conduite de ses propres affaires». Pour les représentants étudiants, la jeunesse universitaire constitue une force progressive à qui doit être confiée la responsabilité «de proposer les solutions neuves et les points de vue désintéressés. Plus que toute autre classe, elle est en mesure de défendre les nobles causes et les libertés fondamentales». Les étudiants deviennent donc, pour eux, une force incontournable et «aucun gouvernement ne saurait vouloir véritablement assurer le progrès d'une société sans vouloir y associer à part entière les énergies et les forces de la jeunesse, surtout celles de la jeunesse universitaire⁷⁰». À la lumière de ces dernières paroles, on constate que la jeunesse demeure une valeur incontournable pour les étudiants, mais que leur condition de jeunes ne les confine plus à l'attente. Au contraire, l'association de la jeunesse au progrès les incite plutôt à sauter dans l'arène.

4.3. L'action étudiante s'organise

À titre d'élite de demain, de génération, de groupe social, de jeunes travailleurs intellectuels ou de classe sociale, les étudiants montréalais de l'après-guerre se font entendre. Les occasions sont nombreuses de prendre la parole. Grève de l'amiante, crise dans le financement des universités, menace du communisme et guerre froide sont autant de moments où les étudiants s'exprimeront en leur nom ou au nom de l'ensemble de la jeunesse. Plus que jamais, ils voudront être reconnus comme des interlocuteurs par les différents paliers d'autorité, universitaires ou gouvernementaux. Leur autonomie s'en trouvera accrue, tant au point de vue des idées que de l'action.

4.3.1. *Étudiants et ouvriers, même combat*

Lorsqu'ils tentent de se définir en tant que classe sociale, les étudiants de l'Université de Montréal adoptent une vision particulière de la société qui les incite à prendre en compte la classe ouvrière et à s'en rapprocher. C'est dans cette perspective que, en 1947, Jean-Marc Léger met sur pied l'Équipe de recherches sociales (ERS). La popularité de cette association prouve

70. AGEUM, «Mémoire de l'AGEUM au gouvernement de la province de Québec. Re: Commission provinciale des Universités», AUdM, P 33/E.1.17, 1960.

qu'elle répond aux interrogations des étudiants. De la même manière que des tribunes avaient été offertes à Arcand et Buck à McGill dans les années 1930, l'ERS invite des conférenciers de toutes allégeances à prendre la parole sur le campus. Comme l'explique Adèle Lauzon en 1949, les étudiants peuvent dorénavant se faire leur propre opinion puisque « [a]ux forums hebdomadaires, les conférenciers invités (qui furent choisis parmi les plus réactionnaires, jusqu'aux militants d'extrême gauche, en passant par les représentants d'une véritable justice sociale) ont fait connaître à un auditoire attentif, les angles les plus divers d'un élément de la vie humaine dont l'importance est sans cesse grandissante: la réalité sociale⁷¹ ». Selon les souvenirs de Léger, des foules d'une centaine d'étudiants se déplaçaient pour écouter les invités de l'ERS, Gérard Picard, Gérard Pelletier, Jean Marchand, Gérard Filion ou André Laurendeau⁷². Cet intérêt théorique pour la diversité sociale et les conditions ouvrières ne suffit cependant pas. En 1949, les membres de l'équipe joignent ainsi les rangs des partisans des grévistes d'Asbestos. À cette occasion, ils organisent une souscription à l'Université de Montréal pour appuyer les mineurs, et une délégation de quelque 150 étudiants se rend encourager les grévistes⁷³. Cet appui se concrétise également par l'envoi de télégrammes aux protagonistes de l'événement. C'est ainsi que les grévistes reçoivent un message d'appui inconditionnel, que M^{gr} Charbonneau mérite les félicitations des étudiants et que Duplessis, moins chanceux, doit se contenter d'un télégramme se lisant comme suit: « Honorable Premier ministre, Dernière réunion de l'Équipe de Recherches sociales de l'Université de Montréal – stop – Avons fait parvenir message de sympathie aux grévistes de l'amiante et de félicitations à M^{gr} Charbonneau – stop – Regrettons de

71. Adèle Lauzon, « L'équipe de recherches sociales », *QI*, vol. 32, n° 5, 18 octobre 1949, p. 1-4.

72. Jean-Marc Léger, *Le temps dissipé. Souvenirs*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1999, p. 122.

73. Jean-Marc Léger, *Le temps dissipé*, p. 122-123. À l'Université Laval, les étudiants avaient aussi appuyé les grévistes. Guy Rocher aurait même été menacé d'expulsion s'il donnait suite à son projet d'aller porter, en personne, les montants recueillis auprès des étudiants pour aider les grévistes et leur famille. Rapporté entre autres par Léon Dion, *Québec 1945-2000. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, op. cit., p. 178.

ne pouvoir faire de même envers votre gouvernement⁷⁴.» L'opposition à Duplessis qui germe sur le campus à ce moment se généralisera surtout à partir des élections provinciales de 1956⁷⁵.

En voulant se rapprocher des ouvriers, les membres de l'ERS font preuve non seulement d'une sensibilité sociale, mais aussi de considérations nationalistes. Pour le fondateur de l'ERS, Jean-Marc Léger, le Canada français est confronté au « problème d'une division tragique entre la masse ouvrière de la nation et le groupe des universitaires, nous nous retrouvons avec le devoir impérieux de travailler à rétablir la communion ». Il précise sa pensée: « Par-delà ces intérêts de portée universelle, il s'en trouve un autre en jeu, pour nous: la majorité de notre groupe ethnique se compose maintenant d'ouvriers en sorte que perdre ceux-ci, c'est consentir à perdre la nation – celle-ci ne sera pas sauvée par des intellectuels dont l'impuissance n'est plus à démontrer⁷⁶. » C'est justement avec pour objet de rétablir la communication entre les ouvriers, l'université et la nation que le *Quartier latin* publie un numéro spécial intitulé « L'Université dans la Nation »⁷⁷. L'équipe dirigée par Camille Laurin espère ainsi réveiller la jeunesse, la mettre au fait des grandes questions sociales de l'époque dont la principale reste, à son avis, la question ouvrière. Ce numéro spécial comporte également un appel à l'ouverture et à la démocratisation de l'Université. Gérard Pelletier, auteur de cet appel, réclame des universitaires une attention particulière pour la réalité ouvrière et l'université. Il souhaite que cette dernière devienne accessible aux jeunes ouvriers qui en sont exclus pour des raisons financières. Surgit ici l'idée selon laquelle l'ouverture au monde ouvrier permettrait de regrouper une jeunesse beaucoup plus diversifiée, ne se limitant plus aux seuls étudiants. Au cours des années 1950, la démocratisation de l'université deviendra un dossier qui se veut rassembleur pour toute la communauté étudiante québécoise.

74. « Les étudiants ne félicitent pas Duplessis », *Le Canada*, 9 juin 1949, retrouvé dans AUdM, P 7/A.189. Est-il besoin de souligner que les autorités n'ont pas tellement apprécié et qu'elles ont tenté d'empêcher la publication de ces télégrammes dans les grands journaux montréalais? *Le Canada* a toutefois diffusé la nouvelle avant de recevoir la demande de non-publication du recteur Maurault.

75. Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 189-190.

76. Jean-Marc Léger, « Pour rétablir le dialogue. Le rôle d'une Équipe de Recherches Sociales », *QI*, vol. 30, n° 40, 16 mars 1948, p. 4.

77. Le Quartier Latin, « L'Université dans la Nation », *QI*, vol. 30, n° 40, 16 mars 1948, p. 1. Éditorial du numéro spécial du même titre.

L'enthousiasme pour les questions sociales, malgré le fait qu'elles tapissent le *Quartier latin* durant ces années, n'est pas partagé par tous et, durant l'année 1947-1948, des pétitions auraient été adressées à l'équipe de direction du journal pour réclamer plus de place aux nouvelles sportives dans ses colonnes et diminuer l'espace accordé aux questions sociales et ouvrières qui, de l'avis de certains, ne seraient pas du ressort des étudiants⁷⁸. Ces protestations illustrent bien la diversité de la communauté étudiante de l'Université de Montréal en même temps qu'elles permettent de saisir un moment de transition important dans le discours étudiant de ces années.

Contrairement à ce qu'elles préconisaient lors de la crise, les instances étudiantes mcgilliennes semblent se distancier des questions ouvrières. La profonde conviction de faire partie d'un petit monde protégé et isolé traverse régulièrement leurs réflexions. « *Within the confines of the University today we are comparatively safe and secure, but unlike the princess of old, or the scholars of past centuries, we can look out on the exterior world and see the society that we will be forced to live in as soon as we have served our time in the Ivory Tower*⁷⁹. »

4.3.2. Communisme et relations internationales

Au cours des années d'après-guerre, l'établissement des blocs américain et soviétique provoque la crainte d'un nouveau conflit mondial. La dernière guerre encore fraîche à la mémoire, des étudiants estiment que l'édification d'une grande communauté étudiante internationale peut être un gage de paix. Conséquemment, ils consacrent leurs énergies à nouer des liens avec les étudiants du bloc de l'Est et se découvrent un intérêt pour les thèses communistes. Guerre froide et Guerre de Corée aidant, leurs ardeurs de contact s'atténueront au cours des années 1950.

À l'Université de Montréal, les étudiants font preuve d'une curiosité et d'une ouverture envers les thèses communistes impensables avant la guerre. Dans le but d'ouvrir leurs horizons intellectuels et de satisfaire leur curiosité, certains étudiants créent le Club de relations internationales. En 1952, Pierre Elliott Trudeau et Gérard Filion sont invités à s'y exprimer à leur retour de Moscou et de Pékin. L'Entr'Aide universitaire mondiale (EUM) est aussi mise sur pied dans le but de venir en aide aux étudiants européens touchés par la guerre. Cette association favorise

78. Camille Laurin, « La gang du "Quartier Latin" », *QI*, vol. 30, n° 16, 25 novembre 1947, p. 1.

79. Arthur Weinthal, « From the Ivory Tower », *Daily*, vol. 42, n° 24, 3 novembre 1952, p. 2.

plutôt le contact direct des étudiants d'à travers le monde en organisant des voyages et des échanges étudiants. D'abord tournée vers l'Europe, elle élargit à l'Asie et à l'Afrique son champ d'action à la faveur du mouvement de décolonisation. Ces deux associations plaident pour une meilleure connaissance des enjeux internationaux⁸⁰.

En 1947-1948, Camille Laurin, directeur du *Quartier latin* publie un texte dans lequel il donne son appui aux causes ouvrières et où le communisme et le marxisme ne sont plus considérés comme des tares incurables. S'il ne peut accepter la négation spirituelle contenue dans le communisme, Laurin explique que la recherche de justice sociale lui semble tout à fait compatible avec ses propres objectifs.

L'anticommunisme, nous en sommes encore, si l'on entend par là opposition à une conception exclusivement matérialiste de la vie, mutilant l'homme dans son destin spirituel. Nous avouons pourtant qu'il est certaines lois économiques du marxisme qui ne nous déplaisent pas, que nous endossons chaleureusement certaines attitudes de chefs ouvriers communistes et que nous ne craignons pas de lutter à côté d'eux pour des causes où la justice trouve son compte⁸¹.

Pour lancer une telle affirmation, Laurin a dû prendre ses distances par rapport aux idées officielles défendues par les autorités. Depuis les années 1920, les thèses marxistes étaient présentées dans les cours, mais en raison de l'orientation catholique de l'institution, elles ne l'étaient que pour être mieux réfutées⁸². En refusant de les rejeter sans appel, Laurin et d'autres rejoignent les étudiants de McGill qui soutiennent depuis de nombreuses années déjà que l'université doit être un lieu d'ouverture, un espace où les étudiants peuvent prendre connaissance des idées qui mènent le monde. À la demande du pape, les autorités ne suivent pas vraiment ce mouvement de réceptivité. «Pas de "flirtage" avec des

80. Nicole Neatby a fait une très bonne analyse de ces deux associations dans *Carabins ou activistes ?*, *op. cit.*, p. 51 à 65. Pour elle, il s'agit de deux manifestations de modernisme parmi les étudiants de l'Université de Montréal, alors que Pax Romana serait plutôt un exemple de traditionalisme sur le campus. En ce qui me concerne, je crois que ces étiquettes sont un peu restrictives. D'autant plus que des étudiants ont frayé des deux côtés sans nécessairement y voir de contradictions.

81. Camille Laurin, «Grèves, grèves, GRÈVES», *QL*, vol. 30, n° 3, 10 octobre 1947, p. 1.

82. Dans un cours intitulé «Histoire des doctrines économiques», les thèses de Marx sont présentées, tout comme celles de Trotsky et de Lénine. «Les continuateurs et les adversaires», «Les doctrines récentes – L'École bolchéviste», *Annuaire général. Université de Montréal*, 1^{re} année, 1920-1921, Montréal, p. 183.

doctrines dangereuses, sous prétexte de liberté ou de tolérance. Moins que jamais le temps est à cette sorte d'imprudences⁸³.» De telles paroles prononcées par le recteur Maurault ont valeur d'avertissement pour l'équipe éditoriale du *Quartier latin*. Mais ces avertissements ne seront pas entendus, et le recteur appliquera la censure que lui confèrent les règlements universitaires. Dans un premier temps, tous les textes à caractère moral et religieux doivent lui être soumis avant publication; dans un second temps, après un manque de coopération du *Quartier latin*, ce sont tous les textes qui sont touchés par la censure⁸⁴. Après des protestations bruyantes, notamment lors du défilé étudiant de la rentrée de 1950 au cours duquel le journal présente un char allégorique sur le thème de la censure⁸⁵, les mesures prises par Maurault ont un certain effet sur les équipes du *Quartier latin* et de l'AGEUM qui, au milieu des années 1950, se font un peu plus discrètes.

À l'Université McGill, les étudiants profitent d'un système d'éducation qui leur permet d'approfondir les différentes idéologies et doctrines mondiales. C'est donc dire que les années d'après-guerre et de guerre froide ne sont pas marquées d'une ouverture intellectuelle particulière de la part des étudiants. Il est au contraire possible de déceler un certain repli. La tolérance envers les groupes communistes et envers les groupes d'étudiants ouvertement à gauche est mise à mal à quelques reprises, notamment en 1949 alors que la constitution du Labour Progressive Party Club (LPP Club) est suspendue pour une période de quelques mois après que ses membres eurent vendu sans autorisation un journal de gauche, le *Canadian Tribune*, à l'Université⁸⁶. En 1954, le LPP Club est encore projeté à l'avant-scène lorsqu'une vente de livres qu'il a organisée tourne mal. Des étudiants hostiles à la cause communiste s'en prennent aux étalages et une empoigne s'en suit. Lorsque l'éditeur du *Daily* fait le compte rendu de l'événement, il prend la peine de se distancier du LPP Club: «*We, and with us a tremendously overwhelming majority of the McGill student body, heartily detest the Labour Progressive Party and everything that stands for*⁸⁷.»

83. M^{gr} Maurault, «Le Quartier Latin, journal d'étudiants», *QL*, vol. 33, n° hors-série, 22 septembre 1950, p. 1.

84. Noël Pérusse, membre de l'équipe éditoriale concernée, raconte sa version des faits dans *Mémoires d'un déraciné. Tome 1. Graine de traître*, Montréal, Les Éditions Varia, 1997, 169-174.

85. AGEUM, «Première assemblée régulière du conseil 50-51 de l'AGEUM», AUM, P. 33/B.1.1.7, 27 septembre 1950.

86. Procès-verbal du SEC, «McGill L.P.P. Club Constitution suspended pending investigation», AUMcG, RG 75, c. 1, f. 94, 2 février 1949.

87. Dick Purser, «The Bookfair Incident», *Daily*, vol. 43, n° 72, 1^{er} mars 1954, p. 2.

Cependant, en raison même de sa vision de la démocratie, il ne peut accepter l'usage de la violence. Ce serait faire l'affaire des communistes et leur donner la possibilité de se poser en martyrs.

Bien que la majorité des étudiants mcgilliens refusent d'adhérer aux thèses communistes, la seule existence du LPP Club suffit pour que tous les étudiants soient soupçonnés d'en être partisans. En 1947, à la suite de la conférence de l'Union internationale des étudiants (UIE), à laquelle la FNEUC et sa division mcgillienne ont participé, le Newman Club de McGill laisse entendre que ces associations et le campus mcgillien dans son ensemble sont influencés par les communistes. Les réfutations officielles ne tardent pas, les membres du SEC déclarant solennellement que moins de un pour cent des étudiants de McGill sont membres du Labour Progressive Party Club et qu'aucun communiste n'occupe un poste dans les instances étudiantes officielles⁸⁸. Deux ans plus tard, une offensive est menée à l'échelle canadienne par le professeur Kirkconnell, de l'Université Acadia, qui dénonce sans nuances l'infiltration communiste à l'Université de Toronto et à l'Université McGill. Le *Daily* ne tarde pas à répliquer. Sans nier complètement la présence des communistes sur les campus, il mentionne qu'une attaque aussi ouverte ne peut avoir de résultats positifs, puisque, au-delà du fait que les dénonciateurs trop zélés du communisme propagent de fausses impressions qui salissent l'ensemble du corps étudiant canadien, ces attaques infondées ont paradoxalement l'effet contraire de celui escompté : aider la cause communiste⁸⁹.

À l'Université de Montréal, les mêmes accusations de communisme sont proférées par le père Ledit envers l'UIE, la FNEUC et ses représentants qui ont accepté de participer au congrès de l'organisation internationale⁹⁰. Refusant d'admettre que cette participation puisse avoir des visées pacifiques, le jésuite tranche : ou bien les étudiants occidentaux se sont fait bernier par les dirigeants communistes de l'UIE postés à Prague,

88. Procès-verbal du SEC, «Mr Hemens – Newman Club», AUMcG, RG 75, c. 1, f. 93, 17 février 1947. Le *Daily* rend compte de cette annonce. La question est prise un peu moins au sérieux dans le journal étudiant qui en profite pour publier un numéro spécial «bidon». On insère quelques pages supplémentaires dans le numéro du 18 février sous le titre *McGill Daily Worker. The Oldest Communist Newspaper in All Of Our Fatherland*. On y publie un faux éditorial intitulé «Elections? – Never!». Dans la colonne qui présente l'équipe du journal, on peut lire, par exemple : Ivan Knightovskj Commissar-in-Chief, Espionnage Bureau (au lieu de News Board), Revolutionary Comrades (au lieu de associate editors). *Daily*, vol. 36, n° 84, 18 février 1947, p. 4.

89. Clyde Kennedy, «Communism on the Campus», *Daily*, vol. 38, n° 68, 31 janvier 1949, p. 2.

90. Père Joseph-H. Ledit, «Le communisme à l'assaut des universités», *QI*, vol. 33, n° 24, 25 janvier 1952, p. 4. Texte paru préalablement dans *Relations*.

ou bien ils sont des collaborateurs. En tant que représentant de la FNEUC, Denis Lazure est directement concerné. Il réplique donc en affirmant que la paix mondiale appelle une coopération des étudiants. Dans la foulée, il n'hésite pas à discréditer le père Ledit :

Il est des gens qui possèdent une grande somme de dons et talents mais qui, toutefois, confessent l'étendue limitée de leur savoir : ceux-là sont des sages. Moins sages sont ceux qui n'admettent pas de bornes à leur savoir et qui, par exemple, traitent, dans un long article, d'un sujet qu'ils connaissent bien mal : le père Ledit, dans son étude du mouvement étudiant international et national, nous a montré qu'il appartenait malheureusement à cette deuxième catégorie de gens doués⁹¹.

Les étudiants des deux universités montréalaises se rejoignent maintenant sur deux points fondamentaux. En premier lieu, ils partagent une curiosité sinon une tolérance – accrue dans le cas des étudiants de l'Université de Montréal – envers les idéologies et doctrines autres que chrétiennes. En second lieu, ils chérissent un idéal pacifiste commun qui les pousse à collaborer, pour un temps, avec les étudiants de l'Est lors de congrès internationaux et d'échanges étudiants.

Il ne faudrait cependant pas conclure à l'uniformité du discours étudiant. Les grands débats qui ont agité la FNEUC au cours de ces années permettent de voir en action les diverses positions des étudiants canadiens, et montréalais dans le cas présent, dans les dossiers internationaux et nationaux. Après la guerre, l'association prend une tournure un peu plus internationale lorsqu'est soulevée la question de l'affiliation à l'UIE, fondée en 1946 en Europe et ouvertement communiste à partir de 1948. Avec ses aspirations pacifiques de collaboration et de fraternité étudiante internationale, l'UIE regroupe 72 pays de l'Est et de l'Ouest. L'organisation canadienne hésite à en joindre les rangs malgré ses sympathies pour certaines mesures qu'elle a défendues, comme l'accessibilité pour tous aux études supérieures, la mise sur pied de sanatoriums pour étudiants, l'attribution de bourses d'études, etc. Pendant un temps, des étudiants de l'Université de Montréal sont prêts à rallier l'UIE si elle s'engage à se démocratiser. À McGill, l'attitude est moins conciliante. Un éditorial du *Daily* mentionne que les étudiants de McGill sont moins naïfs que leurs confrères de la montagne : ils ne croient pas à une possible démocratisation de l'UIE⁹². De fait, l'organisation ne manifeste pas l'ouverture souhaitée et la FNEUC demeure à l'écart, sans que les désirs de collaboration ne s'éteignent complètement pour autant. Au

91. Denis Lazure, « Attitude devant le communisme », *QI*, vol. 34, n° 27, 6 février 1952, p. 3 et 4.

92. Clyde Kennedy, « The IUS Vote », *Daily*, vol. 39, n° 63, 23 janvier 1950, p. 2.

nom de la fédération nationale, Denis Lazure se rend ainsi au congrès de l'UIE de 1950 comme observateur. De son propre chef, il profite de l'occasion pour inviter une délégation d'étudiants russes à venir rendre visite à ses collègues canadiens. Lorsqu'il en informe la FNEUC, des protestations s'élèvent, et l'idée est rejetée d'emblée. Le *Daily* déplore alors que seule la peur ait présidé à cette décision et parle d'une dangereuse et déplorable avancée du maccarthysme en territoire canadien⁹³. La FNEUC décide alors de laisser aux différents campus canadiens le soin de régler le dossier. Une majorité d'entre eux – dont l'Université de Montréal et l'Université McGill – appuie l'idée de Lazure, mais quelques dissidents y opposent leur veto⁹⁴. Cet échec marque plus ou moins la fin de l'aventure internationale de la FNEUC et illustre les profondes divisions qui troublent l'association⁹⁵. Cette dernière est néanmoins fondamentale pour qui veut approfondir les grands intérêts de la communauté étudiante canadienne au cours des années 1950. À ce titre, elle mériterait une étude particulière. Les avatars de son histoire montrent le caractère illusoire de l'idée d'une grande jeunesse universitaire nationale; jamais les étudiants canadiens n'établiront une association qui conviendra à tous.

Un regain d'intérêt pour le communisme et les questions internationales apparaît à l'Université de Montréal en 1956 lorsque le groupe d'EUM organise un voyage en Europe de l'Est⁹⁶. L'année suivante, une série de conférences est organisée par les étudiants de droit. Reconnu pour ses positions de gauche, Jean-Louis Gagnon est invité à s'adresser aux étudiants. Julien Aubert, qui fait un compte rendu admiratif de la conférence, considère que Gagnon a fait la preuve que ses valeurs étaient proches de celles de la jeunesse, et qu'il a réussi à dédramatiser le communisme en le présentant « avant tout [comme] une réaction contre la misère

93. Eddy Kingstone, «The Threat of McCarthyism», *Daily*, vol. 41, n° 18, 24 octobre 1950, p. 2.

94. Denis Lazure mentionne Laval, Saskatchewan, Acadia et McMaster. Denis Lazure, «Attitudes devant le communisme», *QI*, vol. 34, n° 27, 6 février 1952, p. 4. À McGill, on parle plutôt de Laval, Ottawa et Dalhousie.

95. Au cours des années suivantes, l'AGEUM et la Students' Society se retireront de la FNEUC à la suite de débats sur la nature d'une association fédérative et sur l'orientation syndicale proposée par l'AGEUM. Jacques Mackay, «Pourquoi nous nous sommes retirés?», *QI*, vol. 35, n° 6, 23 octobre 1952, p. 2; «What's in a Name?», *Daily*, vol. 42, n° 33, 17 novembre 1952, p. 2; «N.F.C.U.S. Is Out. Resolution Carried by 298-238 Vote», *Daily*, vol. 44, n° 54, 11 février 1955, p. 1.

96. Procès-verbal de la Commission des études, «Entr'Aide Universitaire», AUM, D 35/F.4.20 (2^e série), 8 mars 1956.

établie⁹⁷ ». Une association discursive est ici faite entre l'ouverture idéologique et la jeunesse, association que des étudiants n'hésitent pas à reconduire. Il n'en fallait pas plus pour alarmer Robert Rumilly qui, déjà en janvier 1957, dans son livre controversé *L'infiltration gauchiste au Canada français*, accusait les étudiants d'encourager « l'invasion de la gauche, de l'existentialisme et du compagnonnage des deux sexes » et faisait de l'Université un haut lieu de la propagande communiste. La démesure de l'accusation incite le journal étudiant à ridiculiser Rumilly. « N'eut été le ton paternaliste et larmoyant lancé droit au cœur de ces jeunes sans âme, il aurait été possible de répondre de citoyen à citoyen, mais, il faut bien prendre le ton filial, respect dû à ce père tout condescendant envers ses jeunes fils en voie de perdition sur la pente du "gauchisme"⁹⁸. »

Un certain décalage s'établit à ce moment entre les étudiants de l'Université de Montréal et ceux de McGill, à tout le moins entre les équipes éditoriales de leurs journaux respectifs. De manière générale, ces derniers ne remettent pas le communisme à l'avant-scène et lorsqu'ils en font état, comme c'est le cas brièvement en 1957, ils semblent plus préoccupés à le combattre, dans l'esprit de la guerre froide, qu'à le comprendre comme c'était le cas auparavant. De l'avis de certains, c'est la jeunesse qui gagnera ou perdra cette guerre de doctrines et qui évitera qu'elle dégénère en bain de sang.

For the sake of your own lives don't condemn youth, rather respect, trust and encourage them. Also give them all you have in considered counsel and material aid. Then will they lead in successfully stopping the most powerful and evil force the world has known – Communism. Then will they bring peace – everliving and everlasting – to mankind⁹⁹.

L'attention des étudiants de McGill se tourne plutôt vers de nouveaux dossiers à la fin des années 1950. Par exemple, certains relatent avec émotion la répression des jeunes et des étudiants hongrois par les troupes russes, et d'autres s'intéressent à la question algérienne¹⁰⁰. Il semble acquis que les dossiers internationaux sont de première importance et qu'ils ont

97. Julien Aubert, « Suis-je communiste? », *QI*, vol. 39, n° 16, 24 janvier 1957, p. 9.

98. Jean-Paul Baillargeon, « L'affaire Rumilly », *QI*, vol. 39, n° 16, 24 janvier 1957, p. 10.

99. « Plea for Youth », *Daily*, vol. 46, n° 85, 1^{er} mars 1957, p. 2.

100. « Hungary Hullabaloo », *Daily*, vol. 49, n° 37, 12 novembre 1959, p. 2. Déjà en 1956, on commentait la situation hongroise en insistant sur le rôle des étudiants, posés comme les défenseurs de la liberté face à l'invasion communiste. Morrie Shohet, président de la Students' Society, « The University and Freedom », *Daily*, vol. 46, n° 38, 20 novembre 1956, p. 4 et 5; « Execution of Students Reported in Hungary » *Daily*, vol. 49, n° 29, 2 novembre 1959, p. 1.

une incidence sur la vie des étudiants. Pour marquer le pas, la Students' Society organise, à l'automne de 1957, la McGill Conference on World Affairs. Il s'agit d'un congrès de trois jours au cours duquel les étudiants peuvent se retrouver entre eux et discuter des questions internationales qui les interpellent directement¹⁰¹. Comme c'était le cas lors des périodes précédentes, les étudiants mcgilliens ne sont pas encore convaincus de leur influence dans les dossiers de cet ordre. Se comparant aux étudiants des pays européens, notamment ceux de la Pologne qui viennent d'organiser une immense manifestation pour appuyer un gouvernement non communiste, ils ne croient pas que les étudiants d'Amérique du Nord bénéficient de la même attention et du même poids auprès des gouvernements et de l'opinion publique.

Can you imagine how foolish we would look to our fellow-Canadians if we suddenly petitioned the government to ban the H-Bomb tests or lower the income tax, yet these very same requests have been made by students of communists and non-communists European countries, and have been considered seriously for no other reason than they came from students¹⁰².

4.3.3. La religion

En remettant en question de grands pans de la société, les étudiants ne négligent pas la religion. Au sein des deux institutions universitaires montréalaises, les autorités constatent un certain flottement dans les convictions religieuses de leurs étudiants, et à l'Université de Montréal, une telle avancée ne peut passer inaperçue. À McGill, contrairement à la tradition, on pense à nommer un aumônier. Non confessionnelle, sa tâche serait de rassembler et de conseiller les étudiants. Le principal James appuie l'idée et imagine l'aumônier comme un maillon de la chaîne universitaire : il se chargerait de rencontrer les associations étudiantes, les fraternités, et de diriger les étudiants qui en sentent le besoin vers des psychologues ou des psychiatres ; enfin, il aurait la responsabilité d'of-

Dans ce numéro, trois pages complètes sont consacrées à ce dossier. La question algérienne est aussi discutée. «Algerian Rebel Talking in Union», *Daily*, vol. 49, n° 73, 12 février 1960, p. 1.

101. «An Exercise in Citizenship», *Daily*, vol. 47, n° 39, 20 novembre 1957, p. 4. L'année précédente, un congrès national avait été organisé à Shawbridge, rassemblant les étudiants de Laval, Carleton, McGill, Toronto, McMaster, Nouveau-Brunswick. On y avait prévu une séance complète sur le rôle de l'étudiant dans les questions de politique locale, nationale et internationale. «Seminar to Discuss "Student Role"», *Daily*, vol. 46, n° 31, 9 novembre 1956, p. 3.

102. «Busy Weekend», *Daily*, vol. 46, n° 17, 22 octobre 1956, p. 2.

frir les sacrements¹⁰³. À l'Université de Montréal, l'aumônier est présent depuis de nombreuses années, mais au cours de l'après-guerre, son rôle prend une ampleur jusqu'alors inconnue. L'abbé Llewellyn, aumônier des étudiants de 1945 à 1950, fait beaucoup pour redonner un souffle à la vie religieuse sur le campus : il publie une « Chronique paroissiale » dans le *Quartier latin*, il met sur pied des cours de préparation au mariage pour les couples étudiants, il célèbre la messe le midi, plutôt que le matin, afin de permettre à plus d'étudiants et d'étudiantes d'y assister, il organise des groupes de discussion, des retraites, etc.¹⁰⁴. L'abbé souhaite en fait que les étudiants se sentent appartenir à une paroisse.

Toutefois, un nombre croissant d'étudiants catholiques de l'Université de Montréal exercent leur esprit critique face à l'Église et à ses représentants et souhaitent un renouveau de l'Église catholique afin qu'elle réponde mieux à leurs besoins et à leurs aspirations intellectuelles et spirituelles. Le mouvement prend véritablement forme en 1949 avec la grève de l'amiante. En appuyant les mineurs, l'archevêque de Montréal et chancelier de l'université, M^{gr} Charbonneau, s'est attiré le respect et l'admiration des étudiants. Lorsqu'il est relevé de ses fonctions, le *Quartier latin* émet des doutes quant aux véritables raisons qui l'ont forcé à quitter son poste et à s'exiler à Vancouver. Le journal n'hésite pas à témoigner son affection à l'archevêque : « De cœur et d'esprit, nous demeurons avec Son Excellence¹⁰⁵. » De façon détournée, un tel appui à M^{gr} Charbonneau marque une déception envers l'attitude officielle du clergé. Les remises en question se poursuivent en 1952, lorsque Montréal et Québec sont les villes hôtes du congrès international de Pax Romana. Les attentes de certains étant élevées, les déceptions n'en sont que plus grandes : « Nous avons pourtant besoin qu'on nous dise quelque chose de neuf qui vienne enfin satisfaire nos exigences de jeunesse, et nous en sommes sortis plus vieux¹⁰⁶. » L'année suivante, une étudiante, Juliette Barcelo, provoque certains remous lorsqu'elle publie un article d'appui à Gérard Pelletier qui avait fait paraître, dans *Cité libre*, un texte sur la place des laïcs dans l'Église et sur la discussion possible entre ces derniers et les autorités cléricales. Barcelo est bien consciente des conséquences possibles d'une telle prise de position.

103. F. Cyril James, « Memorandum to the Members of the Board of Governors », AUMcG, RG 1, c. 24, f. 678, 18 mars 1946.

104. Hubert Aquin, « Son témoignage », *Ql*, vol. 33, n° 4, 13 octobre 1950, p. 1 ; Le Père (abbé Llewellyn), « À mes derniers-nés. Chronique paroissiale », *Ql*, vol. 31, n° 1, 5 octobre 1948, p. 1.

105. Le Quartier Latin, « Hommage à notre chancelier », *Ql*, vol. 32, n° 30, 14 février 1950, p. 1.

106. Suzette Thiboutôt, « On espérait plus de Pax Romana ! », *Ql*, vol. 35, n° 1, 18 septembre 1952, p. 2.

Malheureusement, la lucidité d'un Gérard Pelletier fait vite crier au scandale et l'on parle aussitôt d'anti-cléricalisme (voir « Relations »). Anti-clérical, Pelletier l'est sans doute si l'on veut dire qu'il s'oppose à l'ingérence de certains clercs dans les affaires temporelles, qu'il lutte pour la renaissance d'une juste hiérarchie, mais non pas anticlérical au sens où la France nous a habitués et dont l'acceptation est générale¹⁰⁷.

Comme de fait, le texte de Barcelo attire des critiques au *Quartier latin*, notamment de la part de M^{gr} Albert Valois, directeur diocésain de l'Action catholique. Ces critiques incitent M^{gr} Maurault à réitérer son avertissement au journal étudiant : si le journal ne cesse pas la publication d'articles portant sur des sujets religieux ou moraux, il ne pourra plus le défendre auprès de la Commission des études. Autre façon de dire que le journal est menacé, au mieux, de voir la censure rétablie, au pire, d'être interdit de publication¹⁰⁸.

À peu près au même moment, un événement vient miner la crédibilité de l'autorité ecclésiastique auprès des étudiants : l'archevêché décide de censurer les présentations cinématographiques universitaires. Dorénavant, tout film présenté aux étudiants devra être soumis à un comité de censure. Les réactions des étudiants à cette mesure ne sont pas tellement favorables. Selon le directeur du *Quartier latin*, s'il existe un endroit où les spectateurs sont au fait des divers dangers qui peuvent les menacer, c'est bien à l'université. Les étudiants ont été formés dans la mentalité catholique, ils en connaissent les principes et sont en mesure de déceler les idées subversives et anticatholiques qui leur seraient éventuellement présentées. Imposer une censure comme celle-ci, c'est reconnaître l'échec de tout le système d'éducation catholique¹⁰⁹. D'autres ne mettent pas de gants blancs pour dénoncer la mesure et préfèrent jouer d'ironie. « Alléluia ! Alléluia ! Réjouissons-nous, frères escholiers, car enfin nos âmes sont entre bonnes mains¹¹⁰. »

La contestation des autorités cléricales universitaires prend une nouvelle tournure lorsque, en 1959, des étudiants réclament la publication officielle des budgets de l'Université. Le texte du *Quartier latin* est clair :

107. Juliette Barcelo, « L'obéissance à l'Église n'exclut pas la discussion entre chrétiens. Gérard Pelletier », *Ql*, vol. 35, n° 15, 18 janvier 1953, p. 2.

108. Lettre de M^{gr} Valois à M^{gr} Maurault, AUdM, D 1/R.117, c.1036, 8/6/2/2, 17 janvier 1953 ; Lettre de M^{gr} Maurault au directeur du *Quartier latin*, D 1/R.117, c.1036, 8/6/2/2, 19 janvier 1953.

109. Luc Cossette, « Nouvelle censure », *Ql*, vol. 35, n° 15, 18 janvier 1953, p. 2.

110. C. B., « Censure du cinéma universitaire », *Ql*, vol. 35, n° 15, 18 janvier 1953, p. 3.

Comme citoyens jouissant, ou du moins devant jouir, des droits conférés aux hommes libres en démocratie puisque sauf exception ils sont majeurs, comme payeurs de taxes et même parfois d'impôts, et surtout parce qu'ils défraient le tiers du budget universitaire par les frais de scolarité, les étudiants ont le droit et le devoir d'exiger que l'institution qu'ils font vivre comme étudiants et comme citoyens soit administrée par des gens responsables¹¹¹.

Et ces gens responsables, certains doutent que ce soient des clercs. «Le fait de porter la soutane n'étant pas en soi une garantie et une source de sagesse et de science, il peut même arriver que les étudiants s'en prennent à certains prêtres en leur qualité de gouverneurs, de recteurs ou de professeurs¹¹².» Ces paroles auraient été impensables quelques années plus tôt, car elles reposent sur une toute nouvelle perception du statut des étudiants. Elles témoignent d'une remise en question de l'autorité, d'une affirmation du statut de citoyen et d'adulte des étudiants et de leur nouvelle prétention à réclamer un droit de regard sur certains dossiers.

À McGill, la quête religieuse des étudiants n'occupe pas le devant de la scène. Comme toujours, cependant, on la retrouve sur le campus avec les associations comme le Newman Club pour les catholiques ou encore le Student Christian Movement pour les protestants de toutes confessions. En 1953 par exemple, un étudiant réfléchit dans le *Daily* aux systèmes d'éducation prévalant au Québec. S'il reproche au système catholique de ne pas apprendre aux jeunes à penser par eux-mêmes, il est encore plus sévère envers le système protestant de type séculier. Pour lui, un tel système est particulièrement insatisfaisant car il échoue à donner un cadre de pensée et une orientation religieuse, formant ainsi des générations gavées d'informations mais perplexes quant au sens à leur donner¹¹³. Malgré tout, les étudiants de McGill font preuve d'une grande tolérance religieuse : «*A tolerant person is one who believes that there is no absolute right. He realizes that there are many paths; that, while the one he is travelling may be the right one for him, it need not be for everyone. He is willing to live and let live. The person who does not accept these standards is narrow-minded and immature*¹¹⁴.» Toutefois, cette tolérance et cette liberté religieuse ne sont pas absolues. Dans une allocution adressée aux finissants du baccalauréat en 1952, le principal James leur explique que leur qualité de leaders sera

111. Jacques Guay, «Où sont les anticléricaux?», *QI*, vol. 42, n° 5, 1^{er} octobre 1959, p. 4.

112. *Ibid.*

113. Brian Goodwin, «Education on Trial», *Daily*, vol. 43, n° 34, 17 novembre 1953, p. 2. On retrouve le même genre de réflexion dans : «Honest Doubt», *Daily*, vol. 45, n° 44, 30 novembre 1955, p. 2.

114. «Intolerance and the University», *Daily*, vol. 45, n° 17, 24 octobre 1955, p. 2.

jugée à la valeur de leur foi. Or, affirmant que la foi est une question de choix, il n'en soutient pas moins que, par sa supériorité, le christianisme s'impose de lui-même¹¹⁵.

C'est en regard d'un monde encore écorché par la guerre et en pleine confrontation avec une doctrine athée, le communisme, qu'il faut comprendre la recherche spirituelle et la remise en question religieuse des étudiants montréalais au cours de ces années. Malgré une valorisation de la tolérance, plusieurs étudiants de McGill se sentent un peu perdus et tentent de donner un sens spirituel à leur vie. Parce qu'ils sont à la recherche d'une foi vivante et adaptée à leurs aspirations, quelques étudiants de l'Université de Montréal ne veulent plus accepter sans les questionner les grands fondements religieux qu'on leur présente. Ce doute spirituel est accompagné d'une contestation des prérogatives temporelles du clergé. Les confrontations avec les autorités universitaires – qui sont elles-mêmes des autorités cléricales – sont donc inévitables puisque ces dernières n'acceptent pas, pour la plupart, d'abdiquer certains de leurs pouvoirs.

4.3.4. *L'université comme milieu de vie*

Il est un autre espace que les étudiants investissent et questionnent fortement: l'université et le monde de l'éducation en général. L'université devient un lieu fondamental de leur affirmation, au point où les étudiants se considèrent désormais comme la raison d'être des universités.

Dans leur processus d'affirmation, les étudiants de McGill ne font toutefois pas preuve du même esprit revendicateur que leurs confrères de la montagne, et leurs relations avec les autorités administratives ne procèdent généralement pas d'une logique d'affrontement. Malgré les protestations ponctuelles de quelques étudiants, le SEC continue d'agir à la manière d'un rouage disciplinaire¹¹⁶. Un peu en dehors de la communauté universitaire officielle se situent les fraternités et les «sororités». Ces regroupements privés d'étudiants existent depuis longtemps à McGill, mais avant le milieu des années 1950, ils ne défraient pas la manchette.

115. F. Cyril James, «The Sons of Martha. A Baccalaureat Sermon delivered to members of the Graduating Class at McGill University by Cyril James», AUMcG, RG 1, c. 1, f. 7, 25 mai 1952.

116. En 1952, à la suite d'une manifestation contre la hausse des frais de transport imposée par la compagnie de tramways de la ville, manifestation qui se termine par des actes de vandalisme, le SEC prend des mesures réparatrices et, à la demande des autorités, offre 5000\$ à la compagnie de tramways. À cette occasion, le SEC a fait face à des protestations de la part d'étudiants mais il s'est tout de même plié aux directives du Sénat. Lettre de Avrum Cohen au principal James, AUMcG, RG 2, c. 186, f. 6455, 15 décembre 1955.

À cette époque, les frasques des membres des fraternités semblent se multiplier : beuveries, désordres sur la voie publique entraînant des plaintes et des interventions policières, intrusions nocturnes au Royal Victoria College, etc. Devant cette indiscipline, les autorités, toujours avec le concours du SEC, décident d'agir. Comme les fraternités sont indépendantes de l'Université, les autorités n'exercent pas de contrôle direct sur elles¹¹⁷. Il faudra plus de deux ans pour qu'une solution soit élaborée et qu'un code de comportement leur soit imposé. Pour que les fraternités acceptent d'appliquer le code, les autorités menacent d'exclure leurs membres de l'université¹¹⁸. Les fraternités sont une réalité exclusive des universités anglophones et sont souvent affiliées aux fraternités américaines¹¹⁹. À l'Université de Montréal, les étudiants se regroupent plutôt en groupes non officiels comme l'était le Club X, précurseur des Jeune-Canada au cours des années 1930.

Si les étudiants acceptent généralement de bonne grâce la discipline que leur imposent les autorités – avec l'aide du SEC –, ils s'appliquent néanmoins à leur rappeler que l'université existe en fonction d'eux. Cette conviction est à la base de leur demande de construction d'une nouvelle maison des étudiants, demande réitérée en vain entre 1952 et 1960. Construite en 1905, la première Student Union pouvait accommoder 1500 étudiants. Au début des années 1950, plus de 5000 étudiants sont inscrits à McGill et l'ancienne maison ne suffit plus. Les demandes répétées des étudiants se font dans un ordre logique remarquable qui traduit leur bonne compréhension du fonctionnement institutionnel. Premièrement, un comité est mis sur pied dans le but d'établir les différents besoins de la communauté étudiante et d'en faire part aux autorités. La liste des besoins est longue ; avec optimisme, on demande une allée de quilles, une salle de bal, un studio de radio, des résidences pour les

117. «Committee on Student Activities and Student Discipline: Report to Senate. Procès-verbal du Sénat», AUMcG, RG 8, c. 12, f. 362, 23 mars 1955.

118. Procès-verbal du Committee on Student Activities, AUMcG, RG 2, c. 186, f. 6455, 13 janvier 1955 ; Committee on Student Activities, «Report to Senate from the Committee on Student Activities», AUMcG, RG 2, c. 186, f. 6455, 21 décembre 1955 ; «Code of Behaviour for Fraternities», AUMcG, RG 2, c. 186, f. 6455, 1956 ; «Report by the Committee on Student Activities», AUMcG, RG 8, c. 14, f. 77-78, 5 novembre 1957 ; C.M. McDougall, secrétaire du Sénat, «Memorandum to all Members of Senate. Subject: Code of Behaviour for Fraternities», AUMcG, RG 1, c. 3, f. 77, 8 novembre 1957.

119. Chaque année, les fraternités sont annoncées dans le *Old McGill*. On peut constater qu'elles sont nombreuses et que plusieurs sont des «chapitres» de fraternités américaines. La Alpha Omicron Pi, par exemple, qui existe à McGill depuis 1939, a été fondée à la Columbia University en 1897. Les plus anciennes, comme la Zeta Psi, voient le jour dès 1883 à McGill. En 1950, on dénombre une vingtaine de fraternités à McGill.

étudiants mariés. De manière plus réaliste, on insiste sur la nécessité d'offrir des bureaux aux associations étudiantes, d'aménager une cafétéria et un auditorium et d'installer des casiers en nombre suffisant¹²⁰. Devant l'inertie prolongée de l'administration, le comité revient à la charge en s'assurant, cette fois, d'avoir l'appui des étudiants. Un sondage effectué auprès de ceux-ci révèle alors que la grande majorité des étudiants interrogés, 359 sur 412, approuve le projet et estime qu'une nouvelle maison est nécessaire au raffermissement de l'esprit universitaire. Bien qu'il soit difficile de savoir si l'échantillon retenu est représentatif de l'ensemble des étudiants, la tendance semble claire. Le texte qui accompagne la pétition remise au Sénat se termine par cette question : « *What else can we, as students, do to show how serious we are about the New Union*¹²¹ ? » La question apparaît d'autant plus pertinente que l'association étudiante avait déjà fait parvenir au bureau des gouverneurs un chèque de 25 000 \$ dans le but d'amorcer la construction de la maison. Rien n'avait alors été entrepris parce que le terrain convoité pour la construction n'était pas disponible¹²². Il faudra attendre 1960 pour repérer l'appui officiel d'un gouverneur aux réclamations des étudiants¹²³.

Malgré la lenteur des opérations, les étudiants de McGill ne vont jamais aussi loin dans leurs discours que ceux de l'Université de Montréal, aux prises avec le même problème. Sur le nouveau campus, ces derniers n'ont pas encore obtenu le centre étudiant qui leur avait été promis lors du déménagement sur la montagne. Ils n'ont accès qu'à une cafétéria et au restaurant « Chez Valère ». Aucune trace de locaux réservés aux activités étudiantes, de gymnases ou de résidences. Dès 1947, des étudiants réclament donc l'édification d'une véritable cité universitaire. Un premier pas dans la bonne direction serait de construire un centre étudiant, nécessaire, croient-ils, à l'établissement d'un esprit universitaire favorable à l'étude¹²⁴. Quelques années plus tard, le dossier semble gravir les échelons des priorités de l'administration : à l'approche de Noël de 1949, les administrateurs annoncent les débuts de la construction. Le *Quartier latin* s'emballe, réfléchit et déchanté un peu : « Vous savez, messieurs les admi-

120. Jim Robb, « New Union Committee Report », AUMcG, RG 1, c.1, f.8, 5 novembre 1952.

121. Trevor Bishop, « Students' Executive Council of McGill University », AUMcG, RG 1, c. 4, f. 86, 30 janvier 1957.

122. Students' Society, « Brief to the Board of Governors of McGill University from the Students' Society Requesting Consideration of the Provision of a New Students' Union », AUMcG, RG 7, c. 61, f. 1221, 19 janvier 1955.

123. Lettre de J. A. Fuller, président de la Shawinigan Water & Power Co., au chancelier Powell, AUMcG, RG 1, c. 7, f. 152, 22 avril 1960.

124. Jean-Guy Décarie, « Pour une cité universitaire. M. Jean-Guy Décarie parle de l'atmosphère nécessaire à l'étudiant », AUdM, D 35/1409, 1947-1948.

nistrateurs, nous sommes tellement désabusés à présent que, même si nous étions certains que vous nous la construirez, notre maison, nous ne serions pas plus contents parce qu'alors, ce serait trop beau pour être vrai¹²⁵. » Deux mois plus tard, les autorités forment tout de même un comité chargé de planifier la réalisation du centre des étudiants. L'AGEUM demande alors à ce qu'un étudiant y soit nommé. « Cet étudiant, croit-on, apporterait dans les discussions l'attitude générale de ses confrères; il formerait, s'il y a lieu un sous-comité préposé au relevé de l'opinion étudiante dans les différents domaines nécessaires¹²⁶. » La réponse à cette demande semble être volontairement gardée dans le vague par les autorités: la Société d'Administration laisse au comité concerné la décision de s'adjoindre ou non un représentant étudiant¹²⁷. Bien que le comité ne semble pas envisager la participation directe des étudiants à ses travaux, il ne néglige pas de prendre en considération leurs besoins et leurs demandes. Il le fait toutefois selon une logique d'entrepreneur: « Nous sommes en présence d'un client éventuel. Si nous saisissons bien cette réalité, en pensant aux logements étudiants, nous penserons spontanément aux exigences des locataires, à la concurrence, à la nécessité de louer, et en pensant au centre social, nous penserons aux besoins de ceux qui doivent le fréquenter, au moyen de les y attirer et de les y retenir¹²⁸. »

L'idée de réclamer une voix au chapitre pour les étudiants dans les rouages officiels de l'université est tout à fait nouvelle à l'Université de Montréal. Elle repose sur une conscience accrue de l'importance des étudiants au sein de l'institution. Dès lors, ces derniers ne cessent de rappeler qu'ils sont au centre de l'Université, qu'ils en sont la raison d'être. En 1945, cette idée n'est encore qu'un rêve.

Et nous avons rêvé des choses fantastiques, incroyables. Dans un des tableaux, on apercevait une conférence de ces messieurs de l'Administration et, à un bout de la table, un étudiant (probablement de droit!) discutait, argumentait, contestait... en fumant un grand cigare Churchill.

Parce que l'Université, avec ses appareils et ses accessoires existe aussi en fonction des étudiants¹²⁹.

125. Le Quartier latin, « Un cadeau de Noël? », *QL*, vol. 32, n° 22, 16 décembre 1949, p. 10.

126. Lettre de Gilles Bergeron, président de l'AGEUM, à la Société d'Administration, AUdM, D 35/439, 3 février 1950.

127. Lettre de M^e Gérard Trudel au président de l'AGEUM, AUdM, D 35/439, 8 février 1950.

128. Comité du Centre des Étudiants, « Étude des principaux problèmes que posent les centres social et d'habitation projetés », AUdM, D 35/439, 1950.

129. Jacques Hébert, « L'Université est à nous », *QL*, vol. 28, n° 7, 26 octobre 1945, p. 1.

Considérant former le cœur de l'université, des étudiants se sentent beaucoup plus justifiés de critiquer les autorités. Et ils ne se gênent plus. En 1954, le centre étudiant réclamé en 1947 et promis en 1949 ne s'est toujours pas matérialisé; les présidents de toutes les associations étudiantes de l'Université transmettent aux autorités un communiqué conjoint pour exiger une accélération du processus. À titre de «citoyens de la cité universitaire», ils demandent explicitement que les projets de centre étudiant, de gymnase et d'hôpital universitaire soient complétés dans un délai raisonnable¹³⁰. À l'instar des étudiants de McGill, ils s'assurent d'avoir l'appui de la majorité de leurs confrères et consœurs. Une enquête est donc organisée, et 80% des étudiants interrogés se disent insatisfaits des conditions matérielles sur le campus¹³¹. Ils en viennent à se demander s'ils sont pris au sérieux et même s'ils sont simplement écoutés. Aussi, le *Quartier latin* établit que «[l]e problème fondamental est de savoir si une université est construite pour les étudiants, ou si les étudiants sont là pour remplir l'université^{132!}»

Les réclamations des étudiants ne se limitent pas à l'aspect matériel. Elles reposent aussi sur une réflexion originale à propos de leur place à l'intérieur de l'institution, réflexion rendue possible par une modification de leur perception d'eux-mêmes. À cet égard, l'année 1950 peut être considérée comme un point tournant. Au début de l'année scolaire 1950-1951, l'AGEUM organise son défilé annuel sur le thème des «Droits des étudiants». Le défilé vise à dénoncer la censure déjà évoquée dont le *Quartier latin* a été victime au cours de l'année précédente. Plusieurs chars thématiques sont prévus: le char des services sociaux de l'AGEUM portera sur «Les taudis et les maisons d'étudiants»; celui du *Quartier latin* aura la censure pour thème; un autre sera consacré à la question des droits de scolarité¹³³. Sans surprise, le recteur censure le texte du *Quartier latin* qui annonce la tenue de la parade. Mais l'AGEUM persiste et publie tout de même l'article qui affirme: «Nous sommes des citoyens au même titre que l'ouvrier. [...] Nous n'aimons pas être traités comme des enfants.» Le conseil de direction poursuit en soulignant que «[l]es DROITS DES ÉTUDIANTS existent: le droit de s'exprimer librement, le

130. Les présidents de toutes les facultés et le président de l'AGEUM (Omer Poulin) et de la Société féminine (Suzanne Gosselin), «On demande l'aide locale à l'université», *QL*, vol. 36, n° 17, 28 janvier 1954, p. 2.

131. Paul Frappier et Marcel Fréchette, «Climat psychologique de l'Université. L'étudiant dans son milieu universitaire», *QL*, vol. 36, n° 23, 11 mars 1954, p. 4.

132. «Ouverture du salon de philo», *QL*, vol. 39, n° 11, 22 novembre 1956, p. 3.

133. AGEUM, procès-verbal de la «Première assemblée régulière du conseil 50-51 de l'AGEUM», AUdM, P 33/B 1.1.7, 27 septembre 1950.

droit de rire quand cela nous plaît, le droit au respect aussi¹³⁴». Et le défilé a lieu. L'année suivante, les initiations – la parade est normalement tenue lors de la journée des initiations – sont interdites par la Commission des études, à la demande du recteur Maurault¹³⁵. La mesure n'a pas été docilement acceptée. Devant ce qu'il croit être une incompréhension entre les autorités et les étudiants, le président de l'AGEUM demande à ce que ces derniers soient représentés auprès des autorités pour leur faire connaître leur avis¹³⁶. Selon le président Geoffroy, une telle demande n'est pas indue puisque « l'université existe pour les étudiants et seulement pour eux ».

Les confrontations de plus en plus vives entre les étudiants et les autorités universitaires traduisent une rupture discursive : les étudiants proposent une nouvelle définition de l'étudiant, citoyen de la cité universitaire et jeune travailleur intellectuel, alors que les autorités persistent dans leur définition traditionnelle de l'étudiant, jeune en formation ayant encore besoin d'un encadrement rigoureux. Les allocutions du recteur lors de la collation des grades reprennent, chaque fois, ces mêmes thèmes. Encore en 1959, M^{gr} Lussier s'exprime ainsi : « Votre diplôme marque l'accession à un nouveau degré d'effcience, il indique le mérite d'une plus grande responsabilité, il ouvre la route vers des initiatives personnelles. » Il semble assumer que les étudiants n'ont pas encore connu la vie lorsqu'il poursuit : « Vous le savez, un maître difficile vous attend : la vie, la société, avec tout son cortège de conditionnement, d'enchevêtrements d'intérêts divers, d'exigences administratives ou personnelles¹³⁷. » C'est un peu en réaction à ce genre de discours, qui exclut les étudiants du monde et qui ramène leurs années passées à l'université à une parenthèse, que des étudiants adoptent l'idée de jeune travailleur intellectuel et celle de citoyen de la cité universitaire. D'une certaine manière, l'université devient leur milieu de travail, et les efforts qu'ils consacrent à leur formation peuvent être considérés comme un travail productif. Elle devient aussi l'endroit premier où les étudiants peuvent assumer leur devoir de citoyenneté. Ces derniers reconsidèrent le fonctionnement hiérarchique de l'institution pour y substituer une vision participative.

134. Conseil de direction de l'AGEUM, « Lâcher son fou », *QI*, vol. 33, n° 1, 3 octobre 1950, p. 1.

135. Procès-verbal de la Commission des études, « Initiations chez les étudiants », AUdM, D 35/F.4.19, 4 octobre 1951; 18 octobre 1951; 14 décembre 1951; et 21 décembre 1951.

136. Luc Geoffroy, « À propos d'initiation... », *QI*, vol. 35, n° 2, 25 septembre 1952, p. 2.

137. M^{gr} Lussier, « Allocution de M^{gr} Lussier – Collation des grades », AUdM, D 35/B.12.77, 17 octobre 1959.

En entrevue, Jeanne Sauvé demande à M^{gr} Lussier de définir le statut de l'étudiant. Pour lui, ce statut se conçoit uniquement en tenant compte de l'université, définie comme une « communauté de maîtres et de disciples ». Dans cette communauté, l'étudiant demeure soumis à l'autorité. « Je ne suis pas capable, soutient le recteur, d'admettre que cette communauté soit composée de parts égales. Il y a égalité en dignité humaine, mais il n'y a pas égalité juridique. [...] Les maîtres, quand on dit maîtres, il y a toujours un sous-entendu d'autorité¹³⁸. » Cette déclaration fait suite à de nombreuses critiques de l'autorité – professeurs et administration – et du fonctionnement de l'institution par les étudiants. En 1957 par exemple, l'AGEUM forme un comité d'éducation pour examiner les divers problèmes d'ordre éducationnel éprouvés par les étudiants. Ce comité marque une étape importante dans l'affirmation étudiante, étape qu'on pourrait qualifier d'ébauche de groupe de pression. Les objectifs du comité sont très explicites : d'abord « promouvoir le rôle social de l'étudiant » ; ensuite « organiser des études, des enquêtes sur des problèmes touchant les étudiants ou l'association elle-même » ; et, finalement, « inciter l'AGEUM à prendre "position" sur des problèmes sociaux qui peuvent parfois la toucher d'assez près¹³⁹ ». La même année, plusieurs étudiants réclament des gouverneurs qu'ils ouvrent leurs livres comptables et accordent un siège à un représentant étudiant. Leur requête est accompagnée d'une bonne dose de dénonciation ironique : « Le refus persistant des Gouverneurs de répondre à l'honnête curiosité des étudiants, cette intention manifeste de se dérober au dialogue [...] fait ranger l'administration universitaire parmi ces institutions médiévales et anti-démocratiques qui encombrant notre société et dont la seule (relative) vétusté explique le reste de respect qu'on leur porte encore¹⁴⁰. » La réponse du recteur Lussier ne tarde pas.

Qui peut admettre que les Gouverneurs soient redevables aux étudiants de leur administration ? Je ne discute pas du mérite de la question d'un rapport financier, je dis simplement que les étudiants, comme tels n'ont aucun droit à l'exiger, encore moins de la manière prise par les auteurs des articles incriminés. La hiérarchie des fonctions et le respect dû à l'autorité doivent avoir leur place même dans un journal d'étudiants¹⁴¹.

138. « Définition du Status [*sic*] d'étudiant, tel que donné par M^{gr} Lussier lors d'une interview par Jeanne Sauvé », AUdM, P 33/H 1.1.12.12, [entre 1955 et 1965].

139. Yves Carrière, « De grand projets au comité d'éducation », *QI*, vol. 42, n° 41, 3 mars 1960, p. 8.

140. « Scandale à l'Université », *QI*, vol. 39, n° 16, 24 janvier 1957, p. 12.

141. Lettre de M^{gr} Lussier au directeur du *Quartier latin*, AUdM, D 1/R.117, c.1036, 8/6/2/2, 5 février 1957. La lettre a été publiée intégralement dans le *Quartier*

En insistant sur les bases démocratiques de leur réclamation, des étudiants demandent un siège au bureau des gouverneurs; ils paient des droits de scolarité qui rapportent près du tiers du financement de l'institution, il est donc normal qu'ils aient un mot à dire sur la manière dont cet argent, leur argent, est dépensé¹⁴². Les autorités adressent une fin de non-recevoir à cette demande. Les étudiants de McGill avaient été tentés de faire la même requête à la suite de la visite d'une délégation d'étudiants australiens en 1938, mais ils avaient rapidement abandonné l'idée¹⁴³. Pour en arriver à réclamer des autorités une participation au bureau des gouverneurs, les étudiants doivent les convaincre – et se convaincre eux-mêmes – qu'ils en ont les capacités. Une façon d'y parvenir est d'insister sur le fait que bon nombre des étudiants sont majeurs. Ce faisant, ils doivent légèrement s'écarter de la composante jeunesse de leur identité. Ainsi, quelques années plus tôt, on pouvait lire dans le *Quartier latin* que «[c]ette situation minoritaire des étudiants ne correspond ni aux capacités de ceux-ci ni à leurs besoins. [...] les étudiants sont normalement capables, non certes d'égaliser en science leurs maîtres, mais d'apporter un avis judicieux sur la vie de l'Université et leurs expériences personnelles¹⁴⁴». L'étape suivante sera de faire reconnaître la voix des étudiants dans les questions pédagogiques, comme l'évaluation des professeurs et l'élaboration des programmes de formation; étape qui ne sera franchie que quelques décennies plus tard.

Au cours des années d'après-guerre et des années 1950, les étudiants des deux universités montréalaises prennent une conscience aiguë du fait qu'ils sont au cœur de leur institution respective et qu'ils en constituent un maillon essentiel. À l'Université de Montréal plus particulièrement, en raison de leur appui grandissant au concept de jeune travailleur intellectuel, les étudiants montent aux barricades. Une citation de Fernand Dumont, alors étudiant au Petit Séminaire de Québec, résume bien le mouvement général de cette époque:

Depuis quelques années, le milieu étudiant prend de plus en plus conscience de son individualité: on parle de «métier», de «corporation», et déjà s'esquissent les premiers linéaments d'une pensée étudiante. On commence à comprendre que la vie d'étudiant n'est pas seulement un état transitoire d'où l'on a hâte de sortir, mais

latin: «Le recteur nous écrit», *Ql*, vol. 39, n° 18, 7 février 1957, p. 2.

142. William Gauthier Morris, «Un gouverneur étudiant», *Ql*, vol. 39, n° 21, 28 février 1957, p. 1.

143. «Students on the Governing Board», *Daily*, vol. 27, n° 58, 19 janvier 1938, p. 2.

144. Jean Chesneaux, «Les étudiants sont-ils majeurs?», *Ql*, vol. 30, n° 26, 27 janvier 1948, p. 3.

surtout un métier, une vie qui a sa grandeur et sa beauté propre. Et l'on commence à comprendre que l'élève a son mot à dire dans sa formation¹⁴⁵.

4.4. Vers un groupe de pression

Que ce soit en invoquant l'idée traditionnelle des étudiants-élite de demain, en parlant d'eux-mêmes comme d'une génération singulière, en élaborant la notion de jeune travailleur intellectuel ou en tentant de se faire reconnaître comme une classe sociale, les étudiants font preuve d'une volonté de se retrouver au sein d'une vaste communauté étudiante – qui s'étend parfois à l'ensemble de la planète. À l'occasion, ils élargissent les frontières de leur groupe aux jeunes des autres milieux et, ce faisant, ils insistent sur la dimension « jeunesse » de l'identité étudiante. À la fin de la décennie, la question du financement des universités offre une occasion rêvée aux étudiants québécois de se regrouper pour s'opposer à la politique de Duplessis. En militant pour la démocratisation de l'université, les étudiants veulent aussi généraliser leurs réclamations à l'ensemble de la jeunesse québécoise et, du coup, se présenter comme un groupe de pression œuvrant pour le bien-être de tous les jeunes.

La définition de la notion de groupe de pression ne fait pas l'unanimité chez ceux, français et américain pour beaucoup, qui ont entrepris de le théoriser. Mais il ressort que le groupe de pression dépasse en action le groupe d'intérêt; ce dernier rassemblerait des individus partageant situation, idées, conditions matérielles, etc., alors que le premier inciterait en plus à l'action. Également composés d'individus partageant un certain nombre de points communs, les groupes de pression se caractérisent par les relations qu'ils entretiennent avec les pouvoirs politiques et la scène publique pour obtenir certains gains sociaux, économiques, législatifs ou autres. Les stratégies qu'ils mettent en œuvre sont nombreuses et diverses – à l'image des groupes de pression eux-mêmes – allant de l'utilisation des médias pour alerter l'opinion publique, à l'utilisation du processus législatif, en passant par la participation à des commissions d'enquête et l'intervention dans les campagnes électorales, etc. Avec une définition aussi large du groupe de pression, se qualifient les groupes économiques (coalition d'entreprises, organisations patronales), les groupes institutionnels (armée, ordres libéraux), les groupes à vocation confessionnelle, spirituelle et intellectuelle (Églises, groupes laïques), les groupes à vocation sociologique et socioprofessionnelle (syndicats, associations familiales, mouvements de jeunesse), les groupes à voca-

145. Fernand Dumont, « Cité étudiante », *La Nouvelle Abeille*, vol. 4, n° 9, avril 1948, p. 118.

tion humanitaire (ONG, association de protection de toutes sortes), les groupes associatifs (clubs sportifs, associations de consommateurs) et même des groupes politiques¹⁴⁶. À Montréal et au Québec, vers la fin des années 1950, il semble que par leur action publique et politique, les associations étudiantes présentent les caractéristiques d'un groupe de pression soucieux de faire valoir leur opinion, de faire reconnaître le statut de leurs membres, de défendre certains avantages face à la précarisation des institutions universitaires et d'affirmer leur place dans la société.

En 1958, les étudiants de toutes les universités québécoises unissent leurs forces afin de montrer au gouvernement provincial, et à la population en général, que l'enseignement supérieur est prioritaire pour le développement de la province et que les jeunes, peu importe leur milieu d'origine, ont le droit d'y aspirer à la mesure de leurs aptitudes¹⁴⁷. Ces grands principes ne sont pas tout à fait nouveaux, mais en 1958, les universités traversent une période particulièrement difficile de la crise financière qui les assaille depuis plusieurs années¹⁴⁸. À la suite d'une intervention de Duplessis, les établissements d'enseignement supérieur se trouvent dans l'impossibilité d'accepter les subventions fédérales qui leur sont destinées. Elles sont également laissées dans l'incertitude par le premier ministre provincial qui refuse de leur accorder des subventions statutaires, préférant garder son pouvoir discrétionnaire. Pour combler

146. Jean Garrigues, « Introduction », dans Jean Garrigues (dir.), *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 10-11.

147. Les étudiants des universités de Montréal, McGill, Laval, Bishop, Sir George Williams et Sherbrooke ont collaboré durant quelques mois. Tous, sauf ceux de Sherbrooke qui ont dû se retirer de la coalition à la dernière minute sous la pression des autorités, ont participé à la grève du 6 mars.

148. Il faut mentionner que le problème de financement des universités n'est pas exclusif au Québec. En janvier 1958, la FNEUC avait déposé un rapport au gouvernement fédéral demandant une meilleure accessibilité à l'enseignement supérieur au nom du principe de l'« *equality of opportunity* ». La FNEUC faisait de l'éducation universitaire un problème national, et c'est pour cette raison qu'elle demandait au gouvernement fédéral de s'y intéresser, en dépit du fait que l'éducation soit une prérogative provinciale. Il est à noter que l'AGEUM n'a pas encore réintégré les rangs de la FNEUC à cette époque. National Federation of Canadian University Students, « A Brief on Government Aid to Higher Education », AUMcG, RG 1, c. 5, f. 102, janvier 1958. Pour un survol de la question du financement des universités, et plus particulièrement du financement de McGill, voir Stanley Brice Frost, *McGill University. For the Advancement of Learning. Vol. II*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1980-1984, p. 247-253,.

leur manque à gagner, certaines universités, McGill tout particulièrement, décident de hausser les droits de scolarité, réduisant par le fait même l'accessibilité à un enseignement supérieur.

Figure 9
Manifestation «Tramways vs Carabins», 1956



Source : Université de Montréal, Division des archives, AGEUM, Album Bleu et Or, 1956.

Les étudiants des universités québécoises réagissent à ces événements, et les présidents de chacune des associations étudiantes universitaires se réunissent en conseil et forment l'Association des conseils étudiants des universités de la province de Québec¹⁴⁹. Reprenant les principales conclusions des mémoires rédigés par les associations universitaires de la province, le conseil adresse à Duplessis un mémoire conjoint portant sur les conditions de vie des étudiants. Cinq conclusions résument les demandes des étudiants :

149. Le nom de cette association varie. On parle parfois de l'Association des présidents des six universités de la province, ou encore de l'Association des universités de la province de Québec. Entendre : présidents des associations étudiantes des six universités de la province.

1. Que le principe des subventions annuelles « per capita » aux universités, avec échéance, soit reconnu par des statuts, et que ces statuts prévoient également une méthode de distribution de ces subventions ainsi que la nécessité de leur réajustement périodique;
2. Qu'il soit constitué par le Gouvernement provincial, dans le plus bref délai, un Comité chargé d'étudier les modalités que devront revêtir ces subventions statutaires, et que ce comité soit formé de membres nommés par le gouvernement de la province, de représentants des professeurs, des diverses universités, et enfin de représentants des étudiants universitaires de la province;
3. Qu'à tout étudiant québécois ayant satisfait aux conditions d'admission dans une université soit attribuée une bourse de l'Aide à la Jeunesse proportionnelle à ses revenus;
4. Que le montant de ces bourses soit augmenté de façon à rencontrer les besoins exposés dans les rapports respectifs des diverses associations étudiantes de la Province et figurant en annexe au présent mémoire;
5. Que soit abolie la clause voulant qu'une partie de ces bourses soit remise au gouvernement par les bénéficiaires¹⁵⁰.

Les présidents des associations étudiantes sollicitent une entrevue avec le premier ministre afin de discuter de leur mémoire ainsi que de la question du financement des universités. Ils se butent au refus de Duplessis, qui pousse l'insulte jusqu'à l'indifférence. Désirant lui montrer qu'il doit respecter le processus démocratique de la province et qu'il ne peut, pour cette raison, négliger l'avis des étudiants comme bon lui semble, les représentants étudiants proposent de faire la grève¹⁵¹. Des

150. «Le mémoire des universitaires à Monsieur Duplessis», *QI*, vol. 40, n° 21, 27 février 1958, p. 2.

151. À McGill et Montréal, l'attitude de Duplessis à cette occasion est perçue comme une insulte et joue le rôle d'élément déclencheur. «Procès-verbal de la réunion spéciale du Conseil de Direction de l'AGEUM. Rapport de la réunion des universités du Québec», AUdM, P 33/B1.1.15, 20 février 1958; Louis Donolo, «Donolo Reports. Campus United in SEC Support», *Daily*, vol. 47, n° 87, 3 mars 1958, p. 1.

consultations sont effectuées dans les différents campus de la province, et une majorité d'étudiants se montre favorable au déclenchement d'une grève d'un jour¹⁵². La date du 6 mars 1958 est fixée pour l'événement¹⁵³.

La grève poursuit deux grands objectifs : assurer aux universités un financement suffisant et stable ; donner à tous les jeunes la chance d'accéder aux études universitaires¹⁵⁴. Cependant, au-delà de l'accord sur ces objectifs principaux, des divisions profondes subsistent dans le monde étudiant. En ce qui concerne le financement des universités, les étudiants de McGill reviennent régulièrement sur le fait que l'argent nécessaire a déjà été offert par le gouvernement fédéral. Pour eux, c'est donc au gouvernement provincial d'assouplir ses positions en permettant aux universités d'accepter ces sommes, en plus de leur offrir des subventions statutaires¹⁵⁵. À l'Université de Montréal, on insiste plutôt sur la responsabilité provinciale en matière d'éducation. Entre les étudiants des deux institutions, la différence repose surtout sur une conception divergente de la question nationale et constitutionnelle. Pour chacun, l'éducation supérieure est d'intérêt national, mais la nation de référence n'est pas la même : le Canada pour les étudiants de McGill¹⁵⁶, le Québec pour les étudiants de Montréal.

Le second objectif de la revendication étudiante – la démocratisation de l'université – rallie lui aussi les étudiants des deux universités mais, cette fois-ci, ce sont les moyens d'y parvenir qui ne font pas l'unanimité. On s'accorde sur le fait que les jeunes n'ont pas tous la même chance

152. À McGill, le président de la Students' Society parvient à cette conclusion après une tournée des classes où il demande un vote à main levée sur la question de la grève. Louis Donolo, « Donolo Reports. Campus United in SEC », *Daily*, vol. 47, n° 87, 3 mars 1958, p. 1. À l'Université de Montréal, un référendum est organisé auprès des étudiants. Près de 1300 étudiants se présentent pour voter. Ils appuient la grève à plus de 75 % et, parmi ceux qui ont voté positivement, la plupart se disent favorables à une grève illimitée. « Grève illimitée », *QL*, vol. 40, n° 22, 6 mars 1958, p. 1.

153. On peut consulter Nicole Neatby, *Carabins ou activistes ?*, *op. cit.*, pour une description plus complète des événements reliés au déclenchement de la grève des étudiants, p. 145-152 ; 166 ; 224-229.

154. On peut prendre connaissance des revendications étudiantes précises dans le journal bilingue publié à l'occasion de la grève, *L'Étudiant du Québec*. Retrouvé dans AUMcG, RG 1, c. 5, f. 97, 6 mars 1958.

155. « Blueprint for Progress », *Daily*, vol. 47, n° 78, 17 février 1958, p. 4 ; « The President's Letter », *Daily*, vol. 48, n° 28, 3 novembre 1958, p. 4.

156. Ici, les étudiants de McGill sont tout à fait d'accord avec le principal James qui, depuis le début des années 1950, répétait ce discours à propos de l'importance nationale de l'éducation supérieure pour le Canada. F. Cyril James, « Education: A National Problem », AUMcG, RG 1, c. 1, f. 1, 1^{er} juin 1950.

de parvenir à l'université. Des enquêtes socioéconomiques auprès des étudiants montrent bien la sous-représentation des jeunes des classes ouvrières¹⁵⁷. Mais comment offrir à tous le même accès au savoir ? À McGill, le système de prêts remboursables reçoit un certain appui puisqu'il encourage l'effort personnel¹⁵⁸. À l'Université de Montréal, les bourses non remboursables sont privilégiées, conformément à ce qui était proposé dans le mémoire conjoint de l'Association des conseils étudiants¹⁵⁹. Il est à noter que dans ces enquêtes, si l'on s'inquiète des contraintes socioéconomiques qui empêchent les enfants d'ouvriers d'accéder à l'université, on ne s'interroge pas sur les disparités de genre et pas beaucoup plus sur les disparités ethniques. Que les filles et, dans une certaine mesure, les Canadiens français soient encore sous-représentés sur les bancs universitaires ne soulève pas autant d'indignation.

De l'avis des étudiants qui commentent l'événement, la grève du 6 mars est un succès. Aucun incident déplorable n'est venu en obscurcir le déroulement ; les étudiants ont respecté la journée de grève et ne se sont pas présentés aux cours. À l'Université de Montréal, une série de conférences a aussi été organisée pour bien montrer au public l'appui dont jouissait l'initiative étudiante¹⁶⁰. Les étudiants ont pu y entendre André Laurendeau, Gérard Pelletier, Pierre Elliott Trudeau, René Lévesque et Jean-Louis Gagnon. Les étudiants parlent d'un succès d'estime. Succès dans la mesure où il n'y a pas eu de violence. Mais succès surtout parce

157. Le « Mémoire des universitaires à Monsieur Duplessis » comporte une analyse socioéconomique du monde étudiant québécois, *QI*, vol. 40, n° 21, 27 février 1958, p. 2 ; National Federation of Canadian University Students, « A Brief on Government Aid to Higher Education », AUMcG, RG 1, c. 5, f. 102, janvier 1958. Dès 1953, une première enquête socioéconomique est réalisée auprès des étudiants de l'Université de Montréal : Jacques-Yvan Morin, « Le problème social et l'Université. Esquisse d'un dilemme », *QI*, vol. 35, n° 24, 19 mars 1953, p. 4 ; Claude Bélanger et Luc Cossette, « La condition financière des étudiants de l'Université de Montréal », *QI*, vol. 35, n° 25, 26 mars 1953, p. 4.

158. « Credit's The Thing », *Daily*, vol. 47, n° 55, 15 janvier 1958, p. 4.

159. Les 21 000 étudiants des universités de la province, « Mémoire des étudiants des universités de la province de Québec sur les conditions matérielles de l'enseignement universitaire en cette province », AUdM, P 33/E.1.12, 1958.

160. Le Parti social-démocrate (PSD) envoie une lettre d'appui aux étudiants qui est reprise dans le *Quartier latin*. M^e Marc Lapointe, propos rapportés par Armand Parent, « Nous attendons la relève... », *QI*, vol. 40, n° 23, 13 mars 1958, p. 12. Gaston Miron fait de même en envoyant un appui écrit au nom des Intellectuels canadiens de langue française. Gaston Miron, « Déclaration des intellectuels canadiens de langue française », *QI*, vol. 40, n° 22, 6 mars 1958, p. 2. Michel Chartrand, au nom de la CCF, avait aussi donné son aval à l'initiative étudiante, « CCF Praise », AUMcG, RG 2, c. 234, f. 7046.

que la grève a été l'occasion pour les étudiants de se faire connaître. Plusieurs quotidiens francophones et anglophones font le compte rendu de la journée, parmi lesquels *Le Devoir* est particulièrement élogieux¹⁶¹. Et, reconnaissance suprême, les représentants étudiants sont invités à *Point de mire*, l'émission d'actualité de Radio-Canada :

L'étudiant a prouvé au public et surtout il s'est prouvé à lui-même qu'il est capable d'agir sérieusement, de maîtriser une situation et de conduire à bonne fin une action collective. Pour la première fois peut-être les étudiants ont pu se sentir les coudes, évaluer leur force, s'entraîner à cette difficile conquête d'une classe qui pense et agit en fonction des résultats de cette pensée¹⁶².

Les autorités de McGill et de l'Université de Montréal n'ont pas donné leur appui officiel à la grève. Étant donné que les subventions aux universités étaient attribuées sur une base discrétionnaire, les autorités ont préféré ne pas se mettre le gouvernement à dos en encourageant une opposition ouverte au régime. Malgré tout, elles n'ont pas empêché les étudiants de participer à la grève et elles n'ont pas pris de mesures punitives. Seule l'Université de Sherbrooke, fondée quelques années plus tôt et toujours dépendante du bon vouloir de Duplessis pour son développement, a formellement interdit à ses étudiants de prendre part au mouvement de grève.

La manifestation du 6 mars n'a pas incité Duplessis à répondre aux réclamations des étudiants ni à accepter de recevoir les présidents de leurs associations. Trois étudiants de l'Université de Montréal décident donc de poser un geste d'éclat. Tous les jours, pendant des mois, Bruno Meloche, Jean-Pierre Goyer et Francine Laurendeau se présentent aux bureaux du premier ministre à Québec pour lui rappeler l'existence des étudiants¹⁶³. Mais ils sont aussi là pour rappeler aux étudiants eux-mêmes que la lutte n'est pas finie. « Ces trois étudiants représentent une veilleuse

161. Les 5 et 6 mars, André Laurendeau publiait un éditorial sur la grève et appréciait particulièrement le fait que les étudiants aient pris des « risques pour hâter le succès » des réformes que « la plupart des hommes de sens réclament inutilement depuis des années ». André Laurendeau, « Qui pourrait leur donner tort ? », *Le Devoir*, 5 mars 1958 ; « La Grève des étudiants », *Le Devoir*, 6 mars 1958.

162. Julien Aubert, « Une page d'histoire », *QI*, vol. 40, n° 23, 13 mars 1958, p. 2. DeMontigny Marchand affirme sensiblement la même chose dans, « Qu'avons-nous prouvé la journée du 6 mars », *QI*, vol. 40, n° 23, 13 mars 1958, p. 13.

163. Jean-Claude Labrecque, *L'Histoire des trois*, Montréal, Office national du film, 1989, enregistrement vidéo, 75 minutes.

constamment allumée pour nous rappeler nos propres responsabilités¹⁶⁴. » Sans être officiellement délégués par l'AGEUM, ils en obtiennent toutefois l'appui¹⁶⁵.

Les mois passent et les «Trois» se butent toujours à une porte fermée. Au cours de l'été de 1958, une association parallèle se forme : la Ligue d'Action universitaire (LAU). Composée de quelques dizaines de membres dont la majorité semble provenir de l'Université de Montréal, cette association réussit en quelques semaines là où les représentants officiels des vingt mille étudiants et la délégation des «Trois» avaient échoué : ses porte-parole sont convoqués par Duplessis pour discuter de la question des prêts aux étudiants. La réplique ne tarde pas du côté des associations étudiantes dûment élues. Elles accusent Duplessis de recevoir ceux qui ne le contestent pas trop ouvertement, et certains de leurs membres vont jusqu'à affirmer que la LAU est une association fantoche organisée par Duplessis lui-même pour outrepasser le processus démocratique. «Toute l'affaire est cousue de fil blanc, car cette Ligue semble avoir été formée à l'instigation de M. Duplessis et des ministres eux-mêmes pour la superposer aux associations légales existantes, en violation de leurs droits exclusifs de représentation¹⁶⁶. » Pour dénoncer la LAU, les responsables des associations se réfèrent à la tradition de leurs associations respectives et en font valoir le fonctionnement démocratique.

164. Hélène Poudrette, «Pourquoi les "Trois" continuent», *QI*, vol. 40, n° 25, 10 avril 1958, p. 3. Mentionnons que Francine Laurendeau, une des «Trois» en *sit-in* à Québec est la fille d'André Laurendeau, ce qui explique peut-être la couverture positive que *Le Devoir* fait de la grève et du «sit-in» qui lui succède. *La Presse* a aussi suivi le déroulement de la grève et elle a accordé beaucoup d'attention aux «Trois» à Québec. «Les étudiants font une grève calme», *La Presse*, 6 mars 1958, p. 3; «3 étudiants attendent la réponse de M. Duplessis à la porte de son bureau», *La Presse*, 7 mars 1958, p. 1; «Repas des trois étudiants payés par les syndiqués», *La Presse*, 9 avril 1958, p. 3. Le *Montreal Star* et la *Gazette* ont également effectué une couverture des initiatives étudiantes. Dans le *Star* on retrouve : «15,000 Observe Boycott. Single Incident Mars Early Hours Of Student Strike», «College Students Stage 1-Day Strike», 6 mars 1958, p. 3-5; «Duplessis Refuses to Meet Students At Quebec Office»; «Berates Us For View of Student Agitation»; «Sees Nothing Silly In Student Protest», 7 mars 1958, p. 3-4;10; «The Student Strike», 8 mars 1958, p. 6. Dans la *Gazette* on peut lire : «University Students Strike Today»; «The Purpose of The Students' Strike», 6 mars 1958, p. 7 et 8; «15,000 Students Strike In City's 3 Universities», 7 mars 1958, p. 1; «Students Set "Forever" Wait For Premier», 8 mars 1958, p. 3.

165. Procès-verbal de la 13^e assemblée régulière du Conseil de direction de l'AGEUM «Nos trois héros de Québec», AUM, P 33/B.1.1.15, 17 mars 1958.

166. Le chef des nouvelles, «La LAU, ce qu'en pensent les autres...»; Denis Vincent, «Démocratie sans opposition», *QI*, vol. 41, n° 1, 11 septembre 1958, p. 2 et 3.

Même s'ils ne peuvent présenter les desiderata de tous les étudiants, ils ont été élus et ils peuvent se considérer comme les représentants légitimes des étudiants de la province. C'est pour cette raison que l'Assemblée des présidents des six universités de la province fait paraître une résolution dans les médias où elle se distancie officiellement de la LAU :

Il est résolu :

- Que la Ligue d'action universitaire ne représente pas les étudiants universitaires de la Province;
- Que la Ligue n'a aucun mandat pour représenter les étudiants universitaires; [...]
- Que l'Association des six demande à la Ligue de ne pas rencontrer le premier ministre;
- Que l'Association émette un communiqué à l'effet que l'attitude du premier ministre a pour but :
 - a) d'éviter de faire face à toutes nos demandes, spécialement celles qui concernent les octrois universitaires;
 - b) d'essayer de désorganiser le corps étudiant;
 - c) de prendre la voie facile pour se sortir de l'impasse;
 - d) de tendre à creuser un fossé entre le corps étudiant et ses représentants élus¹⁶⁷.

C'est finalement le 2 décembre 1958 que Duplessis daigne rencontrer les présidents des associations étudiantes officielles. Il le fait cependant à ses propres conditions : il refuse de discuter de l'une des réclamations fondamentales des étudiants, soit la question des subventions aux universités, affirmant qu'elle dépasse leur compétence. Seule la question des prêts et bourses est abordée et, encore là, Duplessis n'assouplit ses positions qu'en ce qui a trait aux prêts puisque, à son avis, les bourses ne font qu'encourager la paresse. Le *Daily* propose un compte rendu de la rencontre et parle d'un dialogue de sourds : Duplessis monologuait et démolissait un à un les arguments des étudiants. Le premier ministre a même refusé le mémoire que lui présentaient les étudiants puisque celui-ci contenait des résolutions concernant le financement des universités¹⁶⁸. Au bout du compte, la rencontre n'a apporté aucun développement majeur dans le dossier de l'enseignement supérieur.

167. Bruno Meloche, secrétaire général de l'Assemblée des présidents des six universités de la province, « Document », *QI*, vol. 41, n° 3, 25 septembre 1958, p. 12.

168. Peter Kilburn, « Reveal Interview Story », *Daily*, vol. 48, n° 49, 12 décembre 1958, p. 3.

Lorsque Sauvé accède au pouvoir après la mort de Duplessis, des étudiants de l'Université de Montréal se mettent à espérer un véritable règlement du problème du financement des universités. Le nouveau premier ministre a alimenté ces espoirs en affirmant qu'il ferait tout en son pouvoir pour faire débloquer la question. Les étudiants de McGill sont un peu plus sceptiques et attendent des mesures concrètes avant de se réjouir¹⁶⁹. C'est finalement avec l'élection de Lesage en 1960 que des mesures sont effectivement prises. La création de la Commission provinciale des universités obtient les suffrages des étudiants. Constatant l'ouverture du premier ministre, ceux de l'Université de Montréal lui envoient une lettre pour l'assurer de leur collaboration: «C'est par conséquent avec beaucoup de sincérité et un grand désir de coopérer que l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal vous offre sa plus entière collaboration. Et pour la première fois peut-être elle ose espérer qu'elle sera acceptée.» Ils en profitent pour demander que les étudiants soient admis à cette commission à un titre autre que simplement consultatif. À cette occasion, ils expliquent au premier ministre que, depuis l'aventure de 1958, les étudiants ont pris conscience de leur rôle progressiste dans la société. «Il n'est pas étonnant alors que ceux-ci (les étudiants) affirment que par l'âge et l'instruction ils sont en droit de réclamer au moins une participation à leur propre gouverne et qu'ils sont en mesure de fournir une aide appréciable et originale à la vie universitaire¹⁷⁰.»

La grève du 6 mars a donc permis aux étudiants des universités québécoises de collaborer et de prouver à tous que, malgré les divergences politiques et idéologiques qui continuent de les opposer, ils forment un groupe mobilisable. Par leur action publique, les étudiants ont voulu agir à titre de groupe de pression capable de défendre ses intérêts auprès des autorités concernées en utilisant différentes stratégies propres aux groupes de pression, notamment l'utilisation des médias. Cette évolution de leur perception d'eux-mêmes montre que les étudiants ont intégré la démocratie sociale comme l'une de leurs valeurs fondamentales¹⁷¹. Sans nul doute, cette grève inscrit les étudiants parmi les opposants au régime duplessiste. Mais plus encore, en plaidant pour la démocratisation de l'université et en affirmant le faire au nom de toute la jeunesse du Québec,

169. «Encouraging Words from Sauvé», *Daily*, vol. 49, n° 24, 26 octobre 1959, p. 2.

170. AGEUM, «Mémoire de l'AGEUM au Gouvernement de la Province de Québec. Re: Commission provinciale des Universités», AUdM, P 33/E.1.17, novembre 1960, p. 3.

171. Les étudiants de l'Université de Montréal se rapprochent ainsi des intellectuels de leur milieu. Léon Dion fait de la démocratie la grande lutte des «nouveaux intellectuels» des années cinquante. *Québec 1945-2000. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, op. cit., p. 375-383.

les grévistes tendent à élargir leurs frontières identitaires pour y inclure les jeunes de tous les milieux. En étendant à tous les jeunes leurs propres intérêts, les étudiants se posent encore en créateurs de discours sur la jeunesse.

* * *

Les années d'après-guerre et les années 1950 sont marquantes pour les communautés étudiantes montréalaises. Par la présence accrue des étudiantes, une brèche est faite dans le caractère exclusivement masculin de l'identité étudiante qui prévalait jusque-là. Mais aussi, le monde dans lequel évoluent les universités, et les étudiants par voie de conséquence, s'est transformé à la suite de la guerre. Comme le démontrent bien leur démarche d'ouverture à l'égard de la classe ouvrière et leur intérêt pour les questions internationales, les étudiants ne peuvent plus – et ne veulent plus – se confiner dans leur « tour d'ivoire ». En élargissant leurs horizons, ils approfondissent leur quête identitaire. Ces préoccupations ne sont pas nécessairement inédites, mais elles revêtent une ampleur nouvelle. Confrontés à plusieurs situations qui dépassent le cadre universitaire – la guerre froide, la menace d'un conflit nucléaire, la crise du financement des universités, une tendance occidentale à la démocratisation de l'éducation –, les étudiants reconsidèrent quelques-unes des bases de leur identité.

Jamais, durant toute la période étudiée, la distance n'aura été aussi grande entre les étudiants et les autorités universitaires. Tout en continuant à parler d'eux-mêmes comme d'une élite, les étudiants n'en proposent pas moins des mesures pour élargir l'accessibilité à l'université. À l'Université McGill, certains reviennent à une conception générationnelle. À l'Université de Montréal, les changements sont plus spectaculaires. Des étudiants de la montagne élaborent une identité étudiante reposant sur une idée de groupe social semblable à celle proposée par leurs confrères lors de la précédente période. Certains poussent la réflexion jusqu'à parler de classe sociale, soutenant que les étudiants forment une classe au même titre que les travailleurs. En faisant preuve d'ouverture face à la classe ouvrière, ces étudiants se rapprochent de ceux que Léon Dion appelle les « nouveaux intellectuels ». L'évolution apparaît plus fondamentale encore lorsque leurs représentants proposent de définir les étudiants par le recours à la notion de « jeune travailleur intellectuel ». Une telle notion, même si elle n'est utilisée que par une minorité, marque sans équivoque un désir de participation des étudiants à la vie de leur société. Elle repose sur la reconnaissance de leur statut particulier tout en contestant l'image passive d'eux-mêmes que leur renvoyait la définition habituelle de l'étudiant. Les étudiants doivent maintenant actualiser leur potentiel pour devenir une force positive et active dans les débats de société. Les autorités, de leur côté, ne semblent pas prendre acte de cette

évolution du discours identitaire des étudiants. Leur réaction se situe entre le durcissement et l'indifférence. S'appuyant toujours sur la même définition de l'université, elles continuent d'entretenir la vision traditionnelle de l'étudiant: pour elles, il demeure un «adulte en devenir», un membre de l'élite de demain.

La fin des années 1950 approchant, on constate une première véritable tentative de fonder une communauté étudiante québécoise qui transcenderait les différences nationales et religieuses et se cristalliserait autour d'une identité étudiante. À la faveur de la crise dans le financement des universités, les étudiants québécois entreprennent de se regrouper selon le modèle du groupe de pression. Lorsqu'on approfondit la question, on constate cependant que ce groupe n'est pas aussi cohérent que le discours étudiant officiel le laisse entendre. L'identité étudiante commune aux deux communautés montréalaises relève encore beaucoup plus de l'utopie que de la réalité.

Conclusion

Les pages qui précèdent font la preuve que l'identité n'est pas qu'un concept théorique, qu'elle est aussi, et surtout, la réponse complexe qu'apportent les individus et les groupes à la question « qui suis-je ? ». Au-delà des propos tenus par certains étudiants à titre individuel, en tant que groupe, les étudiants des deux universités montréalaises en sont venus à se reconnaître comme membres d'une communauté distincte – en vérité, il vaudrait mieux dire de deux communautés –, à se doter de porte-parole, à prendre part aux débats publics au nom de leur statut d'étudiants. Si leur vie s'articule autour de plusieurs pôles, que l'on pense à l'origine sociale, l'origine nationale, la religion, le genre, la classe d'âge, etc., leur discours n'est jamais tout à fait affranchi de leur condition située d'étudiants.

De 1895 à 1960, les étudiants de l'Université de Montréal et de l'Université McGill ont formulé des réponses variées à leurs questionnements identitaires. Sans concertation, les deux communautés étudiantes ont traversé sensiblement les mêmes étapes et ont eu recours à des notions assez semblables pour parler d'eux-mêmes. Au tournant du siècle se mettent en place sur les deux campus des lieux étudiants physiques et virtuels : maisons étudiantes et *student clubs*, associations étudiantes générales – principalement l'AGEUM et la Students' Society –, journaux, dont le *McGill Daily* et le *Quartier latin*. Mis sur pied au départ pour alimenter l'esprit universitaire, ces lieux sont vite devenus les vecteurs d'un véritable esprit étudiant, rendant dès lors possible l'affirmation d'une identité étudiante cohérente et portée par des instances légitimes, à défaut d'être complètement représentatives.

Au tout début de la période étudiée prévaut une conception de l'étudiant universitaire à laquelle viendront s'ajouter quelques autres au fil des décennies. Il s'agit de l'étudiant-élite de demain, conception qui

repose sur la jeunesse des étudiants et sur la position sociale privilégiée à venir qui est la leur. Toutefois, sensibles au monde qui les entoure et bien au fait d'enjeux qui dépassent leur milieu immédiat comme le nationalisme, l'éducation ou encore le choc des idéologies, les étudiants de l'après-Première Guerre mondiale en viennent à nuancer leur compréhension de la jeunesse. À McGill tout d'abord, cette tendance se traduit par l'émergence d'une conscience générationnelle. L'influence américaine est ici clairement perceptible : les étudiants mcgilliens réagissent, en effet, aux portraits peu reluisants qui sont faits de leur génération chez leurs voisins du sud. Piqués par ces accusations, ils y opposent une image beaucoup plus positive de leur génération, associant le progrès à la jeunesse et le conservatisme à la vieillesse, aux adultes. Les étudiants de l'Université de Montréal rejoindront leurs confrères mcgilliens sur le terrain générationnel durant les années de la crise, et ils les dépasseront en véhémence. Le nom même des groupes qui gravitent autour de l'université, les Jeune-Canada ou *La Relève* par exemple, en témoigne. Cette conscience générationnelle se distingue de celle développée à McGill lors de la précédente décennie : elle est à la fois plus catégorique, plus accusatrice, et elle puise ses origines du nationalisme canadien-français et, dans certains cas, du personnalisme français. Se posant en « génération sacrifiée », les étudiants rendent leurs aînés responsables de tous les maux de la Terre. Et surtout, ils sont convaincus d'être ceux qui ramèneront la paix et la prospérité en réhabilitant les valeurs trahies par les adultes. La rupture générationnelle n'est cependant pas consommée : certains adultes, Lionel Groulx en tête, réussissent à canaliser les énergies juvéniles. Eux aussi à la recherche des responsables de la crise et en accord avec certains de leurs professeurs tel Frank Scott, certains étudiants de McGill – les animateurs des revues *The Black Sheep* et *The Alarm Clock* notamment – montrent du doigt le système plutôt que les adultes. Leur conscience générationnelle cède le pas à la conviction de former un groupe social. Une telle évolution implique que les étudiants ne se perçoivent plus uniquement en fonction des adultes, mais par rapport à la société en général, qu'ils estiment partager des problèmes spécifiques, et qu'ils souhaitent défendre publiquement leurs intérêts. Ils veulent avoir voix au chapitre dans une société évoluant vers une démocratie sociale. La guerre viendra mettre une sourdine à leur discours purement étudiant.

Les années d'après-guerre se distinguent par un retour aux sources pour les étudiants mcgilliens. Assez peu loquaces, ils adhèrent de nouveau à la définition initiale de l'étudiant élite de demain, et ils ramènent à l'avant-scène la conscience générationnelle délaissée au profit de la notion de groupe social au plus dur de la crise. Forts de ces référents identitaires éprouvés, les étudiants mcgilliens s'ouvrent à un monde qui dépasse de loin les frontières de leur institution. Les grandes nouveautés sont toutefois à chercher du côté des étudiants de l'Université de Montréal durant

ces années. Sur le nouveau campus du mont Royal, les étudiants élargissent leurs horizons identitaires. Sans nier l'idée qu'ils forment l'élite de demain et qu'ils constituent la génération qui assurera la reconstruction saine d'un monde éprouvé par la guerre, ils explorent de nouvelles avenues identitaires. Influencés par les étudiants français, ils envisagent des conceptions novatrices d'eux-mêmes et de leur jeunesse. La notion de groupe social rencontre un terreau fertile sur le campus, tout comme celle de classe sociale. Mais la grande nouveauté demeure celle de « jeune travailleur intellectuel » empruntée à l'Union nationale des étudiants français. L'étudiant ainsi défini s'arrogé un rôle actif dans la société et, du coup, se donne droit de cité dans un monde fondé sur la productivité et la consommation.

Jusque-là, étudiants de McGill et de l'Université de Montréal avaient cheminé en s'observant d'assez loin, en s'affrontant violemment à quelques reprises et en tentant quelques maladroits rapprochements. À la fin des années 1950, la crise dans le financement des universités leur donne l'occasion de se rencontrer et de développer un fragile groupe de pression. Lâchement tissés, les liens qui unissent les étudiants de toutes les universités québécoises – dont les deux qui nous occupent ici – sont néanmoins assez solides pour donner lieu à la première grève étudiante générale au Québec. Bien que la notion de groupe de pression n'ait jamais été évoquée par les étudiants de la deuxième moitié des années 1950, elle a semblé la plus appropriée pour décrire le mouvement qui agite les communautés étudiantes de l'époque. On y perçoit la marque d'une intériorisation de la démocratie sociale fondée sur une reconnaissance de la participation directe des groupes, notamment par le recours aux médias. Le transfert démocratique n'est cependant pas complet : les étudiants considèrent toujours former l'avant-garde de la jeunesse et, à ce titre, ils semblent tenir pour acquis que ce qui est bon pour eux l'est pour tous les jeunes.

Avec cet ouvrage, j'ai voulu démontrer que l'identité relève d'un processus social fondé sur un rapport d'altérité. Dans le cas des étudiants montréalais, il ressort que cette définition de départ était non seulement valable, mais qu'elle a permis en plus de dégager plusieurs traits constitutifs de l'identité étudiante. Il est ainsi devenu évident qu'il n'y a jamais eu à proprement parler d'identité étudiante commune aux deux campus montréalais. Entretenant peu de rapports entre elles, les deux communautés étudiantes montréalaises ont construit leur identité en fonction de leur milieu social et de leur institution. Or les universités sont investies des valeurs de leur société et c'est sur elles que repose la charge de les transmettre aux étudiants. La construction identitaire des étudiants s'est conséquemment appuyée sur des structures, des traditions et des symboles différents. Dans la formation de l'identité étudiante, l'appartenance institutionnelle est première : avant de se considérer parties

prenantes d'une communauté étudiante plus vaste, les étudiants s'identifient d'abord à leur alma mater : catholique et canadienne-française d'un côté, protestante, britannique et, de plus en plus, canadienne de l'autre.

Une analyse approfondie du discours étudiant permet de constater que ceux-ci ne se limitent pas à interpréter leur condition de manière restrictive. Même si c'est d'abord ce qui les réunit, les étudiants ne se contentent pas d'être inscrits à une université ; ils font davantage qu'assister aux cours ou encore participer aux activités parascolaires. Lorsqu'ils se dotent de porte-parole, de journaux étudiants, d'associations, c'est qu'ils considèrent qu'il y a une *parole étudiante* qui mérite d'être dite. Cette conscience d'appartenir à un groupe, cette reconnaissance d'un type particulier de solidarité, n'est pas spontanée. Elle est le produit d'un processus jamais achevé, dont on peut dire qu'il dépasse la simple volonté des étudiants. En effet, pour que ceux-ci aient pu atteindre une certaine conscience de soi, il a fallu que d'autres leur renvoient une image d'eux-mêmes. C'est le rôle qu'ont joué auprès d'eux les autorités universitaires. Entre ces dernières et les étudiants, les va-et-vient du discours ont fondé une réflexivité, ce que Richard Jenkins appelle une *internal-external dialectic*¹.

Mais si elle est partielle et sans cesse révisée, l'identité étudiante n'en présente pas moins quelques constantes. Ainsi, d'un campus à l'autre et pour toute la période étudiée, elle se révèle genrée. Cette constante est d'autant plus apparente qu'elle dépasse les différences de conditions matérielles dévolues aux étudiantes des deux campus. Que les étudiantes de McGill bénéficient des installations du Royal Victoria College, et que celles de l'Université de Montréal soient presque complètement dépourvues en matière d'équipement sportif ou de divertissement ne semble pas changer foncièrement la situation des étudiantes face à leurs confrères. Les débats sur l'admission des étudiantes au sein de la communauté étudiante démontrent, au contraire, que pour se faire accepter, ces dernières doivent, au moins pour les premières décennies, refouler en partie leur féminité. D'un autre côté, pour justifier leur place à l'université, les étudiantes sont tenues de prouver que l'éducation supérieure ne les masculiniser pas. Autrement dit, en tant qu'étudiantes, les filles doivent, pour un temps du moins, composer avec une position identitaire ambivalente.

Il est une autre constante de l'identité étudiante : la jeunesse. En intégrant la jeunesse, catégorie sociale investie de plusieurs sens, à leur représentation d'eux-mêmes, les étudiants prennent acte du discours des autorités et de la société à leur endroit. Ils manœuvrent avec l'image de la jeunesse qui leur est offerte, une image le plus souvent marquée d'enthousiasme, d'entrain, etc. Ce discours qui les présente comme l'élite

1. Richard Jenkins, *Social Identity*, Londres et New York, Routledge, 1996, 206 p.

de demain demeure assez stable tout au long de la période étudiée dans les deux universités. Lorsqu'elles s'adressent aux étudiants, les autorités insistent presque toujours sur le fait que la condition d'étudiant, tout comme la jeunesse, est avant toute chose une période transitoire, une période de formation et de dépendance relative. Conséquemment, les autorités universitaires ont tendance à projeter dans l'avenir la fonction des étudiants. Les étudiants ne peuvent ignorer ce discours, puisque de celui-ci découle l'encadrement disciplinaire et moral dont ils sont l'objet. Assumant leur jeunesse, ils tentent, avec assez de succès, d'élaborer leur propre discours. Il s'agit même de l'aspect de leur identité sur lequel ils ont davantage fait preuve d'autonomie.

Pendant toute la période, les étudiants acceptent généralement d'être catégorisés comme des jeunes. Mais à la définition traditionnelle de la jeunesse s'en ajoutent progressivement d'autres. Que les étudiants parlent d'eux-mêmes en tant que génération, groupe social, classe, groupe de pression ou qu'ils utilisent des termes comme métier ou «jeune travailleur intellectuel», la jeunesse est toujours implicitement ou explicitement présente. Dans chaque cas, il s'agit d'interpréter la place particulière qu'occupent les étudiants dans la société. Et cette place est partiellement conditionnée par leur jeunesse. En tant qu'élite de demain, les étudiants conçoivent leur place dans la société en fonction de ce qu'ils deviendront une fois adultes, une fois leur formation terminée. Lorsqu'ils se perçoivent comme génération, ils se situent plutôt comme jeunes par rapport aux adultes, que ce soit pour se défendre des attaques de ces derniers ou encore pour leur adresser des reproches. En introduisant les notions de classe et de groupe social, les étudiants redéfinissent en profondeur leur place dans le monde: celle-ci n'est plus uniquement tributaire d'une relation aux adultes et à l'avenir, mais se comprend désormais par rapport à toute la société et implique une prise en compte du présent. À partir de ce moment, les notions de «jeune travailleur intellectuel» et de groupe de pression deviennent possibles.

En associant aussi étroitement leur statut d'étudiant et leur jeunesse, les étudiants en viennent à les confondre, à se présenter comme *les* jeunes. Tout en récupérant le discours social sur la jeunesse, ils se posent en producteurs de discours et ils tentent même, d'une certaine manière, de s'en attribuer le monopole. Ce n'est qu'au cours des années 1930 qu'ils sentiront faiblir leur emprise sur la jeunesse, les jeunes des milieux ouvriers prenant de plus en plus le devant de la scène. La réaction des étudiants sera de réaffirmer leur rôle d'élite. Ils prennent acte de l'existence des autres jeunes, mais ils s'adjugent le rôle de guide de la jeunesse. Une telle conception perdue au moins jusqu'à la fin des années 1950 alors qu'au nom du grand principe de la démocratisation de l'éducation, les étudiants déclenchent une grève générale.

Enfin, on aurait pu tenter de mesurer la place qu'occupe l'origine rurale ou urbaine dans l'identité étudiante. Les deux universités étant montréalaises, les étudiants se considèrent-ils comme des « étudiants montréalais » de la même manière qu'ils se considèrent « étudiants canadiens-français » ou « étudiants protestants » ? Peu de références ont été retrouvées à ce sujet. Doit-on y voir un angle mort de leur questionnement identitaire ou, au contraire, une preuve que pour eux, Montréal résume le Québec et le Canada ? Le même questionnement peut être soulevé à propos de l'origine sociale des étudiants. Jusqu'aux années 1950, celle-ci est généralement occultée, alors que des enquêtes socioéconomiques menées par les associations étudiantes mettent en lumière l'origine assez aisée des étudiants. L'AGEUM et la Students' Society utilisent les résultats de ces enquêtes dans leur bataille pour la démocratisation de l'université. Par ailleurs, les problèmes financiers, pourtant vécus depuis longtemps par les étudiants, ne sont plus associés à une image romantique de l'étudiant bohème, ils deviennent une « dure réalité » bien documentée et déplorable.

L'étude d'un cas de construction identitaire permet d'incarner en quelque sorte les grandes théories sur l'identité. Elle démontre qu'une quête identitaire n'est jamais éthérée. La constatation est importante puisqu'elle invite à ne pas dissocier la réponse identitaire du « lieu » et du « moment » d'où elle est formulée. Lorsque les étudiants s'interrogent sur la question nationale ou sur la jeunesse, par exemple, leur discours est médiatisé par la représentation qu'ils se font du statut d'étudiant et même, plus fondamentalement, par leur rattachement à la communauté étudiante, à ses idéaux, ses désillusions, etc. C'est dire que les solidarités « concrètes et immédiates » ne peuvent être écartées de l'analyse des identités globales. Loin d'empêcher une réflexion d'ensemble, pareille démarche permet au contraire de retrouver toute la complexité du processus identitaire et de ne pas céder à des généralisations abusives et souvent inconscientes.

Au terme de cette recherche, en suis-je arrivée à dégager une identité étudiante « achevée » ? Puis-je même avancer qu'il s'est bien construit telle chose qu'une identité étudiante ? Oui, parce que de 1895 à 1960, les étudiants et les étudiantes des deux universités montréalaises ont pris conscience – séparément il faut le rappeler – de leur situation particulière, de leur jeunesse, de leurs rapports avec les autorités. Ils ont développé des structures étudiantes, ils ont pris la parole à titre d'étudiants, ils ont tenté d'actualiser leur statut afin de prendre part aux débats publics de leur temps... Non, parce qu'il est impossible de formuler une réponse finale à la question « qui suis-je ? ». En 1960, l'identité étudiante n'a pas atteint sa forme définitive. Elle a pu être revisitée – et elle continuera de l'être – par toutes les générations d'étudiants qui se sont succédé dans les deux campus depuis ce temps. Une identité se construit, elle n'est jamais construite.

1

Annexe Les autorités universitaires

Tableau 1
Chanceliers et principaux de l'Université McGill (1895-1960)

Chanceliers	Principaux
<ul style="list-style-type: none">• (1889-1914) Sir Donald Alexander Smith (Lord Strathcona)• (1914-1917) Sir William Christopher Macdonald• (1918-1920) Sir Robert Laird Borden• (1921-1942) Sir Edward Wentworth Beatty• (1943-1946) Morris Watson Wilson• (1946-1952) Orville Sievwhrith Tyndale• (1952-1957) Bertie Charles Gardner• (1957-1964) Ray Edwin Powell	<ul style="list-style-type: none">• (1895-1919) Sir William Peterson• (1919-1920) Sir Auckland Campbell Geddes• (1920-1933) Sir Arthur Currie• (1935-1937) Arthur Eustace Morgan• (1937-1939) Lewis Williams Douglas• (1939-1962) Frank Cyril James

Tableau 2

Vice-recteurs, recteurs et secrétaires généraux de l'Université Laval à Montréal et de l'Université de Montréal (1895-1960)

Vice-recteurs et recteurs ¹	Secrétaires généraux
<ul style="list-style-type: none"> • (1889-1896) Jean-Baptiste Proulx (v-r) • (1896-1902) chanoine Zotique Racicot (v-r) • (1902-1904) M^{gr} Albert Archambault (v-r) • (1904-1918) M^{gr} Gaspard Gauth (v-r) • (1918-20) M^{gr} Georges Gauthier (v-r) • (1920-1923) M^{gr} Georges Gauthier (r) • (1923-1934) M^{gr} André-V.-J. Piette (r) • (1935-1955) M^{gr} Olivier Maurault (r) • (1955-1965) M^{gr} Irénée Lussier (r) 	<ul style="list-style-type: none"> • (1893-1897) abbé Georges Payette • (1897-1904) abbé Gustave Bourassa • (1904-1908) abbé Arthur Curotte • (1908-1917) abbé Desjardins • (1917-1919) M^{gr} Émile Chartier • (1920-1950) Édouard Montpetit • (1950-1955) Marcel Faribault • (1955-1961) Marc Jarry

1. Avant 1919-1920, il y avait un recteur à Québec, et le responsable de la succursale montréalaise avait le titre de vice-recteur. Les vice-recteurs sont ici désignés par (v-r), et les recteurs par (r).

2

Annexe Les dirigeants étudiants

2.1. À l'Université McGill

2.1.1. *Officiers des principales associations étudiantes*

Note: Les informations suivantes sont tirées du *Old McGill* (pour les noms et fonctions) et complétées avec les *students directories* et *alumni directories* (pour les affiliations). Lorsque disponibles, les noms et affiliations des présidents, vice-présidents, secrétaires et trésoriers sont mentionnés.

- **Students Club**
1898
 - Collin Campbell Ferguson, arts
 - Reginald H. Payne, médecine
 - George Arnold McCarthy, sciences appliquées
 - E.E. Howard, droit
- **Alma Mater Society**
1901-1902
 - président: A. Wainwright, droit
 - vice-président: G. Irving, arts
 - secrétaire: J.B. McKensie, médecine
 - trésorier: W.G. McBride, sciences1902-1903
 - président: T. McPherson, médecine
 - vice-président: M. McMorran, arts
 - secrétaire: F.A.C. Scrimger, médecine
 - trésorier: R.A. Chambers, sciences

1904

- président : J. DeWitt, droit
- vice-président : Thomas M. Fyshe, sciences appliquées
- secrétaire : John Gordon Archibald, arts
- trésorier : Richard Pollock Wallace, droit

1905

- président : Thomas M. Fyshe, sciences appliquées
- vice-président : Tarlbod Mercer Papineau, [droit ou arts]
- trésorier : George Shands, [médecine ou arts]

1906

- président : Francis G. Wickware, sciences appliquées
- vice-présidente : Miss Mabele Rorke, arts
- secrétaire : Dalraddy L. MacDonald, arts
- trésorier : William B. Hunter, médecine

1907

- information non disponible pour cette année

1908

- président : Murray G. Brooks, arts
- vice-président : A.G McGougan, arts
- secrétaire : Miss G. Sauvalle, Royal Victoria College
- trésorier : O.N. Brown, sciences

- **Student Executive Council de la Students' Society**

1909

- président : John T. Hackett, droit

1910

- président : Willis Robertson, sciences appliquées
- secrétaire : C.T. Hanratty, affiliation inconnue

1911

- président : John Harrison, médecine
- secrétaire : W.C. Common, affiliation inconnue

1912

- président : Georges S. Ramsay, médecine
- aucune autre information

1913

- président : John McNaughton, droit

Il est à noter qu'à partir de cette année, de nombreux représentants des équipes sportives (hockey, rugby, football, *athletics*, etc.) ont leur place au conseil. Il faut probablement y voir une indication de l'importance des sports dans la vie mcgillienne de l'époque.

1914

- président : Shirley G. Dixon, droit
- secrétaire : H.A. Melville. Melville n'est pas un étudiant, il s'agit d'un employé permanent (en poste probablement jusqu'en 1920).

1915

- président : J. Arthur Mathewson, droit
- vice-président : H.C. Beatty, arts

1916

- président : Arthur A. Lamb, médecine

1917

- président : Frank B. Common, droit

1918

- président : Harry H. Pitts, médecine

1919

- président : Ross R. Laing, sciences appliquées
- vice-président : Dudley E. Ross, médecine

1920

- président : W. N. Nicholson, affiliation inconnue
- vice-président : E.S. Mills, médecine
- secrétaire : J. Lalanne, remplace H.A. Melville comme employé permanent de l'association.

1921

- président : Douglas R. Learoyd, médecine
- vice-président : A. M. Robertson, sciences appliquées

1922

- Le *Old McGill*, publie la photo officielle du conseil mais elle n'est accompagnée d'aucune légende.

1923

- président : R.L. Hamilton, médecine
- vice-président : Bertram C. Rochester, sciences appliquées
- secrétaire-trésorier : Clarence H. Fraser, arts

1924

- président : Errol C. Amaron, arts
- vice-président : Howard O'Hagan, arts

1925

- président : Basil C. MacLean, médecine
- vice-président : Hugh D. MacMillan, affiliation inconnue
- secrétaire : G.H. Fletcher, remplace J. Lalanne comme employé permanent de l'association.

1926

- président : Basil C. MacLean, médecine
- vice-président : Brock F. Jamieson, arts

1927

- président : Errol C. Amaron, affiliation inconnue
- vice-président : R.B. Bell, sciences

1928

- président : Edward M.R. Casey, médecine
- vice-président : R. Stanley Quakenbush, médecine

1929

- président : H. Paul Melanson, arts
- vice-président : Fred E. Weldon, sciences appliquées

1930

- président : S. Boyd Millen, arts
- vice-président : F.B. Taylor, sciences

1931

- président : E.M. Astwood, arts
- vice-président : George S. McTeer, commerce

1932

- président : J. Alex Edmison, arts
- vice-président : J. Smit, médecine

1933

- président : A. Deane Nesbitt, génie et Gerald W. Halpenny, médecine
- vice-président : Lauchin J. Baker, médecine

1934

- président : Gerald H. Halpenny, médecine
- vice-président : D. W. Swail, affiliation inconnue ; W. Mitchell, droit

1935

- président : D. Lorne Gales, droit
- vice-président : G.G. Garcelon, médecine

1936

- président : Hollie E. McHugh, médecine
- vice-président : J.P. Anglin, droit

1937

- président : John A. Nolan, droit
- vice-président : George Owen, droit

1938

- président : Everett F. Crutchlow, médecine
- vice-président : John H. McDonald, arts

1939

- président : H. Drummond Smith, médecine
- vice-président : F. John Hogg, médecine

1940

- président : Russel R. Merifield, droit civil
- vice-président : Arnold Johnson, médecine

1941

- président : J.C. Gordon Young, médecine
- vice-présidente : Margery Gaunt, Women's union, arts

1942

- président : Glenn K. Cowan, [sciences]
- vice-président : Albert L. Danforth, dentisterie

1943

- président : R. Stewart Willis, droit civil
- vice-président : Ross A. Ritchie, génie

1944

- Informations non disponibles pour cette année.

1945

- président : John Costigan, droit
- vice-président : D. Bruce Ward, dentisterie

1946

- président : R. J. Balfour, génie
- vice-président : information inconnue pour cette année.

1947

- président : D. Alec Ross, génie
- vice-président : David Townsend, génie

1948

Informations non disponibles pour cette année.

1949

- président : Robert M. Gill, droit civil
- vice-président : Len Beaton, arts et sciences

1950

- président : C. McCallum, génie
- vice-président : M.G.C. Ellwood, arts

1951

- président : Boris Gardavasky, affiliation inconnue
- vice-président : Isadore Rosenfeld, médecine

1952

- président : Jacques Tétrault, droit civil
- vice-président : Chuck Taylor, arts

1953

- président : Melvin Rothman, droit civil
- vice-président : Ted Waugh, médecine

1954

- président : James Robb, droit civil
- vice-président : Robert Paulette, médecine

1955

- président : Marvin Gameroff, droit civil
- vice-président : C. Forbes, médecine

1956

- président : Avrum Cohen, droit civil
- vice-président : Donald Beauprie, chirurgie dentaire

1957

- président : Morris Shohet, génie
- vice-président : information inconnue pour cette année.

1958

- président : Louis Donolo, génie
- vice-président : information inconnue pour cette année.

1959

- président : Roy Heenan, droit civil
- vice-président : information inconnue pour cette année.

1960

- président : Bryce Weir, médecine
- vice-président : Zafar Khan, commerce

2.1.2. *Officiers des principaux journaux étudiants*

Note: Seuls les principaux responsables des journaux sont ici mentionnés. Rappelons cependant que des comités s'occupaient des publications, un ou une étudiante étant généralement responsable des principales chroniques et parties du journal (sport, arts, publicités, etc.). En règle générale, il y avait une étudiante responsable de la rubrique féminine.

- *McGill Fortnightly*
1894-1895
 - rédacteur en chef: Homer M. Jacquays, sciences
 - secrétaire: Reginal H. Rodgers, arts
- 1895-1896
 - rédacteur en chef: Robert T. Mullin, droit
 - secrétaire: J.C. Robertson, arts
- 1896-1897
 - rédacteur en chef: S.G. Archibald, arts
 - secrétaire: aucune information retrouvée pour cette année
- 1897-1898
 - Les informations disponibles dans le *Old McGill* ne permettent pas d'identifier l'éditorialiste en chef.
- *The Outlook*
1898-1899
 - rédacteur en chef: Miss Lucy Potter, donalda
- 1899-1900
 - rédacteur en chef: J.C. Macmillan [ou Macmillal], arts
- 1900-1901
 - rédacteur en chef: Joseph H. Copeman, arts
- 1901-1902
 - rédacteur en chef: H.P. Borden, sciences
- 1902-1903
 - rédacteur en chef: Alan Dale Harris, arts
- 1904
 - rédacteur en chef: F. G. Wickware, arts
- 1905
 - rédacteur en chef: Charles Henry Blanchard, arts
- 1906
 - rédacteur en chef: C.H. Payne, arts
- 1907-1908
 - pas de publication
 - *The Martlett*
- 1909
 - rédacteur en chef: Charles S. Lemesurier, arts

– *McGill Daily*

Note: Pour le *Daily*, seuls les noms et affiliations du président et de l'éditorialiste en chef sont pris en compte, lorsque disponibles. À partir de 1928, le poste de président est aboli. Il est à noter que pour certaines années, le comité d'édition est formé de près de 40 personnes.

1912

– rédacteur en chef: W.E.G. Murray, affiliation inconnue

1913

– rédacteur en chef: Westcote L. Cassels, sciences appliquées

– président: Henry W. Morgan, arts

1914

– président: J. Hall, sciences appliquées

1915

– rédacteur en chef: E.A. Leslie, sciences appliquées

– président: H.C. Beatty, [arts]

1916

– rédacteur en chef: Hamillan R. Morgan, arts

– président: C.J. Tidmarsh, arts

1917

– rédacteur en chef: T.J. Kelly, affiliation inconnue

– président: Hamillan R. Morgan, arts

1918

– rédacteur en chef: Algy S. Noad, arts

– président: Kyraikos P. Tsolainos, arts

1919

– rédacteur en chef: Algy S. Noad, arts

– président: W. C. Nicholson, affiliation inconnue

1920

– rédacteur en chef: James N. Peterson, arts

– président: E.S. Mills, médecine

1921

– rédacteur en chef: Clark (Le prénom n'étant pas mentionné, il est impossible de le retrouver dans les annuaires, il y a des Clark dans plusieurs facultés.)

– président: Petersen (probablement James N. Peterson, arts, éditorialiste en chef de 1920).

1922

– *The Old McGill*, publie la photo officielle du comité du *McGill Daily*, mais elle n'est accompagnée d'aucune légende.

1923

– rédacteur en chef: Howard O'Hagan, arts

– président: George H. Craik, sciences appliquées

1924

– rédacteur en chef: Stanley M.E. Read, arts

– président: Howard O'Hagan, arts

1925

– rédacteur en chef et président: Hugh D. MacMillan, affiliation inconnue

1926

– rédacteur en chef et président: T. Miles Gordon, arts

1927

– rédacteur en chef et président: A.R. Harkness, affiliation inconnue

1928

- rédacteur en chef: Charles Hadden Dawes, affiliation inconnue

Note: À partir de cette année, la composition du comité de rédaction semble se fixer: on retrouve désormais un *news editor*, une *women's editor*, un *managing editor*, un *sport editor* et un *advertising editor*. À cela s'ajoute une équipe de collaborateurs plus ou moins imposante selon les années.

1929

- rédacteur en chef: John S. Smit, médecine

1930

- rédacteur en chef: P. Mathams, arts

1931

- rédacteur en chef: William A. Barclay, commerce

1932

- rédacteur en chef: Adam S. Marshall, génie

1933

- rédacteur en chef: Allan D. Talbot, arts, [remplacé par] Howard A. Doig, affiliation inconnue

1934

- rédacteur en chef: Robert A.C. Douglas, commerce

1935

- rédacteur en chef: H.A. Lindsay Place, droit

1936

- rédacteur en chef: John Nolan, droit

1937

- rédacteur en chef: John H. McDonald, arts

1938

- rédacteur en chef: John H. McDonald, arts

1939

- rédacteur en chef: Gerald Clark, arts et science

1940

- rédacteur en chef: Malcolm N. Davies, arts

1941

- rédacteur en chef: Jack L. Greenwood, droit

1942

- rédacteur en chef: Harry N.H. Lash, [arts]

1943

- rédacteur en chef: Raymond Ayoub, sciences

1944

- informations non disponibles pour cette année

1945

- rédacteur en chef: H.A. Richter, arts

1946

- rédacteur en chef: Charles Wassermann, arts

1947

- rédacteur en chef: Allan Knight, médecine

1948

- informations non disponibles pour cette année

1949

- rédacteur en chef: Fred Cleman, arts

- 1950
 - rédacteur en chef: Clyde Kennedy, sciences
- 1951
 - rédacteur en chef: John Scott, [arts ou dentisterie]
- 1952
 - rédacteur en chef: Eddie Kingstone, sciences
- 1953
 - rédacteur en chef: David Grier, arts
- 1954
 - rédacteur en chef: Frederick Lowy, arts
- 1955
 - rédacteur en chef: John Fraser, arts
- 1956
 - rédacteur en chef: Morris Shohet, génie
- 1957
 - rédacteur en chef: Robert Reich, sciences
- 1958
 - rédacteur en chef: Neville Linton, commerce
- 1959
 - rédacteur en chef: Gordon Wasserman, arts
- 1960
 - rédacteur en chef: Roger Phillips, sciences

2.2. À l'Université de Montréal (Université Laval à Montréal)

2.2.1. *Officiers des principales associations étudiantes*

Note: Les informations sont beaucoup moins complètes pour les associations étudiantes de l'Université de Montréal. Avant 1931, elles sont incomplètes à la fois pour la Fédération universitaire et pour l'AGEUM. Les noms des présidents et vice-présidents sont mentionnés lorsque disponibles. Les affiliations sont disponibles jusqu'en 1951-1952, année où s'arrête la publication des annuaires.

- **Fédération universitaire**
 - 1914
 - président: Amédée Monet, affiliation inconnue
- **AGEUM**
 - 1926-1927
 - président: Léo Lespérance, affiliation inconnue
 - 1929-1930
 - président: René L'Heureux, affiliation inconnue
 - 1931-1932
 - président: Roger Larose, pharmacie
 - vice-président: Paul E. Beaudet, chirurgie dentaire

1932-1933

- président : Guy Legault, droit
- vice-président : Paul Dumas, médecine

1933-1934

- président : Louis-Philippe Robert, chirurgie dentaire
- vice-président : Yvon-R. Tassé, Polytechnique

1934-1935

- président : Roger Dufresne, médecine
- vice-président : Gilles Lévesque, droit

1935-1936

- président : Louis Trudel, Polytechnique
- vice-président : Sarto Beaudoin, pharmacie

1936-1937

- président : Paul Lemonde, sciences sociales
- vice-président : Gérard Ducharme, médecine

1937-1938

- président : J. Albert Lefebvre, pharmacie
- vice-président : Marc Del Vecchio, médecine

1938-1939

- président : Daniel Johnson, droit
- vice-président : Roland Cloutier, médecine

1939-1940

- président : Charles-A. Beaudet, chirurgie dentaire
- vice-président : Fernand Brossard, droit

1940-1941

- président : Georges Lachaine, médecine
- vice-président : Paul Lévesque, droit

1941-1942

- président : Florian Leroux, Polytechnique
- vice-président : Jean-Jacques Élie, sciences

1942-1943

- président : Marcel Caron, École des Hautes Études commerciales (HEC)
- vice-président : Pierre Turgeon, médecine

1943-1944

- président : Pierre-E. Duranceau, sciences
- vice-président : Jacques Noiseux, droit

1944-1945

- président : Sylvain Cousineau, pharmacie
- vice-président : Roland Diamond, HEC

1945-1946

- président : Charles-A. Lussier, droit
- vice-président : Bernard Laramée, médecine

1946-1947

- président : Bernard Laramée, médecine
- vice-président : Florian Térriault, chirurgie dentaire

1947-1948

- président : Jean-Guy Décarie, HEC
- vice-président : Gilles Marchand, sciences

1948-1949

- président : Guy Pratt, droit
- vice-président : Gilles Bergeron, [HEC ou Polytechnique]

1949-1950

- président : Gilles Bergeron, [HEC ou Polytechnique]
- vice-président : Denis Lazure, médecine

1950-1951

- président : Denis Lazure, médecine
- vice-président : Jean-Louis Hébert, chirurgie dentaire

1951-1952 (*fin des annuaires)

- président : Jean-Noel Rouleau
- vice-président : Jacques Dansereau, remplacé par Gilles Lortie, remplacé par Robert Bisailon.

1952-1953

- président : Luc Geoffroy
- vice-président : Bernard Lachapelle

1953-1954

- président : Georges Lahaise, remplacé par Omer Poulin, remplacé par Claude Tellier.
- vice-président : Jacques Gaboury

1954-1955

- président : Claude Tellier
- vice-président : Jean-Claude Dupras

1955-1956

- président : Gilles Legault
- vice-président : Pierre Fortier, Polytechnique
- vice-présidente : Hélène Rousseau (Création cette année d'un poste de vice-présidente, avec droit de vote à l'exécutif, pour représenter les filles à l'AGEUM. Seule année où la mesure semble avoir été mise en œuvre. Aucune raison n'est mentionnée pour expliquer la non-reconduction du poste.)

1956-1957

- président : Jean Thibault
- vice-président : Gérald McMartin, remplacé par Georges Hooper.

1957-1958

- président : Georges Hooper
- vice-président : René Laberge

1958-1959

- président : Jean Cournoyer
- vice-président : Robert Filiatrault

1959-1960

- président : Hubert Reid
- vice-président : Jacques Guérin, remplacé par Conrad Berthiaume.
- vice-président aux affaires extérieures : Denis Vaugeois, remplacé par Gilles Chatel.

2.2.2. *Officiers des principaux journaux étudiants*

- *Le Journal des étudiants*
Informations non disponibles.
- **L'Étudiant**
1911-1912 (vol. 1)
 - directeur et président (Société de publication de Laval): Gustave Lacasse
 - rédacteur en chef: Charles Chamberlan
 1913-1914 (vol. 3)
 - rédacteur en chef: [Jacques Hermil]
- **L'Escholier**
1915-1916 (vol. 1)
 - Fondé par Victor Barbeau, Jean Chauvin et Ubald Paquin.
 1916-1917 (vol. 2)
 - rédacteur en chef: [Jean Druys]
- *Le Quartier Latin*
1921 (vol. 3)
- directeur: Errol Boucher
1921-1922 (vol. 4)
 - directeur: Errol Boucher
 - rédacteur en chef: Olivier Carignan, remplacé par Jean Bruchési.
 1922-1923 (vol. 5)
 - directeur: Hubert Loiselle
 - rédacteur en chef: Roger Brossard, remplacé par Jean Bruchési.
 1923-1924 (vol. 6)
 - directeur: Alexandre Marcotte
 - rédacteur en chef: Jean Bruchési, remplacé par Viateur Farley, remplacé par Marius Péladeau.
 1924-1925 (vol. 7)
 - directeur: Léon Lortie
 - rédacteur en chef: Marius Péladeau, remplacé par Rodolphe Godin.
 1925-1926 (vol. 8)
 - directeur: Rodolphe Godin
 - rédacteur en chef: Yves Lafleur
 1926-1927 (vol. 9)
 - directeur: Philippe Montpetit
 - rédacteur en chef: Armand Pagé
 1927-1928 (vol. 10)
 - directeur: Armand Pagé, remplacé par Paul Laroque
 - rédacteur en chef: Paul Laroque, remplacé par Édouard Bernard.
 1928-1929 (vol. 11)
 - directeur: Joseph Millet
 - rédacteur en chef: Georges Langlois, remplacé par Léon Maurras.
 1929-1930 (vol. 12)
 - directeur: Wilbrod Bonin
 - rédacteur en chef: J.-P. Verschelden, sciences sociales

1930-1931 (vol. 13)

- directeur: Paul Dumas, médecine
- rédacteur en chef: Roger Larose, pharmacie, remplacé par Guy Bournival, HEC.

1931-1932 (vol. 14)

- directeur: Paul Leblanc, droit
- rédacteur en chef: Pierre Bertrand, droit, remplacé par Rodrigue Théoret, médecine.

1932-1933 (vol. 15)

- directeur: Ignace Deslauriers, droit
- rédacteur en chef: Cléophas Saint-Aubin, droit, remplacé par Louis-René Lagacé, droit.

1933-1934 (vol. 16)

- directeur: Maurice Paquin, droit
- rédacteur en chef: Ritchie Bellemare, droit, remplacé par Claude Demers, droit.

1934-1935 (vol. 17)

- directeur: Gérard Ducharme, médecine
- rédacteur en chef: Louis Pellan, droit

1935-1936 (vol. 18)

- directeur: J.-Gérard Joncas, médecine
- rédacteur en chef: François Paquin, médecine

1936-1937 (vol. 19)

- directeur: Jean Vallerand, sciences sociales
- rédacteur en chef: Maurice Archambault, droit

1937-1938 (vol. 20)

- directeur: Jean Vallerand, sciences sociales
- rédacteur en chef: Roger Chaput, droit

1938-1939 (vol. 21)

- directeur: André Dussault, droit
- rédacteur en chef: Jean Vallerand, sciences sociales

1939-1940 (vol. 22)

- directeur: Jacques Duquette, droit
- rédacteur en chef: Roger Beaulieu, [droit ou médecine]

1940-1941 (vol. 23)

- directeur: Jacques Duquette, droit
- rédacteur en chef: Roger Beaulieu, [droit ou médecine]

1941-1942 (vol. 24)

- directeur: Jacques Genest, médecine
- rédacteur en chef: Marcel Théoret, HEC

1942-1943 (vol.25)

- directeur: Maurice Blais, médecine
- rédacteur en chef: Gaston Pouliot, droit

1943-1944 (vol. 26)

- directeur: Gaston Pouliot, droit, remplacé par Charles-A. Lussier, droit.
- rédacteur en chef: Charles-A. Lussier, droit, remplacé par Roger Rolland, affiliation inconnue.

1944-1945 (vol. 27)

- directeur: Charles-A. Lussier, droit
- rédacteur en chef: Pierre D'Avignon, affiliation inconnue, remplacé par Georges-Henri Blouin, droit.

1945-1946 (vol. 28)

- directeur: Jacques Hébert, [relations industrielles ou Polytechnique]
- rédacteur en chef: Jean-Louis Roux, médecine

1946-1947 (vol. 29)

- directeur: Guy Beaugrand-Champagne, relations industrielles
- rédacteur en chef: Jean-Baptiste Boulanger, médecine

1947-1948 (vol. 30)

- directeur: Camille Laurin, médecine
- rédacteur en chef: Pierre Lefebvre, médecine

1948-1949 (vol. 31)

- directeur: Pierre Lefebvre, médecine
- rédacteur en chef: Pierre Tanguay, Polytechnique

1949-1940 (vol. 32)

- directeur: Pierre Perreault, Polytechnique
- rédacteur en chef: Serge Lapointe, sciences

1950-1951 (vol. 33)

- directeur: Hubert Aquin, philosophie
- rédacteur en chef: Marcel Blouin, pharmacie

1951-1952 (vol. 34)

- directeur: Gilles Duguay, remplacé par Denis Bousquet.
- rédacteur en chef: Vianney Therrien

1952-1953 (vol. 35)

- directeur: Luc Cossette
- rédacteur en chef: Jacques Mackay, remplacé par Fernand Côté.

1953-1954 (vol. 36)

- directeur: Yvon Côté
- rédacteur en chef: Fernand Côté

1954-1955 (vol. 37)

- directeur: Yves Guérard
- rédacteur en chef: André Belleau, remplacé par Claude Asselin, remplacé par Gilles Mathieu.

1955-1956 (vol. 38)

- directeur: François Vachon, remplacé par Gilles Poupard
- rédacteurs en chef: Hélène Pelletier et Gilles Poupard, remplacés par André Paquette.

1956-1957 (vol. 39)

- directeur: [William Gauthier-Morris]
- rédacteur en chef: information non disponible.

1957-1958 (vol. 40)

- directeur: Julien Aubert
- rédacteur en chef: Jean Paré

1958-1959 (vol. 41)

- directeur: Julien Aubert, remplacé par Gilles-G. Tessier
- rédacteur en chef: Denis Vincent, remplacé par Pierre Martin.

1959-1960 (vol. 42)

- directeur: Pierre Martin, remplacé par Équipe éditoriale

Bibliographie

1.1. Sources

1.1.1. Archives

Université de Montréal

- Fonds A 113, Commission spéciale chargée d'étudier le problème de l'Université de Montréal
- Fonds D 1, Rectorat
- Fonds D 35, Secrétariat général (première et deuxième série)
- Fonds P 2, Émile-Chartier
- Fonds P 3, Jean-Baptiste-Proulx
- Fonds P 6, Irénée-Lussier
- Fonds P 7, Olivier-Maurault
- Fonds P 8, Édouard-Montpetit
- Fonds P 29, Association des étudiants en droit de l'Université Laval à Montréal
- Fonds P 33, Association générale des étudiants de l'Université de Montréal
- Fonds P 61, Comité des professeurs

Université McGill

- Fonds RG 1, Chancellor
- Fonds RG 2, Office of the Principal and Vice-Chancellor
- Fonds RG 7, Registrar
- Fonds RG 8, Secretariat of Senate
- Fonds RG 42, Royal Victoria College
- Fonds RG 46, Athletics
- Fonds RG 74, Students Services
- Fonds RG 75, Students Organisations

Note: J'ai dû effectuer une recherche supplémentaire dans le cas de l'Université de Montréal. Les fonds de fonctions officielles (secrétariat général et rectorat) ne regroupent pas, comme c'est le cas à McGill, ceux des divers occupants de ces fonctions.

1.1.2. Journaux et revues

Université de Montréal

- *Le Journal des étudiants*, 1895-1896
- *L'Étudiant*, 1911-1915
- *L'Escholier*, 1915-1917
- *Le Quartier latin*, 1919-[1960]

Université McGill

- *Old McGill*, 1896-97-1960
- *McGill Fortnightly*, 1892-1898
- *McGill Outlook*, 1898-1907
- *(McGill) Martlet*, 1908-1911
- *McGill Daily*, 1911-[1960]
- *The McGill Fortnightly Review*, 1925-1927
- *The McGilliad*, 1930-1931
- *The Alarm Clock*, 1933
- *The Black Sheep*, 1933
- *The Fig Leaf*, 1954

Autres (dépouillement ponctuel)

- *La Relève*
- *Le Canada*
- *Le Devoir*
- *La Nouvelle Abeille*
- *La Patrie*
- *La Presse*
- *Le Semeur*
- *Notre Temps*
- *Revue trimestrielle canadienne*
- *The Gazette*
- *The Montreal Star*

1.1.3. Documents imprimés

Annuaire généraux, Université de Montréal, Montréal, 1920-1951.

Annual Reports, Université McGill, [1895]-[1960].

BEATTY, Edward W. (1935). *Baccalaureate Address Delivered at McGill University by E.W. Beatty, K.C., LL.D., Chancellor*, Montréal, 25 mai, 8 p.

BEAUGRAND-CHAMPAGNE, Pierre-Paul (1933). *Album souvenir de l'Université de Montréal*, [s.l.], Pierre-Paul Beaugrand-Champagne, Propagandiste-Publiciste-Éditeur, 145 p.

BELLAVANCE, Samuel, s.j. (1914). *Pour préparer l'avenir*, Montréal, Imprimerie du Messager, 146 p.

CROSS, Harold C. (1951). *One Hundred Years of Service with Youth. The Story of the Montreal Y.M.C.A., 1851-1951*, Montréal, [s.é.], 367 p.

- Ce que dit la jeunesse... Conférences prononcées sous les auspices de l'Association des étudiants des Hautes Études commerciales* (1920). Montréal, La Société des Conférences Éditeurs, 170 p.
- CURRIE, Sir Arthur (1933). *Two Addresses by Sir Arthur Currie. Printed for the Students. December 16, 1933, by order of the Board of Governors.*
- CURRIE, Sir Arthur (1932). *Disarmament. An Address Delivered by Sir Arthur Currie, à titre de Chairman of the Meeting of the National Republican Club of New York, 16 janvier.*
- DAVIES, Blodwen (1948). *Youth Speaks Its Mind*, Toronto, The Ryerson Press, 232 p.
- DAWSON, Sir J.W. (1891-1892). *The Canadian Student*, conférence prononcée à la Annual McGill University Lecture.
- DE LA FOURNIÈRE, Michel et François BORELLA (1957). *Le syndicalisme étudiant*, Paris, Seuil, 187 p.
- DION, Léon (1958). *L'esprit démocratique chez les Canadiens de langue française*, Conférence, [s.l.], 16 p.
- EMONET, B. (1908). *Les devoirs du jeune homme*, Paris, Beauchesne, 127 p.
- FETHERSTONHAUGH, Robert Collier (1947). *McGill University at War, 1914-1918, 1939-1945*, Montréal, McGill University, 437 p.
- GAUTHIER, Georges (1920). *La mission de l'Université*, Bibliothèque de l'Action française, 26 p.
- GROULX, Lionel (1938). *Une Croisade d'adolescents*, 2^e éd., Montréal, Librairie Granger Frères, 257 p. Édition revue et corrigée. Première édition, Québec, L'Action sociale, 1912, 264 p.
- GROULX, Lionel (1938). *Faites-nous des hommes. Préparation des jeunes à leurs tâches prochaines*, Montréal, Les Éditions de la JIC, 32 p.
- HARVEY, Jean-Charles (1935). *Jeunesse*, [s.l.], Les Éditions de Vivre, 59 p.
- LEACOCK, Stephen ([1934]). *The Pursuit of Knowledge. A Discussion of Freedom and Compulsion in Education*, New York, Liveright Publishing, 48 p.
- Le Congrès de la jeunesse à Ottawa en 1910. Rapport officiel du congrès tenu à Ottawa par l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, les 24, 25, 26 et 27 juin 1910* (1910), Montréal, [s.é.], 146 p.
- Le Congrès de la jeunesse à Québec en 1908. Rapport officiel du congrès tenu à Québec par l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française les 23, 24, 25 et 26 juin 1908, à l'occasion des fêtes du deuxième centenaire de M^{sr} de Laval, premier évêque de la Nouvelle-France* (1909). Montréal, [s.é.], 459 p.
- Le devoir social au Canada français. Rapport officiel du Congrès décennal de l'A.C.J.C. tenu à Montréal du 28 juin au 1^{er} juillet 1914* (1915). Montréal, Bureaux de l'ACJC, 307 p.
- LEWIS, Sinclair (1922). *Babbitt*, New York, Harcourt, Brace and Co., 401 p.
- Loi concernant la charte de l'Université de Montréal, 14 Georges VI, Chapter 142, sanctionnée le 29 mars 1950.*

- Loi constituant en corporation l'Université de Montréal, sanctionnée le 14 février 1920* (1920). Montréal, Arbour et Dupont, 18 p.
- MACMILLAN, Cyrus (1921). *McGill and its Story. 1821-1921*, Londres, New York et Toronto, The Oxford University Press, 304 p.
- MCKOWN, Harry C. (1944). *The Student Council*, New York et Londres, McGraw-Hill, 352 p.
- MONTPETIT, Édouard (1931). *Pour une doctrine*, Montréal, Librairie d'action canadienne-française, 251 p.
- MONTPETIT, Édouard (1917). « Notre avenir. L'enseignement professionnel et la constitution d'une élite », *Revue trimestrielle canadienne*, 2^e année, n^o 8, p. 305-321.
- MOTT, John R. (1946). *Addresses and Papers. Volume II. The World's Student Christian Federation*, New York, Association Press, 606 p.
- NEWMAN, John Henry (1968). *Textes newmaniens. VI. L'idée d'université définie et expliquée. Les discours de 1852*, textes publiés par L. Bouyer et M. Nédoncelle, [s.l.], Les Éditions Desclée de Brouwer, 513 p.
- PERRAULT, Antonio (1921). *Préparons les cadres*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 69 p.
- Règlements révisés de l'Université de Montréal* (1927). Montréal, Arbour et Dupont.
- SPENCER, Herbert (1882). *De l'éducation intellectuelle, morale et physique*, 4^e éd., Paris, Librairie Germer Baillière et Cie, 304 p.
- Students' Hand Book* ([1890-1895]). [Montréal], McGill University YMCA.
- The Making of Man* (1899). McGill.
- TUTTLE, George (1946). *Youth Organizations in Canada. A Reference Manual. Prepared for The Canadian Youth Commission*, Toronto, The Ryerson Press, 110 p.
- Youth and the Christian Way of Life in a Changing World. Helps to Discussion* (1926). Genève, World's Committee YMCA, 141 p. (19th World Conference YMCA, Helsingfors, Finlande, 1^{er} au 6 août).
- 2. Outils bibliographiques et anthologies**
- BEAULIEU, André et Jean HAMELIN (1973-1990). *La presse québécoise des origines à nos jours*, 2^e éd., Québec, Les Presses de l'Université Laval, 10 volumes.
- CORBO, Claude et Marie OUELLON (2001). *L'idée d'université. Une anthologie des débats sur l'enseignement supérieur au Québec de 1770 à 1970*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 377 p.
- LAMONDE, Yvan (1989). *L'histoire des idées au Québec. 1760-1960*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 167 p.
- LAMONDE, Yvan (1983). *Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980)*, Québec, IQRC, 275 p.
- PERRAULT, Isabelle (1988). *Autour des jeunes. Reconnaissance bibliographique*, Québec, IQRC, document de recherche n^o 17, 422 p.

SUTHERLAND, Neil *et al.* (1992). *History of Canadian Childhood and Youth. A Bibliography*, Westport, Greenwood Press, 486 p.

3. Ouvrages, articles et thèses

ALLEN, Sheila (1973). «Some Theoretical Problems in the Study of Youth», dans Harry Silverstein (dir.), *The Sociology of Youth. Evolution and Revolution*, New York, The Macmillan Company, p. 51-62.

ALTBACH, Philip G. (dir.) (1989). *Student Political Activism. An International Reference Handbook*, New York, Greenwood Press, 505 p.

ALTBACH, Philip G. (1974). *Student Politics in America. A Historical Analysis*, New York, McGraw-Hill, 249 p.

ANCTIL, Pierre (2002). «Interlude of Hostility : Judeo-Christian Relations in Quebec in the Interwar Period, 1919-1939», dans Michael D. Behiels (dir.), *Quebec since 1800. Selected Readings*, Toronto, Irwin Publishing, p. 396-423.

ATTIAS-DONFUT, Claudine (1991). *Génération et âges de la vie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. «Que sais-je?», 126 p.

AXELROD, Paul (2002). *Values in Conflict: The University, the Marketplace and the Trial of Liberal Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 203 p.

AXELROD, Paul (1994). «Le mouvement étudiant dans les années trente au Canada», dans Raymond Hudon et Bernard Fournier (dir.), *Jeunesses et politique. Tome 2. Mouvements et engagements depuis les années trente*, Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval et L'Harmattan, p. 119-162.

AXELROD, Paul (1990). *Making a Middle Class. Student Life in English Canada during the Thirties*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 269 p.

AXELROD, Paul et John G. REID (dir.) (1989). *Youth, University and Canadian Society: Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 381 p.

BARBEAU, Victor (1977). *La tentation du passé*, Montréal, Les Éditions de la Presse, 179 p.

BARMAN, Jean (1995). *First Nations Education in Canada. The Circle Unfold*, Vancouver, University of British Columbia Press, 355 p.

BASSO, Jacques-A. (1983). *Les groupes de pression*, Paris, Presses universitaires de France, coll. «Que sais-je?», 127 p.

BEAUCHEMIN, Marie (1992). *La centralité de l'État-providence dans le mode de vie des étudiants universitaires : 1950-1985*, M.A. (histoire), Université Laval, 139 p.

BÉDARD, Éric (1998). *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Québec, Septentrion, 199 p.

BÉDARD, Éric (1995). «L'idéologie syndicale étudiante : du discours à la pratique. Le cas de l'AGEUM (1950-1969)», *Bulletin du RCHTQ*, vol. 21, n° 1, p. 13-31.

BEHIELS, Michael D. (1978). «L'Association catholique de la jeunesse canadienne-française and the Quest for a Moral Regeneration, 1903-1914», *Revue d'études canadiennes / Journal of Canadian Studies*, vol. 13, n° 2, p. 27-41.

- BÉLANGER, André-J. (1977). *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, la JEC, Cité Libre et Parti Pris*, Montréal, Hurtubise HMH, 219 p.
- BÉLANGER, Claude (1970). *Analyse de quelques thèmes dans le Quartier latin (1919-1945)*, M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 106 p.
- BÉLANGER, Réal (1983). *L'impossible défi. Albert Sévigny et les conservateurs fédéraux (1902-1918)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 368 p.
- BELDEN FIELD, A. (1989). «France», dans Philip G. Altbach (dir.), *Student Political Activism. An International Reference Book*, New York, Greenwood Press, p. 223-236.
- BELDEN FIELDS, A. (1970). *Student Politics in France. A Study of the Union Nationale des Étudiants de France*, New York, Basic Books, 198 p.
- BERNARD, Jacques, Michel RHEINDORF et Philippe THOMASSIN (1980). «Les jeunes comme classe d'âge», *Critère*, n° 29, p. 13-20.
- BERTRAND, Lison (1989). *Le mythe de l'éternelle jeunesse dans le discours publicitaire au Québec (1920-1950)*, M.A. (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 180 p.
- BIENVENUE, Louise (2003). *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 291 p.
- BIZIER, Hélène-Andrée (1993). *L'Université de Montréal. La quête du savoir*, [s.l.], Libre Expression, 311 p.
- BOUCHARD, Gérard (2000). *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde. Essai d'histoire comparée*, Montréal, Boréal, 503 p.
- BOURDIEU, Pierre (1980). «La jeunesse n'est qu'un mot», dans *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, p. 143-154.
- BOURQUE, Gilles, Jules DUCHASTEL et Jacques BEAUCHEMIN (1994). *La société libérale duplessiste. 1940-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 435 p.
- BRADBURY, Bettina (1995). *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 368 p.
- BRAKE, Mike (1980). *The Sociology of Youth Culture and Youth Subcultures. Sex and Drugs and Rock'n'roll*, Londres et Boston, Routledge et Keagan Paul, 204 p.
- BRAUNGART, Richard G. (1984). «Historical Generations and Generation Units: A Global Pattern of Youth Movements», *Journal of Political and Military Sociology*, vol. 12, n° 1, p. 113-135.
- BURDEAU, Georges (1956). *La démocratie*, Paris, Seuil, 185 p.
- BURKE, Sara Z. (2001). «"Being unlike Man" Challenges to Co-education at the University of Toronto, 1884-1909», *Ontario History*, vol. 93, n° 1, p. 11-31.
- BURKE, Sara Z. (1999). «New Women and Old Romans: Co-education at the University of Toronto, 1884-95», *Canadian Historical Review*, vol. 80, n° 2, p. 219-241.

- CAMBRON, Micheline (dir.) (2005). *La vie culturelle à Montréal vers 1900*, [Montréal], Fides et Bibliothèque nationale du Québec, 412 p.
- CHARLE, Christophe et Jacques VERGER (1994). *Histoire des universités*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je? », 126 p.
- CHARTIER, Roger (1998). *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Éditions Albin Michel, 292 p.
- CHARTRAND, Luc, Raymond DUCHESNE et Yves GINGRAS (1987). *Histoire des sciences au Québec*, Montréal, Boréal, 487 p.
- CHERRY, Conrad, Betty A. DEBERG et Amanda PORTERFIELD (2001). *Religion on Campus*, Chapel Hill et Londres, The University of North Carolina Press, 316 p.
- CHOUINARD, Denis (1986). « Des contestataires pragmatiques : les Jeune-Canada, 1932-1938 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 1, p. 5-28.
- CHRISTIE, Nancy et Michael GAUVREAU (1996). *A Full-Orbed Christianity. The Protestant Churches and Social Welfare in Canada. 1900-1940*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 367 p.
- COHEN, Robert (1989). « Student Activism in the United States, 1905-1960 », dans Philip G. Altbach (dir.), *Student Political Activism. An International Reference Book*, New York, Greenwood Press, p. 427-446.
- COHEN, Yolande (1989). *Les jeunes, le socialisme et la guerre. Histoire des mouvements de jeunesse en France*, Paris, L'Harmattan, 253 p.
- COHEN, Yolande et Claudie WEILL (1982). « Les mouvements étudiants : une histoire en miettes? » *Le mouvement social*, n° 120, p. 3-10.
- COLLARD, Edgar (1960). « Sir William Peterson's Principalship, 1895-1919 », dans Hugh MacLennan (dir.), *McGill. The Story of a University*, Londres, George Allen and Unwin, p. 73-97.
- COLLIN, Johanne (1984). *Évolution des profils de comportement des clientèles féminines et masculines face aux études universitaires : le cas des facultés professionnelles de l'Université de Montréal, 1940-1980*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 163 p.
- COMEAU, Robert, Claude BEAUREGARD et Edwidge MUNN (1995). *La démocratie en veillesse. Rapport des censeurs. Récit de l'organisation, des activités et de la démobilisation de la censure pendant la guerre 1939-45*, Montréal, Québec / Amérique, 300 p.
- COMEAU, Robert et Bernard DIONNE (1989). *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB Éditeur, 542 p.
- Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales (1992). *La jeunesse et ses mouvements. Influence sur l'évolution des Sociétés aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 417 p.
- CORBO, Claude (2000). *La mémoire du cours classique. Les années aigres-douces des récits autobiographiques*, Outremont, Les Éditions Logiques, 445 p.

- COUTURE, François (2005). « Le réseau associatif de l'École littéraire de Montréal », dans Micheline Cambron (dir.), *La vie culturelle à Montréal vers 1900*, [Montréal], Fides et Bibliothèque nationale du Québec, p. 289-303.
- CRUBELLIER, Maurice (1979). *L'enfance et la jeunesse dans la société française. 1800-1950*, Paris, Armand Colin, 389 p.
- DANCOCKS, Daniel G. (1985). *Sir Arthur Currie. A Biography*, Toronto, Methuen, 332 p.
- DÉSY, Caroline (1999). *Discours hégémonique et contre-discours sur la Guerre d'Espagne dans le Québec des années trente*, Ph. D. (sociologie), Université du Québec à Montréal, 292 p.
- DION, Léon (1998). *La révolution dérouterée. 1960-1976*, Montréal, Boréal, 324 p.
- DION, Léon (1993). *Québec 1945-1960. Tome II. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 452 p.
- DION, Léon (1990). « La jeunesse : continuité dans le changement », *L'Action nationale*, vol. 80, n° 4, p. 401-418.
- DION, Léon (1987). *Québec 1945-2000. Tome I. À la recherche du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 182 p.
- DIXON, Marlene (1976). *Things Which Are Done in Secret*, Montréal, Black Rose Books, 290 p.
- DJWA, Sandra (2001). *F.R. Scott. Une vie. Biographie*, Montréal, Boréal, 686 p.
- DOUVAN, Elizabeth (1975). « Sex Differences in the Opportunities, Demands, and Development of Youth », dans Robert J. Havighurst et Philip H. Dreyer (dir.), *Youth. The Seventy-fourth Yearbook of the National Society for the Study of Education. Part 1*, Chicago, University of Chicago Press, p. 27-45.
- DUBÉ, Ludwig (1999). *Images et perceptions de la jeunesse étudiante universitaire québécoise à travers les journaux étudiants (1930-1939)*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 124 p.
- DUBET, François (1996). « Des jeunesses et des sociologies. Le cas français », *Sociologie et sociétés*, vol. 28, n° 1, p. 23-35.
- DUBY, Georges (1973). « Les "jeunes" dans la société aristocratique dans la France du Nord-Ouest au XII^e siècle », dans *Hommes et structures du Moyen Âge*, Paris et LaHaye, Mouton, p. 213-225.
- DUCHASTEL, Jules (1978). *Théorie ou idéologie de la jeunesse: discours et mouvement social*, Ph.D. (sociologie), Université de Montréal, 610 p.
- DUMONT, Fernand (1996). *Genèse de la société québécoise. Essai*, Montréal, Boréal, 353 p.
- DUMONT, Fernand (1986). « Âges, générations, société de la jeunesse », dans Fernand Dumont (dir.), *Une société des jeunes ?*, Québec, IQRC, p. 15-28.
- DUMONT, Fernand (1978). « Les années 30. La première révolution tranquille », dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 1-20.

- DUMONT, Fernand (1974). *Les idéologies*, Paris, Presses universitaires de France, 183 p.
- DUMONT, Micheline et Nadia FAHMY-EID (dir.) (1986). *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes. 1840-1960*, Montréal, Boréal, 315 p.
- DUMONT, Micheline et Nadia FAHMY-EID (dir.) (1983). *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal, 413 p.
- EISENSTADT, Shmuel Noah (1964). *From Generation to Generation. Age Groups and Social Structure*, Glencoe, Free Press, 357 p.
- ESLER, Anthony (1982). «Younger Generations, Youth Movements, and History», *Journal of Political and Military Sociology*, vol. 10, n° 2, p. 311-325.
- ESLER, Anthony (1971). *Bombs, Beards, and Barricades. 150 Years of Youth in Revolt*, New York, Stein and Day, 336 p.
- FECTEAU, Jean-Marie (1992). «Jeunes et sociétés québécoise et canadienne. 1. Les jeunes et leurs mouvements au Québec des XIX^e et XX^e siècles. Quelques jalons pour une analyse historique», dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *La jeunesse et ses mouvements. Influence sur l'évolution des Sociétés aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Éditions du Centre national de recherche scientifique, p. 322-327.
- FERRETTI, Lucia (1994). *L'université en réseau: les 25 ans de l'Université du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 328 p.
- FILION, Gérard (1989). *Fais ce que peux. En guise de mémoires*, Montréal, Boréal, 381 p.
- FOURNIER, Bernard (1994). «S'engager dans la Jeunesse étudiante catholique dans les années quarante», dans Raymond Hudon et Bernard Fournier (dir.), *Jeunesses et politique. Tome II. Mouvements et engagements depuis les années trente*, Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval et L'Harmattan, p. 185-206.
- FOURNIER, Bernard (1988). *Mouvement de jeunes et socialisation politique: la dynamique de la JEC à l'époque de Gérard Pelletier*, M.A. (science politique), Université Laval, 141 p.
- FOURNIER, Marcel (1982). «Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou l'échec d'une génération», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n° 1, p. 3-29.
- FOURRIER, Charles (1971). *Les institutions universitaires*, Paris, Presses universitaires de France, coll. «Que sais-je?», 126 p.
- FRIJHOFF, Willem (1996). «Chapter 2. Patterns», dans Hilde de Ridder-Symoens (dir.), *A History of the University in Europe. Volume II. Universities in Early Modern Europe (1500-1800)*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 43-113.
- FROST, Stanley Brice (1991). *The Man in the Ivory Tower: F. Cyril James of McGill*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 314 p.

- FROST, Stanley Brice (1980-1984). *McGill University. For the Advancement of Learning*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2 volumes.
- GAFFIELD, Chad, Lynne MARKS et Susan LASKIN (1989). « Student Populations and Graduate Careers: Queen's University, 1895-1900 », Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society: Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 3-35.
- GAGNON, Marcel-Aimé (1974). *Olivar Asselin, toujours vivant*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 215 p.
- GAGNON, Nicole (1994). « Fernand Dumont et la conscience historique », *Possibles*, vol. 18, n° 2, p. 126-136.
- GAGNON, Robert (1991). *L'histoire de l'École polytechnique, 1873-1990. La montée des ingénieurs francophones*, Montréal, Boréal, 526 p.
- GALARNEAU, Claude (1978). *Les collèges classiques au Canada français*, Montréal, Fides, 287 p.
- GALLAND, Olivier (1997). *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 247 p.
- GALLAND, Olivier (1993). « Qu'est-ce que la jeunesse? », dans Alessandro Cavalli et Olivier Galland (dir.), *L'allongement de la jeunesse*, Poitiers, Actes Sud, p. 11-39.
- GALLAND, Olivier (1985). *Les jeunes*, Paris, Éditions de la Découverte, 123 p.
- GARRIGUES, Jean (dir.) (2002). *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 309 p.
- GAUTHIER, Alain (1992). *Les campagnes de souscription de 1920 et de 1947 à l'Université de Montréal*, M.A. (histoire), Université de Montréal, 195 p.
- GAUTHIER, Madeleine et Jean-François GUILLAUME (dir.) (1999). *Définir la jeunesse. D'un bout à l'autre du monde*, Québec, IQRC, 270 p.
- GAUVREAU, Michael (2005). *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 501 p.
- GAUVREAU, Michael (2003). « The Protracted Birth of Canadian "Teenagers": Work, Citizenship, and the Canadian Youth Commission, 193-1955 », dans Nancy Christie et Michael Gauvreau (dir.), *Cultures of Citizenship in Post-war Canada, 1940-1955*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 201-238.
- GAUVREAU, Michael (1991). *The Evangelical Century. College and Creed in English Canada from the Great Revival to the Great Depression*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 398 p.
- GIDNEY, Catherine (2004). *A Long Eclipse. The Liberal Protestant Establishment and the Canadian University. 1920-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 240 p.
- GILLET, Margaret (1981). *We Walked Very Warily. A History of Women at McGill*, Montréal, Eden Press Women's Publications, 476 p.

- GILLIS, John (1974). *Youth and History. Tradition and Change in European Age Relations. 1770 to Present*, New York, Academy Press, 232 p.
- GINGRAS, Yves (2003). «Idées d'universités. Enseignement, recherche et innovation», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 148, p. 3-7.
- GINGRAS, Yves (1991). *Les origines de la recherche scientifique au Canada. Le cas des physiciens*, Montréal, Boréal, 299 p.
- GINGRAS, Yves (1989). «Financial Support for Post-graduate Students and the Development of Scientific Research in Canada», dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society. Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 301-319.
- GIOLITTO, Pierre (1991). *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perin, 698 p.
- GIRARDET, Raoul (1983). «Du concept de génération à la notion de contemporanéité», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 30, p. 257-270.
- GOULET, Denis (2004). *Histoire de l'Université de Sherbrooke, 1954-2004: l'audace porte fruit*, Sherbrooke, Éditions Université de Sherbrooke, 444 p.
- GOYETTE, Julien (1998-1999). «Gérard Filion et André Laurendeau : convergences et divergences», *Les Cahiers d'histoire au XX^e siècle*, n° 10, p. 110-118.
- GROULX, Lionel (1970-1974). *Mes mémoires*, 4 vol., Montréal, Fides.
- GUSDORF, Georges (1964). *L'Université en question*, Paris, Payot, 222 p.
- HAMELIN, Jean (1995). *Histoire de l'Université Laval. Les péripéties d'une idée*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 341 p.
- HARVEY, Pierre (1999). *Une longue conquête: histoire de la profession comptable au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 381 p.
- HARVEY, Pierre (1994). *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales*, Montréal, Québec/Amérique, [s.p.].
- HAVIGHURST, Robert J. et Philip H. DREYER (dir.) (1975). *Youth. The Seventy-fourth Yearbook of the National Society for the Study of Education. Part 1*, Chicago, University of Chicago Press, 463 p.
- HÉBERT, Karine (2006). «Élitisme ou démocratisation? Les étudiants de l'Université de Montréal et de l'Université McGill (1895-1960)», dans Yves Gingras et Lyse Roy (dir.), *Les transformations des universités du XIII^e au XXI^e siècle*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 133-156.
- HÉBERT, Karine (2005). «From Tomorrow's Elite to Young Intellectual Workers: The Search for Identity among Montreal Students, 1900-1958», dans Bettina Bradbury et Tamara Myers (dir.), *Negotiating Identities in 19th and 20th Century Montreal*, Vancouver, University of British Columbia Press, p. 202-231.
- HÉBERT, Karine (2004). «Carabines, poutchinettes, co-eds ou freshettes sont-elles des étudiantes? Les filles à l'Université McGill et à l'Université de Montréal (1900-1960)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 3, p. 593-625.

- HÉBERT, Karine (2003). «Between the Future and the Present: Montreal University Student Youth and the Postwar Years, 1945-1960», dans Nancy Christie et Michael Gauvreau (dir.), *Cultures of Citizenship in Post-war Canada, 1940-1955*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 163-200.
- HORTON, Donald J. (1995). *André Laurendeau. La vie d'un nationaliste, 1912-1968*, Montréal, Bellarmin, 357 p.
- HUDON, Raymond et Bernard FOURNIER (dir.) (1994). *Jeunesses et politique. Tome I. Conception de la politique en Amérique du Nord et en Europe; Tome II. Mouvements et engagements depuis les années trente*, Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval et L'Harmattan.
- JENKINS, Richard (1996). *Social Identity*, Londres et New York, Routledge, 206 p.
- JEWSIEWICKI, Bogumil et Jocelyn LÉTOURNEAU (dir.) (1998). *Les jeunes à l'ère de la mondialisation. Quête identitaire et conscience historique*, Québec, Septentrion, 434 p.
- KENISTON, Kenneth (1975). «Prologue: Youth as a Stage of Life», dans Robert J. Havighurst et Philip H. Dreyer (dir.), *Youth. The Seventy-fourth Yearbook of the National Society for the Study of Education. Part 1*, Chicago, University of Chicago Press, p. 3-26.
- KETT, Joseph (1977). *Rites of Passage: Adolescence in America. 1790 to Present*, New York, Basic Books, 327 p.
- KIEFER, Nancy et Ruth Roach PIERSON (1989). «The War Effort and Women Students at the University of Toronto, 1939-1945», dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society. Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 161-183.
- KLEMPA, William (dir.) (1994). *The Burning Bush and a Few Acres of Snow. The Presbyterian Contribution to Canadian Life and Culture*, Ottawa, Carleton University Press, 290 p.
- KOCKA, Jürgen (2003). «Comparison and Beyond», *History and Theory*, n° 42, p. 39-44.
- KOTEK, Joël (1996). *La Jeune Garde. La jeunesse entre KGB et CIA, 1917-1989*, Paris, Seuil, 413 p.
- LABRECQUE, Jean-Claude (1989). *L'Histoire des trois*, Montréal, Office national du film, enregistrement vidéo, 75 minutes.
- LACOMBE, Sylvie (2002). *La rencontre de deux peuples élus. Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 291 p.
- LAFONTAINE, Gilles (1985). *L'Université de Montréal et sa participation à la Deuxième Guerre mondiale*, M.A. (histoire), Université de Montréal, 188 p.
- LAFOREST, Guy et Philippe de LARA (dir.) (1998). *Charles Taylor et l'interprétation de l'identité moderne*, [s.l.], Cerf et Les Presses de l'Université Laval, Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, 372 p.

- LAMBERT, Allen T. (1972). «Generations and Change. Toward a Theory of Generations as a Force in Historical Progress», *Youth and Society*, vol. 4, n° 1, p. 21-45.
- LAPIERRE, Jo (1990). «The Academic Life of Canadian Coeds», *Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 2, n° 2, p. 225-245.
- LAROSE, Michèle (1984). *Les Jeunesses Patriotes et «La Nation» : un mouvement politique d'extrême droite au Québec. 1934-1939*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 164 p.
- LATOUCHE, Daniel (1985). «Jeunesse et nationalisme au Québec. Une idéologie peut-elle mourir?», *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 2, p. 236-260.
- LAVALLÉE, André (1974). *Québec contre Montréal : la querelle universitaire, 1876-1891*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 259 p.
- LAZURE, Jacques (1972). *L'asociété des jeunes Québécois*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 204 p.
- LAZURE, Jacques (1970). *La jeunesse du Québec en révolution. Essai d'interprétation*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 171 p.
- LÉGER, Jean-Marc (1999). *Le temps dissipé. Souvenirs*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 474 p.
- LEMAIRE, Christine (1990). *Les femmes à l'Université de Montréal vues à travers un journal étudiant : Le Quartier latin (1927-1945)*, M.A. (histoire), Université de Montréal, 183 p.
- LEMIEUX, Denise (1986). «Visions de jeunes, miroirs des adultes. Quelques points de vue des adultes sur la jeunesse», dans Fernand Dumont (dir.), *Une société des jeunes ?*, Québec, IQRC, p. 61-75.
- LÉVESQUE, Andrée (1984). *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal, 186 p.
- LEVI, Charles Morden (2003). *Comings and Goings. University Students in Canadian Society, 1854-1973*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 172 p.
- LEVI, Giovanni et Jean-Claude SCHMITT (dir.) (1996). *Histoire des jeunes en Occident*, Tome I. *De l'Antiquité à l'époque moderne*; Tome II. *L'époque contemporaine*, Paris, Seuil.
- LÉVI-STRAUSS, Claude (dir.) (1977). *L'identité. Séminaire interdisciplinaire dirigé par Claude Lévi-Strauss, professeur au Collège de France, 1974-1975*, Paris, Bernard Grasset, 344 p.
- LEVITT, Cyril (1989). «Canada», dans Philip G. Altbach (dir.), *Student Political Activism. An International Reference Book*, New York, Greenwood Press, p. 419-426.
- LINTEAU, Paul-André et al. (1989). *Histoire du Québec contemporain*. Tome 1. *De la Confédération à la crise*; 1; Tome 2. *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal.

- LOWENTHAL, Marla (1986). *Humanism in a Technological Age: 20 Years of Communication Studies at Concordia University, 1965-1985*, Montréal, Loyola College, Concordia University, 209 p.
- MACLENNAN, Hugh (dir.) (1960). *McGill. The Story of a University*, Londres, George Allen and Unwin, 135 p.
- MALVANO, Laura (1996). «Le mythe de la jeunesse à travers l'image: le fascisme italien», dans Giovanni Levi et Jean-Claude Schmitt (dir.), *Histoire des jeunes en Occident*. Tome II. *L'époque contemporaine*, Paris, Seuil, p. 277-308.
- MANNHEIM, Karl (1990). *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 122 p.
- MARIAS, Julian (1970). *Generations. A Historical Method*, Tuscoloosa, University of Alabama Press, 220 p.
- MASSIS, Henri et Alfred DE TARDE (Agathon) (1995). *Les jeunes gens d'aujourd'hui*, présenté par Jean-Jacques Becker, Paris, Imprimerie nationale, 293 p.
- MAUGER, Gérard (1986). «La catégorie de jeunesse. Essai d'inventaire, de classement et de critique de quelques usages courants ou savants», dans Annick Percheron et François Proust (dir.), *Les jeunes et les autres. Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes*, Tome I, CRIV (Centre de recherche interdisciplinaire du Vaucluse), p. 43-63.
- McMURRAY, Dorothy (1974). *Four Principals of McGill: A Memoir. 1929-1963*, Montréal, The Graduates' Society of McGill University, 73 p.
- MICHAUD, Éric (1996). «"Soldat d'une idée": les jeunes sous le III^e Reich», dans Giovanni Levi et Jean-Claude Schmitt (dir.), *Histoire des jeunes en Occident*. Tome II. *L'époque contemporaine*, Paris, Seuil, p. 309-338.
- MITCHELL, Sally (1995). *The New Girl. Girls' Culture in England, 1880-1915*, New York, Columbia University Press, 258 p.
- MITTERAUER, Michael (1992). *A History of Youth*, Oxford, Blackwell, 256 p.
- MOLINO, Jean (1989). «Interpréter», dans Claude Reichler (dir.), *L'interprétation des textes*, Paris, Les Éditions de Minuit, p. 9-52.
- MONTPETIT, Édouard (1975). *Raconté par lui-même et dépeint par ses contemporains au fil de la chronique du temps*, textes édités et commentés par Rodolphe Joubert, Montréal, Éditions Élysée, 449 p.
- MONTPETIT, Édouard (1944-1955). *Souvenirs*. Volume I. *Vers la vie*; Volume II. *Vous avez la parole*; Volume III. *Aller et Retour-Présence*, Montréal, Éditions de l'Arbre (Chanteclerc et Thérien Frères).
- MOODY, Barry (1989). «Acadia and the Great War», dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University, and Canadian Society. Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 143-160.
- MOUNIER, Emmanuel (2000). *Écrits sur le personnalisme*, Paris, Seuil, 393 p.
- MUCCHIELLI, Alex (2002). *L'identité*, (5^e édition mise à jour), Paris, Presses universitaires de France, 127 p.

- MÜLLER, Rainer A. (1996). «Student Education, Student Life», dans Hilde de Ridder-Symoens (dir.), *A History of the University in Europe. Volume II. Universities in Early Modern Europe (1500-1800)*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 326-354.
- NEATBY, Nicole (1999). *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 264 p.
- NEATBY, Nicole (1989). «Preparing for the Working World: Women at Queen's during the 1920's», *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 1, n° 1, p. 53-72.
- O'DONNELL, Mike (1984). *Age and Generation*, Londres et New York, Tavistock, 154 p.
- PELLETIER, Gérard (1983). *Souvenirs. Les années d'impatience, 1950-1960*, Montréal, Stanké, 320 p.
- PÉRUSSE, Noël (1997). *Mémoires d'un déraciné. Tome 1. Graine de traître*, Montréal, Les Éditions Varia, 320 p.
- PICHÉ, Lucie (2003). *Femmes et changement social au Québec. L'apport de la Jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 349 p.
- PIETTE, Christine (1999). *Où va l'université? Le travail professoral: miroir d'une évolution*, Montréal, Hurtubise HMH, 164 p.
- POMEYROLS, Catherine (1996). *Les intellectuels québécois: formation et engagements. 1919-1939*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 537 p.
- POULIN, Chantal (1996). *Le modèle féminin véhiculé par le guidisme au Québec (1938-1964)*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 146 p.
- POULIN, Denis (1995). *Zazous and Swing Jazz: Cultural Resistance under the Vichy Regime (1940-1943)*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 128 p.
- PRONOVOST, Gilles (1981). «Les idéologies étudiantes au Québec», dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *Idéologies au Canada français. 1940-1970. Tome II. Les mouvements sociaux – Les syndicats*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 109-130.
- PROVENCHER, Jean (1971). *Québec sous la loi des mesures de guerre, 1918*, Trois-Rivières, Les Éditions du Boréal Express, 146 p.
- RAWLYK, G.A. (dir.) (1990). *The Canadian Protestant Experience. 1760 to 1990*, Burlington (Ontario), Welch Publishing Company, 252 p.
- RENOUARD, Yves (1953). «La notion de génération en histoire», *Revue historique*, n° 209, p. 1-23.
- RIDDER-SYMOENS, Hilde de (dir.) (1996). *A History of the University in Europe. Volume II. Universities in Early Modern Europe (1500-1800)*, Cambridge, Cambridge University Press, 693 p.

- ROCHON FORD, Anne (1985). *A Path not Strewn with Roses. One Hundred Years of Women at the University of Toronto, 1884-1984*, Women's Centenary Committee, University of Toronto, University of Toronto Press, 88 p.
- ROY, Fernande (1993). *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Boréal, 127 p.
- RYERSON, Stanley B. (1992). «Jeunes et sociétés québécoise et canadienne. 3. A Youth Dimension of Canadian Experience», dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *La jeunesse et ses mouvements. Influence sur l'évolution des Sociétés aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Éditions du Centre national de recherche scientifique, p. 335-340.
- SAVARD, Pierre (1994). «Pour l'histoire des jeunes», *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n° 2, p. 119-131.
- SAVARD, Pierre (1992). «Pax Romana, 1935-1962. Une fenêtre étudiante sur le monde», *Les Cahiers des Dix*, n° 47, p. 279-323.
- SHAW, Martin (1989). «Great Britain», dans Philip Altbach (dir.), *Student Political Activism. An International Reference Book*, New York, Greenwood Press, p. 237-248.
- SHORE, Marlene Gay (1987). *The Science of Social Redemption: McGill, the Chicago School, and the Origins of Social Researches in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 340 p.
- SILVERSTEIN, Harry (dir.) (1973). *The Sociology of Youth. Evolution and Revolution*, New York, The Macmillan Company, 472 p.
- SIMARD, Jean-Jacques (1990). «Entre deux jeunesses il faut choisir la moindre», *L'Action nationale*, vol. 80, n° 4, p. 367-399.
- SIRINELLI, Jean-François (1988). *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 721 p.
- SPRINGHALL, John (1986). *Coming of Age: Adolescence in Britain. 1860-1960*, Dublin, Gill and Macmillan, 270 p.
- SPITZER, Alan B. (1975). «The Historical Problem of Generations», *American Historical Review*, vol. 78, n° 5, p. 1353-1385.
- STRANGE, Caroline et Tina LOO (1997). *Making Good. Law and Moral Regulation in Canada, 1867-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 170 p.
- STRINGER, Guy (1994). *Une histoire de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Sherbrooke. Des origines à 1975*, Sherbrooke, Éditions du CRD, 238 p.
- TAP, Pierre (1980). «Introduction», dans Pierre Tap (dir.), *Identités collectives et changements sociaux. Colloque international, Toulouse-septembre 1979*, Toulouse, Privat, p. 11-15.
- TAYLOR, Charles (1998). *Les sources du moi. La formation de l'identité moderne*, Montréal, Boréal, 710 p.
- THOMAS, Karl-Xavier (2002). *Un pour tous. Les aspirations démocratiques des leaders étudiants de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, 1958-1969*, M.A. (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 160 p.

- TILLY, Charles (1984). «Social Movements and National Politics», dans Charles Bright et Susan Harding (dir.), *Statemaking and Social Movements. Essays in History and Theory*, Ann Harbor, University of Michigan Press, p. 297-317.
- TOURAINÉ, Alain (1980). «Les deux faces de l'identité», dans Pierre Tap (dir.), *Identités collectives et changements sociaux. Colloque international, Toulouse-septembre 1979*, Toulouse, Privat, p. 19-26.
- TRÉPANIÉ, Pierre (2001). «L'étudiant idéal vers 1913», *Les Cahiers des Dix*, n° 55, p. 117-148.
- TRÉPANIÉ, Pierre (2000). «Un projet d'enquête sur la jeunesse universitaire (1913)», *Les Cahiers des Dix*, n° 54, p. 137-169.
- VERGER, Jacques (dir.) (1986). *Histoire des universités en France*, Toulouse, Bibliothèque historique Privat, 432 p.
- VINCENT, Sébastien (2004). *Laissés dans l'ombre. Les Québécois engagés volontaires de 39-45*, Montréal, VLB éditeur, 281 p.
- WALDEN, Keith (1989). «Hazes, Hustles, Scraps, and Stunts: Initiations at the University of Toronto, 1880-1925», dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society. Essays in the Social History of Higher Education*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 94-121.

Index onomastique

- Agathon 72, 73, 76
Arcand, Adrien 153, 209
Archambault (doyen) 98
Archambault, Joseph-Papin (père)
176
Asselin, Olivar 55, 57, 86
Aubert, Julien 216
Babbit 133
Barbeau, Victor 25, 56, 105
Barcelo, Juliette 186, 219, 220
Beatty, Sir Edward Wentworth
20, 22, 94, 127
Béique, Madeleine 178
Belzile, Thuribe 170
Bennett, Richard Bedford 82
Boumty, Émile 17
Bourassa, Henri 119, 122
Brossard, Roger 59
Brouckere, Louis 202
Bruchési, Jean 119, 141
Bruchési, M^{gr} Paul 71, 87, 90
Buck, Tim 154, 209
Canguilhem, Georges 27
Casgrain, Thérèse 176
Chaput, Roger 152
Charbonneau, M^{gr} Joseph 209, 219
Chartier, Émile (abbé) 106, 107
Chauvin, Jean 56
Currie, sir Arthur 22, 47, 63, 94,
109, 110, 127, 130, 155
Dansereau, Pierre 137, 139, 142
Dawson, sir John William 20-22
Deslauriers, Ignace 57
Dumas, Paul 113
Dumont, Fernand 6, 229
Duplessis, Maurice 209, 210,
230-233, 236-239
Edel, Leon 121
Favreau, Lucien 80
Ferland, Philippe 170
Filiatrault, (père) 86
Filion, Gérard 138, 139, 170, 209,
211
Fortier, d'Iberville 179
Fournier, Jules 55
Franco, Francisco 161
Gagnon, Jean-Louis 216, 235
Garde, Pierre de la 49
Gauthier, M^{gr} Georges 16, 17, 125
Geoffroy, Luc 227
Godbout, Denise 186
Goyer, Jean-Pierre 236
Groulx, Lionel (abbé) 72, 73, 100,
119, 120, 136, 138, 140, 176, 244

- Hermil, Jacques 99
 Hitler, Adolf 141
 James, Frank Cyril 22, 35, 130,
 172, 173, 218 221
 Johnson, Daniel 152, 170, 171
 Kennedy, Leo 121
 Kirkconnell, professeur 214
 Klein, A.M. 121
 Laurendeau, André 170, 209, 235
 Laurendeau, Francine 236
 Laurin, Camille 210, 212
 Lauzon, Adèle 186, 209
 Lazure, Denis 215, 216
 Leacock, Stephen 22
 Ledit, Joseph-H. (père) 214, 215
 Léger, Jean-Marc 202, 208-210
 Lesage, Albert 176
 Lesage, Jean 239
 Lévesque, René 235
 Llewellyn, Robert (abbé) 219
 Lortie, Gilles 203
 Lussier, M^{gr} Irénée 205, 227, 228
 MacLennan, Hugh 20
 Mannheim, Karl 132
 Marchand, Jean 209
 Maritain, Jacques 158
 Martineau, Jean-Chrysostome 80
 Maurault, M^{gr} Olivier 174, 175,
 213, 220, 227
 McGill, James 19, 20
 Meloche, Bruno 236
 Montpetit, Édouard 17, 74, 80, 86,
 87, 96, 119, 120, 176
 Mott, John R. 76
 Mussolini, Benito 141
 Nantel, Régine 186
 Newman, John Henry 93
 Nolin, Jean 79
 Osler, Dr William 77
 Paquin, Ubald 56
 Paulhus, Adrien 126
 Pelletier, Gérard 200, 202, 209,
 210, 219, 220, 235
 Pelletier, Hélène 186
 Perreault, Antonio 87
 Peterson, sir William 8, 22, 45,
 88, 108
 Picard, Gérard 209
 Piette, M^{gr} André-V.-J. 18
 Polson Murray, Margaret 43
 Potter, Lucy E. 60
 Raymond, Maxime 176
 Roux, Jean-Louis 183
 Rumilly, Robert 217
 Sartre, Jean-Paul 27
 Sauvé, Jeanne 228
 Sauvé, Paul 239
 Schwartz, Lew 121
 Scott, Frank 22, 121, 154, 161, 244
 Seguin, Fernand 175, 199
 Sénécal, Marie 186
 Smith, Arthur 121
 Strathcona, Lord (sir Donald
 Alexander Smith) 22
 Styron, William 197
 Thiboutôt, Suzette 186
 Trudeau, Pierre Elliott 211, 235
 Vallerand, Jean 152
 Valois, M^{gr} Albert 220
 Woodsworth, James Shaver 155

Index thématique

A-B

Action française (L') 11, 121

Alarm Clock (The) 64, 154-156,
180, 244

Algérie 217

Alma Mater Society 45, 48, 60

américanisme 121

anarchisme 128

anciens combattants 34, 109, 111,
183-185, 191

Association athlétique 41

Association catholique de la
jeunesse canadienne-française
(ACJC) 69-71, 80

Association des conseils étudiants
des universités de la province
de Québec 232, 235

Association des étudiants
en sciences commerciales 79

Association générale des étudiants
de Laval (AGEL) 38-40, 59

Association générale des étudiants
de l'Université de Montréal
(AGEUM) 40, 41, 45, 46, 49,
50, 52, 53, 59, 103, 144, 162, 169,
170, 178, 186, 203, 204, 207, 213,
225-228, 232, 237, 239, 243, 248

Athletic Society 42

avenir 1, 13, 71, 74, 76, 78, 80,
83-86, 88-92, 94-96, 114, 119,
127-129, 135, 137, 139, 140, 143,
144, 149, 152, 176, 180, 192, 193,
198, 200, 205, 247

Black Sheep (The) 64, 154, 155, 244

Bloc universitaire 160

bourses 215, 233, 235, 238

C

Canada VIII, 3, 13, 21, 22, 31, 34,
46, 62, 88, 89, 91, 94, 95, 117,
119, 121, 122, 149, 151, 156,
167-172, 174, 178, 184, 192, 197,
203, 234, 248

Canada (Le) 11, 125

Canada français 15, 17, 73, 74,
80, 89, 120, 141, 179, 180, 200,
210, 217

Canadian Officer Training Corp
(COTC) 88, 167

Canadian Student Association
(CSA) 169

Canadian Student Peace
Movement 148

Canadian Youth Congress 150

canadianisme 121
 carabines 187
 carabins 79, 112, 113, 187, 192
 censure 56, 63, 165, 166, 169,
 171, 213, 220, 226
 Cercle universitaire 103
 Charte de Grenoble 201, 203, 204
 Charte de l'étudiant universitaire
 204
 Chess and Checker Club 42
 chômage 66, 124, 126, 135, 150, 151
 cinéma 20, 31, 50, 128, 220
Cité libre 186, 219
 citoyenneté VIII, 8, 34, 53, 72, 77,
 93-96, 108, 151, 172, 193, 194,
 204, 205, 217, 221, 226, 227
 classe étudiante 39, 88, 204, 205,
 230, 236, 240, 247
 classe ouvrière 69, 129, 136, 138,
 144, 150, 154, 174, 180, 186, 195,
 202, 203, 205-208, 210, 212, 226,
 235, 240, 247
 classe sociale 39, 53, 80, 88, 126,
 128, 138, 180, 191, 192, 205-208,
 230, 236, 240, 243, 245, 247
 Club de relations internationales
 211
 Club interuniversitaire 179
 Club X 223
 co-eds 27, 117
 coéducation 117
 Collège Sainte-Marie 136
 collège classique 11, 13, 15, 29, 30,
 33, 70-74, 80, 97, 99, 136, 137,
 139, 195
 colonialisme 22, 119, 171
 Commission provinciale des
 universités 207, 239
 Commission royale d'enquête sur
 les problèmes constitutionnels
 (Commission Tremblay) 204
 Committee for Medical Aid
 to Spain 161

Committee on Morals and
 Discipline 46, 108, 109
 Commonwealth 34
 communisme 119, 120, 124-126,
 153, 154, 157, 158, 160-164, 170,
 171, 195, 208, 211-218, 222
 Conférence des Universités 174,
 175
 conscription 66, 89-91, 119, 149,
 165, 168-171
 Conseil des Jeunesses
 canadiennes 170
 Cooperative Commonwealth
 Federation (CCF) 154, 155
 corps auxiliaires 177, 178
 corps militaires 165, 167
 Court of Honour 45
 crise des années 1930 2, 3, 18, 27,
 34, 51, 52, 64, 65, 124, 126, 129,
 130, 135-137, 139, 140, 142-145,
 147, 150, 152, 153, 158-160, 164,
 166, 168, 180, 211, 241, 244

D

danse 66, 85, 128, 133
 décolonisation 212
 Delta Sigma Society 42, 116
 démocratie, VIII 65, 94, 95,
 109, 149, 151, 153, 155-159, 161-
 163, 166, 167, 174, 179, 180, 195,
 197, 214, 221, 228, 233, 237, 239,
 244, 245
 démocratisation de l'éducation
 93, 95, 203, 210, 230, 234, 239,
 240, 247
 Deuxième Guerre mondiale
 18, 20, 23, 27, 29, 52, 124,
 148, 165-181, 183-185, 191,
 192, 199-202, 211, 222, 244
 discipline 11, 35, 37, 41, 45, 46, 48,
 53, 54, 71, 99, 103, 104, 106-110,
 128, 195, 222, 223, 247
 doctrine sociale de l'Église 80, 138
 Dominion, *voir* Canada

E

École de sciences sociales,
économiques et politiques 17
École des Hautes Études
commerciales (HEC) 13, 16, 17,
30, 32, 79
École d'hygiène 30, 32
École libre des sciences politiques
de Paris 17
École littéraire de Montréal 31
École polytechnique 13, 16, 17, 30,
32, 99
élections 31, 40-42, 47, 65, 106,
190, 192
élite 6, 12, 59, 70, 73, 77, 80, 83-86,
88, 89, 91, 95-99, 111, 112, 120,
127, 128, 134, 135, 138, 148, 157,
176, 180, 192, 194, 201, 203, 205,
208, 230, 240, 241, 243-247
encadrement moral 35, 37, 41, 69,
82, 88, 98-101, 103, 104, 107, 110,
195, 227, 247
enterrement du béret 25, 39, 50,
52, 53, 125, 144, 213, 226, 227
Entr'Aide universitaire mondiale
(EUM) 211, 216
Équipe de recherches sociales
(ERS) 208-210
Escholier (L') 39, 54, 56, 57, 64,
98, 99
Esprit 200
États-Unis 21, 26, 27, 34, 62,
63, 80, 91-93, 95, 133, 135, 195,
197, 211
Étudiant (L') 54-57, 64, 73, 76, 77,
99, 140

F

Faculté
de droit 12, 15, 16, 29, 31, 36,
75, 78, 87, 98, 111, 185, 216, 225
de génie 188
de médecine 12, 15, 16, 20, 29,
87, 111, 185

de pharmacie 12, 17, 32
de philosophie 17, 32
de théologie 16
des arts 11, 12, 16, 19, 20, 32,
33, 36, 174
fascisme 124, 141, 153, 157,
160, 164
Fédération canadienne des
étudiants catholiques 164
Fédération nationale des étudiants
des universités canadiennes
(FNEUC) 122, 163, 164, 167-169,
207, 214-216
Fédération universitaire,
voir Association générale
des étudiants de Laval (AGEL)
financement des universités
208, 230, 231, 233, 234, 236,
238-241, 245
Financial Post 124
Fonds mondial de secours aux
étudiants 202
Fortnightly 54, 59, 60, 83
France 27 29, 51, 72, 200, 201,
203, 220
fraternités 35, 42, 218, 222, 223
Frente Popular 161

G

génération VII, 4, 12, 27, 29, 65,
72, 76, 79, 86, 91, 121, 128-140,
143-147, 149, 151-153, 160, 166,
168, 169, 175, 177, 179, 180, 192,
195-199, 205, 208, 221, 230, 240,
244, 245, 247, 248
Grande-Bretagne 21, 62, 88, 159,
161, 162, 177
Grève de l'amiante 208, 209, 219
groupe
de pression 192, 228, 230, 231,
239, 241, 245, 247
social VII, 34, 135, 147-153, 157,
176, 180, 192, 195, 203, 205, 208,
231, 240, 244, 245, 247

Groupe des Sept 22
 Guerre de Corée 211
 Guerre d'Espagne 161
 guerre froide 27, 184, 197, 208,
 211, 213, 217, 240

H-I

high schools 11, 14, 33, 101, 185
 humanisme 11, 12, 21, 22, 26, 33,
 87, 92, 97, 129, 206
 humanités 12, 20, 21, 97
 identité VII, VIII, 3-10, 13, 22,
 28, 31, 35, 37, 44, 54, 55, 65-67,
 70, 74, 76-78, 92, 110, 111, 115,
 118, 120, 126, 128, 131, 132, 135,
 136, 140, 142, 148, 158, 164, 165,
 179, 181, 183, 184, 187, 192, 194,
 198, 200, 203, 229, 230, 240, 241,
 243-248
 impérialisme 21, 22, 88, 119, 121,
 124, 161, 162, 170, 246
 incendies 16-18, 39, 96
 individualisme VII, 76, 80, 81, 85,
 88, 108, 123, 124, 126, 127, 134,
 158, 229
 initiations 27, 50-52, 108, 128, 227
 Institut agricole d'Oka 17, 32
 Institut de diététique 30, 32
 Institut de microbiologie
 et d'hygiène (Institut
 Armand-Frappier) 17
 Institut du radium 17

J

Jeune-Canada 136-139, 142, 160,
 170, 180, 223, 244
 jeune travailleur intellectuel
 200-205, 208, 227, 229, 230,
 240, 245, 247
 jeunesse VII, VIII, 1-9, 11, 17,
 26, 28, 29, 37, 55, 69-83, 86, 88,
 89-92, 95, 97-101, 104, 106, 110,
 111, 114, 115, 119-121, 125, 128,
 130-153, 157-161, 164, 166, 170,

175, 176, 180, 187, 192, 194-197,
 199, 201-204, 206, 208, 210, 216,
 217, 219, 229, 230, 239, 240,
 244-248

Jeunesse agricole catholique (JAC)
 2, 151
 Jeunesse étudiante catholique (JEC)
 2, 206
 Jeunesse indépendante catholique
 (JIC) 2
 Jeunesse ouvrière catholique (JOC)
 2, 138, 151
 Jeunesse ouvrière catholique
 féminine (JOCF) 2
 Jeunesses Patriotes 141, 142, 160
Journal des étudiants (Le) 37, 54, 55,
 57, 58

L

Labour Party 124
 Labour Progressive Party Club
 (LPP Club) 213, 214
 League for Social Reconstruction
 (LSR) 154
 libéralisme 23, 123, 126, 153,
 156-158
 liberté 18, 46, 53, 54, 57, 60, 63, 71,
 75, 85, 88, 98, 110, 112, 116, 124,
 156, 157, 159, 160, 162-164, 166,
 167, 179, 204, 208, 213, 221
 Ligue d'action universitaire (LAU)
 237, 238
 Ligue pour la défense du Canada
 170
 loi du cadenas 154, 163, 164

M

Maison des étudiants 39, 106
Manifeste de la jeune génération 137
 McGill Conference on World
 Affairs 218
McGill Daily 47, 51, 54, 62-64, 78,
 81, 82, 89, 92-95, 109, 110, 115,
 117, 121, 122, 124, 132-134, 145,

147, 148, 150, 151, 154-156, 159,
161-163, 167, 171, 172, 192, 194,
196, 198, 213-216, 221, 238, 243
McGill Fortnightly Review 121, 126
McGill Martlet 54, 61, 62, 101
McGill Outlook 54, 60, 61, 100
McGilliad 63, 64
Miss Quartier latin 190
Mock Parliament 124, 154
Musical Association 42
musique 33, 36, 128, 133

N-O

nation 1, 43, 56, 71, 73, 82, 84,
87, 88, 90-92, 94, 96, 97, 114,
118-120, 123, 138, 141, 144, 158,
160, 161, 163, 173, 197, 201, 202,
210, 234
Nation (The) 133
National Conference of Canadian
Students 150
nationalisme 2, 17, 42, 69, 71-73,
76, 77, 79, 80, 86, 87, 90, 93, 94,
96, 97, 118-124, 126, 128, 132,
135-138, 140, 142, 144, 147, 151,
158-161, 164, 169-171, 179, 181,
184, 202, 210, 234, 243, 248
nazisme 141
New York Times 197
Newman Club 214, 221
Office's Training Corps *voir*
Canadian Officer Training
Corp (COTC)

P-Q

pacifisme 28, 148, 167, 177, 215
paix 28, 58, 77, 89, 94, 147, 148,
150, 155, 158, 160, 163, 172, 176,
184, 211, 215, 244
patriotisme 72, 73, 121, 167, 168
Pax Romana 152, 164, 186, 219
personnalisme 158, 244
Pologne 218
poutchinettes 187

Première Guerre mondiale 8, 12,
20, 27, 39, 51, 57, 58, 62, 64, 78,
80, 81, 88-92, 94, 96, 97, 106, 111,
119, 125, 126, 139, 149, 178, 184,
185, 244
quartier latin 16, 31, 49, 56, 104
Quartier latin (Le) 40, 41, 49, 54,
57-59, 63, 103, 111-114, 120-122,
125-127, 136, 139, 140, 142, 144,
149, 152, 157, 159, 160, 162, 164-
166, 169, 170, 175, 176, 180, 186,
199, 202, 206, 210-213, 219, 220,
224, 226, 229, 243

R

radicalisme 3, 153, 154, 156, 159,
168, 196
Radio-Canada 236
Reine du carnaval 190
Relève (La) 139, 158, 160, 200, 244
religion 3, 4, 6, 7, 10, 13, 15, 16,
18-23, 28, 30, 31, 33-35, 40, 46,
63, 66, 69, 72, 73, 77, 80, 85-88,
104, 107, 108, 119-122, 124-126,
128, 129, 138-140, 142, 155, 158,
160, 161, 164, 170, 181, 191, 195,
197, 200, 212, 213, 215, 218-222,
241, 243, 246, 248
remise de diplômes 81, 95, 193,
227
Rerum Novarum 138
Révolution tranquille 2, 3, 8, 28
Revue Bleu et Or 183
Royal Victoria College (RVC)
14, 35, 42, 45, 85, 115, 118, 188,
223, 246

S

Saint-Vincent de Paul 126
service militaire 89, 172, 173, 177
Social Problems Club 150, 153
socialisme 80, 124, 141, 143,
154-156, 163, 201
Société artistique 178

Société de Publication de Laval 55
 sport 26, 31, 51, 52, 77, 104, 119,
 165, 183, 211
 Student Christian Movement
 22, 28, 65, 148, 154, 197, 221
 Student Executive Council (SEC)
 46, 47, 50, 61-63, 110, 116, 118,
 155, 166, 214, 222, 223
 Student Peace Conference 148
 Student Union House Committee
 117
 Student Volunteer Movement 197
 Students' Society 41, 45-48, 61, 64,
 107, 109, 116-118, 166, 186, 192,
 194, 207, 217, 243, 248
 Students' Union House 43, 117,
 162, 188, 223
 syndicalisme 203
 syndicat 201, 207, 230

T-U

Time Magazine 196, 197
 «Trois», Les 236, 237
 Undergraduates' Literary Society
 42, 100, 117
 Union House, *voir* Students'
 Union House
 Union internationale des étudiants
 (UIE) 214-216
 Union nationale des étudiants
 français (UNEF) 201, 245
 Université
 Acadia 214
 de Sherbrooke 13, 236
 de Toronto 27, 50, 124, 177, 214
 d'Ottawa 164
 d'Oxford 81
 du Québec 13
 Harvard 62, 93, 102
 Laval 11, 13, 15, 58, 127, 164
 ouvrière 125
 Queen's 35, 46

universités de la province
 de Québec, *voir*
 Association des conseils
 étudiants des universités
 de la province de Québec
 University Club 42, 43
 University College of Dundee 21
 University Gazette 42, 59

W-Y-Z

Women's Society 115, 116, 118
 World's Student Christian
 Association 76
 Young Men's Christian Association
 (YMCA) 28, 69, 70
 Young Women's Christian
 Association (YWCA) 28
 Zeta Psi Fraternity 42

DANS LA MÊME COLLECTION

Former à distance

La Télé-université et l'accès
à l'enseignement supérieur
Patrick Guillemet
2007, 366 pages

Les transformations des universités du XIII^e au XXI^e siècle

*Sous la direction de
Yves Gingras et Lyse Roy*
2006, 270 pages

La persistance aux études supérieures

Le cas du doctorat, édition revue et augmentée
Louise Bourdages
2001, 190 pages

L'université possible

Un regard personnel et perspectif
porté sur l'université québécoise
Denis Rhéaume
2000, 196 pages

L'État québécois et les universités

Acteurs et enjeux
*Sous la direction de Paul Beaulieu
et Denis Bertrand*
1999, 290 pages

Vers un modèle de direction de recherche doctorale en sciences humaines

Chantal Royer
1998, 106 pages

L'évolution de la population étudiante à l'université

Facteurs explicatifs et enjeux
Sous la direction de Pierre Chenard
1997, 168 pages

Les stratégies d'apprentissage à l'université

*Albert Boulet, Lorraine Savoie-Zajc
et Jacques Chevrier*
1996, 216 pages

La carrière de l'élite scientifique universitaire du Québec

Le cas du secteur biomédical
Paul Beaulieu
1996, 146 pages

Le travail professoral remesuré

Unité et diversité
*Denis Bertrand, Roland Foucher, Réal
Jacob, Bruno Fabi et Paul Beaulieu*
1994, 446 pages

Le travail professoral reconstruit

Au-delà de la modulation
Denis Bertrand
1993, 198 pages

La qualité de l'enseignement supérieur au Québec

*Sous la direction de Romain Rousseau
et Claire V. de la Durantaye*
1992, 128 pages

Le travail professoral démystifié

Du rapport Angers au rapport Archambault
Denis Bertrand
1991, 166 pages



Associés à la jeunesse, les étudiants ont longtemps été perçus, et se sont considérés eux-mêmes, comme l'avenir de la société. Avant de constituer le groupe organisé que l'on connaît aujourd'hui, les étudiants ont maintes fois pris la parole dans les grands débats publics au nom du rôle qu'ils joueraient dans le futur. Sans cesse tiraillés entre maintenant et demain, certains d'entre eux se sont montrés « impatients d'être eux-mêmes ».

De quelle manière un groupe en vient-il à prendre conscience de son existence ? Qu'est-ce qui suscite la prise de parole et l'action sociale ? Quelle importance prend la jeunesse, le genre, l'appartenance ethnique et religieuse ou encore la classe sociale dans la construction de l'identité estudiantine ?

Cet ouvrage répond à ces questions en abordant l'histoire de deux communautés étudiantes montréalaises, celles de l'Université de Montréal et de l'Université McGill. De 1895 à 1960, les étudiants de ces deux universités ont fondé des journaux et des associations étudiantes, ils ont fait entendre leur voix dans les débats sociaux, ils sont entrés en contact avec des étudiants et des jeunes d'un peu partout au Québec, au Canada et dans le monde, ils ont réagi aux grands événements du siècle comme les guerres mondiales, la Crise des années 1930, la montée du communisme et les querelles dans le financement des universités. Surtout, ils ont dû se positionner face à la représentation que la société et les autorités universitaires se faisaient d'eux. Élite de demain, jeune génération, groupe social, classe sociale, jeunes travailleurs intellectuels, groupe de pression : autant de catégories selon lesquelles les étudiants ont tenté de définir, au long de la période étudiée, leur statut et leur rôle dans la société.

KARINE HÉBERT est professeure d'histoire au Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Rimouski. Membre du Groupe d'histoire de Montréal, ses recherches portent sur l'histoire de la jeunesse et des femmes, et sur l'histoire du patrimoine.